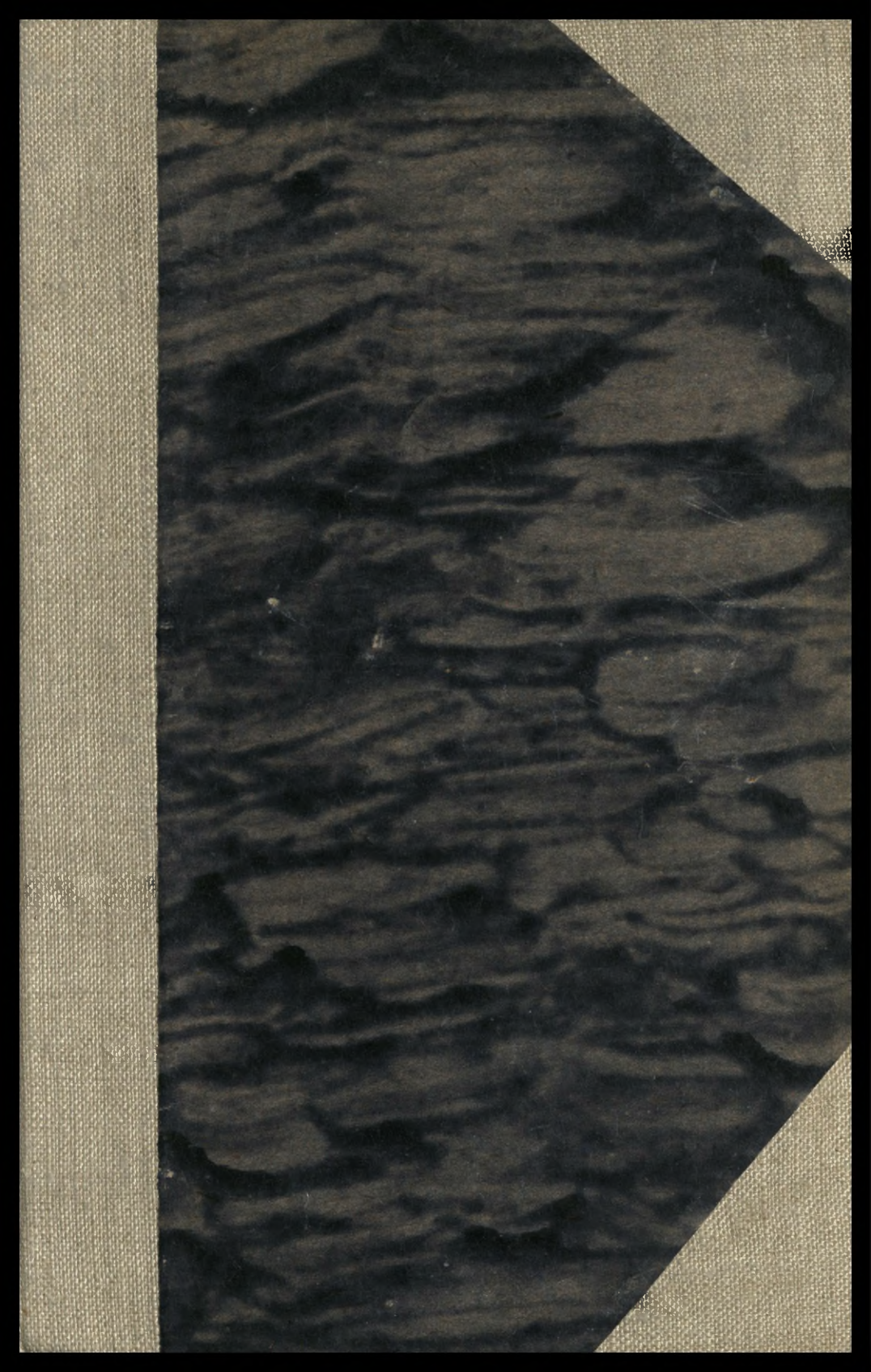

Part Code
ST1316
R G B WH GR BL
Grey Scale #13
C M Y K
DANES-PICTA.COM
A 1 2 3 4 5 6 M 8 9 10 11 12 13 14 15 B 17 18 19
Colour Chart #13
Blue Cyan Green Yellow Red Magenta White 3/Color Black
Inches
Centimetres
DANES-PICTA.COM



E. Varin.

LE MÉMORIAL DE FOCH



OUVRAGES DE RAYMOND RECOULY

LA BATAILLE DE FOCH. — Un volume in-16. Hachette, 1920 (25e mille). *(Couronné par l'Académie française.)*

FOCH, LE VAINQUEUR. — Un volume in-16. Hachette, 1919 (20e mille).

LE PAYS MAGYAR. — Impressions et études sur la Hongrie. Un volume in-12. Alcan, 1903.

DIX MOIS DE GUERRE EN MANDCHOURIE. — Impressions d'un témoin. — Un volume in-12. Juven, 1906.

LE TSAR ET LA DOUMA. — Un volume in-12. Juven, 1906.

EN ANGLETERRE. — Un volume in-12. Fasquelle, 1905. *(Ouvrage couronné par l'Académie française.)*

L'ASSASSINAT DE GASTON CALMETTE. — Une brochure. Plon-Nourrit et Cie, 1914.

LA BATAILLE DANS LA FORÊT D'ARGONNE. — (Jean-Léry). — Impressions d'un combattant. Un volume in-12. Hachette, 1916.

MARÉCHAL FOCH AND HIS BATTLES. — Un volume in-12. Scribners, New-York, 1916.

M. JONNART EN GRÈCE ET L'ABDICATION DE CONSTANTIN. — Un volume in-12. Plon-Nourrit et Cie, 1918 (6e édition).

OU EN EST L'ALLEMAGNE ? — Un volume in-12. Hachette, 1922 (10e mille).

ITINÉRAIRES ALGÉRIENS. — Un volume illustré in-12, Paris, 1922 (publié par les soins du gouvernement général de l'Algérie).

LES HEURES TRAGIQUES D'AVANT GUERRE. — Un volume in-18. Paris, 1923. La Renaissance du Livre (10e mille).

LA RUHR. — Un vol. in-18, Paris, 1923. Flammarion (8e mille).

LA BARRIÈRE DU RHIN. — Un volume in-18. Paris, 1923, Hachette (15e mille).

LE PRINTEMPS ROUGE, *Episode de guerre et de révolution en Russie.* — Un volume in-16. Paris, 1924. Les Éditions de France (15e mille).

HISTOIRE DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE. — Un volume in-8, Paris, 1927. Hachette (15e mille).

BONAPARTE A TOULON. — Un volume in-16. Paris, 1929. Les Éditions de France (11e mille).

Droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

LE MÉMORIAL DE FOCH

MES ENTRETIENS AVEC LE MARÉCHAL

PAR

RAYMOND RECOULY

XXXVII. 5.
XXXVII. 11;

PARIS
LES ÉDITIONS DE FRANCE
20, AVENUE RAPP, 20

Copyright, 1929, by Éditions de France.

Il a été tiré de cet ouvrage :

CINQUANTE EXEMPLAIRES SUR VELIN PUR FIL LAFUMA
numérotés de 1 *à* 50
ET CINQ EXEMPLAIRES MÊME PAPIER HORS COMMERCE

CINQ CENTS EXEMPLAIRES SUR PAPIER ALFA
numérotés de 51 *à* 550

ET TRENTE EXEMPLAIRES MÊME PAPIER HORS COMMERCE
numérotés de I *à* XXX

constituant proprement et authentiquement l'édition originale
et revêtus de la signature manuscrite de l'auteur.

17363

LE COMMANDEMENT UNIQUE

Il semble pas être ce qu'un vrai peuple pense . .

Je ne connais rien de plus réconfortant, de plus tonifiant que ces entretiens avec le Maréchal ,chez qui je viens de passer près d'une heure . Qu'il parle de politique ou de stratégie, les idées qu'il expose, les propos qu'il tient, il vous semble toujours au moment où vous le quittez, que vous auriez pu sans effort, les trouver de vous-même. La conversation des hommes supérieurs donne toujours cette impression-là. Tout ce qu'ils disent, même quand c'est très original et très profond,apparait comme la simplicité même.

Page du texte de M. Raymond Recouly corrigé et annoté de la main même du Maréchal Foch.


A M. Raymond Recouly,
F. Foch

E. Weygand

PRÉFACE

CE QU'IL Y A DANS CE LIVRE

Cet ouvrage contient le récit de quelques-unes des conversations, les plus intéressantes, que j'eus avec le Maréchal, pendant une période de dix années environ, depuis 1919 jusqu'à la fin de 1928, où il s'alita pour cette longue maladie, dont il ne devait pas, hélas, se relever.

Quelque temps après la guerre, Foch, que je connaissais déjà, qui m'avait accordé un long entretien en novembre 1916, à mon départ pour ma mission en Russie, à laquelle il s'était vivement intéressé, que j'avais revu à mon retour, en 1917, un peu avant le coup d'Etat bolchévique, me permit d'aller m'entretenir régulièrement avec lui, deux fois par mois environ, quelquefois plus, rarement moins.

Cette habitude, par le plaisir intellectuel et moral qu'elle me donnait, ne tarda pas à devenir pour moi un véritable besoin. Quand, pendant l'été par

exemple, par suite d'un voyage, j'étais resté un peu plus longtemps sans le voir, j'avais le sentiment que quelque chose me manquait. Je ne retrouvais plus mon équilibre. J'étais pareil à un navigateur qui éprouve le besoin de régler son compas. Vite, un coup de téléphone à l'un de ses officiers d'ordonnance: presque toujours la même réponse me venait:

« Le Maréchal sera chez lui vers cinq heures. Son courrier signé, il vous attend... »

Foch, m'accordant une confiance entière et sans réserve, que je tiens pour une marque d'honneur inestimable, qui est une des joies, une des fiertés de ma vie, non seulement s'entretenait avec moi, *librement et sans réticence*, de toutes les grandes affaires militaires et politiques auxquelles il avait été directement mêlé, pendant la guerre, durant les négociations de paix, pendant les années qui suivirent, me racontant avec son franc-parler, dans son langage abrupt et imagé, le rôle qu'il y avait joué, portant sur les hommes et sur les événements un jugement objectif, clairvoyant, mais il fit plus encore. Il me permit, à diverses reprises, de consulter quelques-uns de ses précieux documents, certaines parties de son journal, ses magnifiques lettres à Joffre pendant la bataille de l'Yser, dont il serait difficile de dire à qui elles font plus d'honneur, celui qui les écrivit, ou celui à qui elles furent écrites.

La plus grande partie de ce livre, tout ce qui

touche notamment à l'armistice, au commandement unique, au traité de paix, je me proposais d'abord, et avec le consentement exprès du Maréchal, de la publier de son vivant, il y a quelques années déjà. Je lui avais soumis mon manuscrit qu'il avait lu, approuvé, auquel il avait lui-même, de sa main, apporté quelques retouches. A la dernière minute, quand j'allais donner le « bon à tirer », Foch fut saisi d'un scrupule. On se trouvait alors en pleine crise du franc.

« Tout cela, me dit-il, risque de soulever des protestations et des polémiques. Est-ce bien le moment, quand notre pays, notre monnaie se débattent dans de terribles convulsions? Attendons encore! »

Je me gardai d'insister. J'attendis. Survinrent, de ma part, des absences, des voyages, puis la maladie du Maréchal...

Maintenant j'ai non seulement le droit, mais le devoir de ne pas différer un instant la publication de ce récit, qui montre sous son vrai jour, et quel jour, un des grands chefs militaires, un des grands hommes de notre temps et de tous les temps.

Il met en relief ses qualités intellectuelles et ses qualités morales, sa raison, son génie. Son rôle, déjà grand, apparaîtra comme beaucoup plus grand encore quand on verra les difficultés de toute sorte, militaires, politiques, psychologiques auxquelles il eut à faire face dans l'exercice de son commande-

ment, le tact, la finesse, la diplomatie qu'il dut employer, en même temps que l'énergie et la volonté, pour maintenir ensemble cet attelage bigarré de Français, Anglais, Belges, Américains, Italiens, Portugais, Australiens, Canadiens, pour éviter entre eux les frictions et les tiraillements. On comprendra mieux quelle chance miraculeuse nous eûmes, les uns et les autres, de posséder à ce moment un homme comme lui.

Alors que dans toutes les autres contrées belligérantes, Allemagne, Angleterre, Etats-Unis, Italie, tous les grands chefs militaires sans exception, à commencer par le *Kaiser* et le *Kronprinz*, qui d'ailleurs n'ont de chef que le nom, presque tous les grands chefs civils ont écrit leurs Mémoires; seuls, la plupart des grands chefs français, Clemenceau, Foch, Joffre, sont demeurés silencieux. Foch laisse, il est vrai, des Mémoires, mais ces Mémoires, par tout ce que j'en ai vu, sont purement et exclusivement militaires.

Ce silence ne durera pas et il ne peut pas durer. Car l'histoire possède ses droits imprescriptibles. Nous avons, les uns et les autres, intérêt à apprendre, de la bouche même de ceux qui les menèrent, comment les choses ont été menées.

Le récit qu'on va lire, touchant les plus grandes questions de la guerre et de la paix, le commandement unique, les relations entre les états-majors

alliés, l'armistice, le traité de paix, lèvera une partie de ce voile. Là réside son principal objet.

Sur toutes ces questions j'ai reproduit avec une fidélité minutieuse, avec une exactitude photographique, les propos que le Maréchal m'a tenus. Le ciel m'a doué d'une excellente mémoire, qu'un long exercice professionnel a encore développée, me permettant, pour peu que j'y applique mon esprit, de retracer mot pour mot, sans omissions ni changements, ce qui m'a été dit au cours d'un entretien, si long soit-il.

A peine avais-je quitté le Maréchal que j'ai pris chaque fois le soin d'écrire par le menu ce qu'il venait de me raconter.

J'ai laissé volontairement à ce récit le ton, l'allure parfois décousue de la conversation de Foch, avec ses expressions vives, ses sautes brusques d'une idée à l'autre, ses répétitions et ses détours.

Ma seule ambition est que tous ceux qui connaissent vraiment le Maréchal puissent dire, en lisant ces pages : « C'est bien ainsi qu'il a parlé ! »

Les jugements qu'il porte sur nos hommes politiques risquent d'être désagréables à quelques-uns d'entre eux; ils provoqueront peut-être des protestations et des critiques.

J'en suis bien fâché, mais je n'y peux rien.

Ce livre a une raison d'être, une seule : montrer Foch tel qu'il est, le faire parler comme effectivement il parla. Mon devoir est de ne rien retrancher, rien adoucir de ce que le Maréchal m'a dit.

Foch au demeurant, même dans ces entretiens privés, ne s'exprimait jamais à la légère. Ses moindres propos étaient voulus, réfléchis, pesés.

La plupart des choses qu'il m'a dites, il ne me les a pas dites une fois, mais dix.

Mon rôle était de les consigner religieusement dans ce livre, afin d'en conserver à jamais le souvenir.

C'est ce que j'ai fait.

Et je dois ajouter ceci :

Nul, j'imagine, ne lira sans émotion, dans ces pages, la série des chapitres intitulés le *Drame du traité de paix*.

Ce drame, c'en est un, tel que Foch, avec sa précision militaire, documents en main, me les raconta, montre la longue et douloureuse suite de ses efforts, un vrai calvaire, pour empêcher cette injustice de s'accomplir : LA FRANCE VICTORIEUSE EN 1918, au lendemain d'une victoire qui l'avait saignée à blanc, ruinée, contrainte d'accepter, vis-à-vis de l'Allemagne son ennemie, quelle frontière ? pas même celle de 1814, mais celle de 1815, c'est-à-dire UNE FRONTIÈRE DE VAINCU, DE DEUX FOIS VAINCU.

Ainsi, en ce qui concerne cette frontière, nous

en sommes, au lendemain de Rethondes, exactement au même point qu'au lendemain de Waterloo.

Rien ne saurait expliquer, encore moins excuser cette folie, due à la défaillance de nos dirigeants, à l'égoïsme et à l'incompréhension de nos alliés.

Pour l'empêcher, Foch fit tout ce qu'il était humainement possible de faire et plus encore. Il fit tout, sauf briser son épée, ce qui n'eût servi à rien, au contraire, ce qui nous eût privés des immenses services qu'il pouvait et devait nous rendre par la suite.

Ce sont ces efforts, peu ou mal connus du public, que je veux exposer.

Quant à savoir qui, de Foch ou de ses contradicteurs avait raison, l'histoire le dira, si tant est qu'elle ne l'ait pas déjà dit.

Paris, le 24 mars 1929.

8 *bis*, BOULEVARD DES INVALIDES

Le Maréchal s'installa d'abord, après la guerre, boulevard de Courcelles, dans l'ancien hôtel de l'Ambassade d'Espagne, puis au 8 bis, boulevard des Invalides, qui était, pour lui et ses officiers, un endroit beaucoup mieux approprié.

En bordure de la large avenue où passent assez peu de voitures et pas le moindre tramway, qui paraît calme et reposante, comparée à la plupart des rues de Paris, à l'ombre, si l'on peut dire, du dôme monumental qui sert de dernière demeure au plus grand homme de guerre de tous les temps, où Foch, son émule, son égal, est venu le rejoindre, de petites maisons basses, modestes, mais d'une symétrie harmonieuse, ont l'air d'avoir été créées tout exprès pour le studieux asile de quelques-uns des chefs de notre armée.

Tout ici dit l'ordre, la précision, la discipline. Les

cours, les escaliers, les couloirs, les pièces ont je ne sais quoi de la nudité, de l'austérité du monastère. Très peu de visiteurs, des antichambres presque toujours vides, ce qui vous change des ministères, presque aucun mouvement, aucun bruit.

Au premier étage d'une de ces petites maisons, après un grand escalier, un long couloir où se tiennent habituellement deux plantons. Les premières pièces sont occupées par deux ou trois officiers d'Etat-Major, presque toujours les mêmes d'ailleurs; mon vieil ami, le colonel de Mierry qui fut mon compagnon de guerre, que j'ai connu en Champagne, dans les Flandres, un peu partout, n'a jamais quitté le Maréchal, sauf pendant son séjour obligatoire dans un régiment de cavalerie et son stage à l'Ecole de Guerre. Après, le bureau des officiers d'ordonnance, eux aussi depuis de nombreuses années près de Foch : le capitaine Lhopital, le commandant Bugnet. Puis le bureau du chef d'Etat-Major qui fut, pendant sept ou huit années, celui de Weygand. Et tout au fond. une large pièce avec deux fenêtres donnant sur la cour : c'est le bureau du Maréchal. Un mobilier très simple, une grande table couverte de papiers, les murs tapissés de cartes : celles de notre frontière du Nord et de l'Est, la Rhénanie; en évidence, une carte de l'Europe, que Foch garde constamment sous les yeux.

Ses collaborateurs se répartissent la tâche, d'après les directives données par le Maréchal une fois pour

toutes. C'est comme une horloge bien réglée, qui fonctionne sans qu'on ait jamais à y toucher.

Les hommes vraiment supérieurs, ceux dont l'existence est la mieux remplie, durant les quelques instants que vous passez avec eux, vous donnent toujours l'impression d'être entièrement au sujet dont vous les entretenez, comme s'ils n'avaient rien d'autre à faire, avant ou après. L'agitation, la trépidation, la bousculade ne sont point leur fait. Pendant que vous êtes avec Foch, par exemple, le téléphone ne retentit jamais. Dans des circonstances exceptionnelles, un officier d'ordonnance, son chef d'Etat-Major entrent dans son cabinet pour lui apporter des communications urgentes. En dehors de cela, il est tout à son interlocuteur.

Poincaré, pour les mêmes raisons sans doute, et parce qu'il sait, lui aussi, régler harmonieusement sa vie, se laisse rarement déranger pendant que vous l'entretenez, soit par le téléphone, soit par les entrées et sorties de quelqu'un de son entourage.

Chez beaucoup d'autres ministres, au contraire, à plus forte raison chez leurs chefs de cabinet, à peine avez-vous commencé une phrase, qu'un coup de sonnette, le récepteur saisi, vous interrompent. Vous la reprenez après deux ou trois minutes d'intervalle, et, de nouveau, la sonnerie, la même histoire recommencent, ce qui vous donne un furieux désir de prendre la porte et de planter là un homme si occupé.

COMMENT FOCH PARLE

ET COMMENT IL TRAVAILLE

Dans une conversation avec Foch, voici que se présente une question importante. Le Maréchal vous regarde puis, faisant de sa main un geste brusque et coupant : « Attendez », dit-il.

Quelques minutes de silence et Foch de se placer aussitôt sur ce qui lui paraît être le point essentiel de cette question. Il n'y a pas d'homme au monde qui soit plus ennemi des exordes, des préambules, pas d'homme aussi qui s'affranchisse plus habituellement des transitions.

Aussi, dans les débuts tout au moins, quand on n'est pas habitué à sa méthode, on se trouve dérouté par ce qu'elle a de saccadé, d'abrupt, de discontinu. Il projette subitement un vif faisceau de lumière sur l'idée qui lui paraît la plus importante. Quand il la tient, il ne la lâche plus avant qu'il n'en ait tiré tout ce qu'elle contenait. Cela fait, il passe à un autre sujet, estimant en avoir assez dit sur le premier.

Il est pareil à un homme qui, ayant à débroussailler un champ, s'installerait d'un bond au plus fort, au plus épais du maquis, puis, à grands coups de serpe, débarrasserait à droite et à gauche les racines et les branches qui le gênent. Pour Foch, l'essentiel seul compte; l'accessoire, le détail sont de nulle importance. Aucun procédé, aucune figure de style, pas de formules toutes faites. Une manière de s'exprimer simple, vigoureuse, nette qui colle exactement à la pensée; de petites phrases concises, précises, courant à vive allure les unes après les autres, comme si elles étaient pressées d'arriver à l'étape.

Voici un autre trait, essentiel, d'après moi, de son esprit.

Il m'arrivait souvent, ayant parlé avec lui de quelque sujet important, de mettre, à ma visite suivante, de nouveau l'entretien là-dessus. A mon vif étonnement, à ma grande admiration, je constatais que d'une semaine ou d'une quinzaine à l'autre, le Maréchal avait tourné, retourné dans tous les sens cette question. Tout un travail immense et impressionnant s'était accompli en lui. Une simple graine était devenue un arbre, avait poussé de toutes parts ses racines, ses branches, ses riches frondaisons. Foch parlait maintenant de cette question, à peine effleurée la fois dernière, avec une abondance, une précision étonnantes. Il la rattachait à d'autres, la situait dans un ensemble, lui découvrait des causes et des correspondances insoupçonnées.

Comme je lui en faisais un jour la remarque :

« C'est toujours ainsi que je travaille, me dit-il, et c'est, je crois, une excellente manière de travailler. Il faut porter longtemps en soi les sujets qu'on étudie, afin de les nourrir de sa substance. J'y pense à mon lever le matin, à mon coucher le soir, au cours de mes promenades. A force d'y penser, toutes sortes d'idées adventices vous viennent. Un beau jour, on s'aperçoit qu'on a beaucoup de choses à dire, beaucoup trop même, sur la question qui vous occupe. Au lieu d'avoir à ajouter, on est obligé de retrancher. »

COMMENT FOCH

FUT NOMMÉ GÉNÉRALISSIME

« On a raconté, me disait un jour Foch, bien des choses inexactes ou à demi-exactes sur les conditions dans lesquelles j'ai été nommé généralissime. Voici comment cela s'est passé :

» Le 21 mars 1918, Ludendorff qui, du point de vue tactique, a admirablement préparé, usiné son instrument de guerre, lance son offensive contre deux des armées britanniques : la troisième et la cinquième. L'une d'elles est complètement enfoncée. Toutes les lignes sont emportées. Les premiers jours, les troupes allemandes, lancées à toute allure, ne trouvent rien devant elles.

» Le 24 mars, j'allai trouver Clemenceau avec une lettre où mon avis était formulé. Ma conclusion était très nette : Rien n'est prêt, disais-je, pour maintenir coûte que coûte la collaboration indispensable des armées françaises et britanniques.

— Vous m'abandonnez, me répliqua Clemenceau.

— Non, monsieur le Président, lui dis-je, je ne vous abandonne pas, mais rien n'est prêt !

— Les commandants en chef sont d'accord, répliqua-t-il. J'ai déjeuné avec Haig, je vais dîner avec Pétain.

» A quoi je réponds :

— Ce n'est pas en déjeunant qu'on dirige des batailles.

» Lors d'une réunion précédente du Comité de Versailles, à laquelle j'avais assisté avec Pichon et Clemenceau, j'avais dit, en m'adressant à ce dernier, qui n'était pas très désireux d'ailleurs de me laisser parler : « Une offensive redoutable se prépare. Les mesures indispensables n'ont pas été prises pour la repousser. »

» Vous savez que, tant le danger paraissait grand, on avait songé un instant à éloigner de la capitale, comme en 1914, le gouvernement et les services publics. M. Poincaré, quand on le pressentit sur ce point, déclara d'ailleurs nettement qu'il se refusait pour l'instant à envisager ce départ.

» C'est le soir du dimanche 23, à la nuit tombante, que M. Clemenceau alla voir M. Poincaré pour lui déclarer que si la situation ne s'améliorait pas rapidement, le gouvernement devrait se préparer à quitter la capitale. M. Poincaré répondit qu'il était parti déjà une première fois en 1914, qu'il se refusait à partir une seconde fois, et que, dans tous les cas, il ne saurait être question, pour l'instant, de son départ.

» Le lendemain 25, reprend Foch, je devais me rendre à Abbeville.

» A onze heures, coup de téléphone de Clemenceau : « Il y a Conseil de guerre à Compiègne, me dit-il. Venez-y et envoyez le général Weygand à Abbeville. »

» A la gare du Nord, je rencontrai Javary, le directeur du réseau, qui me dit :

— Sauvez Amiens, sinon tout est perdu. C'est le nœud de toutes nos communications.

» A Compiègne, réunion dans une villa des environs, la ville étant à tout instant bombardée. Lord Milner, représentant qualifié du gouvernement britannique, envoyé en France sur la demande très pressante du général sir Douglas Haig, venait d'arriver. Le Président de la République, Clemenceau, le général Milner, Pétain et moi nous tenons conseil. Mais le général Haig n'est pas là, impossible de rien faire. On décide de tenir le lendemain, à l'Hôtel de Ville de Doullens, une conférence où la question du commandement unique sera discutée et réglée.

» A peine rentré à Paris, j'étais chez moi, avenue de Saxe, quand Weygand, retour d'Abbeville, vint me raconter ce qu'il a appris de Haig et du général anglais Wilson. Celui-ci était allé le trouver pour lui dire :

— On aurait, paraît-il, l'intention de nommer Clemenceau directeur suprême de la guerre, avec Foch comme chef d'état-major. Cette conception n'est pas viable. Très certainement les Anglais s'y

opposeront. Ce n'est pas le métier de Clemenceau de conduire les armées. Qui est-ce qui gouvernerait à sa place ? Sa tâche est déjà suffisamment grande.

» Le jour suivant, le 26, nous partîmes pour Dury, puis pour Doullens où nous arrivâmes assez tard. Le général sir Douglas Haig étant en conférence avec ses généraux et cette conférence se prolongeant, nous attendîmes dans la cour de l'Hôtel de Ville. On mangea, en attendant, les sandwich.. qu'avait apportés fort prudemment, le « popotier » de Pétain.

» Vous connaissez le reste. On proposa tout d'abord de me donner le commandement des armées de réserve autour d'Amiens, à la soudure anglo-française.

» Clemenceau accepta.

— Mais ce n'est pas assez, dit Haig, il faut donner à Foch le commandement de tout le front ouest.

» Clemenceau accepta également.

» Je dis alors en quelques mots très brefs, très secs, comment je comprenais la situation.

» A la fin du déjeuner, Clemenceau, s'approchant de moi, me dit d'un air mi-complimenteur, mi-sarcastique :

— Eh bien ! vous l'avez enfin, votre haut commandement !

» A quoi je répliquai :

— C'est un fameux cadeau que vous me faites ! Vous me donnez une bataille perdue et il faut la gagner !

— Enfin, répliqua Clemenceau, vous avez quand même obtenu ce que vous vouliez.

» Là-dessus, Loucheur, intervenant :

— Il ne faut pas dire cela, monsieur le Président. Le général Foch accepte par dévouement à la patrie, mais ce n'est certes pas par plaisir ! »

« Voilà, dit Foch en guise de conclusion, dans quelles conditions précises j'ai été nommé généralissime. »

« — J'ai entendu souvent, monsieur le Maréchal, des hommes d'Etat britanniques répéter ceci : les Français n'ont eu nul besoin de nous imposer le commandement unique. C'est sir Douglas Haig qui l'a plus que personne demandé et il l'a demandé parce qu'il était sûr que Foch, en qui il avait une absolue confiance, serait désigné pour l'exercer ! »

EN QUOI CONSISTE EXACTEMENT LE ROLE DU GÉNÉRALISSIME ? LES IDÉES DE FOCH SUR LE COMMANDEMENT UNIQUE

Je ne connais rien de plus réconfortant, de plus tonifiant que ces entretiens avec le Maréchal chez qui je viens de passer près d'une heure.

Qu'il parle de politique ou de stratégie, les idées qu'il expose, les propos qu'il tient, il vous semble toujours, au moment où vous le quittez, que vous auriez pu sans effort les trouver vous-même. La conversation des hommes supérieurs donne toujours cette impression-là. Tout ce qu'ils disent, même quand c'est très original et très profond, apparaît comme la simplicité même.

Après m'avoir entretenu des affaires d'Allemagne, le Maréchal est venu à me parler de la guerre et du commandement unique.

« On ne cesse de répéter, me dit-il, que c'est le commandement unique qui, au printemps 1918, a sauvé la situation. On attribue à ce commandement

une sorte de pouvoir magique, merveilleux. On en fait je ne sais quel talisman, quel fétiche qui, par sa vertu toute puissante, a transformé du jour au lendemain en victoire ce qui aurait pu être une défaite.

» C'est là une conception assez enfantine. Quelle illusion de croire que quelques lignes écrites sur un papier et remises à un homme, puissent ainsi, du jour au lendemain, changer le cours des événements ! Il en est du commandement unique comme des plans stratégiques. Ils valent avant tout par la manière dont ils sont exécutés. L'état-major germanique avait un excellent plan de guerre en 1914. Il a perdu la bataille parce que ce plan a été mal exécuté ou même ne l'a pas été du tout.

» On pourrait en dire de même du commandement unique. En 1917, l'armée anglaise s'est trouvée un moment sous les ordres du commandant en chef français. Nous n'avons cependant pas gagné la guerre pour cela, alors que nous aurions pu, sans aucun doute, en nous y prenant tout autrement, la gagner.

» Quand, durant l'automne 1914, avant et pendant la bataille de l'Yser, je fus envoyé subitement dans le Nord comme adjoint au commandant en chef, je n'exerçais *théoriquement* aucune autorité sur l'armée anglaise ni sur l'armée belge. On peut cependant affirmer, sans aucune exagération, que ces deux armées agirent, en fait, conformément à mes vues et à mes directives.

» Pendant les instants les plus critiques, et il y en a eu beaucoup, c'est moi qui ai pris les initiatives et

trouvé les solutions. Ces solutions ont été appliquées comme si j'avais été le chef reconnu.

» Le 16 octobre, au cours de mon entretien avec le roi des Belges, quand il s'agissait de maintenir à tout prix, sur l'Yser ou à une faible distance, ses divisions très éprouvées par la retraite, d'empêcher qu'elles ne se retirassent trop loin en arrière, comme il en avait été un moment question, il m'arriva de m'exprimer avec une franchise et une netteté un peu vives. C'est que, dans les circonstances graves, j'ai l'habitude de ne pas mâcher mes mots. Mon auguste interlocuteur ne m'en a pas, d'ailleurs, le moins du monde, gardé rancune. Il est d'une nature beaucoup trop noble et beaucoup trop élevée pour cela. A plusieurs reprises depuis, c'est lui-même qui m'a rappelé en souriant cette scène : « Vous avez eu parfaitement raison, me disait-il, de nous parler de la sorte. C'était le meilleur moyen, c'était même à vrai dire le seul, pour être compris. La situation, qui a été sauvée, ne l'aurait peut-être pas été sans cela. »

» Le 31 octobre 1914, pendant la bataille d'Ypres, au moment qui paraissait le plus désespéré, j'apprends que le maréchal French songe à replier son front, ce qui risquait d'entraîner les conséquences les plus désastreuses.

» Dans la mairie de Vlamertinghe, poste de commandement de d'Urbal, dès que cette nouvelle me parvient, je m'assieds à la table et j'écris, en quelques lignes ce que, d'après moi, il est indispensable que l'armée anglaise fasse tout de suite.

» Quelques instants après, je remets moi-même ce papier entre les mains du maréchal French. Je lui expose le plus énergiquement possible les raisons péremptoires qui me l'ont dicté. Il réfléchit un instant. Il le prend, se borne à y ajouter quelques notes et charge le général sir Douglas Haig de l'exécuter.

» Dans les circonstances décisives, c'est ainsi qu'il faut agir si l'on veut obtenir un résultat. Il faut tendre jusqu'à l'extrême limite non seulement les forces de son caractère, mais encore celles de son intelligence.

» Les personnes qu'il s'agit de décider, d'animer, d'entraîner, il ne suffit pas de les pousser en avant, il faut leur faire nettement comprendre où on les pousse.

» C'est pourquoi, dans certains cas, le papier très précis, très net, ne souffrant aucune discussion, est indispensable. Vous obligez ainsi l'homme sur qui vous voulez agir à peser les conséquences d'un refus, à mesurer sa responsabilité. Presque toujours, il marche.

» Le commandement unique, en un mot, surtout quand il doit s'exercer sur les chefs d'une autre nation, d'une autre race, ne peut pas s'imposer par un décret. Le seul qui l'impose, c'est l'homme chargé de l'exercer, agissant, par son ascendant, sur ceux avec qui il doit collaborer.

» Voyez ce qui se passe en 1918. A la mairie de Doullens, on me confie la mission de coordonner les efforts des alliés. J'expose en quelques mots très brefs la manière dont je la comprends; puis on s'attelle à

la rédaction de la lettre qui va fixer mes pouvoirs.

» Une première rédaction est proposée qui me donnait le commandement des armées de réserve dans la région de Beauvais, à la soudure franco-anglaise. Sur la demande de sir Douglas Haig lui-même, cette rédaction est écartée comme incomplète et ne m'accordant pas des attributions suffisantes. On en propose une autre qui est finalement adoptée, qui étend le commandement à tout le front occidental. Je reçois des deux gouvernements anglais et français cette mission.

» Je dois vous avouer que je n'attachai à ces questions de mots, qu'une valeur des plus minimes. Une rédaction ou une autre, une ligne de plus ou de moins sur le papier dont j'étais nanti, tout cela ne signifiait pas grand'chose. Je n'insistai d'aucune manière pour obtenir, *en théorie*, des pouvoirs plus étendus. Ceux qu'on me donnait me suffisaient amplement. Si je réussissais, on serait fatalement amené à les étendre. C'est ce qu'on fit.

» L'essentiel, c'était d'agir et d'agir sans retard. C'est ainsi que je comprenais mon rôle et c'est vers cette exécution que je tendis toute mon énergie.

» La conférence de Doullens était à peine terminée que, sans perdre une minute, je me préoccupe d'arrêter la retraite britannique. Je me précipite à toute allure chez le général Gough, commandant la 5e armée anglaise, à son quartier général de Dury (2 kilomètres au sud d'Amiens). Il importe, avant tout, d'actionner Gough. C'est ce que je fais aussi

rondement, aussi ardemment que possible. Cette armée, si éprouvée soit-elle, a un rôle essentiel. Il faut à tout prix qu'elle le remplisse. Elle le remplira. Il faut qu'elle conserve ses positions en attendant que l'armée Débeney se constitue. »

Cette question du commandement unique, lorsqu'il doit s'exercer sur des généraux, des armées appartenant à des pays différents, ayant chacune leurs traditions, leur tempérament, est en effet un des points essentiels dans l'histoire de la dernière guerre. L'intérêt qu'elle présente n'est pas d'ordre seulement militaire, mais encore historique et psychologique. On ne saurait trop y attacher d'importance. C'est pourquoi Foch ne manque jamais d'insister sur ce sujet.

Un soir que je me trouvais chez lui, il y avait sur sa table une feuille de grand format, toute couverte de sa haute écriture, nette et régulière, presque hiératique.

Il me la lut entièrement. C'était le début du chapitre de ses Mémoires, relatif à la bataille de l'Yser. Foch, regardant les événements de haut, de très haut, résumant en un raccourci vigoureux, saisissant, les traits les plus marquants de cette bataille, me dit :

« Elle fut gagnée par trois armées tout à fait différentes : l'armée belge, commandée par le roi en

personne, l'armée britannique sous les ordres du maréchal French, l'armée française, dont les éléments débarquaient dans le Nord, au compte-gouttes, après un long et difficile voyage en chemin de fer.

» En dépit de cette diversité de formation et des complications qui en résultaient, il y eut constamment, ajoute-t-il, une unité d'inspiration, exercée par le commandement français. Cette unité résultait de la confiance que ce dernier sut inspirer, du fait qu'il proposa toujours à ses alliés des plans très clairs, très nets, soutenus dans l'exécution par une volonté inébranlable.

» Quand des armées se battent ensemble, il est absolument impossible de réaliser l'unité de commandement, autrement que par *cette influence morale*. En d'autres termes, ce n'est pas la contrainte qui agit, mais uniquement la persuasion.

» Ces armées sont de formation, sinon de valeur différente; ceux qui les commandent ont leur caractère, leurs habitudes, leur tempérament propre; ils relèvent avant tout de leurs gouvernements. Ils sont toujours d'instinct portés à croire qu'ils fournissent un effort beaucoup trop grand comparé à celui du voisin. Rien n'est plus naturel, plus humain que ce sentiment-là. Si l'on veut tirer d'eux plus qu'ils ne donnent, accroître leur rendement, il ne servirait à rien de leur adresser des ordres impérieux, de les commander sèchement, de les bousculer. Il faut, au contraire, essayer de les animer, de les entraîner, de les convaincre.

La persuasion est infiniment plus utile, plus opérante que la sévérité.

» Telles sont les idées, la doctrine dont je m'inspirai constamment. Rien n'explique mieux cette bataille de l'Yser, ne la fait mieux paraître sous son vrai jour.

» On peut dire que cette conception du commandement est un des points capitaux de ma doctrine militaire, dès qu'il s'agit d'armées alliées, manœuvrant en commun. Je suis, quant à moi, convaincu de sa vérité. C'est pour moi une manière de dogme.

» Cette conception, en même temps que très raisonnable, m'apparaît comme très humaine. C'est que le côté technique, purement militaire, ne doit jamais chez un grand chef être à tel point prédominant qu'il l'empêche de tenir compte des autres facteurs.

» Mon idée revient en somme à ceci : Quand le commandement s'exerce sur des armées alliées, des ordres secs, impératifs, catégoriques, ne produiraient aucun résultat. Il faut que celui qui les donne sache les faire accepter pleinement par celui à qui il s'adresse, qu'il obtienne sa confiance, son adhésion. Il n'existe pas pour lui d'autre manière de commander.

» Telle est la méthode que j'employai dès les premiers jours, et cela bien avant que, en mars 1918, j'eus reçu le titre de généralissime. Dès 1914, au moment de la bataille de l'Yser, j'exerçai en fait les fonctions de commandant en chef, car le commandant en chef, c'est celui qui dirige la ba-

taille. Or, c'est moi qui, effectivement la dirigeai.

» Cette méthode ayant alors produit d'excellents résultats, je m'y tins obstinément, je me bornai, lorsque je fus mis à la tête des armées alliées, à la développer, à l'amplifier. Les Anglais, les Américains, les Belges, les Italiens, les Portugais qui se trouvaient sous mes ordres — ce qui est, quand on y songe, une troupe extraordinairement bariolée — je les fis marcher, et assez bien, certes — les résultats l'ont prouvé — non par la sévérité qui n'aurait rien valu, mais par la confiance et la persuasion. »

FOCH ET L'ARMÉE AMÉRICAINE

GRAVE DÉSACCORD AVEC M. CLEMENCEAU

Rien n'éclaire mieux cette conception fondamentale du commandement unique que le grave désaccord qui se produisit entre Foch et Clemenceau, durant l'été et l'automne 1918, en ce qui concerne l'armée américaine. C'est là un point très peu connu. Foch, à diverses reprises, y avait fait allusion au cours de nos entretiens. Je l'interrogeai un jour là-dessus et il me raconta l'affaire tout au long. Les détails en sont, au plus haut point, savoureux et significatifs. Ils éclairent d'une façon saisissante la psychologie comparée de Foch et de Clemenceau.

« Grâce à ma manière de comprendre le haut commandement, en maintenant un contact permanent entre mes exécutants et moi, par une méthode de collaboration intelligente, amicale et même affectueuse, j'arrivais à tirer des diverses armées étrangères placées sous mes ordres le maximum de ce qu'elles pouvaient donner. Ce fut le cas notamment

de la jeune armée américaine, excellente et pleine d'ardeur, mais forcément inexpérimentée, novice, ayant à apprendre, en quelques mois ou même quelques semaines, ce qui nous avait demandé, à nous, plusieurs années. Il me paraissait en somme injuste, peu raisonnable, de ne pas tenir compte, dans mes rapports avec cette armée, de ce manque d'expérience, de la traiter comme si elle combattait depuis très longtemps à nos côtés.

» M. Clemenceau, vers la fin de la guerre, estimait cependant que l'armée américaine ne nous rendait pas les services qu'elle aurait pu nous rendre, surtout par la faute de celui qui la commandait, le général Pershing. Il reprochait à ce dernier de chercher, avant tout, à constituer une armée *autonome*, pourvue d'un nombreux et important état-major, agissant par elle-même, sans se soucier suffisamment des autres. Il me reprochait de me montrer beaucoup trop patient, beaucoup trop accommodant vis-à-vis de son chef.

» — Vous en répondrez devant le pays, me dit-il un jour.

» Je lui répliquai que j'étais prêt à en répondre devant qui on voudrait, et je continuai, comme si de rien n'était, à appliquer ma méthode qui était d'ailleurs la seule applicable, parce qu'elle était à mon avis la seule raisonnable.

» A quoi sert-il, en effet, de donner des ordres, lorsque pour toutes sortes de raisons matérielles et morales, ils ne peuvent pas être exécutés ? Il faut

prendre les hommes, surtout les étrangers, comme ils sont et non pas comme nous voudrions qu'ils fussent.

» Je continuai à exercer, comme avant, le commandement suprême, à employer la douceur, la patience, la persuasion, de préférence à la sévérité et à la violence.

M. Clemenceau n'était pas convaincu, loin de là. Il s'en tenait énergiquement à sa manière de voir. Ma patience avec Pershing, prétendait-il, provoquait dans l'emploi de l'armée américaine *une perte de forces considérable*. Or, les efforts que les Américains ne fournissaient pas, ce sont les Anglais, et surtout les Français, disait-il, qui devaient les fournir à leur place. La manière douce, affirmait-il, ne donnant aucun résultat, le moment était venu de recourir à la manière forte, de faire un éclat, de s'adresser par-dessus la tête de Pershing au Président Wilson lui-même, en le priant d'intervenir pour forcer la main au général et si, malgré tout, ce dernier s'obstine, d'en nommer un autre à sa place. Cette idée-là le préoccupait depuis longtemps.

» Le 21 octobre, il m'écrivit une lettre pressante où il me faisait part de ses préoccupations. Tout en me louant des victoires que je venais de remporter et qui me plaçaient, disait-il, parmi les grands capitaines de l'Histoire, il estimait que, comme Président du Conseil et ministre de la Guerre, chef constitutionnel de l'armée française, il avait son mot à dire sur l'utilisation imparfaite des troupes américaines.

» Cette inutilisation, assurait-il, résultait de l'entê-

tement du général Pershing qui avait eu finalement raison de ma patience. Clemenceau me demandait donc, au cas où la douceur ne donnerait pas de meilleurs résultats, de ne plus hésiter une minute à saisir le Président Wilson lui-même.

» Cette lettre de M. Clemenceau, d'une très belle forme au demeurant, que son auteur avait dû très certainement mûrir et polir longuement, éclaire mieux que ne le feraient des volumes, le caractère et le tempérament de celui qui l'a écrite. Elle fait paraître les qualités en même temps que les défauts de cette nature ardente, impérieuse, impétueuse, s'irritant contre tous les obstacles, essayant non point de les tourner, mais de les briser. Seulement, lorsque ces obstacles résultent non de la volonté des hommes, mais de la force des choses, toute tentative de ce genre est vaine et même à certains égards enfantine.

» C'est comme si l'on voulait entrer en lutte contre les éléments. C'est Don Quichotte pointant sa lance contre les moulins à vent !

» Ayant quotidiennement affaire avec l'armée américaine, je n'étais évidemment pas sans me rendre compte de ses imperfections. J'en connaissais la cause profonde résultant non point de l'action ou de l'inaction de tel ou tel chef, mais avant tout de sa jeunesse, son inexpérience de la guerre. A supposer qu'on pût, du jour au lendemain, changer le chef — ce qui n'irait pas d'ailleurs sans de grosses difficultés et de gros inconvénients — il est bien

certain qu'on ne transformerait pas instantanément l'état de cette armée.

» Y avait-il intérêt, dans ces conditions, à provoquer une crise du haut commandement américain, à faire un éclat, à mettre en jeu Wilson lui-même ? C'était le plus sûr moyen d'embrouiller et de gâter les choses, sous couleur de les améliorer.

» Il n'est nullement certain que le Président aurait accédé sans difficulté à ma demande et sacrifié Pershing. Si, après cet incident — dont il aurait eu forcément connaissance — Pershing avait été maintenu à son poste, il se serait sans doute montré beaucoup plus rétif encore. A supposer enfin qu'on l'eût changé, il aurait fallu à son successeur beaucoup de temps pour se mettre au courant. On n'aurait rien gagné à ce changement. Il est bien probable qu'on y aurait perdu.

» Tel était mon avis très net. La raison, la sagesse, le bon sens, étaient — il faut bien le reconnaître — de mon côté. La lettre de M. Clemenceau, quelque pressante qu'elle fût, ne me fit donc pas varier d'une ligne. Je n'en tins absolument aucun compte; convaincu que ma méthode de commandement, basée sur la persuasion beaucoup plus que sur la sévérité, était la bonne, la seule bonne, je demeurai bien résolu à l'appliquer jusqu'à la fin.

» La réponse que je fis à M. Clemenceau, au lieu de suivre ce dernier dans une discussion de principe — ce qui n'est ni dans ma manière, ni dans mon tempérament — le ramenait immédiatement vers la

réalité du champ de bataille, la seule chose qui compte à mon avis. En quelques mots, non par des arguments théoriques, mais par des faits, je lui démontrai que la méthode qui consisterait à tout briser ne valait rien.

» A l'heure actuelle, lui disais-je, entrant immédiatement et sans préambule, comme je fais toujours, dans le vif de la question, quelle est la répartition des forces américaines sur l'ensemble du front ?

» Suivait un tableau bref, mais détaillé, établissant que sur trente divisions américaines, aptes à combattre, dix étaient réparties entre les forces alliées, vingt se trouvaient sous les ordres de Pershing, pour constituer une armée autonome.

» Je compte, disais-je, maintenir ces deux lots; je compte également en faire varier les proportions suivant les circonstances, augmentant le chiffre de dix, diminuant le chiffre de vingt, quand les opérations en cours vont me le permettre.

» C'est par une économie de cette sorte, ajoutais-je, que je pense réduire les impuissances du haut commandement, plutôt que par des ordres que je lui donnerai certainement, mais qu'il sera hors d'état de faire exécuter; car il lui faudrait pour cela des commandants de corps d'armée, de division, des états-majors ayant de l'expérience. Ils sont à former et il ne faut pas leur enlever les moyens de le faire.

» C'est d'ailleurs la crise que traversent toutes les armées improvisées et qui en réduit considérablement le rendement pour commencer.

» Je terminais par ces mots, où je rendais un juste hommage à l'héroïsme de cette armée :

« On ne peut nier du reste l'effort fourni par l'armée américaine. Après avoir attaqué à Saint-Mihiel le 12 septembre, elle a attaqué le 26 en Argonne. Elle a perdu par le feu, du 26 septembre au 20 octobre, 54.158 hommes pour de faibles gains, sur un front étroit il est vrai, mais sur un terrain particulièrement difficile et en présence d'une sérieuse résistance de l'ennemi. »

» Il n'est pas, vous le voyez, de réponse plus simple que la mienne. Il n'en est pas de plus concluante. Après cet exposé rapide, mais précis, il ne restait pas grand'chose du réquisitoire passionné de M. Clemenceau. Je lui faisais pour ainsi dire toucher du doigt l'impossibilité matérielle à laquelle on se heurterait si l'on prétendait passer outre à mon avis.

» Il y avait là une situation de fait contre laquelle personne ne pouvait rien. L'armée américaine était jeune et novice; il fallait la prendre telle qu'elle était. Telle qu'elle était, d'ailleurs, elle avait rendu déjà de grands services et elle devait en rendre de bien plus grands encore.

» Je dois ajouter ceci :

» Grâce à cette méthode dont j'étais bien résolu à ne point me départir, je parvins à obtenir du général Pershing et de tous ceux qui se trouvaient sous ses ordres, une confiance, une bonne volonté, un élan sans cesse grandissants. Ils arrivaient à suivre entière-

ment mes directions, à faire exactement ce que je voulais. Ils le faisaient avec plaisir.

» Et la guerre finie, je me flatte d'être demeuré l'ami personnel, à commencer par Pershing lui-même, de chacun de ces généraux américains avec qui je me suis trouvé en contact. »

LA LÉGENDE DE L'ARMISTICE

Foch m'avait, à différentes reprises, incidemment entretenu de l'armistice. J'avais la plus grande envie de l'entendre me parler longuement et à fond de ce sujet capital.

Un jour, sentant l'occasion favorable, voyant le maréchal solidement assis, « carré » dans son fauteuil, à la bouche une pipe bien allumée, dont il tirait, à intervalles réglés, de longues bouffées, je mis hardiment l'entretien là-dessus, lui demandant de me dire le fond de sa pensée.

« Monsieur le Maréchal, lui dis-je, il n'est pas de question sur laquelle le public soit plus mal renseigné. On le trompe ou il se trompe. Une foule de gens vont répétant que, si nous nous débattons dans les terribles difficultés où nous sommes, c'est la faute à un mauvais armistice, automatiquement suivi d'un traité plus mauvais encore. Ainsi, civils et militaires seraient également coupables. Ils n'ont pas su pousser à fond

notre victoire, en tirer tout le parti qu'il fallait. Pourquoi se sont-ils arrêtés à mi-chemin? Au moment où l'ennemi demandait grâce, au lieu de lui accorder le répit qu'il souhaitait, il importait de redoubler nos coups, d'acculer les armées allemandes à une capitulation en rase campagne, d'infliger la sensation de la défaite à ce peuple orgueilleux, dont la guerre est devenue l'industrie nationale. On lui prenait du coup tout son matériel, qu'on s'est ensuite donné tant de mal pour lui saisir, ce à quoi, d'ailleurs on n'a que très imparfaitement réussi. On faisait plus. On abattait pour très longtemps, pour toujours peut-être son moral. On frappait de discrédit ses chefs militaires, on lui ôtait à jamais son envie de recommencer la guerre.

» Telles sont, Monsieur le Maréchal, quelques-unes des critiques qu'on entend assez souvent répéter de part et d'autre. »

Foch, qui m'a écouté sans rien dire, se recueille un instant, puis, avec son geste habituel de la main, un geste coupant et, si l'on peut dire, clarificateur :

« Essayons de voir clair à travers tout cela, me dit-il. Tâchons de nous former quelques idées nettes.

» Qu'est-ce qu'un armistice? C'est une suspension d'armes que le vainqueur accorde au vaincu, pour éviter une effusion de sang inutile, et discuter entre temps les conditions de paix qu'il est en état de lui imposer. *Car la guerre est un moyen; elle n'est pas une fin.* On ne la fait pas pour remporter des victoires, pour rafler des dizaines de mille prisonniers et des

centaines de canons, mais uniquement pour faire subir sa volonté, *toute sa volonté* à l'adversaire.

» Des victoires, lorsque nous avons signé l'armistice, le 11 novembre, à Rethondes, il y a plus de deux mois que nous en remportions presque sans arrêt. Nous aurions pu, certes, continuer de la sorte.

» Mais à quoi bon continuer, si l'ennemi acceptait, militairement parlant, toutes nos conditions, des conditions telles que, même au cas où il l'aurait voulu, il lui était matériellement impossible de reprendre les armes. Il se trouvait donc absolument obligé de se plier à toutes nos exigences.

» Or, c'est précisément à cela que se reconnaît un bon armistice. Le vainqueur qui le signe a le droit et le devoir de demander au vaincu tout ce qui rend impossible à ce dernier la continuation de la lutte. Mais que gagnera-t-il à demander davantage?

» Ce qui m'importait à moi par-dessus tout, le jour, où pour la première fois, j'en ai débattu dans mon esprit les conditions, c'était de tenir solidement la ligne du Rhin et les têtes de pont. Voilà le point essentiel. Tout le reste était accessoire. Je savais bien que l'armée allemande, dans l'état matériel et moral où elle se trouvait, après que nous l'aurions privée d'une partie importante de ses mitrailleuses, de ses canons, de ses transports, obligée de se replier à grande allure de l'autre côté du fleuve, était tout à fait incapable de nous offrir même un semblant de résistance. Si donc, le moment venu, les conditions de paix une fois arrêtées, le gouvernement de Berlin

faisait simplement mine de les refuser, nous n'avions qu'à donner un signal à nos troupes, à presser sur un bouton : les armées alliées maîtresses du Rhin et de ses débouchés, s'élançaient en avant. En quelques jours elles étaient à Berlin, à Munich, où nous aurions dicté la paix que nous aurions voulue.

» Les événements ont-ils justifié mes prévisions ? Ils les ont justifiées pleinement.

» Les Alliés ont débattu entre eux le traité de paix. Ce traité, d'après moi était mauvais, très mauvais pour nous. Il ne nous assurait aucune des deux choses auxquelles nous avions droit; les réparations et la sécurité. Je l'ai dit à qui voulait l'entendre, ou plutôt à qui ne voulait pas; je l'ai répété sur tous les tons; je l'ai crié, non pas après comme d'autres, mais pendant les négociations.

» J'ai fait tout ce qu'il était humainement possible de faire pour qu'il fût modifié. J'ai adressé trois notes détaillées et précises au gouvernement. J'ai fait plus. J'ai demandé et obtenu, non sans peine, d'être entendu par le Conseil des ministres spécialement réuni à cet effet. Là, pour une dernière fois, exposant à l'aide des arguments les plus précis, ma thèse, j'ai montré, preuves en main, dans quelle voie dangereuse, désastreuse on s'engageait. On ne m'a pas écouté. On a passé outre à mes avis, à mes objurgations. Que pouvais-je faire de plus? Rien, malheureusement.

» Quand on m'a remis ce traité de paix que je trouvais tout à fait insuffisant, j'ai dit à M. Clemen-

ceau : « Tel qu'il est, je me charge de le faire accepter sans une minute d'hésitation par les Allemands. Mais rendez-le dix fois, vingt fois, cent fois plus rigoureux et je vous donne ma parole que je le ferai accepter de même. Je vous garantis que les Allemands le signeront. Ils ne peuvent point ne pas le signer. »

» Dans ces conditions, pourquoi incriminer l'armistice? Il a rempli, me semble-t-il, pleinement son objet, qui est, encore une fois, de permettre au vainqueur d'imposer définitivement sa volonté au vaincu.

» En quoi, je voudrais qu'on me l'explique, deux ou trois victoires de plus auraient-elles modifié à notre avantage ces conditions du traité?

» Je n'avais, pour l'armistice, qu'à m'occuper du côté strictement militaire. Le reste ne me regardait malheureusement pas.

» Je connaissais le désarroi profond des armées allemandes; je savais que, sous peine de risquer une catastrophe, elles ne pouvaient pas poursuivre la lutte. J'étais donc résolu à imposer la *condition nécessaire et suffisante* : c'est-à-dire l'occupation de la ligne du Rhin avec ses têtes de pont. Si les Allemands l'acceptaient, il était parfaitement inutile de continuer à se battre, à faire tuer des centaines, des milliers de soldats. Il était nécessaire de les sacrifier sans hésitation, tant que notre objectif politique et militaire n'était pas atteint. Le jour où il l'était, en ma qualité de généralissime, je n'avais plus le droit

de risquer ce sacrifice inutile. Il avait été tué déjà assez d'hommes comme cela!

» En remportant quelques nouvelles victoires en Lorraine, dans les Flandres, nous n'aurions, je le répète, obtenu rien de plus.

» On parle toujours, par exemple, de l'offensive que je préparais en Lorraine, qui devait être déclenchée quelques jours après la signature de l'armistice. On en exagère volontiers la portée.

» On la considère comme le coup de massue irrésistible qui devait jeter par terre, faire *knocked out* le Boche. C'est de la légende.

» Cette offensive de Lorraine n'avait en elle-même pas plus d'importance que celle qui se préparait en Belgique sur la Lys. On peut même dire qu'elle en avait moins. Car une sérieuse avance de nos armées en Belgique aurait beaucoup plus gêné la retraite allemande qu'une avance en Lorraine. On considère cette offensive de Lorraine en elle-même, indépendamment de toutes les autres. Elle n'était, au contraire, *qu'une partie dans un tout.* Vers la fin de la guerre, le front des armées alliées tout entier, de la mer du Nord aux Vosges, était en mouvement; toutes les opérations s'emboîtaient les unes dans les autres, comme dans un organisme bien réglé. C'est cela qui était capital; car l'ennemi, ainsi attaqué partout, à des points judicieusement choisis, n'avait plus de répit. Ses réserves fondaient à vue d'œil.

» On a donc parfaitement tort de critiquer l'armistice. Les généraux et les soldats des armées alliées

ont fait tout ce qu'on pouvait attendre d'eux.

» Ils ont entièrement rempli leur mission. Ils ont laissé l'adversaire dans un état qui l'obligeait à accepter tout ce qu'on aurait voulu. Leur victoire était entière et sans restriction.

» Quelques batailles de plus ou de moins, n'y auraient, pratiquement rien ajouté.

» Si cette victoire n'a pas donné tous les résultats qu'on était en droit d'en attendre, ce n'est donc pas la faute aux militaires, mais uniquement aux hommes d'Etat. »

Foch s'était levé de son fauteuil. Animé par ces propos, laissant sur le bureau sa pipe, il m'entraîne vers une carte d'Europe fixée au mur.

On entend bien des gens s'écrier :

« Il fallait écraser les armées allemandes et dicter la paix à Berlin. »

» Mais en quoi la paix dictée à Berlin aurait-elle été, je vous le demande, meilleure que celle qui a été dictée à Cologne ou à Mayence?

» Militairement parlant, en juin 1919, lorsqu'il s'est agi de lui imposer les conditions sur lesquelles ils s'étaient mis péniblement d'accord, les Alliés tenaient l'Allemagne à leur merci. Ils pouvaient exiger d'elle ce qu'ils voulaient. Devant eux, l'armée allemande n'existait plus.

» Tenez, me dit-il, voici un petit fait précis, coloré, qui en dit plus long que des volumes. Un de mes officiers d'Etat-major visita, à cette époque, le quartier général d'une division française qui tenait la tête de pont de Mayence. Cette division, si l'Allemagne n'avait pas signé, devait, par camions automobiles, faire en quelques jours un bond de deux ou trois cents kilomètres, et, coupant l'Allemagne de part en part, arriver presque jusqu'aux frontières de Bohême.

» Voilà un simple fait qui dispense de longs raisonnements; les armées alliées n'auraient certes pas été, vis-à-vis de l'Allemagne, dans une position plus forte, si, au lieu de signer l'armistice le 11 novembre, elles avaient attendu quelques semaines et remporté quelques victoires de plus.

» Quelques milliers ou quelques dizaines de milliers de soldats français, anglais, américains, belges, auraient été tués entre temps, sans que le résultat final eût été en quoi que ce soit, changé.

» En mon âme et conscience, jugeant ce sacrifice inutile, j'estimai que je n'avais pas le droit de l'infliger aux troupes qui se trouvaient sous mes ordres. Qui donc oserait m'en blâmer?

» L'on objectera peut-être, que l'armistice aurait pu et aurait dû, à côté des clauses purement militaires, comprendre des clauses politiques et économiques, consacrant d'une manière éclatante une victoire à laquelle la France avait, plus que personne, contribué. Il devait poser un certain nombre de con-

ditions qui, simplement développées par la suite, auraient assuré les droits essentiels de notre pays : à savoir, les réparations et la sécurité.

» L'armistice, en un mot, contenait en lui les germes de la paix future.

» Il n'était pas besoin d'être grand clerc pour être sûr que cette paix à laquelle participaient tant de pays guidés par des intérêts différents, sinon divergents, serait longue et difficile à mettre sur pied. Raison de plus pour en établir du premier coup, et avec un soin extrême, les bases primordiales. Il fallait savoir ce qu'on voulait, se fixer nettement le but à atteindre et orienter l'armistice dans ce sens.

» Si les troupes alliées devaient tout de suite pousser jusqu'au Rhin, occuper la rive gauche tout entière et quelques têtes de ponts sur la rive droite, à la fois comme gage et comme moyen de contrainte sur l'Allemagne, il était indispensable pour la France de coordonner, sans retard, les éléments essentiels de sa politique rhénane. Etait-elle décidée à séparer ce pays de la Prusse, à empêcher cette dernière de déborder de l'autre côté du Rhin, ce qui constitue pour nous la plus grave des menaces? Telles étaient les graves questions sur lesquelles nous allions être obligés de fixer, le plus tôt possible, nos desseins et nos buts. Il était indispensable de se décider vite. Tout retard, toute hésitation, toute fluctuation ne pouvaient que nous être préjudiciables. Si l'on était résolu à exiger la frontière militaire du Rhin, ce que, sous mon influence, firent d'abord les plénipotentiaires fran-

çais — à quoi d'ailleurs ils renoncèrent bien fâcheusement contre un pacte d'alliance qui ne valait rien — il fallait préparer les voies à cette politique, prendre vigoureusement en mains ces territoires, exiger l'expulsion immédiate de tous les fonctionnaires prussiens, etc.

LA LÉGENDE DE L'ARMISTICE

LA QUESTION DE RHÉNANIE

PREMIER DÉSACCORD AVEC CLEMENCEAU

« Dès que j'eus le sentiment très net que quelque chose était cassé dans la mécanique de l'armée allemande, que la guerre pourrait bien finir plus tôt que chacun ne le pensait, vers la fin de l'année 1918, je me posai cette question :

» Le jour où l'Etat-major allemand acculé à la défaite et même au désastre, demandera un armistice, quelles sont les conditions militaires qu'il convient de lui imposer? Voilà le point capital sur lequel j'avais à réfléchir et à prendre ma décision.

» C'est le 8 octobre, plus d'un mois par conséquent avant la fin de la guerre, que je fis connaître au président du Conseil quelles devaient être, d'après moi, les conditions essentielles de l'armistice.

» Comme il s'agit d'un document capital, j'en ai une copie dans mon tiroir. La voilà. Parcourez-la. »

La lettre énumère avec précision les conditions détaillées de l'armistice à conclure :

« Libération dans un délai de quinze jours des

pays envahis : Belgique, France, Alsace-Lorraine, Luxembourg, et rapatriement des populations.

» Occupation des têtes de pont sur le Rhin, assurant une base de départ militaire pour détruire les forces ennemies, au cas où les négociations de paix n'aboutiraient pas.

» Prise en main des territoires de la rive gauche du Rhin, qui serviront de gages pour la sécurité aussi bien que pour les réparations; de tout le matériel de guerre et approvisionnements qui n'auront pas pu être évacués, des installations de toutes sortes, etc.

» Restitution de tout le matériel de chemins de fer belge et français. »

« Ce document est, vous le voyez, d'une importance capitale en même temps que d'une extrême précision. Il montre que, depuis le premier jour jusqu'à la fin, ma pensée, ma doctrine, touchant la question du Rhin qui domine toutes les autres, n'ont pas varié.

» Si nous tenons solidement le Rhin, la France peut être tranquille. Elle aura à la fois les réparations et la sécurité. Si elle ne le tient pas, elle n'aura ni l'un ni l'autre. Tout ce qu'on lui offrira, tout ce qu'on lui donnera en échange, n'est qu'illusion, apparence, vanité.

» Voilà la position centrale sur laquelle je me suis établi tout de suite. Il nous faut la ligne du Rhin, rien de plus, rien de moins. Pour l'armistice, étant le premier juge, j'ai fait, non sans difficulté, triompher

mes vues. Pour la paix, malgré mes objurgations, mes appels réitérés, on a passé outre.

» Je vais maintenant vous raconter un épisode très curieux, peu ou point connu du public. Vous y verrez comment, dès ma première incursion, très légitime à coup sûr, dans le domaine politique et diplomatique, inséparable en certains cas, du domaine militaire, je fus rabroué, remis à ma place, invité, fort sèchement, à m'occuper exclusivement de ce qui me regardait, c'est-à-dire la conduite des armées.

» Décidé à pousser sans retard les armées alliées jusqu'au Rhin, résolu à n'accepter sur ce point aucune transaction, aucun compromis, j'étais tout naturellement appelé à me demander quelles étaient les idées du gouvernement français en ce qui concerne le sort définitif de ces territoires rhénans. Seront-ils séparés de la France, et comment? Constitueront-ils un Etat autonome, un Etat tampon?

» Tout cela, j'avais besoin de le savoir, non point certes par simple et vaine curiosité, mais afin d'orienter les solutions militaires devant être prises à bref délai, vers les solutions diplomatiques et politiques qui seraient prises quelques mois plus tard.

» Rien n'était plus naturel, plus logique et aussi plus légitime que mon désir d'être renseigné là-dessus. Voici un point précis où le côté politique et le côté purement militaire de la guerre viennent se réunir. Il est théoriquement et pratiquement impossible de séparer l'un de l'autre.

» J'écrivis donc le 16 octobre 1918 à M. Clemen-

ceau, Président du Conseil et ministre de la Guerre, une lettre où je demandais à connaître la politique rhénane du gouvernement.

» L'occupation de la Rhénanie, disais-je, mettant en nos mains des gages, ces gages-là seront-ils suffisants à garantir les réparations? Quand elles seront satisfaites, quel sera le sort réservé à ces pays? La France poursuivra-t-elle la réalisation d'un Etat neutre, indépendant, formant tampon? Ce sont des questions sur lesquelles il est important que le commandement militaire qui aura à signer l'armistice et à en discuter les conditions, soit fixé par une entente préalable avec les gouvernements.

» J'avais le sentiment en effet — c'est une question de bon sens — que seuls, demeureront acquis, les avantages consacrés par l'armistice; seuls seront définitifs, en matière de territoire, les sacrifices consentis par l'ennemi lors de sa conclusion.

» Il faut, en somme, battre le fer quand il est chaud. Si la France a l'intention de séparer la Rhénanie de la Prusse, il n'y a pas de temps à perdre, il est indispensable d'orienter l'armistice dans ce sens. Mais quelle est, là-dessus l'opinion du gouvernement? Je suggérai en conséquence, comme le moyen le plus pratique, qu'un haut fonctionnaire des Affaires étrangères se tint en contact avec moi, afin de me fournir les éclaircissements nécessaires.

» Car l'armistice, me disais-je, non seulement au point de vue militaire, mais encore au point de vue politique et diplomatique, est gros de la paix future.

» A cette lettre très pondérée, très modérée, très raisonnable, que vont répondre M. Clemenceau, Président du Conseil, et son collègue des Affaires étrangères, M. Pichon?

» Ils me répondent ceci : « Votre affaire à vous, c'est la guerre; mais tout ce qui touche à la paix, l'établissement de notre politique rhénane, etc... nous regarde et ne regarde que nous. Nous ne souffrirons pas une minute que vous vous en mêliez. »

» M. Clemenceau, dans sa lettre du 23 octobre, commençait par bien spécifier que j'étais seulement le conseiller militaire du gouvernement. Lorsqu'on le consulte, il s'agit d'une consultation purement technique, dont le gouvernement est libre de tenir compte ou non, de l'adopter ou de la modifier. Les discussions d'ordre diplomatique et économique, portant sur les questions des gages, le statut des pays rhénans, échappent au conseiller militaire.

» Il insistait fortement sur cette distinction entre le côté militaire et le côté politique et diplomatique. Il me signifiait que je ne serais tenu au courant des discussions que dans la mesure où les questions militaires y seraient impliquées. Pour donner plus de force, plus de poids à sa réponse, il joignait à sa missive une lettre de M. Pichon, ministre des Affaires étrangères. Celle-ci renchérissait encore sur la rebuffade de M. Clemenceau. J'avais demandé à être mis en rapport avec un haut fonctionnaire des Affaires étrangères chargé de me faire connaître les directives du gouvernement. M. Pichon le refuse. « C'est le minis-

tre, dit-il, qui seul peut vous informer. » Il me déclare d'ailleurs, aussitôt après, que le ministre ne m'informera pas du tout, attendu que les affaires politiques et diplomatiques ne regardent point les militaires. Non content d'écarter ma demande, il n'hésitait pas à me donner un brin de leçon. « Chacun son métier, concluait-il. Il importe que les attributions de tous soient clairement délimitées, pour éviter toute confusion de pouvoir. »

Là-dessus, Foch me regarde et, avec un léger sourire :

— Que pensez-vous, me dit-il, de cette petite leçon ?

— Je pense, lui dis-je, que Clemenceau, tel que je le connais, a dû s'amuser follement en vous l'administrant. Sa missive fignolée avec soin, celle qu'il a dictée à Pichon ont dû remplir de joie le vieux jacobin qu'il est, ravi de ramener à son rang un militaire, de lui faire bien sentir l'indiscutable suprématie du civil.

— M. Clemenceau, reprend Foch, se montrait, dès ce moment, extrêmement jaloux de ses prérogatives et de son autorité. A mesure que la victoire se précisait et à plus forte raison après, il devenait de plus en plus autoritaire et dominateur, il souffrait de moins en moins autour de lui quiconque prétendait, un seul instant discuter ses vues.

— Cela me rappelle, monsieur le Maréchal, un mot subtil et profond de mon vieil ami Alfred Capus, la finesse, l'intelligence mêmes et qui avait,

au demeurant une vive affection pour Clemenceau. Il me dit un jour des négociateurs : « Ils regardaient *leur* Conférence comme un cercle très fermé, auquel ils refusaient d'admettre un seul invité. »

— C'est un peu cela, dit Foch. Vous pensez bien que je n'avais nul besoin de cette leçon de droit constitutionnel sur la délimitation des pouvoirs, infligée d'un ton pédantesque, surtout de la part du quai d'Orsay. Je m'étais simplement placé *sur le terrain pratique de la raison, du bon sens.* La paix étant le couronnement naturel de la guerre, comme celle-ci touchait à sa fin, je voulais connaître la doctrine du gouvernement sur la question capitale, celle du Rhin, afin de m'orienter, de mon côté, dans la même direction. Rien de moins, rien de plus.

» Quant à cette idée affirmée avec tant de fracas par M. Pichon et M. Clemenceau que le général doit travailler de son côté, l'homme d'Etat et le diplomate de l'autre, il n'en est pas de plus fausse, on peut même dire de plus absurde. La guerre, comme d'ailleurs la paix, n'est pas une chose double, mais *une.* Elle ne comporte pas un compartiment militaire et un compartiment civil. Les deux sont étroitement réunis. Pour l'avoir longtemps méconnu, les Alliés commirent, plusieurs années durant, une série de fautes qui retardèrent considérablement leur victoire. Hommes d'Etat et militaires agissaient chacun pour son compte, sans harmoniser leurs efforts, ce qui était le plus sûr moyen de travailler mal.

» Voyez par exemple, ce qui arriva lors de l'en-

trée en guerre de la Roumanie? Quand, durant l'été 1916, après des négociations interminables, cette dernière se décida à intervenir, il n'y eut aucune coordination entre les efforts des diplomates et ceux des militaires. Les premiers avaient réglé avec le plus grand soin et dans tous les détails, tout ce qui touche aux répartitions territoriales, au partage après la victoire. C'était vraiment vendre la peau de l'ours avant de l'avoir mis par terre. Avant de penser aux fruits de la victoire, il fallait d'abord la remporter. En revanche, le travail de préparation militaire, coordination des efforts, etc., avait été négligé, bâclé. La conséquence ne fut pas longue à se faire sentir. Quelques semaines plus tard, l'armée roumaine, réduite à ses seules forces, était battue, sa capitale, les deux tiers de son territoire occupés. Il ne s'agissait plus, dès lors de se répartir des bénéfices, ce dont s'étaient uniquement préoccupés les diplomates, mais d'éviter la catastrophe intégrale, ce à quoi n'avaient pas suffisamment songé les militaires. Tout cela parce que les uns et les autres avaient, chacun d'eux, travaillé de son côté. »

LA LÉGENDE DE L'ARMISTICE

DÉSACCORD AVEC LES ANGLAIS

FOCH IMPOSE SA SOLUTION

« Ainsi rabroué par M. Clemenceau, ajoute Foch, vous me connaissez assez pour être sûr que je pris cet incident avec bonne humeur et philosophie. Je n'y attachai pas autrement d'importance. Mais ayant à préparer l'armistice, je ne pouvais plus m'occuper que de ses clauses purement militaires et de rien d'autre.

» Sur ce terrain-là, d'ailleurs, j'allais avoir une très vive lutte à soutenir avec le Haut Commandement anglais. Car si beaucoup de nos compatriotes, d'après ce que vous dites, trouvent les clauses de l'armistice beaucoup trop douces pour les Allemands, les Anglais, surtout les militaires, à cette époque, les trouvaient, eux, beaucoup trop sévères, beaucoup trop dures. Ils étaient convaincus que jamais les Allemands ne les accepteraient.

» Le maréchal sir Douglas Haig, aussitôt qu'il fut informé du projet d'armistice, préparé par moi et

soumis au gouvernement français, fit savoir nettement qu'il jugeait mes exigences beaucoup trop grandes, que très certainement les Allemands ne les accepteraient pas, que, par conséquent, la guerre risquait de se poursuivre encore tout l'hiver.

» Ecrivant à ce sujet le 18 otobre à M. Clemenceau, je lui faisais part des appréhensions du maréchal Haig, qui étaient venues à ma connaissance.

» Le commandant en chef britannique, lui disais-je, considère la puissance militaire allemande comme encore considérable. Il estime que l'ennemi, s'il battait en retraite dès maintenant et regroupait ses forces, pourrait retarder la poursuite alliée et, grâce à un gouvernement dictatorial, assurer la défense du sol germanique, continuer la guerre pendant un temps indéterminé.

» Dans ces conditions, estime-t-il, il est sage de ne lui imposer que les conditions strictement nécessaires, à savoir l'évacuation de la Belgique, du Luxembourg, de l'Alsace-Lorraine. Elles paraissent suffisantes au maréchal Haig pour permettre d'envahir simultanément les Etats du Sud et les provinces du Nord de l'Allemagne, en cas de rupture de l'armistice.

» Comme le maréchal Haig venait de partir pour Londres où il allait, selon toute vraisemblance, soutenir énergiquement son opinion et essayer d'y gagner son gouvernement, je m'élevai avec beaucoup de force auprès de M. Clemenceau contre ce que j'appelai « *cette manière de voir trop timide* ».

» La puissance militaire allemande affirmai-je (c'étaient les termes exacts de ma lettre) est en fait assez désorganisée moralement et matériellement pour pouvoir présenter de quelque temps une résistance sérieuse, si nous ne lui laissons pas de répit, quelle que soit la forme de son gouvernement.

» J'ajoutai : D'autre part, la simple évacuation de la Belgique, du Luxembourg, de l'Alsace-Lorraine, ne nous fournirait aucune garantie pour les réparations nécessaires; si l'armistice était rompu, nous n'aurions aucun moyen de forcer la résistance ennemie derrière le Rhin, dont nous n'aurions pas les portes.

» Je déclarais, en terminant, m'en tenir expressément aux conditions telles que je les avais développées dans ma note précédente.

» Les résistances britanniques ne tardèrent pas, en effet, à se manifester. Sous ma présidence, se tint, le 25 octobre, à Senlis, le Conseil de guerre des commandants en chef, chargé de fixer définitivement les conditions de l'armistice.

» Le maréchal Haig, les généraux Pétain et Pershing y assistaient. Le représentant de la Belgique n'avait pas pu arriver à temps.

» J'ouvris la séance et priai les commandants en chef de faire connaître leur avis.

» Haig, prenant le premier la parole, développa son opinion :

» L'armée britannique, dit-il, est fatiguée. Il manque à son infanterie seule plus de 50.000 hommes. L'armée française est dans le même état.

L'armée américaine est incomplètement organisée. Il ne faut donc pas imposer à l'Allemagne des clauses trop dures qu'elle risque de ne pas accepter. Il faut se contenter de réoccuper la Belgique et l'Alsace-Lorraine.

» J'intervins à ce moment.

— Je veux simplement, dis-je, discuter les raisons qui déterminent vos conclusions et examiner, pour cela, la situation de l'armée allemande.

» La voici exactement :

» Elle vient de perdre plus de 150.000 hommes et 4.000 canons. Elle est matériellement et moralement désorganisée, incapable d'une résistance sérieuse.

» Les armées victorieuses, ajoutais-je, ne sont jamais neuves. *On est au soir de la bataille.* Mais c'est de la comparaison avec les forces opposées qu'il faut tirer la conclusion. Or, cette comparaison, qui seule importe, nous est au plus haut point favorable. Il est donc indispensable d'imposer à l'Allemagne des conditions beaucoup plus sévères.

» Pétain et Pershing, prenant tour à tour la parole, se rangèrent à mon avis. Il fut décidé en conséquence que les conditions proposées par moi seraient maintenues. Ce sont, à quelque différence près, celles qui furent définitivement adoptées. »

— Comment, monsieur le Maréchal, lui dis-je, expliquez-vous l'état d'esprit des Anglais ?

— Cette erreur, répondit-il, l'état d'esprit dont elle dérivait, sont à la fois très curieux et très significatifs.

» Depuis plusieurs semaines, l'Etat-Major britannique battait, martelait sans arrêt les armées allemandes. Les efforts de ses troupes avaient été admirables. On ne le dira jamais assez. Les Anglais combattirent d'une extraordinaire façon. Ils remportaient victoires sur victoires. Ils avaient, au début d'octobre, crevé dans ses points les plus solides, la formidable ligne Hindenburg. Mais, chose étrange, ces victoires avaient été gagnées presque à leur insu. Ils ne semblaient pas s'en être rendus compte. Un manque de souplesse, une certaine raideur dans le jugement font qu'ils se trouvent quelquefois en retard sur les événements. Ils continuaient à voir les Allemands tout comme si leurs victoires n'avaient pas été remportées, comme s'ils ne les avaient pas tant de fois vaincus.

» En suivant leur avis, nous aurions commis une très lourde faute, signé un armistice absolument insuffisant, laissant à l'Allemagne la possibilité de reprendre la guerre, au cas où elle l'aurait voulu.

» Fort heureusement, cet avis ne fut point écouté. Comme il s'agissait de questions militaires, comme j'avais là-dessus mes idées, ma doctrine bien arrêtées, à savoir : tenir la ligne du Rhin, bien décidé à ne pas en démordre d'un pouce, je fus en état d'imposer ma décision.

» Le maréchal Haig, d'ailleurs, n'insista pas beaucoup, son gouvernement non plus. Ils acceptèrent très vite ma solution. L'armistice, touchant ses clauses essentielles, fut à peu près ce que j'avais voulu qu'il fût.

» Cela prouve, soit dit en passant, qu'il est parfaitement possible, même dans les affaires les plus graves, de résister aux Anglais, de les amener à céder. Seulement, l'important pour cela est de bien choisir sa position de résistance, de savoir exactement ce qu'on veut, de s'y cantonner solidement en donnant à son interlocuteur britannique, en même temps que des raisons fortement, brièvement formulées, l'impression très nette que l'on ne reculera pas.

» Si les négociations de paix avaient été conduites d'après cette méthode, on pouvait et on devait, au lieu de disperser, d'éparpiller ses efforts, s'en tenir aux deux ou trois points essentiels et faire triompher ses vues : priorité des dommages pour les régions dévastées; frontière militaire du Rhin. Lorsque les Anglais se trompent, ce qui leur arrive quelquefois, ils ne se trompent pas à moitié. Mais, en même temps que de la ténacité, de l'obstination, ils ont du bon sens et de la droiture. Ils écoutent vos raisons. Si elles leur paraissent bonnes, ils s'y rendent. »

« Voyons, reprend Foch, de même qu'on juge l'arbre d'après ses fruits, il convient de juger l'armistice d'après ses résultats. C'est la seule manière équitable de le juger.

» Quels furent ces résultats ?

» Les armées alliées ayant, en deux semaines, poussé jusqu'au Rhin et au delà, tenaient l'Allemagne à leur merci. Elles avaient devant elles un ennemi désarmé, incapable d'esquisser même un semblant de résistance. Si le gouvernement du *Reich*, qu'il fût monarchique ou républicain, n'acceptait pas le traité que les Alliés lui imposaient, je n'avais qu'à donner un ordre, à presser sur un bouton. La marche en avant de ces troupes recommençait. En quelques jours, elles submergeaient l'Allemagne tout entière, occupaient sans coup férir les capitales, Berlin et Munich.

» Voilà le fait essentiel qui domine tous les autres. Or ce fait est indiscutable.

» Donc, au point de vue militaire, capital pour un armistice, nous avons le droit d'affirmer qu'il a donné ce qu'on pouvait en attendre. Il a mis l'Allemagne dans un état lui interdisant de ne pas accepter toutes les demandes des Alliés ; si ces demandes ont été, en ce qui nous concerne, insuffisantes, mal établies, mal coordonnées, ce n'est certainement pas la faute de l'armistice, ni de ceux qui en avaient fixé les conditions. »

FOCH AFFIRME QUE LA GUERRE POUVAIT ÊTRE GAGNÉE UN AN PLUS TOT

A plusieurs reprises déjà, au cours de nos entretiens, qu'il parlât des opérations militaires ou des négociations de paix, Foch m'avait dit que les Alliés auraient pu finir la guerre en 1917, c'est-à-dire plus d'un an avant leur victoire définitive.

Venant d'un homme qui ne parle jamais à la légère, mais pèse soigneusement ses mots, une pareille affirmation m'avait très vivement frappé.

Elle donne, certes, matière à d'amples réflexions Quels changements ce gain d'un an pouvait produire ! Quelles économies pour nous ! Quels avantages ! Tous ces problèmes si difficiles, si compliqués, à la fois diplomatiques et économiques qui fondirent sur nous, se seraient posés tout autrement. Ils devenaient plus simples, plus faciles.

C'était, tout d'abord, des centaines de mille existences épargnées, l'économie d'un sang si précieux qui n'avait, hélas, que trop coulé !

La guerre, à mesure qu'elle se prolongeait, aggravait à l'extrême la crise économique et financière dont nous ressentons et nous ressentirons encore longtemps les effets.

On peut dire, sans exagération, que la dernière année, à elle seule, a plus désorganisé la France et l'Europe que les trois précédentes. Les belligérants se trouvaient sur un plan incliné, où le mobile augmente incessamment sa vitesse.

Motus in fine velocior.

D'un autre côté, la victoire remportée en 1917, l'eût été par l'Angleterre, l'Italie, la Belgique et nous. Elle nous dispensait de l'intervention américaine, qui nous fut, certes, d'un grand secours et sans laquelle nous n'aurions pas été finalement vainqueurs, mais nous soumit en revanche, lors de la paix, aux conceptions nuageuses du président Wilson. En 1918, la paix était, pour une bonne part, *une paix américaine ;* en 1917, elle eût été une *paix européenne.* A cette époque, nous n'aurions eu affaire en ce qui concerne les questions, vitales pour nous : réparations et sécurité, qu'à l'Angleterre seule, ce qui facilitait singulièrement notre tâche.

La Russie existait encore alors ; peut-être notre victoire plus rapide eût-elle évité son effondrement. Car c'est avant tout la continuation de la guerre qui acheva de la désorganiser, qui lui porta le coup de grâce.

L'armature de ce pays était trop primitive, trop rudimentaire, pour lui permettre de poursuivre les

hostilités aussi longtemps, surtout après la révolution de mars 1917, qui jeta par terre le tsarisme. La guerre, en se prolongeant, fournissait à Lénine et aux bolchéviks leurs meilleurs arguments. Ils en usèrent à merveille et quelques mois plus tard, ils étaient les maîtres.

Quand on songe à toutes ces conséquences, on voit ce qu'aurait signifié, non seulement pour la France, mais pour le monde entier, cette économie d'une année.

Or, voici que Foch, de l'air le plus naturel, parlant de cela comme d'une chose allant d'elle-même, affirmait la possibilité de cette économie.

Comment ne pas être troublé par son affirmation ? Je lui posai un jour nettement la question ; je lui demandai si vraiment, d'après lui, les Alliés pouvaient vaincre les Allemands dès 1917.

« Très certainement, me répondit-il, sans aucune hésitation. J'en avais la conviction, il y a quelque temps déjà. Ma certitude est devenue plus grande encore, depuis que j'ai lu les Mémoires des chefs allemands, surtout ceux de Ludendorff.

» En 1919, un jour que nous revenions ensemble de Lorraine, je le disais au président Poincaré. Depuis, cette conviction n'a fait que se confirmer.

» Vers la fin de 1916, au début de 1917, l'Allemagne était à bout de souffle ; il suffisait d'une suite d'opérations bien combinées pour la jeter à bas.

» La bataille de la Somme, bien qu'entreprise avec des forces relativement peu nombreuses (quinze

ou seize divisions) ce qui nous avait obligés à rétrécir considérablement le champ d'attaque, avait infligé à l'ennemi des pertes considérables, précipité l'usure de ses réserves.

» Il fallait donc, sans lui accorder de répit, sans prolonger l'entr'acte, monter une série d'opérations qui, bien coordonnées, s'emboitant les unes dans les autres, auraient détruit ce qui restait de ses réserves et amené la décision.

» Les moyens dont on disposait à cette époque n'étaient certes pas ce qu'ils furent l'année d'après. Mais, bien utilisés, ils pouvaient suffire.

» Le front russe tenait encore, obligeant l'Allemagne à laisser là-bas des effectifs importants. C'était là un point essentiel.

» Le changement qui se produisit, à cette époque dans le Haut Commandement français fut certainement un malheur et même un grand malheur. Il entraînait, il ne pouvait pas ne pas entraîner, comme une conséquence inévitable, des modifications dans le plan d'offensive et des retards. Or, tout retard profitait directement à l'adversaire, lui permettait de regrouper ses forces, de remédier à sa crise d'effectifs.

» Il fallait combiner immédiatement une série d'opérations de grande envergure. Il fallait surtout les monter avec le plus grand soin, dans l'ensemble comme dans les détails.

» Le plan d'offensive adopté était trop simple, trop rudimentaire. Il consistait à prendre le taureau

par les cornes, ce qui n'est pas toujours le meilleur moyen de le maîtriser.

Foch, s'exprimant lentement : « Voyons, dit-il, on allait attaquer la partie du front la plus difficile, la plus ardue, la montagne de Laon. Chose plus grave, on faisait porter tout l'effort sur l'exploitation de la victoire, une fois cette victoire remportée, c'est-à-dire une fois la percée réalisée. C'était supposer le problème résolu, mettre la charrue avant les bœufs, penser au second acte avant de se préoccuper du premier.

» La percée ne fut pas réalisée. Les obstacles étaient trop nombreux et trop considérables, la préparation insuffisante dans un terrain particulièrement difficile, par un temps très mauvais. La plupart des facteurs se trouvèrent ainsi coalisés contre nous.

» Les gens, reprend Foch, s'imaginent volontiers que la victoire est une chose simple. Il n'y a pas de plus grande erreur. Elle est au contraire la résultante d'une quantité de conditions. Le rôle du chef consiste à les assembler, les combiner, à tâcher d'en réunir le plus grand nombre possible, ce qui revient à réduire au minimum la part du hasard.

» Voyez comment nous nous y sommes pris en 1918, au moment où, ayant repoussé toutes les attaques de Ludendorff, nous avons décidé de passer à l'offensive. Croyez-vous que les modalités de nos attaques qui devaient se succéder très rapidement, presque sans intervalle, aient été réglées à la légère ? Nous les avons au contraire longuement, soigneuse-

ment préparées, nous en avons pesé tous les avantages, le premier de tous : le choix judicieux du terrain.

» Prenez la première de nos contre-offensives, celle de Mangin-Degoutte, le 18 juillet 1918 : regardez sur une carte à quel endroit elle se déclenche, vous observerez que la gauche de nos armées est appuyée à l'Aisne ; elle se trouve ainsi très solidement couverte par cette rivière qui présente un sérieux obstacle. J'étais sûr, de la sorte qu'on ne pourrait pas me contre-attaquer de ce côté. J'évitais le gros inconvénient des poches dans lesquelles Ludendorff engouffrait, bien imprudemment, ses divisions.

» Voyez maintenant la seconde de nos offensives, celle du 8 août, menée par Débeney et les Anglais. Vous constaterez qu'elle est de même solidement appuyée à la Somme. Ici encore, aucune surprise possible sur nos flancs au cas où (car il faut tout prévoir) je serais obligé de m'arrêter.

» C'est avec ce soin minutieux, en laissant le moins de prise possible au hasard, qu'il convient de combiner les plans d'attaque.

» Ces plans-là, il faut les polir, les repolir, les « peaufiner » (fignoler). (Foch emploie quelquefois cette expression tirée de l'argot des Polytechniciens.) Il s'agit ensuite de les exécuter et c'est ici que la difficulté commence. Pour l'exécution, c'est avant tout la connaissance des hommes et de la vie qui intervient. Il faut savoir ce qu'on peut demander à

chacun de ses collaborateurs, étant donné son caractère, son tempérament, et comment le lui demander. Si on leur parle sur le ton d'un professeur du haut de sa chaire, ils se cabrent ou se découragent, et, finalement, n'exécutent pas. Le principal obstacle est là. Il est indispensable de les voir sans cesse, de les remonter, de les animer.

» Le 24 juillet 1918, une semaine à peine après l'échec de la dernière offensive allemande, je reçus dans mon quartier général, à Bombon, tous les commandants en chef. Je leur déroulai tout mon plan, aussi bien les attaques immédiates que les attaques lointaines. Mis en présence de desseins d'une si grande envergure, découvrant de vastes horizons et des ambitions plus vastes encore, certains d'entre eux marquent un vif étonnement. Ils auraient levé, pour un peu, les bras au ciel, et crié : « Tout cela est impossible ! Nos armées sont trop fatiguées. » Je leur dis : « Prenez ce plan. Etudiez-le avec soin pendant quarante-huit heures et dites-moi ce que vous en pensez. »

» Ils l'emportèrent et l'étudièrent. Les changements qu'ils firent étaient insignifiants. Non seulement ils l'acceptèrent, mais ils l'exécutèrent, ce qui est autrement important.

» Au cours de l'été 1918, après chacune de nos offensives victorieuses, je me souviens de ce que me disait Fayolle, un de mes vieux camarades que j'aime beaucoup et qui commandait un de nos groupes d'armées. A peine m'apercevait-il que, se

frottant les mains de satisfaction : « Maintenant, je pense que nous allons pouvoir souffler quelques semaines. »

» Et moi de lui répondre: « Mais non, mon vieux, tu n'y es pas du tout. Il ne s'agit pas de souffler, nous allons au contraire continuer de plus belle et redoubler d'efforts jusqu'à la fin. »

» Il me regardait avec un étonnement affectueux pour savoir si je parlais sérieusement ou pas.

— Mais, mes hommes sont éreintés, commençait-il à dire. Depuis des mois ils se battent, ils n'en peuvent plus.

— Les Allemands, rétorquai-je, sont beaucoup plus éreintés encore. Tu ne te doutes pas de l'état où ils sont.

» Je lui expliquai alors, en quelques mots, ce que je comptais faire, et comment. J'arrivai sans peine à le convaincre.

» Le maniement des hommes, voilà la partie de beaucoup la plus délicate dans la tâche du généralissime. L'emprise que vous avez sur eux ne résulte aucunement d'un morceau de papier, d'un titre ou d'un grade. Elle est uniquement chose vivante, humaine. C'est une question de force intellectuelle et morale. Rien de plus. »

Chez les hommes, même les plus intelligents, lors-

qu'ils ont longtemps exercé un métier, une profession, il est rare de ne pas trouver quelques traces de ce qu'on pourrait appeler la déformation professionnelle. Dans la manière d'être, dans les propos d'un grand général, d'un grand avocat, d'un grand médecin, d'un grand homme d'affaires, vous découvrez presque toujours cette marque et ce pli.

Il est particulièrement sensible chez les militaires. J'en ai beaucoup connu et de tous les pays, des Russes, avec qui je me suis trouvé en contact, au cours de deux guerres (Mandchourie et grande guerre), des Anglais, sans parler des nôtres.

Foch est un des rares, je pourrais presque dire le seul, chez qui cette tare professionnelle n'existe à aucun degré. Ce grand militaire est en même temps un grand civil. C'est, à mon avis, un des traits essentiels de sa personnalité.

Les principes supérieurs de la stratégie, lorsqu'il prend la peine de les exposer, vous apparaissent la simplicité même. Y a-t-il rien de plus simple, en effet, lorsque vous songez à attaquer votre adversaire, que d'appuyer une de vos ailes à une rivière, de façon à ne pas être pris de flanc ? Un enfant comprendrait cette précaution. Il faut croire que ce n'est pas si simple, puisque Ludendorff, qui n'est pas un sot, n'y a point songé. C'est l'œuf de Christophe Colomb.

Foch, au cours de nos entretiens, revint plusieurs fois encore sur cette affirmation que les Alliés pouvaient finir victorieusement la guerre en 1917.

« Il fallait pour cela : d'abord et avant tout ne pas laisser de répit à l'ennemi sur le front d'Occident. Or, on lui accorda un répit très long. Un entr'acte de plusieurs mois s'écoula entre la fin de la bataille de la Somme et le commencement de l'offensive d'avril. Ce répit lui permit de reconstituer ses forces, de résoudre par des mesures énergiques, presque désespérées, la crise des effectifs, dont il souffrait à l'état suraigü, vers la fin de l'année 1916, de pratiquer la navette, de faire valser ses divisions entre le front d'Orient et le front d'Occident.

» Une grande offensive, montée dès le début de l'année 1917, l'aurait empêché de recourir à tous ces expédients; elle l'aurait empêché surtout, ce qui est capital, de procéder en toute tranquillité, sans que nul songeât à l'inquiéter, au raccourcissement si sensible de son front occidental, au repli sur la ligne Hindenburg, qui se traduisait pour lui par une économie sensible de forces.

» A quoi fut imputable ce retard dont les conséquences furent si avantageuses pour l'ennemi, si funestes pour les Alliés ?

» En premier lieu, au changement du commandant en chef français qui se produisit à la fin de l'année 1916. Ce changement-là fut un malheur. Le plan conçu par Joffre en novembre 1916 consistait en une offensive d'ensemble, entreprise en liaison avec les Anglais, qui devait se déclencher au début de février 1917. Or, le repli allemand date du milieu de mars 1917. Ainsi, l'offensive Joffre, si elle s'était

faite comme elle avait été conçue, à la date primitivement fixée, surprenait les Allemands avant que leur repli ne fût exécuté, au moment où, sans doute, ils commençaient à déménager leur matériel.

— J'ai souvent entendu, monsieur le Maréchal, mon ancien chef, qui fut un grand chef, pour qui j'avais autant d'admiration que d'affection, le général Humbert, auprès de qui j'ai passé les deux premières années de la guerre, déplorer, exactement comme vous le faites, le retard qui s'était produit dans la date de notre offensive et qui laissa à l'ennemi le temps de se replier tranquillement.

» Si nous avions, me disait-il, au lieu de tant attendre, attaqué en février ou en mars, nous tombions sur les Allemands au moment où ils s'apprêtaient à déguerpir. C'était la condition rêvée pour le succès de notre entreprise.

— Outre le retard qu'elle entraînait ainsi, reprend Foch, la nomination d'un nouveau commandant en chef amena un changement dans le plan d'attaque qui ne fut pas heureux, loin de là. Ce plan était par trop simpliste, par trop sommaire. Il visait à l'enfoncement du front par une attaque brutale, massive, exécutée justement à l'endroit le plus difficile. Les expériences antérieures condamnaient nettement toutes les tentatives de ce genre. Elles se trouvèrent condamnées de même que les expériences que firent, à leurs dépens, l'année suivante, les Allemands.

» Tant que les réserves de l'ennemi n'ont pas été détruites, vous n'obtenez aucun résultat en enfonçant

une partie de son front, même si cette rupture est, du point de vue tactique, aussi soudaine, aussi complète que possible (ce fut le cas pour les offensives allemandes de 1918, surtout celle du Chemin des Dames). Les troupes qui s'engouffrent dans cette poche sont bientôt obligées de s'arrêter. A mesure qu'elles avancent, elles éprouvent des difficultés de plus en plus grandes à se ravitailler; elles trouvent devant elles des divisions fraîches que l'ennemi a eu le temps d'amener et qui les tiennent rapidement en échec. La poche creusée de la sorte est plus ou moins profonde. Mais le résultat final est certain. Tout cela est beaucoup trop simpliste. On ne trouve aucun art véritable là-dedans. Il faut monter les offensives avec autrement de soin. Je dis à dessein les offensives. Car une seule ne suffit pas, il en faut toute une série qui s'emboîtent les unes dans les autres, qui concourent toutes à l'effet recherché : l'usure, puis la destruction des réserves ennemies. A mesure qu'on se rapproche de ce but, les résultats de chacune de ces offensives sont plus considérables. On se trouve sur ce plan incliné où le mobile va en augmentant sans cesse de vitesse. »

« Un général allemand a écrit un gros livre intitulé : *La guerre des occasions manquées.* On aurait

tort de croire que les Allemands furent les seuls à manquer ainsi beaucoup d'occasions; les Alliés, de leur côté, en laissèrent échapper un certain nombre, qui étaient, certes, des plus belles.

« Durant la dernière moitié de 1916, l'échec avoué des Allemands à Verdun, l'offensive franco-anglaise de la Somme qui, bien qu'entreprise avec des forces insuffisantes, donnait cependant des résultats très satisfaisants, surtout l'entrée en scène de la Roumanie, créaient pour les Alliés de magnifiques possibilités d'action qui auraient pu et qui auraient dû être beaucoup mieux exploitées. L'intervention de la Roumanie, notamment, mieux préparée au point de vue militaire, aurait amené, en Orient, des événements très importants, on peut même dire décisifs.

« Malheureusement, l'entrée en action de la Roumanie fut, du point de vue militaire, aussi mal préparée que possible. Il serait plus juste de dire qu'elle ne fut pas préparée du tout. La collaboration si indispensable, si capitale, avec les armées russes, ne fut pas fixée comme elle aurait dû l'être.

« Pendant plus de quatre longs mois, l'armée allemande fut donc laissée par les Alliés complètement tranquille sur le front occidental. C'est justement l'époque où elle traversait la crise la plus aiguë d'effectifs, de munitions, etc.

» Il est facile de le savoir après coup, objectera-t-on. Mais les Alliés, à ce moment, pouvaient ne pas s'en douter.

» Cette objection ne vaut rien. A ce moment, les

Alliés, pour peu qu'ils eussent de cervelle, pouvaient au contraire et devaient se dire que l'armée allemande venait, durant toute l'année 1916, d'être soumise à des efforts surhumains. On avait tiré d'elle tout ce qu'on avait pu. La bataille de Verdun, celle de la Somme, celles du front occidental, au moment de l'offensive Broussilof, de l'intervention de la Roumanie, etc. Tout cela ne pouvait pas ne pas s'être traduit par une usure, par une détérioration considérable des divisions germaniques.

» La sagesse, le bon sens, dit Foch, conseillaient donc de n'accorder à l'ennemi aucun répit, de commencer le plus rapidement possible, avec les moyens dont on disposait, l'offensive sur le front occidental.

» Malheureusement, il y eut à ce moment, chez les gouvernements alliés, surtout le nôtre, une défaillance, un inexplicable retard, dûs uniquement à des raisons politiques; on perdit plusieurs mois et ce retard, outre qu'il nous empêcha de gagner la guerre un an plus tôt, ce qui était pour nous capital, risqua tout simplement de nous la faire perdre. Car il se produisit entre temps l'effondrement du front russe qui, s'il n'avait pas été largement compensé par l'entrée en guerre de l'Amérique, assurait la victoire aux Allemands. »

FOCH SUR JOFFRE

LES LETTRES INÉDITES QU'IL LUI ÉCRIVIT PENDANT LA BATAILLE DE L'YSER

Chaque fois que, au cours de nos entretiens, le nom de Joffre revenait dans la conversation, Foch ne manquait jamais de s'exprimer sur son ancien chef, son camarade de guerre, avec une vive affection et une très grande admiration.

— Sa qualité essentielle, me dit-il un jour, c'est un jugement très sûr, un imperturbable bon sens qui, poussé jusqu'à ces limites, devient du génie. Il sait admirablement faire travailler autour de lui, ce qui est le propre d'un chef véritable. Allez le voir, vous le trouverez assis à un bureau sur lequel il n'y a rien. Un officier d'état-major arrive, lui présente un papier. Il le lit soigneusement, l'examine, réfléchit, puis donne ses ordres en conséquence.

» Nous avions coutume de l'appeler *la bouée*, contre laquelle les flots et la tempête ne peuvent rien. Mais quelle merveilleuse bouée ! Il reste toujours le même. Les événements sont impuissants contre lui.

C'est une force admirable. Dans les moments les plus difficiles, il se couche, s'endort et se réveille à la même heure. Alors que tout le monde est inquiet, et même déprimé autour de lui, il prend ses décisions avec un parfait sang-froid. C'est exactement ce qui est arrivé pendant la bataille de la Marne. Cette bataille est son œuvre. La victoire lui revient de plein droit, puisque c'est lui qui l'a commandée. Toutes les discussions que l'on a voulu élever là-dessus sont de purs enfantillages.

» Il comprend, dès les premiers combats livrés, que l'offensive a été mal engagée, que la bataille des frontières est perdue, qu'il est indispensable de prendre du champ pour regrouper ses forces. Il les regroupe exactement comme il faut, change une centaine de généraux, fait preuve pour les remplacer d'une merveilleuse connaissance des hommes, ne se trompant jamais dans son choix. Il attend le temps nécessaire. Gallieni lui suggérant que le moment est venu, Joffre, qui songeait à reculer encore, se rend à ses raisons. Il engage toutes ses forces dans la bataille décisive et il la gagne.

» A la fin de cette bataille, ajoute Foch, lorsque on m'apprit que les Allemands déguerpissaient, j'en fus bien étonné, car, à la guerre, on ne sait jamais exactement ce qui se passe dans le camp ennemi. »

« Quand, vers la fin d'août 1914, quelques jours avant la Marne, Joffre m'appela d'urgence à son quartier général pour me donner le commandement d'une nouvelle armée, qu'il se proposait de constituer au centre de notre dispositif, entre l'armée de Langle de Cary et celle de Franchet d'Esperey, je partis tout de suite en automobile.

» Arrivé chez le généralissime, je fus immédiatement introduit dans son bureau. Je le trouvai merveilleusement calme, maître, sûr de lui, recevant les nouvelles du front, donnant ses ordres avec un imperturbable sang-froid. Tout le long de mon trajet, depuis la Lorraine, des pensées assez sombres avaient, par moments, je l'avoue, traversé mon esprit. Le calme, la tranquillité que je trouvai au Quartier général de nos armées, chez le généralissime, dans son entourage, me furent un grand réconfort. M. Millerand, le nouveau ministre de la Guerre, avait, la veille même de mon arrivée, rendu visite à Joffre. Il me rendit compte de leur entretien. Je couchai dans la chambre qui avait été la sienne. Le lendemain, Joffre me reçut encore pour me donner en détail ses instructions.

» Je le quittai plein de confiance. C'est l'impression qu'il produisait sur tous ceux qui l'approchaient. Nous ne lui serons jamais assez reconnaissants de l'immense service qu'il nous a rendu à ce moment. Supposez un chef plus nerveux, plus impressionnable, le cours des événements aurait pu en être changé. »

— Je me souviens, Monsieur le Maréchal, lui

dis-je, d'une visite que vous nous fîtes sur le front, en compagnie du maréchal Joffre, deux semaines environ après la bataille de la Marne. Notre corps d'armée se trouvait aux abords de Reims, où les lignes s'étaient fixées. Un après-midi, tandis que j'étais auprès du général Humbert, mon chef, à Mombré, pour assister au tir d'une batterie de 120 long, un de nos camarades signala une puissante limousine qui se dirigeait vers le fort. Quelques instants après, vous arriviez avec le maréchal Joffre, vous tenant par le bras, paraissant être les meilleurs amis du monde.

— Nous avons eu toujours, dit Foch, l'un dans l'autre, une confiance illimitée. Jamais le moindre nuage n'a troublé notre collaboration. Lorsque, peu de temps après la visite dont vous parlez, Joffre m'accorda le titre le plus haut qu'il pouvait donner après le sien, celui d'adjoint au commandant en chef, lorsqu'il m'envoya dans le nord pour coordonner l'effort un peu éparpillé des Anglais, des Belges et des Français, je partis, pour cette difficile mission, investi de sa pleine confiance. J'eus dès lors, avec lui, un contact ininterrompu. Je lui écrivais personnellement très souvent, chaque fois qu'il se produisait quelque événement important, des lettres qui tiennent le milieu entre une correspondance officielle et une correspondance intime. Je vous les ferai lire un jour. Rien ne montre mieux l'exacte nature de notre collaboration.

Quelques jours après, en effet, le Maréchal me fit

le grand honneur de me communiquer, cette belle et précieuse correspondance. Je la lus attentivement avec un vif sentiment d'admiration, de respect, presque de vénération. Il n'y est question que de la guerre et du service. Mais, par moments, la vivacité du sentiment, le franc-parler d'une nature primesautière percent sous les formules froides et correctes du subordonné, s'adressant à son supérieur.

Ces lettres si curieuses, par moments si émouvantes, il faut souhaiter vivement qu'elles soient publiées un jour. Elles font grand honneur à Foch, qui les a écrites, comme à Joffre, à qui elles sont adressées. Elles élèvent haut, très haut, l'un et l'autre. Elles sont dignes de passer à l'Histoire et elles y passeront.

La forme en est rapide, saccadée, nerveuse, vibrante. De petites phrases courtes, sèches, courant droit au but, disant en quelques mots tout ce qu'elles veulent dire. C'est que Foch écrit exactement comme il parle.

Voici, par exemple, une lettre que Foch écrit de Doullens, son quartier général, le 13 octobre, à Joffre :

Mon Général,

A l'heure qu'il est, nous attaquons sur Lille, avec la gauche de notre X^e^ armée, deux corps d'armée anglais, deux divisions de cavalerie anglaise.

J'augure bien de l'offensive anglaise. Elle est

résolue, lente suivant son habitude; mais le Maréchal est décidé à aborder sérieusement l'adversaire. Il obtiendra des résultats. Seront-ils décisifs ? On peut en douter. Anvers a fini quelques jours trop tôt.

. . . . . .

. . . . . .

Pour obtenir une décision, il serait peut-être nécessaire de combiner avec notre manœuvre d'aile, une ou plusieurs attaques centrales, visant à percer de haute lutte la ligne ennemie.

. . . . . .

. . . . . .

Créer des événements au lieu d'y répondre, développer simultanément plusieurs coups d'espèces différentes, sans dépenser plus de munitions de campagne, seraient les côtés avantageux de la combinaison. Si vous entriez dans ces vues, je vous demanderais de me le faire savoir sans tarder, le temps de la préparation étant toujours assez long. *Mes relations avec l'armée anglaise sont empreintes de la plus parfaite cordialité et de la plus grande confiance réciproque.* Je fais tout pour maintenir cet état de choses. Ne serait-ce que là le résultat de ma présence dans le Nord, je le crois appréciable.

Le Maréchal veut à tout prix aller à Bruxelles. Je ne le retiens pas. Je l'aiderai de mon mieux. Votre intervention pour lui donner le commandement sur toutes les forces anglaises débarquées a été particulièrement appréciée de lui.

Brécard (officier de liaison français, détaché auprès de l'armée belge) vient de nous traverser. Si, par son intermédiaire, avec l'aide de quelque succès, nous parvenons d'ici quelques jours à rendre du ton, de la confiance, une tenue à l'armée belge, si elle

suffit à couvrir notre flanc gauche, je ne désespérerai pas d'elle ni de ses services à venir.

Je prescris au Gouverneur de Dunkerque, non seulement de tenir sa place en état de défense, mais d'y remuer la terre pour la compléter puissamment par la fortification passagère. Cela le garera d'une attaque.

. . . . . .

. . . . . .

J'ai tenu à citer cette lettre parce qu'elle donne merveilleusement le ton. Quel élan ! Quel mordant ! Napoléon écrivait de cette encre. Vous pourriez la glisser dans un des quarante volumes de sa Correspondance où, très certainement, elle ne ferait pas tache. Dans un excellent français, un français de race, nerveux, saccadé, Foch dit brièvement, excellemment, tout ce qu'il a à dire. Les formules concises et claires, les raccourcis d'expression lui viennent tout naturellement sous la plume. Jamais de plaintes, jamais de récriminations contre ses associés, qu'ils soient anglais ou belges. Ils font ce qu'ils peuvent. Son rôle à lui, ce pourquoi il a été envoyé dans le Nord, c'est d'en tirer le meilleur rendement. Il n'y manquera pas. Grâce à lui, cet attelage un peu disparate marche aussi bien que possible. Le futur généralissime des armées alliées s'exerce dès maintenant à la tâche difficile qui sera la sienne, durant la dernière année de la guerre.

Voyez ce que, quelques jours plus tard, Foch écrit à Joffre, après une visite au front, une inspection de l'armée belge :

. . . . . .

Je suis allé à Dunkerque. J'ai vu le Gouverneur. Il m'a dit et je crois la place en bon état de défense, même éloignée. L'inondation d'eau douce est tendue, celle d'eau de mer va se tendre. La canalisation des émigrés de Belgique, de toute nature, s'y fait sans difficulté actuellement. Il en est de même à Calais. De là, je suis allé à Furnes. L'armée belge est installée sur la ligne de l'Yser. Elle a reçu l'ordre d'y résister, de s'y organiser, de s'y défendre avec la dernière énergie. Le Roi et le Président du Conseil paraissent décidés à pratiquer cette tactique, et à la faire pratiquer. Le premier est un très honnête homme bien intentionné; le second, un homme de gouvernement énergique. Ils ont compris que, ces jours-ci, la Belgique jouait son existence. Ils ont pris des mesures rigoureuses à l'égard des chefs faibles ou insuffisants. Ils continueront à le faire. Dans ces conditions, je crois qu'ils seront suivis, que l'armée belge qui n'est ni fatiguée, ni détruite, tiendra sur ses positions, d'autant plus qu'on n'a pas l'air de l'y vouloir attaquer de quelques jours. Elle s'organise fortement.

. . . . . .

C'est toujours la même confiance, la même alacrité, presque la même allégresse. C'est un homme d'action parlant à un autre homme d'action. Aucune phrase, aucune formule inutile. Des renseignements précis, des faits. Tout le reste est rigoureusement éliminé. Et voyez ce que Foch dit du roi des Belges,

comme il apprécie sa noblesse et sa droiture. « Un très honnête homme bien intentionné. » Il n'est pas, dans sa bouche, de plus bel éloge.

Quand se livre la grande bataille d'Ypres, quand les Allemands, par une offensive vigoureuse, à laquelle ils consacrent toutes leurs forces, essayent d'enfoncer coûte que coûte nos lignes, Foch écrit toujours avec la même confiance, le même entrain, le même élan.

Voici comment, le 19 novembre, dans une lettre extrêmement importante, Foch, avec une extraordinaire hauteur de vues, résume, pour le général en chef, les événements qui viennent de s'accomplir. Il risque quelques prévisions sur les opérations futures; on notera, dès ce moment, la place décisive qu'il fait au matériel :

Mon Général,

La situation se maintient la même. On ne nous attaque plus sérieusement. Nous nous reconstituons.

Envisageant cette situation et celle de la frontière russe, je la résume comme il suit :

Le plan fondamental allemand consistait à détruire l'adversaire de l'ouest en débordant son aile gauche d'Ypres à la mer, avant de se retourner contre l'adversaire de l'est, l'armée russe. La première partie du programme est cassée. Les Allemands n'ont pu, ni tourner notre aile gauche, ni nous détruire. Bien mieux, nous sommes en parfaite condition matérielle et morale pour les attaquer.

Au total, après trois mois de campagne, ils abou-

tissent à une douloureuse impuissance à l'ouest. Ils ont tout à entreprendre à l'est, avec une armée très affaiblie. Quel que soit le traitement qu'ils appliquent à la question Est — il y en a plusieurs en effet, — ils ne peuvent pas ne pas retirer des troupes du front ouest, pour cela, réduire leur front. Le premier front sérieux qu'ils vont nous opposer s'étendra sans doute de Strasbourg par Metz, la Meuse de Mézières, Namur, à Bruxelles et Anvers.

I. — *Nature de la guerre.*

Avant de l'aborder, nous aurons sans doute d'autres lignes défensives à attaquer. Dans tous les cas, la guerre contre des positions fortifiées, va devenir de plus en plus notre lot. L'organisation de cette guerre me semble devoir être prise de plus en plus en considération. Qu'exige-t-elle ? *Une artillerie de siège nombreuse, bien munitionnée, adéquate à la place visée.* Il est évident qu'il ne faut pas le même matériel pour l'attaque de la fortification en terre et celle en béton.

Il est également évident que dans la guerre de tranchées, à l'ordre du jour, il faut pouvoir lancer des bombes, donc prévoir des mortiers, ou autres engins, encore avec beaucoup de munitions, etc....

Indépendamment d'une artillerie de cette nature, il nous faut prévoir un génie fortement organisé pour travaux de sapes, pour la guerre de mines. Là, je suis moins documenté. Mais une idée me travaille. Après la construction des puits artésiens, après les travaux souterrains du métro de Paris, du Nord-Sud (tubes Berlier) n'y aurait-il pas des moyens mécaniques plus rapides que les anciens, permettant de forer des galeries de mine, de les revêtir pour permettre de porter de fortes charges d'explosifs, sous certains points de la résistance ennemie ?

II. — Quant aux directions à donner à nos attaques, je dis :

Les destinées de l'Europe se sont toujours réglées en Belgique jusqu'à Waterloo. Il paraît difficile d'abandonner ce terrain.

Nous y aurons toujours la collaboration des Anglais et des Belges, à la condition de les entraîner. Ailleurs, et sans cette condition, elle peut rester improductive. Jusqu'à la Meuse, nous n'avons pas d'obstacles sérieux. Les organisations défensives allemandes de cette région étant plus récentes peuvent être moins solides que dans d'autres régions.

De cet ensemble de considérations, je conclus à la nécessité, dans le nord, d'une forte attaque visant l'intervalle Anvers-Namur qui sera sans doute complété par une place du moment autour de Bruxelles; visant ensuite la Meuse de Namur à Liège. Là, sans doute, notre offensive rencontrera de fortes résistances. Il en sera de même sur la Meuse, de Namur à Mézières, Sedan, Mouzon...

Nous ne pourrions vraisemblablement avoir raison de cette résistance que par une manœuvre sur la rive droite, partant de Verdun et de ses abords.

. . . . . .

Il faut remarquer dans cette lettre, d'abord et avant tout, combien, dès novembre 1914, c'est-à-dire deux mois après le commencement des hostilités, Foch accorde d'importance au matériel. Il n'a pas été long à tirer la leçon des événements. Il voit que pour la guerre de tranchées qui se prépare, nous aurons de plus en plus besoin de canons, de munitions, d'engins de toutes sortes. Il analyse d'autre part avec

une clairvoyance, une objectivité parfaite, la situation dans laquelle se trouvent les armées allemandes. Il voit clair dans leur jeu. Ayant échoué dans leur première tentative, pour elles décisive, elles ne réussiront plus, elles ne peuvent plus réussir, à moins que les Alliés commettent des fautes impardonnables. Il est donc plein de confiance. A peine vient-il de livrer et de gagner une bataille défensive que l'esprit offensif qui l'habite, qui l'anime, se manifeste irrésistiblement. Il songe déjà à des opérations de grande envergure. Il en soumet l'idée et le plan à son chef.

Le 1er janvier 1915, Foch commence sa lettre à Joffre par ces mots :

Mon Général,

Permettez-moi de commencer ces lignes par mes souhaits de Nouvel-An. Qu'une parfaite santé, d'abord, continue de vous donner la pleine liberté pour assurer votre écrasante tâche et que la victoire définitive vienne consacrer le succès décisif de l'effort que vous savez si bien diriger et entretenir chez tous.

. . . . . .

. . . . . .

Brièvement et sobrement, ainsi qu'il sied à un homme qui ne s'abandonne pas volontiers aux effusions, Foch exprime à Joffre les sentiments d'affection, d'admiration qu'il éprouve pour lui.

Joffre ressent exactement les mêmes à l'égard de Foch. Ils ont l'un pour l'autre une confiance, une estime illimitée. C'est sur ce fondement de granit que repose leur collaboration.

Lorsqu'un être humain, chargé d'une besogne infiniment difficile, ayant à surmonter des obstacles de toute nature, réussit constamment dans son entreprise, lorsqu'il passe, comme en se jouant, au travers de toutes les difficultés, nous sommes assez portés à croire que rien n'est plus naturel; nous arrivons plus ou moins consciemment à nous dire que ces obstacles après tout n'étaient pas si insurmontables, puisqu'ils ont été, toutes les fois, surmontés.

C'est un peu le cas pour Foch, toutes les fois qu'il a eu à coordonner, c'est-à-dire au fond à diriger (telle est la signification exacte, réelle, de ce mot, quand on le dépouille de son ambiguïté protocolaire) l'effort des Alliés : Anglais et Belges en 1914; Anglais, Belges, Italiens, Portugais, Américains, etc., en 1918.

Dans la dernière phase de la guerre, il avait le titre de généralissime. Durant la première phase, il n'avait aucun titre, aucun mandat précis. Cependant son action, son impulsion, sa direction furent à peu près les mêmes dans les deux cas. Rien ne prouve davantage la vérité de ce qu'affirme Foch et que nous avons dit sur le commandement unique. Pendant toute la bataille de l'Yser, bien qu'il n'en ait aucunement le droit, nous le voyons au fond, en dernière analyse, donner non seulement des conseils,

mais des directions, presque des ordres aux Anglais, aux Belges. Ses directions, ses conseils sont suivis. Ses ordres sont presque toujours exécutés. C'est justement cela qui est difficile et c'est cela qui est merveilleux. Un si prodigieux résultat ne s'explique que par l'action toute puissante des forces intellectuelles et morales, par une sorte d'effluve mystérieuse que subissent tous ceux qui l'approchent, qui constitue proprement ce qu'on appelle le don du commandement. Sans elle, il n'y a pas de grand chef militaire, on peut même dire qu'il n'y a pas de grand chef civil. Napoléon possédait à un inimaginable degré ce fluide magnétique. Il se fit sentir dès le début, au siège de Toulon, déjà, au 13 Vendémiaire, puis durant l'immortelle campagne d'Italie. C'est de là, avant tout, que dérive son extraordinaire carrière.

Si l'on essaie de l'analyser, de voir ce qu'il y a au fond de cette action irrésistible et immédiate du grand chef, on trouve d'abord, chez celui qui se fait obéir, la supériorité indiscutable autant qu'indiscutée. Toute obéissance, surtout lorsqu'elle est volontaire, comme c'est le cas ici, est en effet un hommage. Si les Anglais, les Belges, suivent Foch, c'est parce qu'ils sont sûrs, pour l'avoir vu à l'œuvre, que ses conseils, ses ordres, sont incontestablement les meilleurs.

Le grand chef est celui qui donne instantanément à ses subordonnés l'impression qu'il connaît à fond son métier ou son art, qu'il en possède toute la technique, qu'il en a exploré tous les recoins. Ils s'inclinent devant son intelligence et aussi devant son

caractère. Ils savent, ou plutôt ils sentent, que dans les moments les plus critiques il ne les abandonnera jamais, parce qu'il commencera par ne jamais s'abandonner lui-même.

Pour se rendre compte des difficultés que Foch eut à vaincre en 1914, comme en 1918, dans ses relations avec les Hauts-Commandements alliés, il suffit de songer aux tiraillements, aux frictions qui se produisirent à maintes reprises dans des circonstances analogues et dont l'histoire militaire offre de très nombreux exemples. Que l'on songe au désaccord assez violent qui éclata, tout au début de la campagne, en août 1914, entre le maréchal French et son camarade de combat, le général Lanrezac, et qui fut partiellement cause du remplacement de ce dernier.

Jamais, lorsque Foch exerça son commandement, Dieu sait au milieu de quelles difficultés, il ne se produisit le moindre incident. Tous les rouages de cette immense machine marchèrent de la façon la plus satisfaisante, sans le moindre grincement.

Quant aux qualités de souplesse, de tact, que Foch devait à chaque instant déployer, la lettre adressée par lui à Joffre, le 5 janvier 1915, en dit plus long que des pages entières de commentaires.

Il s'agit de changer le chef d'état-major du maréchal French, le général Murray, changement qui paraît à tous égards désirable, qui est, en tous cas, vivement désiré par les Français. C'est là une matière très délicate; Foch ne la traite qu'avec les plus grandes précautions. Il écrit à Joffre :

Mon Général,

. . . . . .

Mon télégramme chiffré de ce jour vous a donné le résumé de ce que je sais sur les intentions du maréchal French, à l'égard du changement de son chef d'état-major. A-t-il demandé à le garder ? Je l'ignore; je ne le pense pas. Mais peut-être n'a-t-il pas demandé à le débarquer; peut-être même a-t-il réagi contre certaines de nos manœuvres pour le débarquer. Car je sais qu'ayant appris les agissements de notre côté, il aurait dit que dans ces conditions, il ne pouvait rien faire.

L'orgueil anglais reprenait le dessus pour le retenir. En tous cas, Lord Kitchener et M. Asquith ne voulaient à aucun prix entendre parler du général Wilson pour le remplacer : M. Asquith parce que, lors des difficultés de l'Irlande, Wilson s'était montré nettement Orangiste et avait mis son cabinet en péril, disait-il; Lord Kitchener, par condescendance peut-être pour M. Asquith, par inimitié de Wilson, peut-être aussi pour faire patauger le Maréchal. Au point que l'honnête Wilson, résumant la situation au Maréchal, lui a dit :

« Moi, j'importe peu. Que l'on ne me demande pas. Mais le départ de Murray importe. Demandez-le et remplacez Murray par un homme de votre choix. Je m'entendrai toujours avec lui. »

La chose en est là, à ma connaissance.

Avec la situation réduite faite à Murray, la confiance accordée à Wilson, nous pourrons marcher, je crois, un train relatif et notre intérêt

me paraît être de laisser là cette affaire. Nous pourrions nous user sans profit. Le refrain du Maréchal en parlant de nous est « Qu'ils s'occupent donc de leurs affaires et me laissent m'occuper des miennes ».

. . . . . .

Et dans une lettre qu'il lui écrit quelques jours plus tard :

. . . . . .

Le Maréchal est venu me voir ce matin pour me communiquer :

1. Les mutations prononcées dans son État-Major. Le général Murray quitte l'armée anglaise, soi-disant pour raison de santé. Peut-être y aurait-il lieu de faire la seconde distribution de décorations aux généraux anglais. C'était cela que le Maréchal voulait me rappeler. Il est remplacé par le général Robertson, bon choix à défaut de Wilson. Wilson reste chef des opérations et des relations avec nous. Son titre ne grandit pas. Sa situation augmente en fait. C'est le principal.

. . . . . .

Cette lettre, émaillée d'expressions assez vives (Foch garde en toutes circonstances la verdeur de son langage et de son franc-parler) montre comment, sans jamais se départir de son énergie et même de son intransigeance à propos des questions essentielles, Foch sait agir avec ménagement et circons-

pection dans les questions accessoires, surtout celles qui risqueraient de chatouiller désagréablement l'orgueil ou la susceptibilité britanniques. Fin psychologue, connaissant les hommes à merveille, il a fort bien démêlé, avec une lucidité parfaite, les différents mobiles qui peuvent faire agir le Maréchal French. Il se garde de provoquer sa mauvaise humeur, ce qui ne manquerait pas d'arriver, si les Français avaient l'air de s'immiscer dans des questions de commandement et d'organisation qui ne les regardent pas.

Il est indispensable, à coup sûr, que les deux Etats-Majors, celui de French et celui de Foch, travaillent d'un commun accord, si l'on veut arriver à un heureux résultat. Il y a dans cet Etat-Major un homme qui possède la pleine confiance de Foch. C'est le général Wilson. Foch en a discerné, du premier coup, les remarquables qualités. Les deux hommes s'entendent à merveille. Leur amitié, leur confiance, leur affection ne feront que grandir à mesure que la guerre se prolongera. Elles survivront à la guerre elle-même. Je me souviens d'avoir vu, l'un près de l'autre, Foch et Wilson à la Conférence de Spa, en 1920. Rien n'était plus touchant que l'amitié qu'ils se témoignaient. Foch aimerait beaucoup, sans doute, que Wilson fût nommé chef d'état-major. Ce serait pour lui et pour tout le monde la solution idéale. Mais puisqu'elle est, pour l'instant, impossible, il est inutile de courir après des chimères. L'essentiel est que Wilson reste dans l'état-major French avec le poste important qu'il y occupe, celui de chef des opéra-

tions. Tout le reste est accesscire. Ce qu'il faut éviter avant tout, ce sont des frictions, des tiraillements avec les Anglais.

On peut affirmer qu'à cet égard, aussi bien avec les Anglais qu'avec les Américains, Foch réussit admirablement.

FOCH SUR LUDENDORFF

POURQUOI CELUI-CI FUT BATTU

— Je viens, dit Foch, d'achever de lire les Mémoires d'Hindenburg et ceux de Ludendorff. Cette lecture m'a vivement intéressé, par moments même, passionné.

» Je me faisais de ce dernier, d'après ce que je savais de lui, d'après sa conduite durant la guerre, une idée déjà suffisamment claire. Mais son ouvrage a achevé de l'éclaircir.

— Comment, lui dis-je, vous représentez-vous celui qui fut votre principal adversaire ?

Foch, se recueillant un instant :

— Qu'est-ce que Ludendorff, tel qu'il apparaît dans la réalité et dans son livre ?

» Un excellent officier d'état-major, rien de moins et rien de plus, connaissant à merveille son métier, un professionnel de l'école de Frédéric II, où la guerre, pour l'armée prussienne, tourne à la pure mécanique. Il est supérieur pour ce qui est du manie-

ment, de l'organisation des armées. Mais il ne comprend rien, par contre, au vrai caractère de cette guerre nationale qui met en jeu les plus grands intérêts, l'existence même du pays et où, par conséquent, les forces morales, le patriotisme prédominent. La force morale, voilà ce qui manque aux armées allemandes de 1918. Elles sont sans elle comme un corps sans âme.

» Rien n'est plus curieux, plus significatif que, durant l'été, l'automne 1918, les appels réitérés de Ludendorff, ses sommations au gouvernement allemand, qu'il accable de protestations, de récriminations, exigeant sans cesse plus de soldats et plus de discipline, ne se rendant pas compte que le gouvernement, par suite de la crise intérieure, de l'apathie du peuple, du découragement croissant, est impuissant, même s'il le voulait, à lui donner tout cela. Le pays est las de la guerre; les soldats en ont assez.

» Que peuvent, dans ces conditions, lui et les officiers qui l'entourent ? Il représente l'officier prussien type, avec ses qualités et ses défauts, une simple machine à mener des soldats; il lui manque ce qu'avaient Blücher, York et leurs compagnons, à savoir la flamme intérieure. Il a rétrogradé d'un siècle et est revenu au temps de Frédéric II. Dans la chaîne des combattants prussiens, il a sauté un maillon. Il n'y a pas d'idéal, pas de vraie force morale dans cette armée, comme d'ailleurs dans la nation tout entière. *Il n'y a qu'un matérialisme grossier.*

» Le culte de l'empereur, on a vu ce qu'il représentait vraiment le jour où l'empereur s'est effondré, où il a pris honteusement la fuite, abandonnant son quartier général, ses troupes en déroute. Le respect, la glorification de la force brutale, la guerre conçue comme une colossale entreprise de pillage, c'est tout ce qu'on trouve dans cette âme germanique et, vraiment, ce n'est pas beaucoup.

» Tant que la machine militaire, qui, pour tout ce qui touche à l'organisation matérielle, a été admirablement montée, fonctionne, tout va bien. Dès que des grincements, des craquements se produisent, gare à la catastrophe ! Le peuple allemand se montre incapable de résistance; c'est en vain que Ludendorff qui, vraiment, n'y comprend rien, multiplie ses appels, ses critiques, presse le gouvernement d'organiser la levée en masse, de réprimer avec une rigueur impitoyable toutes les manifestations en faveur de la paix. De pareilles demandes, qui remplissent toute la fin de ses Mémoires, témoignent d'une grande naïveté, d'un manque absolu de clairvoyance, de sens politique. La vraie mentalité, l'état de son peuple lui échappent totalement. Il ne comprend pas que, chez ce peuple, le ressort est brisé. Sur quoi diable le gouvernement allemand s'appuiera-t-il pour une politique de répression ?

» Napoléon, lui, quand, en 1814, il se trouva dans une position analogue, fit preuve d'autrement de clairvoyance. Quelques jours après la bataille de Laon, alors que Sebastiani lui conseillait de décréter

la levée en masse qui sauva la France en 1793, il lui répond que la France de 1793 n'a rien de commun avec celle de 1814 : « Que me parlez-vous de » levée en masse, lui dit-il, dans un pays où la Révo- » lution a abattu les prêtres et les nobles et où moi- » même j'ai abattu la Révolution ? »

» Voilà la réponse d'un homme qui voit clair, qui ne s'abuse pas sur la situation. La levée en masse, impossible en France, elle s'est opérée du côté prussien ! C'est la justice reprenant, quoi qu'on fasse, son cours véritable dans la pérennité des âges. C'est Valmy recommencé, 1792, 1793 retournés contre nous.

» N'est-il pas curieux, me dit le Maréchal, juste à un siècle d'intervalle, de voir la force morale, l'idéalisme, tout ce qu'il y a en somme de plus beau et de plus grand chez l'homme, animer des nations en armes, des peuples en guerre et les conduire irrésistiblement à la victoire ? De quoi donc est faite cette force invincible? A la base, la certitude absolue qu'on défend une juste cause, une cause sacrée. Puis, dans l'exécution, les énergies de tous suscitées, soutenues par le sentiment commun de la justice et de la liberté.

» Car la flamme intérieure, le patriotisme, l'élan, la confiance dans la victoire, ils existent en 1918. Mais ils sont, non point du côté des Allemands, mais des Alliés. Tous ensemble, Français, Anglais, Américains, Belges, frappent sur l'Allemand à coups redoublés, avec une fureur, une énergie croissantes.

» Les diverses offensives se déclenchent les unes après les autres, ou plutôt s'emboîtent les unes dans les autres, de manière à embraser la totalité du front. Nos troupes sont fatiguées, nos effectifs sont réduits, mais qu'importe ! Nos alliés, Anglais, Belges, Américains, nous donnent un concours absolu et sans limites. Quelques-uns d'entre eux attaquent sans bien se rendre compte des objectifs, sans savoir exactement où on les mène, mais cela ne les empêche pas d'attaquer avec fureur. Ils ne se font pas une idée du degré d'affaiblissement, de désarroi dans lequel se trouvent les armées allemandes. Ils s'imaginent que la guerre peut se prolonger l'hiver, peut-être toute l'année suivante, alors qu'elle est arrivée à son dernier acte et que le dénouement est tout proche. Mais ils suivent quand même, avec une confiance aveugle, les ordres qui leur sont donnés. Cette confiance, cet élan, cette ardeur sacrée, voilà la principale cause de notre victoire, voilà la vraie guerre nationale, dans laquelle la force morale restera toujours un facteur prédominant. »

« Tel, poursuit Foch, m'apparaît Ludendorff, du point de vue moral, philosophique. En ce qui concerne le côté professionnel, technique, il y aurait beaucoup de choses à dire sur lui, notamment sur ses offensives pendant les six derniers mois de la guerre. »

— Ne pensez-vous pas, Monsieur le Maréchal, lui dis-je, que l'état-major germanique commit de graves fautes professionnelles dans la conduite des opérations, durant les offensives de 1918 ?

— Ces fautes, reprend Foch, sont indéniables et elles sont des plus lourdes. Si nous prenons, par exemple, les offensives de la dernière année, nous constatons que, dans le détail tactique des opérations, Ludendorff a monté admirablement, supérieurement ses attaques. Le mécanisme de ces opérations est parfait; on ne pourrait vraiment rien trouver de mieux. Mais ces offensives *n'ont pas d'arrière-plan*, et c'est la grande critique qu'on peut leur adresser. En d'autres termes, Ludendorff prépare et exécute à merveille le premier acte; mais il a l'air de se désintéresser du deuxième et du troisième. On ne trouve chez lui aucune conception d'ensemble, aucun plan de vaste envergure.

» Or, cette conception d'ensemble est absolument indispensable; sans elle, vous n'obtenez jamais que des résultats partiels. Le général en chef doit songer non seulement au jour et à la semaine suivante, mais aussi aux mois suivants. Il ne se fixe évidemment pas un plan *ne varietur*, réglé une fois pour toutes et dans ses moindres détails; il doit se réserver la possibilité d'en modifier telle ou telle partie, d'allonger notamment ou de raccourcir les entr'actes. Ce qu'on attend de lui, par contre, c'est une direction très ferme, très nette, la fixation d'un but lointain, vers lequel tous ses efforts doivent converger.

» Qu'arrive-t-il à Ludendorff, au fur et à mesure que ces diverses offensives se déroulent ? Les armées assaillantes s'essoufflent fatalement; leurs progrès, leurs gains en pays conquis, en prisonniers et en matériel capturés, diminuent dans la proportion où l'adversaire a eu le temps de faire intervenir ses réserves. Entre le dixième et le quinzième jour, généralement, l'offensive se trouve avoir atteint son point d'arrêt. Après quoi, un entr'acte d'une durée inégale, parfois extrêmement long, laissant ainsi à l'adversaire le temps de se ressaisir, de reconstituer ses forces et Ludendorff recommence la même opération exactement, d'après le même mode, suivant le même rythme. Ce n'est certes pas ainsi qu'on peut escompter des résultats importants, décisifs...

» Supposez que l'attaque allemande du 21 mars 1918 qui, dès les premiers jours, obtint un succès éclatant, puisqu'elle pulvérisa une armée anglaise tout entière, eût été conjuguée avec une autre offensive ; supposez l'état-major germanique, au lieu d'engouffrer ses divisions les unes après les autres dans la poche ainsi creusée, essayant, grâce à une manœuvre stratégique, de faire tomber Amiens. Cette ville en son pouvoir, les Français étaient à peu près coupés des Anglais et, dans ce cas, *nous étions bien malades*.

» L'offensive allemande du 9 avril dans les Flandres n'était, dans son principe, qu'une diversion, dont l'état-major allemand tira d'ailleurs tout le parti possible. C'était là un hors-d'œuvre et rien de plus.

» Le 27 mai, Ludendorff, de nouveau, réussit admirablement son coup, mais, toujours faute de conception d'ensemble, sa brillante victoire reste sans lendemain. Les divisions allemandes s'engouffrent les unes après les autres dans cette poche démesurément creusée et qui, tant que nous tenons solidement les deux piliers latéraux, offre, au point de vue stratégique, beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages.

» Le 15 juillet, par une offensive de grande envergure, il tente de couper en deux notre front, de faire ainsi tomber Paris. Le 18 juillet, notre contre-offensive *démonte entièrement son plan.* La situation est complètement retournée. Toutes les chances, désormais, sont perdues pour lui.

» Toutes ses conceptions stratégiques, vous le voyez, ont je ne sais quoi de fragmentaire, de court. Il n'y a pas d'envergure intellectuelle là-dedans, pas de vues d'ensemble; nous ne trouvons jamais un scénario complet, s'étendant à tous les actes successifs. Le premier acte seulement préoccupe cet Etat-Major; une fois qu'il aura été accompli, il se réserve de penser au second. Mais alors, il sera trop tard.

» L'attaque du 27 mai au Chemin des Dames donna à Ludendorff, en ce qui concerne l'enfoncement des forces ennemies et les fortes avances réalisées sur le terrain, des résultats extraordinairement brillants, presque inattendus. Et cependant, le succès décisif ne fut pas obtenu par lui. Pour quelles raisons ?

» Un général, à la tête froide, qui aurait soigneusement réfléchi se serait posé cette question essentielle. Il n'y a à cette question qu'une réponse, une seule : c'est que la victoire définitive ne saurait dépendre du succès, si brillant soit-il, d'une seule attaque. Il est indispensable que cette attaque soit harmonieusement rattachée à un certain nombre d'autres, qu'elle soit coordonnée dans un ensemble, en d'autres termes, qu'elle ne soit pas un tout, mais une partie. C'est ce que Ludendorff oublia.

» Ludendorff, en somme, venait deux ou trois fois de suite de percer notre front, sans obtenir pour cela la décision. C'est donc que le problème essentiel ne consiste pas à percer le front, mais uniquement à diminuer, puis à détruire les réserves de l'ennemi, de manière à l'empêcher de riposter.

» C'est ainsi que nous comprîmes, nous, le problème dès que nous eûmes repris l'initiative des opérations.

» Ludendorff prolongea beaucoup trop la durée de ses entr'actes, ce qui était pour lui une très grosse faute. Après son brillant succès du Chemin-des-Dames, le 27 mai, le mois de juin fut pour nous tous une période extrêmement pénible, matériellement et moralement. Les réserves de l'armée française avaient presque entièrement disparu. Qu'une attaque se produisît contre les Anglais dans les Flandres, il nous était difficile, presque impossible, d'aller cette fois encore à leur secours. Je sais bien que la fatigue, l'usure de l'armée allemande étaient également très

grandes. Mais c'était la fatigue d'une armée victorieuse. La fatigue de l'armée française, au contraire, était celle d'une armée venant d'éprouver un très grave échec.

» Or, ne l'oubliez pas, c'est une formule que je n'ai cessé de répéter à mon Etat-Major et à tous les généraux alliés :

» — La victoire se gagne toujours avec des résidus, avec des restes. Au soir de la bataille, tout le monde est fatigué, les vainqueurs comme les vaincus, la seule différence est que le vainqueur a plus d'obstination, plus de moral que le vaincu. C'est la seule raison pour laquelle il est vainqueur. Une armée battue est une armée qui se croit battue !

» L'état-major allemand avait mis sur pied et perfectionné un merveilleux procédé d'attaque. Les Allemands l'essayèrent le 21 mars 1918 contre les Anglais. Il réussit parfaitement. Cette méthode une fois découverte ils l'employèrent uniformément, sans y changer quoi que ce soit. C'était là encore une très grosse faute. Ils furent, une fois de plus, les esclaves d'un système tout fait. *C'est là, vous le savez, le travers habituel de l'esprit allemand.* Il est assez porté à croire que le plan, une fois fait, vaut par lui-même, dans toutes les circonstances, dans tous les temps. Il n'en est rien. La véritable intelligence — aussi bien l'intelligence des militaires que l'intelligence des civils — exige autrement de souplesse. Il faut savoir modifier le plan, l'adapter aux circonstances, au moment. C'est ce que faisait toujours Napoléon qui se gardait

bien de s'enfermer dans des formules et des méthodes trop rigides. La vie ne s'accomode point de cette rigidité.

» Le plan germanique était surtout basé sur la surprise. C'est en cela que résidait son mérite. Il consistait à dissimuler par un ensemble de précautions minutieuses l'équipement du front, l'arrivée des divisions de choc, l'installation d'une puissante armature d'artillerie, puis, à une heure donnée, à lancer sur l'adversaire, pris au dépourvu, un formidable coup de poing, capable de le faire chanceler ou de l'abattre.

» Seulement, les Français, les Anglais, les Américains, qui ne sont pas après tout des imbéciles, devaient forcément, à la longue, éventer cette ruse germanique, percer à jour ces stratagèmes.

» Un proverbe, que vous connaissez, dit :

« Si tu me trompes une première fois, c'est ta faute; une deuxième fois, c'est encore ta faute; mais si tu me trompes une troisième fois, c'est la mienne. »

» Eh bien ! les Allemands réussirent à nous surprendre une première fois, puis une seconde, puis une troisième. A la quatrième, nous étions sur nos gardes, nous avions pénétré tous leurs procédés d'attaque, nous avions imaginé un excellent procédé de défense.

» Leur offensive du 15 juillet échoua presque complètement. Ils y avaient, à tort, engagé, engouffré toutes leurs forces. Désormais, c'était la fin : la partie était perdue, bien perdue pour eux.

» Voilà, en gros, toute l'explication de la dernière année de la guerre. Voilà quelles furent, à mon avis, les principales erreurs de Ludendorff. »

— Croyez-vous, Monsieur le Maréchal, lui dis-je, que lorsque dès la première quinzaine d'août, il sentit que la situation était entièrement retournée à l'avantage des Alliés, qu'il avait perdu pour toujours l'initiative des opérations, il aurait pu, avec un peu plus de décision, en repliant à temps ses troupes, éviter la longue série de retentissantes défaites qui lui furent infligées durant les mois suivants, qui l'auraient amené, sans l'armistice, à la catastrophe finale.

— Il l'aurait certainement pu, me dit Foch, mais *au prix des plus gros sacrifices*. C'est un point qu'il faut souligner. Il fallait pour cela se résigner à abandonner la plus grande partie du matériel que les Allemands avaient, durant quatre années d'occupation, accumulé dans nos provinces envahies. Il fallait prendre tout de suite la décision de se replier jusqu'au Rhin, qui offre une position de défense excellente, exigeant beaucoup moins de troupes, à l'abri duquel les Allemands pouvaient prolonger considérablement la guerre, peut-être, si la lassitude s'était emparée des gouvernements et des peuples alliés, nous acculer à une paix blanche. Il y avait là une carte, la seule, qu'un général décidé et résolu pouvait, à la rigueur, jouer. Ludendorff refusa de la jouer. Il ne se décida pas à sacrifier son matériel, surtout, j'imagine, il ne voulut pas abandonner les gages territoriaux que l'Allemagne possédait encore : la Belgique, une

partie des provinces françaises, l'Alsace et la Lorraine qui devaient, pensait-il, lui permettre d'obtenir une paix plus favorable.

» La valeur de ces gages était cependant des plus illusoires. Ludendorff s'en aperçut bien quelques semaines plus tard. Que valent des provinces occupées, quand il n'y a plus d'armée pour les défendre ? Les défaites s'accumulèrent avec une rapidité telle que vers la fin de septembre, aux premiers jours d'octobre, Ludendorff, nous le savons maintenant par tous les documents qui ont été publiés, perdit littéralement la tête. Il vit sa situation beaucoup plus mauvaise encore qu'elle n'était. Il se retourna subitement vers son gouvernement, demanda, supplia presque, qu'on lui fit obtenir, tout de suite et à n'importe quelles conditions, un armistice, faute de quoi, pensait-il, tout son front militaire allait s'écrouler.

» Ce n'est pas la marque d'une tête froide, ni d'un jugement très équilibré ! »

FOCH EXPLIQUE LA BATAILLE DE LA MARNE

QUELLE PART IL Y A JOUÉ

Le cabinet du Maréchal présentait ce jour-là un aspect inaccoutumé. Il était littéralement jonché de cartes militaires, qui s'étalaient tant bien que mal, un peu partout, sur les tables, sur les chaises et même sur le plancher.

Foch devina mon étonnement.

— Vous vous demandez, me dit-il, ce que tout cela signifie. J'ai commencé à rédiger la partie de mes Mémoires relative à la bataille de la Marne. J'essaie d'y voir clair, de me rendre un compte exact des événements. De Mierry, un officier de mon état-major, m'a préparé ce jeu de cartes et me voilà en train de refaire de la stratégie rétrospective, et en chambre.

» Nous savons exactement ce qui s'est passé de notre côté et nous n'ignorons plus ce qui s'est passé de l'autre. Chacun des commandants des principales

armées allemandes : von Kluck, von Bulow, von Hausen, a publié ses Mémoires. Il est donc relativement facile de reconstituer avec précision les grandes lignes de la bataille. On peut la voir comme elle s'est déroulée. C'est à la fois très curieux et très simple. »

Le Maréchal s'installa dans son fauteuil, sonna le planton pour se faire apporter un paquet de caporal, bourra sa pipe, l'alluma, en tira quelques bouffées et se mit à parler.

« En somme, dit-il, pour s'attacher à l'ensemble en négligeant les détails, que voyons-nous dans cette bataille de la Marne?

» L'Allemagne avait longuement forgé, fignolé un instrument militaire de premier ordre, bien supérieur comme puissance, comme valeur, à celui dont elle disposait en 1870 qui, cependant était déjà excellent. Elle avait usiné à merveille cette guerre à laquelle elle se préparait. Son armée était au point; qu'il s'agisse des effectifs, de l'instruction, des armements, rien ne lui manquait de ce qu'on pouvait lui donner à cette époque. Elle avait à la fois l'esprit militaire et une doctrine; elle était de plus sûre de vaincre. Elle en était même trop sûre.

» Qui est de Moltke, le généralissime qui la commandait? Non seulement le neveu de son oncle, mais aussi son élève. Le plan stratégique de von Schlieffen qu'il va suivre a de l'envergure, de la hardiesse, de l'audace. Comme tous les plans stratégiques, il vaudra surtout par la manière dont il sera exécuté. Il

arriva plusieurs fois à Napoléon de changer son plan pour l'adapter aux circonstances. C'est ce qu'il fit par exemple, de la manière la plus complète, la veille de la bataille d'Iéna. C'est que Napoléon était sur place. Il était informé de tout. Il dirigeait tout.

» Moltke, lui, n'est le plus souvent informé qu'après coup. Il ne dirige rien. Son Quartier général est beaucoup trop loin du théâtre des opérations. Il ne sait pas exactement ce qui se passe. Il laisse tout exprès, à ses principaux lieutenants, une liberté entière dont ceux-ci ont usé et abusé.

» Pourquoi Moltke agit-il de la sorte? Par faiblesse, timidité, médiocrité d'esprit, sans doute. Mais aussi parce qu'il est le disciple fidèle de son oncle qu'il copie, même dans ses erreurs. L'esprit germanique est, par essence, assez porté à croire à l'efficacité toute puissance de l'organisation, considérée en elle-même, du plan qui, une fois combiné, doit se dérouler méthodiquement, indépendamment de tous les obstacles et de tous les accidents. La machine est montée une fois pour toutes. Il n'y a plus qu'à laisser marcher.

» Le vieux Moltke, en 1870, avait de même, vous le savez, lâché la bride à ses subordonnés. Ce sont les exécutants qui dirigèrent les opérations et non le généralissime.

» Or, en 1914, les mêmes erreurs recommencent et elles sont beaucoup plus graves, car l'artiste a moins de valeur, l'outil est beaucoup plus lourd. Les commandants d'armées en prennent à leur aise avec

les directives toujours d'ailleurs assez vagues de leur chef. Il est curieux de voir l'attitude de ce dernier chaque fois qu'ils lui désobéissent. Au lieu de les relever vertement, il couvre de son silence ces désobéissances, hypnotisé par le souvenir de 1870, persuadé qu'aujourd'hui, comme alors, le dénouement sera tout aussi heureux.

» Etant donné cet effacement de sa part, les désobéissances ne font que s'accentuer, surtout chez von Kluck à qui était dévolu primitivement le rôle essentiel : celui de tourner l'armée adverse. Von Kluck est à l'aile marchante et l'on peut vraiment dire qu'elle marche d'une allure endiablée. Quand on suit son mouvement jour par jour, à travers la Belgique et le nord de la France, on est stupéfait de sa rapidité. C'est un torrent qu'il n'est pas facile de contenir, ni de régler. Les ordres du Grand Quartier général lui courent souvent après sans le rattraper. Quand ils lui parviennent, la situation est déjà toute différente de celle qu'ils avaient prévue.

» Le 28 août, Moltke ordonne à von Kluck de marcher à l'ouest de l'Oise, contre la Basse-Seine. Au lieu d'obéir, von Kluck prend froidement sur lui de marcher vers le sud-est. Moltke s'empresse de donner son assentiment à cette modification.

» Fort de cette approbation, von Kluck précipite encore davantage son allure. Le 3 septembre, trois de ses corps d'armée sur cinq ont déjà franchi la Marne. C'est alors que court après lui un nouvel ordre du Grand Quartier général, prescrivant de

s'échelonner en profondeur, en arrière de la deuxième armée. Un pareil ordre prouve clairement que le Grand Quartier général n'a pas la moindre idée de la situation exacte où se trouvent en ce moment les corps d'armée de von Kluck. Il les croit beaucoup moins avancés vers le sud qu'ils le sont en réalité; il est, comme en 1870, dans un épais brouillard concernant le mouvement de ses armées.

» Que penser de ce généralissime qui, au moment où la grande bataille va s'engager, ignore exactement où se trouve une de ses armées, celle qui doit jouer le rôle le plus important, sur laquelle il compte pour amener la décision?

» Notre offensive de la Marne tombe au milieu de tout cela comme Mars en Carême. Von Kluck attaqué sur sa droite par Maunoury, est bien obligé de faire remonter ses corps, et à grande allure. Il repasse la Marne, plus vite encore qu'il ne l'avait franchie. Mais alors qu'arrive-t-il? Certains de ses corps d'armée viennent se jeter dans les communications de l'armée voisine. Il en résulte un grand désordre, une véritable pagaïe.

» Le neuvième corps d'armée de von Kluck, écrit von Bulow, masquait à ce moment l'aile droite de la deuxième armée, de telle sorte qu'un de nos corps, le septième se trouvait complètement paralysé dans ses mouvements, le 6 septembre.

» Il en résulte, aussi, que la remontée subite vers le nord de l'armée von Kluck creuse un vide énorme entre cette armée et l'armée voisine qui, poussée par

les divisions anglaises et l'armée Franchet d'Esperey, se trouve dans une situation de plus en plus critique. Von Kluck essaie de tourner l'armée Maunoury. Von Bulow et von Hausen essaient d'enfoncer mon armée, à moi, aux Marais de Saint-Gond, à la Fère-Champenoise.

» Car le généralissime allemand avait changé ses plans.

» Sentant bien qu'il n'obtiendrait pas la décision à l'aile droite, par suite de la résistance acharnée que rencontrait devant elle l'armée von Kluck, il essaie de l'obtenir au centre en enfonçant le front ennemi, précisément à l'endroit où je me trouvais, des deux côtés de Fère-Champenoise.

» Tous ses efforts sont vains. Nous tenons bien partout. Non seulement nous faisons tête, mais nous contre-attaquons. Alors, pour échapper à la catastrophe, la retraite générale s'impose. *Vous avez là toute l'explication de la bataille de la Marne.*

— En somme, Monsieur le Maréchal, lui dis-je, la bataille de la Marne a été beaucoup plus perdue par les Allemands que gagnée par nous, ce qui ne diminue d'ailleurs d'aucune manière le mérite de nos troupes et de leurs chefs.

— C'est vrai de beaucoup de batailles, répond-il. Ce qu'on appelle la victoire est presque toujours remporté avec des résidus, avec des restes. Les deux plateaux de la balance se tiennent longtemps en équilibre. Il suffit du moindre poids supplémentaire pour faire pencher l'un d'eux.

— Monsieur le Maréchal, tandis que cette bataille se déroulait, avec ses hauts et ses bas, vous vous êtes rendu compte de ses fluctuations? Avez-vous senti que les affaires des Allemands allaient mal?

— J'ai eu nettement l'impression, répond-il, que s'ils nous attaquaient avec tant de furie c'est parce que, par ailleurs, notamment sur leur droite, tout ne marchait pas, loin de là, comme ils l'avaient espéré. Les renseignements que nous recevions tous les jours des armées voisines et du Grand Quartier général ne faisaient que confirmer cette impression.

» Ayant raté leur manœuvre enveloppante, les Allemands essayaient de se rattraper en crevant le centre où j'étais.

» De là mon inflexible obstination. « Vous voulez me crever, me disais-je. Vous ne me crèverez pas. Je reculerai s'il le faut, mais le moins possible. Si mon aile droite est bousculée, je me cramponnerai au terrain par mon aile gauche, mais vous ne passerez pas. »

» C'est là, en somme, tout ce que je fis pendant ces quatre journées de bataille.

» Lorsque, quittant mon corps d'armée de Lorraine, que je commandais depuis la guerre, je pris, sur l'ordre de Joffre, le commandement de la nouvelle armée qu'il venait de constituer au centre du dispositif français, je m'occupai tout d'abord, pendant la retraite, de rassembler, de tenir bien en main les divisions qui m'étaient confiées.

» Au moment où s'engage cette grande bataille de la Marne, d'où vont dépendre l'avenir et les destinées de notre pays, le terrain sur lequel j'avais à me battre ne m'offrait certes pas des positions très fameuses. Mais il fallait bien, faute de mieux, s'en contenter. Il y avait là un obstacle de sept kilomètres de long : les marais de Saint-Gond, devenus célèbres, entrés dans l'Histoire depuis cette bataille, peu franchissables en dehors des quatre routes qui les traversent.

» Au Nord, au Sud, à l'Ouest des Marais, la région est assez accidentée, favorable à la défense. En revanche, toute la contrée qui s'étend à l'Est est composée de vastes plateaux crayonneux, faiblement ondulés, libres de tous les côtés, sans obstacle où l'on puisse s'accrocher, sans abri. L'absence d'obstacles naturels m'obligea à concentrer de ce côté, sur la droite de mon armée, beaucoup plus de forces que je n'aurais voulu.

» Encore n'est-ce pas tout. Entre mon extrême-droite et la gauche de l'armée voisine, la 4e armée, se trouvait un énorme intervalle de 36 kilomètres. Pour le boucher, sur un terrain absolument ouvert, je ne disposais en tout et pour tout que d'une simple division de cavalerie. La 4e armée me fait savoir, la veille de la bataille, que devant lier étroitement son action à celle de la 3e, il lui est impossible de s'étendre dans ma direction. Entre ces deux armées, le trou devait donc rester béant.

» C'est dans ces conditions que la grande bataille

commence. Le soir du premier jour, attaqué sur tout le front, j'avais entièrement maintenu ma gauche, étroitement liée à la 5e armée. De ce côté, les efforts des Allemands ont été vains. Au centre, j'avais perdu les postes avancés au Nord des Marais. Mais je tenais solidement le Sud. A droite, par contre, il s'était produit un fléchissement des plus sérieux, grave même. Le terrain n'offrant point de résistance, le flanc droit de mon armée se trouvant ainsi en l'air, la marche des Allemands pouvait être très difficilement enrayée.

» Dans l'ensemble, cependant, mon armée avait joué son rôle. Elle avait eu affaire à des forces adverses très considérables. Elle leur avait résisté. Les nouvelles de tout le restant du front étaient d'ailleurs très satisfaisantes.

» Dès ce moment, me disait le Maréchal, la mission de dévouement et de sacrifice que j'étais résolu à faire remplir à mes troupes, m'apparut très nettement. J'en eus, pour ainsi dire, la sensation illuminante, aveuglante. Durant cette nuit, où je ne dormis guère, je me disais, me redisais à moi-même :

» Même si je dois abandonner un peu de terrain, il faut que mon front soit maintenu à tout prix et il le sera.

» Les Allemands étaient fermement résolus à enfoncer le centre des armées françaises où je me trouvais, à le couper en deux, à séparer mon armée de la 4e armée voisine. Durant les trois derniers jours de la bataille, ils m'attaquèrent avec un acharnement redoublé.

» C'est toujours ma droite qui était la plus éprouvée. Le bilan de la deuxième journée ressemblait à peu près à celui de la première. Ma gauche avait tenu bon; ma droite avait fléchi et perdu définitivement la ligne de défense de la Sanne.

» Les deux derniers jours : le 8 et le 9 septembre, marquèrent les points culminants de la ruée germanique.

» Le 8, dès trois heures trente du matin, avant le lever du jour, mon corps de droite subit une furieuse attaque qui, on l'a su par la suite, fut menée avec un entrain endiablé par trois divisions allemandes, dont une division de la Garde, sous les ordres du général de Kirchbach.

» Vous étiez là vous-même. Vous vous souvenez avec quel élan irrésistible les Allemands nous attaquaient. Ils lancèrent deux, trois, quatre, cinq attaques successives, jusqu'à ce qu'ils eussent enlevé le morceau. Surprise dans les bois, la gauche du corps d'armée reflue en désordre sur Fère-Champenoise, entraînant dans ce mouvement de retraite une partie des troupes voisines. Vainement le général Eydoux s'efforce de rallier ses troupes à Fère-Champenoise, il ne les arrête qu'au Sud de cette localité. A peine fus-je informé de ces graves événements, que je décidai qu'il fallait réoccuper Fère-Champenoise à tout prix. J'y employai toutes mes forces disponibles, je fis appel aux armées voisines. Ma contre-attaque se déclencha l'après-midi. Elle n'arriva pas à reprendre Fère-Champenoise, mais elle fixa l'en-

nemi, l'immobilisa, arrêta pour quelque temps son avance.

» A la fin de cette journée, la troisième, mon armée avait encore tenu bon, mais la situation était sensiblement plus critique encore que les jours précédents.

» Mon corps de droite se trouvait dans un très mauvais état. Il n'avait plus rien où s'accrocher.

» Que devais-je faire? Je me posai la question durant les premières heures de la nuit, je la tournai, la retournai dans tous les sens. La solution m'apparut : puisque ma gauche résistait, c'est là qu'il fallait puiser les forces, les amener rapidement sur la droite, pour étayer à tout prix cette partie du front qui risquait sans cela de craquer. Je demandai donc au commandant de l'armée voisine de gauche, au général Franchet d'Esperey, de relever par un de ses corps la 42e division, que je décidai de porter sur ma droite par une rapide marche de flanc, par ce que nous appelons, d'un terme emprunté aux échecs, un *mouvement de rocade*.

» Le quatrième jour au matin, l'ennemi reprit plus violemment que jamais ses attaques. La division du Maroc, où vous étiez aux côtés du général Humbert, fut, vous le savez, sérieusement attaquée; elle perdit le château de Mondement qui est, et qui restera, un des lieux de pèlerinage les plus visités, les plus émouvants, de la bataille de la Marne. Cependant, elle se tint accrochée aux dernières pentes de la falaise.

» Tandis qu'elle exécutait sa marche de flanc,

la 42e division la soutint, la soulagea de son mieux. Le général Grossetti prêta au général Humbert l'appui de ses batteries et de deux bataillons de chasseurs. Le 77e régiment, que je mis à la disposition d'Humbert pour reprendre à tout prix Mondement, arrivait à marches forcées.

— Monsieur le Maréchal, lui dis-je, j'ai assisté moi-même, sur place, à l'arrivée de ce magnifique régiment. C'est un de mes souvenirs les plus colorés, les plus pathétiques de la guerre. Par une terrible chaleur, les hommes, ayant fourni une longue étape, couverts de poussière et de sueur, gravissaient la pente roide qui conduit au plateau, d'où ils devaient s'élancer à l'attaque du château. Tout autour, dans un fracas de tonnerre, les batteries du colonel Boichut, un des grands virtuoses du 75, mises en position pour battre les abords du château, menaient un bruit d'enfer.

» A 14 heures, une première attaque du château se prépare avec ce régiment et les débris du régiment de zouaves. Elle échoue, On en lance une seconde qui échoue également.

» Alors, Humbert fait amener une pièce de 75 à quatre cents mètres de la grille du parc, qu'on ouvre ainsi à coups de canon. A 18 h. 30, il lance une troisième attaque, qui réussit. Les Allemands sont bousculés, rejetés en désordre, baïonnette aux reins. Le colonel Lestoquois, commandant le 77e, nous envoie ce compte rendu: « Je tiens le village et le château de » Mondement; je m'y installe pour la nuit. »

— Humbert fut magnifique, reprend Foch, et sa division le fut aussi. Sa belle résistance pendant cette journée, son attaque et sa reprise de Mondement, furent capitale pour le succès de mon armée. Elles permirent à la 42e division d'exécuter dans les meilleures conditions son mouvement de rocade. Vers la fin de la journée, j'étais ainsi agrippé aux derniers morceaux de la falaise champenoise, auxquels je me cramponnais avec l'énergie du désespoir. Si mon aile gauche, qui résistait de son mieux, avait fléchi tant soit peu, toute mon armée était rejetée dans la plaine, le centre du front français risquait d'être enfoncé. La pression allemande ne cessait de s'accentuer. Je relevai de mon mieux les énergies. J'annonçai l'arrivée prochaine de la 42e division, qui constituait un puissant renfort. Vers le milieu de l'après-midi, j'envoyai cet ordre du jour à mes troupes :

« A l'heure décisive, disais-je, où se jouent l'honneur et le salut de la patrie française, officiers et soldats puiseront dans l'énergie de notre race, la force de tenir jusqu'au moment où, épuisé, l'ennemi va reculer. Il faut bien que chacun soit convaincu que le succès appartiendra à celui qui durera le plus. »

» Vers le milieu de l'après-midi, cette division, débouchant de la grand'route de Sézanne, se prépare à attaquer par une attaque de grand style et à reprendre coûte que coûte Fère-Champenoise.

» J'adresse un dernier appel à nos troupes. L'attaque se déclenche. Juste à ce moment-là, sur

ce front comme sur tous les autres, la grande retraite allemande commençait.

» La bataille de la Marne était gagnée. »

— Comment, Monsieur le Maréchal, lui dis-je, expliquez-vous que cette bataille n'ait pas, en ce qui concerne la poursuite des Allemands vaincus, donné des résultats plus importants ? Elle a sans doute cassé les reins à l'offensive germanique et c'est là un résultat prodigieux; mais notre poursuite a été obligée de s'arrêter quelques jours après, laissant les armées ennemies en possession d'une partie de notre territoire.

— N'oubliez pas, dit Foch, la fatigue, on peut même dire l'accablement de nos troupes, après une retraite de deux semaines, suivie d'une grande bataille de quatre jours. Il y eut aussi, de ci, de là, quelque mollesse de la part des poursuivants. Dans ma propre armée, le général chargé d'entrer dans Châlons aurait pu, avec un peu plus d'audace, y ramasser quantité de prisonniers, peut-être même un prince royal avec tout son Etat-Major, en train de boire du champagne à l'Hôtel de la Haute-Mère-Dieu. Il se laissa sottement arrêter, amuser, par quelques coups de feu tirés devant les faubourgs.

» Un véritable homme de guerre, au lieu de perdre deux ou trois heures à tirailler ainsi contre une poignée d'ennemis, aurait envoyé un bataillon à droite, un bataillon à gauche, culbuté en un rien de temps cette molle résistance, tourné la ville et cueilli de la sorte tous les ennemis qu'elle contenait.

» Je lui lavai d'ailleurs la tête quand je fus mis au courant de cet incident. Mais le mal était fait. Des cas analogues ont pu se produire en d'autres endroits. Dans l'ensemble, les armées françaises se battirent merveilleusement. »

FOCH EXPLIQUE CE QUE FUT LA DERNIÈRE GUERRE

Le Maréchal, à propos de quelques livres militaires qui venaient de paraître en France et en Allemagne, me parlait de la guerre.

— Personne, me disait-il, ne s'est encore attaché à en dégager le sens profond. Il s'agit, en se campant devant elle, de voir ce qu'elle a été, puis, après cet examen d'un passé très récent, de projeter quelques lueurs sur l'avenir, d'essayer d'imaginer ce que pourrait être une guerre future, si malheureusement il y en avait une.

Le Maréchal, qui s'était levé, se rassied, allume sa pipe et le voilà développant pendant un bon moment quelques-unes des idées qui lui sont chères.

— On nous parle sans cesse, dit-il, de la *guerre de mouvement* et de la *guerre de tranchées*. On oppose l'une à l'autre, comme si c'était deux choses distinctes.

» Rien de plus puéril et de plus faux que cette opposition. C'est la même guerre, la guerre éternelle qui continue sous des formes différentes.

» Nous avons éprouvé de fâcheuses surprises tout au début des hostilités. Nous sommes tombés, comme on dit, *sur un bec de gaz*. Nous pensions alors que le moral suffisait à tout, ce qui est une conception enfantine. Croire qu'il n'existe pas pour vaincre l'ennemi d'autres moyens que l'attaque immédiate et poussée à fond, c'est une stratégie vraiment rudimentaire. Il n'est pas nécessaire d'avoir beaucoup de cervelle pour la pratiquer. Heureusement pour nous, l'état-major allemand commit, lui aussi, de très lourdes fautes. Il trouva devant lui, ce qui n'avait pas été le cas en 1870, un commandement français excellent. Ajoutez-y l'élasticité de notre soldat qui, en dépit d'une longue retraite, se rétablit, se redresse au moment voulu. Vous avez là toute l'explication de la bataille de la Marne.

» Les Allemands, à grands renforts d'hommes, essaient coûte que coûté de forcer l'Yser et de parvenir jusqu'au bord du détroit. Leurs efforts, leurs sacrifices sont inutiles. Des deux côtés les fronts se stabilisent. On s'enterre, faute de mieux. C'est ce qu'on a appelé la *guerre de tranchées* qui n'est, au fond, de part et d'autre, qu'une manifestation d'impuissance. Les Allemands ne peuvent rien contre nous. Nous ne pouvons rien contre eux.

» Pourquoi ne pouvons-nous rien ? Parce que les moyens matériels nous manquent. Il a donc fallu nous donner ces moyens, ce qui ne s'est pas fait en un jour, ni en un mois. On a l'air de croire que c'est là un fait nouveau dans l'histoire de la guerre. Il n'en est rien.

C'est au contraire un fait qui s'est produit souvent, très souvent.

» Les analystes romains nous racontent que les légionnaires, en plus des armes très pesantes qu'ils emportaient avec eux : bouclier, javelot, etc., avaient toujours un pieu pour, lorsqu'ils campaient la nuit, être sûrs que leur tente ne serait pas enlevée par l'ouragan. Voilà, dit Foch, des hommes prévoyants qui ne s'en allaient pas à l'aventure dans un pays entouré de dangers de toutes sortes, provenant à la fois des ennemis et des éléments. Ils savaient admirablement se garder, se prémunir contre tous les périls.

» Nous n'avons malheureusement pas, pour notre compte, imité cette sage prudence. Au début de la guerre, nous étions pareils au soldat qui n'aurait avec lui que des armes pour frapper, en oubliant le bouclier pour se défendre. Or, le bouclier est tout aussi indispensable que le javelot ou l'épée. Lorsque les moyens matériels, qui nous faisaient défaut, nous ont été enfin donnés, ce qu'on appelle la guerre de mouvement a tout de suite recommencé. Vous voyez comme il est vain, puéril, d'opposer ces deux formes de guerre l'une à l'autre. Quand on les observe de près, on découvre qu'elles ont toutes les deux des éléments identiques.

» Ce qu'il y a dans la guerre de profond, de permanent, d'éternel, voilà, dit le Maréchal, à quoi il faut surtout s'attacher, non point aux apparences, aux simples modalités. Si l'on veut bien comprendre ce qu'a été la dernière guerre, il faut se mettre

en face des surprises, des révélations du début.

» Les Allemands avaient préparé, usiné, la partie matérielle infiniment mieux que nous. Ils avaient étudié le rôle de l'artillerie lourde, développé considérablement l'usage des tranchées. Nous pensions, nous, que le moral suffisait à tout. Nous n'avions à la bouche que le mot d'offensive, la marche en avant, l'élan, depuis Chapuzot jusqu'au général en chef. C'est très bien, certes, d'insuffler cet esprit-là à Chapuzot, mais les plans du généralissime doivent être basés sur tout autre chose. Les attaques à coups d'hommes n'ont pas donné, ne pouvaient pas donner de résultats sérieux.

» Remarquez d'ailleurs que les Allemands ont commis les mêmes erreurs, les mêmes fautes exactement, au moment de la bataille de l'Yser. Ils ont jeté dans la fournaise de la bataille les intellectuels, les fils de famille, les jeunes gens de Berlin qui tous, sans distinction de classe, de caste, ont été précipités en avant. Il fallait obtenir un résultat coûte que coûte. Toutes ces hécatombes n'ont servi à rien.

» Je me souviens, ajoute le Maréchal, d'un voyage à Metz avec le Président Millerand. Nous visitions un des forts et j'interrogeai le soldat en sentinelle à la porte. C'était un Lorrain ayant fait toute la guerre dans l'armée allemande et pris part à la bataille de l'Yser, où il avait été blessé.

« C'était un véritable enfer, nous dit-il. On nous poussait en avant, on nous faisait tuer comme des mouches. »

» Ce petit Lorrain avait vu juste. Quand on eut reconnu de part et d'autre qu'il était absurde de faire massacrer ainsi les hommes pour rien, on chercha par tous les moyens à se donner le plus vite possible ce matériel qui manquait. Mais que de lenteurs ! Que d'hésitations ! Que de tâtonnements !

» Durant l'année 1915, nous essayions de grignoter morceau par morceau les Allemands. Ce n'est pas de la guerre. Car, pendant que vous les grignotez, ils vous grignotent aussi. Rien d'important n'est obtenu. L'offensive entreprise en septembre 1915 ne fait que percer la croûte qui se reforme presque aussitôt en arrière, si bien que tout est à recommencer.

» En 1916, les Allemands essaient de s'emparer à tout prix de Verdun. Vains efforts. Peine perdue. Non seulement il faut beaucoup de matériel qu'on ne possède pas encore, mais il faut aussi des méthodes d'attaque toutes différentes. C'est de quoi on ne se rend pas suffisamment compte. On s'hypnotise sur la percée, sur l'efficacité du coup droit, direct, brutal. Or, la percée ne se réalise jamais. Vous arrivez plus ou moins à gratter la croûte extérieure. Il s'en reforme aussitôt une autre à l'intérieur. Ce n'est évidemment pas de la sorte qu'il convient d'opérer. Il est indispensable de faire davantage travailler ses méninges, de chercher les résultats non point dans une attaque unique, qui en elle-même ne peut rien, mais dans un ensemble d'attaques judicieusement combinées, effectuées à des endroits bien choisis.

» La bataille de la Somme entreprise au début

uniquement pour dégager Verdun, avec des moyens malheureusement très limités, avait à cet égard indiqué la voie véritable. Cette offensive marque un progrès très sérieux dans les méthodes de guerre. Nos moyens matériels, bien qu'encore insuffisants, sont pourtant considérablement accrus. Le pilonnage incessant auquel nous soumettons les Allemands donne d'incontestables résultats. Nous nous en doutions alors, nous en avons aujourd'hui la certitude par les aveux de Ludendorff et d'Hindenburg. Les deux chefs de l'armée allemande songeaient, dès ce moment, à replier leurs lignes, ce qui était la meilleure preuve que nos coups avaient porté.

» Une opération de ce genre, combinée avec d'autres très étudiées, dans l'ensemble comme dans les détails, ne supposant pas le problème résolu, ainsi qu'on l'a fait à tort en 1917, mais l'envisageant au contraire *dans toute sa complexité*, aurait dû amener la victoire, dès 1917, alors que le front russe tenait encore. Ce qui nous a manqué alors, c'est moins le matériel qu'un vaste plan d'ensemble étudié, travaillé à loisir, fignolé dans sa conception aussi bien que dans son exécution. La victoire nous échappa. Elle ne vint que l'année d'après.

» Elle vint, lorsqu'avec l'aide d'une énorme quantité de matériel, nous eûmes enfin recours aux méthodes nécessaires, à une série d'attaques s'emboîtant les unes dans les autres de manière à ne laisser à l'ennemi aucun répit, à fondre, à volatiliser ses réserves.

» Seulement — et ceci est capital — si vous comparez l'armée que je commandais en 1918 à celle que commandait Joffre en 1914, vous serez frappé de l'énorme différence qu'il y a entre les deux. Ces années-là ne se ressemblent d'aucune manière. J'ai demandé à mon état-major de m'établir quelques chiffres que je vais mettre sous vos yeux. Rien n'est plus impressionnant que ces chiffres, rien ne fait mieux paraître cette opposition.

» En 1918 comme en 1914, le nombre total de nos soldats reste sensiblement le même, mais au lieu de 1.634 bataillons d'infanterie, nous n'en avons plus que 1.081. Attendez la suite. Au lieu de deux mitrailleuses du début pour chaque bataillon, nous en avons maintenant 12, soit six fois plus, sans compter 36 fusils mitrailleurs, un canon de 37, un mortier d'accompagnement. *Le matériel a donc plus que décuplé.* Le bataillon d'infanterie a changé de caractère. Au lieu d'être composé presque uniquement de fantassins, il est devenu une véritable *pépinière de spécialistes.*

» Au lieu des 5.000 mitrailleuses du début, nous en possédons maintenant 60.000, soit douze fois plus. Nous n'avions aucun fusil mitrailleur en 1914. Nous en avons maintenant 120.000. Cent cinquante millions de grenades (retenez ce chiffre) ont été fabriquées pendant la guerre. Voilà pour l'infanterie.

» Si vous considérez l'artillerie, vous découvrirez que les modifications sont beaucoup plus profondes encore. Au lieu des 308 pièces lourdes du début, nous

en possédons plus de 5.000 de tous les calibres. Pour nourrir toutes ces bouches, pour satisfaire à cette consommation effroyable d'obus, il faut une fabrication, un usinage intensif.

» Nous disposions, au moment de l'armistice, de près de 3.000 tanks qui se seraient considérablement accrus l'année suivante.

» Au lieu des 120 aéroplanes du début, nous en avons 2.400 dans l'armée française. Tout le reste à l'avenant.

» Vous voyez que j'ai raison, que comme composition, comme armement, l'armée de 1918 ne ressemble aucunement à celle de 1914.

» Si l'on prétend dégager le sens profond, la philosophie de la guerre, c'est de cela qu'il faut avant tout tenir compte. Il faut laisser de côté les clichés, les phrases toutes faites; guerre de tranchée, guerre de mouvement, qui ne signifient rien et regarder la réalité qui se cache derrière ces formules creuses.

» Une des erreurs les plus fréquentes, ajoute Foch, consiste à affirmer que tout de suite après la bataille de la Marne, la guerre de tranchées aurait remplacé la guerre de mouvement.

» C'est oublier un des chaînons de la chaîne et un chaînon des plus importants. La victoire de la Marne, en arrêtant l'invasion, sauve la France. Mais les Allemands recommencent bientôt après une nouvelle offensive dans le Nord, ayant comme objet le Pas-de-Calais. Nous réussissons à les arrêter. Par là nous sauvons, non plus seulement la France, mais la coali-

tion. Car, parvenus à réaliser leur dessein, ils détruisaient ce qui restait de la Belgique, mettaient la main sur les ports du Détroit et coupaient nos communications avec l'Angleterre. Nous étions alors bien malades.

» La victoire de l'Yser a arrêté cette seconde invasion. Vous savez, puisque vous y étiez, avec quels éléments disparates nous l'avons remportée, comment de bric et de broc, en employant tous les moyens, nous avons réussi à *colmater* ces éléments : Anglais, Belges, fusiliers-marins, tirailleurs algériens, spahis, Canadiens, etc.

» Bref, les Allemands ont été arrêtés sur l'Yser comme ils l'avaient été sur la Marne. C'est un point très important de la guerre qu'il y a lieu de mettre en relief. Et cette bataille de l'Yser participe de la guerre de mouvement presque autant que de la guerre de tranchées. »

CE QUE SERAIENT, D'APRÈS FOCH, LA GUERRE ET L'ARMÉE DE L'AVENIR

« Cette transformation profonde qui s'est opérée durant les quatre années de guerre doit nous donner à réfléchir. Quand il s'agit d'organiser l'armée nouvelle, nous devons avant tout faire intervenir ce facteur. L'a-t-on fait, le fait-on suffisamment ? Je crains bien que non. Nous sommes plus ou moins retombés dans l'ancienne routine.

» La guerre, au fond, dit Foch, n'est qu'un dosage minutieux, un équilibre harmonieux du matériel et du moral. Voilà son caractère fondamental. Tant que cet équilibre n'a pas été obtenu, une armée, si excellente soit-elle, ne peut rien contre son adversaire.

» Maintenant, en tenant compte de ce que je viens de vous dire, essayez de vous rendre compte de ce que pourrait être la guerre future. Pensez surtout au rôle considérable, énorme, prépondérant, qu'y jouerait l'aviation, permettant d'attaquer les villes

très éloignées du front, d'agir ainsi sur le moral de la population, puisque la population, la nation tout entière participeraient à la lutte.

» Songez aussi à la guerre chimique, à l'emploi des gaz. Vous pouvez prendre, à la Société des Nations ou ailleurs, toutes les décisions que vous voudrez, essayer de réglementer cette guerre ou même l'interdire purement et simplement. Comment serez-vous sûrs que ces décisions-là seront exécutées ? Quand un peuple met tout son enjeu dans une guerre, il lui est bien difficile de ne pas se servir des armes qu'il a à sa disposition, de toutes les armes, même celles qui sont interdites, lorsqu'il a l'espoir, en les employant, de remporter la victoire.

» Ce qu'il faut avant tout, c'est empêcher la guerre d'éclater, ôter à l'adversaire possible l'envie, la tentation de vous la déclarer. Le meilleur moyen pour cela, le seul, est de posséder une frontière solide et une excellente armée. »

FOCH SUR NAPOLÉON

La manière de Foch, ses habitudes d'esprit, sa méthode, sont les mêmes, qu'il s'agisse de l'étude ou de l'action, d'un problème d'histoire à élucider ou d'une manœuvre stratégique à combiner.

Cette méthode consiste à embrasser d'un regard la question tout entière, à discerner rapidement le point essentiel, à s'y précipiter à toute allure, le serrer étroitement, l'exprimer si l'on peut dire jusqu'à ce qu'on en ait fait sortir tout ce qu'il contenait.

Un faisceau de lumière ainsi projeté sur le centre, tout le restant de l'édifice s'éclaire avec une extraordinaire rapidité.

Si l'on veut se rendre compte de cette méthode, la prendre en quelque sorte sur le vif, il n'est pas d'exemple plus saisissant que l'éloge de Napoléon prononcé par Foch le 5 mai 1921, sous la coupole des Invalides, devant le tombeau de l'Empereur, pour le centenaire de sa mort.

On imaginerait difficilement une cérémonie plus émouvante.

Devant une assemblée d'élite, en présence de tous les grands corps de l'Etat, sous ce dôme magnifique éclairé par la lumière d'un beau jour finissant, un des plus grands généraux de notre Histoire — d'une Histoire à peine finie — parlait sur la tombe du plus grand homme de guerre de tous les temps. Un élève — et quel élève ! — louait le maître en termes sobres, simples, précis, comme il convient de louer, mais en même temps marquait nettement, courageusement, les limites, les lacunes de son génie.

Quel spectacle ! Quelle leçon !

Je parlais un jour à Foch de ce discours. Je lui disais la grande impression qu'il m'avait produite.

— Vous ne savez pas, me dit-il, dans quelles conditions curieuses je l'ai écrit.

» Je m'apprêtais à partir pour Londres, pour une de ces innombrables conférences qui ont suivi le traité de paix. Vous savez qu'on nous a beaucoup promenés à ce moment, de capitale en capitale, de ville d'eau en ville d'eau, pour régler, ou plutôt essayer de régler les multiples questions qui naissaient du mauvais, du détestable traité de Versailles. Un des organisateurs de la cérémonie, destinée à commémorer le centenaire de la mort de l'Empereur, vint me dire au moment même de mon départ :

« Vous aurez à prononcer sous le dôme des Invalides l'éloge de Napoléon, mais il ne faudra pas que votre discours dure plus d'un quart d'heure. »

» Faire en quinze minutes l'éloge de Napoléon, voilà, pensais-je, quelque chose qui ne sera pas très commode. Il n'est certes pas question de faire de la stratégie ou de l'histoire militaire. Ni le lieu, ni le temps ne le permettraient. Comment s'y prendre ? Comment résoudre ce problème en apparence insoluble ? Le seul moyen est de saisir un ou deux traits essentiels du héros, de les marquer aussi fortement que possible.

» C'est à quoi je me décidai. J'y réfléchis. J'écrivis mon discours dans mon appartement de l'Hôtel Claridge, à Londres.

» Ayant ainsi à parcourir d'un seul regard l'œuvre immense, colossale, de Napoléon, son œuvre militaire et son œuvre civile, sur quel point, sur quelle position centrale allais-je m'arrêter ? En quoi consiste au juste cet art de la guerre que Napoléon a fait monter jusqu'à des hauteurs insoupçonnées ?

» Il consiste, selon moi — et c'est un sujet auquel j'ai longuement réfléchi — en quelques principes très simples, très clairs, maniés par Napoléon avec une maîtrise et une virtuosité étourdissantes : économiser, employer judicieusement ses forces, afin de pouvoir toujours attaquer l'ennemi à l'endroit bien choisi avec des effectifs supérieurs; tenir en main ses troupes, même quand elles sont éparpillées, comme un cocher tient les rênes de son attelage, de manière à les rassembler instantanément; rechercher chez l'ennemi la masse principale qu'il s'agit d'abattre; discerner pour le frapper le point critique où la défaite se trans-

former en déroute; rapidité de conception et d'exécution provoquant la surprise chez l'adversaire. Tels sont quelques-uns des éléments essentiels du génie militaire de Napoléon.

» Une fois bien installé dans cette position centrale, il est relativement facile de rayonner tout autour. Le point capital de votre sujet commence à s'éclairer. Il ne reste qu'à trouver deux ou trois exemples, aussi concluants, aussi saisissants que possible. En voici un auquel je m'attachai :

» Le soir du 12 avril 1809, Napoléon apprend à Paris l'entrée en guerre de l'Autriche. Le 17, c'est-à-dire cinq jours plus tard, il est à Donauwerth, dans un Quartier général vide de chefs; il recueille instantanément lui-même, sur place, tous les renseignements utiles, réunit ses forces éparses, fonce sur le centre de l'armée ennemie, la coupe en deux et la rejette en déroute.

» Le 23 avril — onze jours seulement après son départ de Paris — il a mis hors de cause la grande armée autrichienne et ouvert la route de Vienne. Voilà un fait qui, beaucoup mieux que ne le feraient des volumes, explique la rapidité foudroyante de ces manœuvres napoléoniennes. Voir clair, décider vite, agir plus vite encore, tels en sont les traits dominants.

» Au milieu d'une situation confuse, il lance lui-même le rayon de lumière qui guide chacun de ses exécutants. L'ennemi, incapable de saisir l'ensemble, ne voit pour finir qu'attaques foudroyantes s'abattre sur lui, trop tard pour s'en défendre.

» Le secret de Napoléon, c'est qu'il court au devant des événements pour en prendre la direction, au lieu de les attendre et de les subir. Mais, et ceci est capital, il n'y court pas en aveugle, il a au préalable fait une étude approfondie du terrain, des circonstances au milieu desquelles il va opérer. Il en connaît d'avance les événements invariables. Il est pareil au grand joueur d'échecs qui embrasse d'un seul regard tout l'échiquier, non seulement ce qu'on peut appeler son état *statique* mais son état *dynamique*, non seulement la position des pièces par rapport les unes aux autres, mais les mouvements de ces pièces chaque fois que l'une d'elles sera déplacée. Il a toujours l'air d'improviser, mais son improvisation n'est jamais risquée.

» Ce n'est pas un génie, disait-il lui-même un jour, qui me révèle tout à coup en secret ce que j'ai à faire ou à dire dans une circonstance inattendue pour les autres : *c'est la réflexion, la méditation.*

» L'art de la guerre est ainsi monté par Napoléon jusqu'à des hauteurs inconnues; malheureusement, à mesure que cet art s'élève, il risque de l'emporter lui-même jusqu'aux régions du vertige.

» Car, après avoir exalté de la sorte mon modèle, j'avais le devoir strict d'indiquer avec la même force, la même netteté, les raisons profondes, inéluctables, qui déterminèrent sa chute.

» La principale de ces raisons est que Napoléon, identifiant la grandeur de son pays avec la sienne propre, prétendit régler par les armes seules le sort

de toutes les nations, comme si un peuple pouvait vivre de gloire et non pas de travail; comme si dans le monde civilisé, la morale ne devait pas avoir raison d'une puissance uniquement fondée sur la force, si géniale fût-elle.

» Dans cette tentative, Napoléon lui-même ne pouvait que sombrer, non pour avoir manqué de génie, mais pour avoir tenté l'impossible.

» N'oublions pas, dit Foch, *qu'au-dessus de la guerre, il y a la paix.*

» C'est par cette formule que je tins à terminer mon discours. »

Il n'en est pas, on en conviendra, de plus belle, de plus noble. Il n'en est pas qui fasse autant d'honneur à Foch.

Au cours d'un autre entretien, comme nous parlions de Napoléon — ce qui arrivait très souvent — je demandai au Maréchal si, d'après lui, les doctrines napoléoniennes auraient trouvé leur application dans la guerre récente.

« Ces doctrines, répondit Foch, ne reposent nullement sur des principes transcendants; elles sont, avant tout, basées sur la raison et le bon sens. N'oubliez pas la maxime favorite de l'Empereur :

— La guerre, un art simple et tout d'exécution.

» C'est dire qu'elles se seraient fort bien appliquées aux opérations actuelles.

» L'état-major germanique a fait de la guerre napoléonienne, pendant tout un siècle, une étude aussi minutieuse, aussi poussée que possible. Malheureusement pour lui, et heureusement pour nous, il s'est appliqué presque exclusivement à la conception, au plan. Il a négligé l'exécution qui a cependant tout autant d'importance, sinon plus.

» Pour en avoir la preuve, une preuve éclatante, vous n'avez qu'à observer ce qui s'est passé durant la guerre de 1870. Malgré ses plans bien combinés, mais dont il ne surveilla pas suffisamment l'application, parce qu'il ne tint pas solidement en main les rênes de son attelage, de Moltke aurait été certainement battu par les Français, s'il avait trouvé devant lui un adversaire bien commandé. La chose ne peut faire aucun doute. Je l'ai établie, preuves en main, dans mes cours de l'Ecole de Guerre. Vous n'avez qu'à vous y reporter. A chaque instant, le généralissime allemand laissa ses exécutants se débrouiller comme ils pouvaient. Ils n'intervint d'aucune manière dans leurs décisions, dans leur initiative. S'il y avait eu du côté français quelques bons généraux, ou même un seul, les Allemands auraient été vaincus.

» La victoire, une victoire éclatante et d'ailleurs inattendue, empêcha les Allemands de voir clair dans les fautes qu'ils avaient commises. Elle les a

amenés à persévérer dans leur erreur. En 1914, le neveu de Moltke, généralissime lui aussi, retomba dans les mêmes fautes que son oncle. Considérablement plus graves cette fois, car l'outil qu'il avait à manier était dix fois plus lourd. Aussi ne le maniat-il pas ! Le plan germanique conçu par Schlieffen était excellent. L'exécution en fut mauvaise. Imaginez Napoléon à la tête des armées envahissantes. Vous pensez bien qu'il ne serait pas resté comme Moltke à trois ou quatre cents kilomètres en arrière, sans contact personnel avec ses principaux lieutenants, s'abandonnant à leurs décisions, à leur initiative, subissant les événements au lieu de les diriger.

» Il aurait été sur place, et il aurait pris ses décisions lui-même, d'après les circonstances immédiates. C'est ce que ne fit jamais Moltke. C'est ce que fit au contraire le général français Joffre, et c'est pourquoi il gagna la bataille de la Marne.

» En 1918, dès que nous pûmes ressaisir l'initiative des opérations, nous reprîmes aussitôt la vraie doctrine napoléonienne. Le problème que nous avions à résoudre ne se posait certes plus comme du temps de Napoléon. Il était à une échelle dix fois, cent fois plus grande; mais les principes très simples, très clairs qui nous dirigeaient, demeuraient, au fond, identiques : choix judicieux de l'endroit où nous devions frapper, rapidité des coups, nos diverses offensives bien combinées, s'emboîtant les unes dans les autres, se précipitant à grande allure, de façon à ne laisser à l'adversaire aucune attente, aucun répit, la bataille

s'animant, s'amplifiant de plus en plus jusqu'à ce que l'ennemi fut contraint de demander grâce, ce sont les principes de la stratégie napoléonienne; ce sont ceux que modestement nous avons essayé d'appliquer.

» Plus on observe attentivement cette stratégie de Napoléon, dit Foch, plus on arrive, en dernière analyse, à découvrir ce qu'il y a au fond de son génie.

» Ce qu'il y a, c'est une rapidité étourdissante de la conception, de la décision, le pouvoir de se débrouiller très vite dans une situation obscure pour tous les autres, d'en saisir presque instantanément les éléments essentiels, puis d'appliquer avec une virtuosité incomparable, sans négliger aucune précaution, quelques principes très simples et très clairs. C'est tout et c'est beaucoup ! »

Au cours de nos entretiens, comme je demandais à Foch quelle est parmi les qualités militaires de Napoléon celle qu'il prisait le plus :

— La question, me dit-il, est mal posée. Ce n'est pas une qualité seule, mais un ensemble de qualités qu'il faut louer en lui, car Napoléon vaut surtout par l'ensemble, par l'équilibre harmonieux qui résulte de dons véritablement exceptionnels : la vision concrète, précise, des lieux — même quand ils sont

très étendus — sur lesquels il aura à se battre; le calcul instantané des distances, des étapes, des mouvements qu'il aura à faire accomplir à ses troupes; la divination géniale du jeu de ses adversaires d'après les renseignements éparpillés qu'il reçoit, à chaque instant; la combinaison rapide, presque immédiate, de son plan d'opérations; ce plan conçu, l'attention la plus stricte, la plus minutieuse apportée à son exécution; tout étant mis en lumière, rien laissé dans l'ombre, aucune précaution négligée, afin que le déroulement du plan s'accomplisse sans aucun accroc. Voilà l'ensemble des qualités exceptionnelles de Napoléon. Il les a, c'est lui-même qui le dit, développées par la réflexion, l'entraînement, qui soumettait son esprit à une sorte de gymnastique. Mais il les possédait de très bonne heure, elles apparaissent dès son premier grand commandement, lors de la première campagne d'Italie.

— Parmi toutes ses campagnes, Monsieur le Maréchal, quelle est celle qui vous paraît la plus belle, où vous trouvez le plus de mérite ?

— Il y en a, dit Foch, un certain nombre qu'on peut mettre sur le même plan : la première campagne d'Italie, celles de Marengo, d'Austerlitz, d'Iéna : tout cela se vaut à peu près.

— Comment expliquez-vous, Monsieur le Maréchal, que Napoléon ait acquis si tôt, dès vingt-cinq ans, ses qualités exceptionnelles ?

— Voilà, dit Foch, une question à laquelle il n'est guère aisé de répondre. Expliquez-moi donc

pourquoi le Mont Blanc est la plus haute des montagnes d'Europe, dépassant de beaucoup toutes les autres ? Pourquoi tel cheval de course, *Gladiateur*, par exemple, bat-il avec la plus grande aisance tous ses concurrents ? Le général Colin a écrit un beau livre sur l'éducation militaire de Napoléon, les enseignements et les leçons qu'il a reçus. J'en ai fait autrefois, au moment où il a paru, la critique. Ces enseignements, ces leçons ont évidemment leur importance. Elles sont nécessaires, comme l'avoine et le foin qu'on donne à manger à *Gladiateur*. Mais comme elles sont loin d'être suffisantes ! Car les autres chevaux mangent aussi du foin et de l'avoine et pourtant ce sont de simples bourrains.

» Napoléon utilise sans doute quelques-uns de ces enseignements dont beaucoup d'ailleurs ne lui servent que dans une mesure assez faible. Mais ce qu'il y a d'admirable, d'exceptionnel en lui, il ne le doit qu'à sa nature propre : c'est là l'étincelle de son génie.

» Il faut remarquer cependant, ajoute le Maréchal — et la remarque est très importante — que Napoléon n'a pas formé de grands disciples. Il n'a pas fait école. Quand il est là, sur place, commandant en personne, menant tout, ayant l'œil à tout, les choses marchent fort bien. Dès qu'il s'en remet à ses lieutenants, ceux-ci, le plus souvent, accumulent les sottises. Pourquoi un autre grand général ne s'est-il pas développé autour de lui, car parmi ses lieutenants aucun ne mérite ce titre ? Davout est le seul, peut-être, qui aurait pu mener les armées à sa

place. Il avait le sens de la manœuvre napoléonienne. Le malheur voulut qu'en 1813 il fut enfermé dans Hambourg. Il n'était pas à Waterloo. Tous les autres : Ney, Masséna, Murat, ce sont d'excellents exécutants, mais ils n'ont rien du grand chef.

» Voyez ce qui se passe en 1809 quand Napoléon se trouve en Espagne. Il envoie Berthier en Allemagne pour débrouiller la situation; Murat, en qualité de beau-frère de l'Empereur, désire exercer le commandement suprême. Il y a des tiraillements, des chamaillements, des erreurs; on bafouille. La situation ne se rétablit que lorsque Napoléon, avec la vitesse foudroyante qui lui est propre, arrive sur les lieux en brûlant les étapes.

» N'a-t-il pas voulu laisser de grands généraux se former autour de lui ? N'a-t-il pas pu ? Peut-être cet arbre était-il trop grand : il tirait à lui toute la sève, tous les sucs de la terre; rien ne pouvait pousser dans son ombre.

— J'ai eu parfois l'impression, dis-je au Maréchal, que Napoléon ne savait pas mener la guerre défensive aussi bien que la guerre offensive.

— N'en croyez rien, répond Foch. En 1814, il conduisit admirablement la guerre défensive, seulement il avait affaire à un pays littéralement affaissé, qui n'en voulait plus, qui n'en pouvait plus. Reprenez ce que j'ai écrit sur la bataille de Laon. Voyez les récits d'Henry Houssaye. Vous toucherez du doigt la lassitude, l'accablement qui se manifestaient partout.

Comme nous parlions, une autre fois, du retour de

l'île d'Elbe, Foch, du point de vue moral et politique qui, d'après lui, domine et dominera toujours le point de vue militaire, critiqua de la façon la plus sévère cette entreprise de Napoléon.

« C'était une pure folie, me dit-il. Comment put-il oublier à ce point les grands intérêts du pays qui lui avait tant donné ? Comment put-il croire un seul instant que cette fugue, cette équipée, pouvaient produire quelque résultat ? Il savait fort bien cependant que la simple nouvelle de son débarquement aurait pour effet immédiat de cristalliser de nouveau la coalition, d'ameuter l'Europe tout entière contre la France. Il était trop intelligent pour ne pas en être sûr. C'est en effet ce qui arriva. C'est en vain qu'il multiplia, de retour à Paris, les promesses et les protestations de paix. Personne en Europe n'en tint le moindre compte. Russes, Prussiens, Autrichiens, Anglais, sortirent de leur fourreau l'épée qu'ils venaient à peine de rentrer. Ils s'ébranlèrent instantanément, prêts à tous les efforts, à tous les sacrifices, pour écraser celui qu'ils considéraient comme un trouble-fête, un aventurier, un usurpateur.

» Les années, à mesure qu'elles se déroulaient, développaient chez Napoléon le goût du risque, l'amour du jeu. Il s'ennuyait, il dépérissait à l'île d'Elbe. Il joua la France, comme un joueur risque toute sa fortune sur un coup de cartes. Il joua et il perdit.

» Cet amour du jeu, du risque, dit Foch, c'est un des mauvais côtés de Napoléon, une des ombres

de cette grande figure qui possède par ailleurs tant de traits éclatants.

» On peut et on doit lui reprocher aussi les égards, les bienfaits excessifs dont il combla, à nos dépens, son innombrable famille. Que de frères et que de sœurs ! de beaux-frères et de cousins ! Il fallait pourvoir de trônes et de principautés cette parenté pullulante, quémandeuse et querelleuse, jamais satisfaite d'ailleurs, bien qu'on lui donnât beaucoup, beaucoup trop !

» Quel affreux exemple de népotisme ! Vraiment toute cette nichée de Corses qui se partagent, se disputent ses faveurs ce n'est pas un très beau spectacle. »

FOCH ET LA MARCHE SUR BERLIN

Foch, qui s'intéresse à un livre que j'écris sur Bonaparte au siège de Toulon, me demande ce qui me frappe le plus parmi les qualités manifestées de si bonne heure, dès son extrême jeunesse, par le futur Empereur.

— Ce que je trouve en lui de plus extraordinaire, lui dis-je, c'est l'acuité, la précision de sa vision intérieure, de sa mémoire qui lui présentent immédiatement les particularités, les traits essentiels d'une région, sur laquelle ses yeux se sont une fois posés : accidents du sol, montagnes, fleuves, obstacles, tout ce qui, en un mot, peut être utilisé par le commandant d'une armée.

» Ce qu'elles lui présentent surtout, avec une exactitude miraculeuse, ce sont les distances. Il pense « par toises », par lieues, comme d'autres — le plus grand nombre — pensent par images et par mots. Son mécanisme cérébral est la chose la plus curieuse

à observer. Cette observation pourrait être poursuivie tout le long de sa vie, depuis ses premières opérations à Toulon et en Italie jusqu'aux Mémoires de Sainte-Hélène et aux Souvenirs du Mémorial.

Je raconte alors au Maréchal cette anecdote d'Alexandre Dumas qui, étant enfant, vit à Villers-Cotterets, quelques jours avant Waterloo, passer l'Empereur lorsque, accompagné de son aide de camp, il s'en allait à toute allure rejoindre ses armées :

« Napoléon sommeille dans sa berline. L'arrêt, des chevaux devant la maison de poste l'éveille subitement.

— Où sommes-nous ? dit-il.

— A Villers-Cotterets, sire.

» Et du coup, Napoléon :

— A six lieues de Soissons, alors ?

— A six lieues de Soissons, oui, sire.

» Ainsi, la première idée qui lui vient à son réveil est une notion de distance. Si l'on prend ses ordres, le récit de ses campagnes, c'est toujours le même mécanisme, la même vision géographique se traduisant instantanément par des descriptions précises, des reliefs du sol, des positions, et surtout par l'indication des distances. Là, est la marque profonde, originale de son esprit.

— C'est exact, répond Foch. Il n'est pas pour un chef d'armée de notion plus précieuse, plus fondamentale que celle des distances. C'est sur elle que tous ses plans doivent être échafaudés. Cependant,

même parmi les hommes intelligents, réfléchis, il en est peu qui possèdent cette notion.

» Je vais vous raconter à ce sujet un fait extrêmement curieux, extrêmement intéressant et qui, jusqu'ici est demeuré inconnu :

» C'était en 1922, un peu avant notre occupation de la Ruhr. Un de nos hommes politiques vint un jour me voir pour m'exprimer tout son mécontentement, toute sa colère contre l'Allemagne qui s'obstinait, avec une mauvaise foi insigne, à ne remplir aucun de ses engagements.

— Les choses, me dit-il, ne peuvent pas continuer de la sorte. Il faut absolument que nous en finissions. Puisque la manière douce ne donne aucun résultat, nous allons employer la manière forte. Le gouvernement s'y décidera. C'est justement pour cela que je viens vous consulter. Nous songeons à recommencer les opérations militaires, à faire avancer nos troupes, à aller au besoin jusqu'à Berlin, la capitale. Une fois là, nous trouverons bien le moyen de contraindre l'Allemagne à nous donner ce qu'elle nous a promis, ce qu'elle s'obstine à ne pas nous donner. Qu'en pensez-vous ?

» Je le regardai un instant sans rien dire, puis, me levant de mon siège, je m'avançai vers le mur. Je le conduisis devant cette carte de l'Europe qui est là, en face de vous, que j'ai sans cesse présente à mes yeux, comme à mon esprit. Parmi les cartes dont je m'entoure — celle de notre frontière, de la Belgique, de la Rhénanie — c'est elle qui est pour

moi la plus importante, qui oriente mes études et mes réflexions.

» L'ayant conduit devant cette carte :

— Savez-vous, dis-je simplement, la distance qu'il y a entre le Rhin et Berlin, la capitale ? Cinq cents kilomètres environ, soit une distance un peu plus grande qu'entre le Rhin et Paris. Vous représentez-vous exactement ce que cette distance signifie ? Il ne suffit pas d'aller à Berlin, ce qui, étant donné l'état actuel des forces militaires allemandes, nous serait relativement facile, ne présente aucun obstacle sérieux. Il faut organiser aussi une ligne d'étapes, afin d'assurer le ravitaillement et de protéger nos communications. C'est ce qui serait autrement compliqué !

» Pour cela, les troupes que nous avons actuellement sous les armes ne suffiraient d'aucune manière. Il serait indispensable de mobiliser au moins *deux ou trois classes*. Y avez-vous songé ? Vous rendez-vous compte de l'effet désastreux que cette mobilisation produirait dans notre pays, qui a déjà subi cinquante-deux mois de guerre ? Quel effet, d'autre part, produira-t-elle dans toute l'Europe et dans le monde entier, en Angleterre, en Amérique, dans les pays neutres où tant de gens sont toujours prêts à nous épier, à nous suspecter, à dénoncer notre esprit chauvin et impérialiste ?

» Ce n'est pas tout. Supposons le problème résolu, la mobilisation effectuée, nos troupes faisant leur entrée à Berlin. Une fois là, qu'y ferez-vous ? Quels

avantages sérieux, concrets, vous vaudra cette marche en avant, cette occupation de la capitale germanique ? Il est possible, sinon probable, que le gouvernement allemand se dérobe, qu'il suive l'exemple des Russes, au moment de la marche de Napoléon sur Moscou, qu'il se retire par exemple à Kœnigsberg. Irez-vous l'y poursuivre ? Dans ce cas, combien d'hommes ne vous faudra-t-il pas !

» Ainsi, pour une opération dont les bénéfices sont des plus incertains, des plus problématiques, vous courrez des risques de toutes sortes, et des risques malheureusement réels, inévitables. Irons-nous recommencer les erreurs ou les folies de Napoléon ?

» Je considère, quant à moi, cette opération projetée, comme des plus imprudentes, des plus dangereuses. D'avance, je la désapprouve. Je refuserai net d'y donner mon adhésion.

» Ces paroles-là, ajoute Foch, suffirent. Il ne fut plus jamais question d'une marche sur Berlin. »

Chez les grands hommes de guerre, même ceux qui paraissent les plus calmes, les plus froids, les plus maîtres d'eux-mêmes, il y a toujours un tempérament très vigoureux, quelquefois même très violent. Seulement, la domination toute-puissante de la

volonté, de l'esprit ont maté, discipliné cette violence. C'est exactement le cas pour Foch.

Rien ne le prouve autant que cette anecdote qu'il me racontait un jour et qui, tel un brusque jet de lumière, m'éclaira le tréfonds de son caractère.

« Quand, le 20 août 1914, me dit-il, à la tête du magnifique 20e Corps qui venait de battre les Allemands à la bataille de Moranges, je reçus l'ordre de retraite, j'en étais tellement attristé, tellement indigné que j'eus un moment l'idée de désobéir. Ce désir traversa mon esprit comme un éclair.

» Cela ne dura, naturellement, que quelques instants. Bien vite, la raison, la réflexion reprenaient le dessus. Je compris que je n'étais qu'une partie dans un tout et que ce n'est pas le rôle de la partie de prétendre diriger le tout. »

FOCH SUR LES ÉTATS-UNIS

A la veille de partir pour les Etats-Unis où je devais faire une série de conférences à l'Institut politique de Williamstown, j'allai rendre visite à Foch. Je lui demandai quelques conseils sur la manière dont il convenait de parler aux Américains des affaires d'Europe, des intérêts et des demandes de la France, des difficiles problèmes qui nous occupent.

« J'aime beaucoup les Américains, me dit le Maréchal, et je me sens en entière confiance avec eux. Si j'ai un conseil à vous donner, c'est d'être avant tout objectif, positif dans vos exposés. N'ayez pas l'air de plaider une thèse. Les Américains détestent cela et ils ont bien raison. Le meilleur moyen de les convaincre est de ne pas avoir l'air de chercher à les convaincre. S'ils ont le sentiment qu'on a débarqué chez eux avec une pleine valise de notes et d'arguments pour les convertir bon gré, mal gré, à une

cause, ils se mettent immédiatement en boule, comme le hérisson.

» Les peuples, dans leur conduite, se déterminent pour des raisons profondes, sur lesquelles, le plus souvent, le raisonnement est sans effet. Ils sont ce qu'ils sont, tels que les raisons géographiques et historiques les ont façonnés, et vous ne les changerez pas. L'Angleterre, par exemple, s'explique par son insularité; les Etats-Unis par leur éloignement de l'Europe, leur ignorance à peu près entière des affaires continentales.

» J'ai fait moi-même, vous le savez, un long voyage et un séjour aux Etats-Unis qui m'intéressèrent vivement.

» C'est un grand peuple qui a résolu, d'une manière très satisfaisante, de difficiles problèmes, ethnographiques, sociaux, politiques. Ils sont parvenus, ce à quoi nous ne sommes arrivés, nous, que d'une façon très relative, à combiner ces deux principes sans lesquels il n'existe pas de bon gouvernement : *le principe d'autorité et le principe de liberté.* Ils ont compris que la liberté, sans l'autorité, n'est qu'un vain mot, une apparence, nullement une réalité. Elle risque de n'engendrer que le désordre et le chaos.

» Leur Président, élu pour quatre ans, est, pendant toute la durée de son mandat, un chef véritable. Il peut s'atteler à une besogne de longue haleine, préparer soigneusement ses plans, les plans une fois préparés, en poursuivre l'application. Il n'a pas à compter avec les intrigues, les embûches des parle-

mentaires, cherchant, par tous les moyens, à démolir son ministère, dans l'espoir qu'une occasion naîtra pour eux de devenir ministres à leur tour. C'est, vous le savez, la plaie de notre régime à nous.

» Comment diable voulez-vous qu'un chef de gouvernement travaille quand il a à répondre, deux ou trois fois par semaine, à des interpellations, quand il a à recevoir dans son bureau quelques centaines de députés et de sénateurs qui viennent quémander des faveurs, se plaindre du préfet ou du sous-préfet, l'importuner de leurs querelles et de leurs sollicitations ? Où prendra-t-il le temps nécessaire pour réfléchir et pour agir ? Il est un homme, après tout. Il a besoin de manger, de dormir, comme vous et moi. Le sentiment de la sécurité, de la continuité, la certitude du lendemain lui manquent entièrement. Craignant d'être renversé d'un moment à l'autre, il se contente de traiter les questions au jour le jour, à mesure qu'elles se présentent, sans plan d'ensemble, sans conception d'une certaine envergure.

» J'ai beaucoup d'admiration pour cette constitution américaine. De bons observateurs m'ont dit là-bas que leurs politiciens n'étaient pas, après tout, bien meilleurs que les nôtres, qu'ils arrivaient souvent, comme chez nous, à se faire élire à force d'intrigues. C'est possible. Mais la forme de gouvernement est telle que leurs défauts ou leurs vices ne peuvent pas produire d'aussi fâcheux effets que dans notre pays.

» Ce qui vaut, en un mot, chez un gouvernement,

comme chez un homme, c'est l'effort continu et durable, supposant chez celui qui l'exerce un pouvoir, une autorité soustraite aux changements trop fréquents, aux vicissitudes et aux fluctuations. »

FOCH SUR L'ALLEMAGNE

» En ce qui concerne l'Allemagne, dit Foch, la manière abominable dont elle a déclaré et conduit la dernière guerre est un point capital qu'on ne doit jamais perdre de vue.

» Car, ce n'est certes point par l'effet du hasard, d'un accident, que l'Allemagne a mené cette guerre comme elle l'a fait. C'est au contraire suivant un plan *méthodique*, prémédité. Ses professeurs, ses philosophes, ses penseurs, ou soi-disant tels, lui ont inculqué, pendant des années et des années des théories d'après lesquelles le peuple allemand étant nettement supérieur aux autres peuples, a, par cela même, le droit de se conduire vis-à-vis d'eux comme il l'entend. Les règles de la morale ne sont pas faites pour lui.

» Il importe de s'arrêter un instant sur cette question essentielle, de l'observer, de l'étudier avec toute l'attention qu'elle mérite. Voilà un peuple qui, par

sa civilisation matérielle, est incontestablement un grand, et même *un très grand peuple*. Cependant, il a conduit pendant quatre années une guerre de barbarie, de sauvagerie, foulant délibérément aux pieds les principes les plus sacrés du droit, de la justice, de l'humanité. Pourquoi cette anomalie monstrueuse? D'où dérive-t-elle ? Sur quoi repose-t-elle ?

» Recherchons-en les raisons. Ces raisons-là, quand on prend la peine d'y réfléchir, sont d'ailleurs faciles à trouver. Elles consistent dans l'influence pernicieuse, délétère, exercée depuis très longtemps par la Prusse sur l'Allemagne tout entière. Elles sont l'effet d'un poison intellectuel et moral que la Prusse a inoculé à tout le pays. En quoi consiste donc cette doctrine prussienne dont la guerre est directement issue ? Sur quels principes repose cet Etat prussien, détrousseur de ses voisins, dressant, par une discipline méthodique, non seulement les corps mais aussi les âmes, appuyant sur des théories philosophiques ses instincts de brigandage et de rapine ?

» Ces principes, quand on les analyse, dérivent tous de cette idée : que le droit, la morale ne sont pas les mêmes pour tous, qu'il existe dans le monde des peuples privilégiés, à qui il est permis de s'en affranchir. C'est une théorie abominable, contre laquelle on ne saurait trop énergiquement s'élever.

» L'Allemagne tout entière a été infectée de cet esprit. Elle en est venue à croire, comme un véritable dogme, qu'elle constituait dans le monde une nation élue, choisie par la Providence pour exécuter je ne

sais quels desseins, qu'elle était le sel de la terre. Les moyens les plus mauvais, les plus condamnables, deviennent bons aussitôt qu'ils sont employés à cette fin.

» Une pareille mentalité explique tout. De là, l'irrésistible levée de boucliers de 1914 à l'appel de Guillaume II.

» L'Allemagne a été vaincue, mais nous savons tous, nous les Alliés, Français, Anglais, Américains, ce qu'il nous en coûte. Nous savons les efforts, les sacrifices qu'il a fallu consentir pour la jeter à bas. Maintenant, la voilà par terre. Elle est là, gisante. Elle « numérote ses abatis ». Que fera-t-elle par la suite, durant les années qui viendront ? Ses anciens dirigeants sont tous discrédités. En trouvera-t-elle de nouveaux et de bons ? Sera-t-elle capable de se conduire et de se bien conduire ? Il faudra beaucoup de temps pour cela à un peuple que rien n'a préparé à se gouverner lui-même.

» Voilà un pays contre lequel les Alliés ont à se prémunir, non pas d'une manière provisoire mais définitive.

» La République changera-t-elle profondément la mentalité allemande ? Peut-être. Je le souhaite ardemment, mais nous n'en sommes aucunement sûrs. Une République centralisée, militarisée, peut être aussi menaçante pour les voisins de l'Allemagne que l'Empire. Rien ne prouve, au demeurant, que la République puisse s'implanter définitivement en Allemagne.

» N'oublions pas qu'une des causes directes de la guerre de 1914 fut la tentation pour l'Allemagne d'atteindre d'un seul coup, « rien qu'en étendant le poing » les parties vitales de la France, l'ennemi principal. La proie était par trop tentante, elle paraissait par trop facile à conquérir. L'Allemagne impérialiste ne put pas, ne sut pas résister à cette tentation. Il est indispensable qu'une tentation pareille disparaisse pour elle désormais. Il est indispensable de décourager ses entreprises belliqueuses en multipliant devant elle les obstacles.

» Voilà, conclut Foch, ce que vous avez non seulement le droit, mais le devoir de dire aux Américains. »

UNE HEURE SOMBRE DANS LA VIE DE FOCH

ON SONGE A LE « LIMOGER »

C'est un sujet pénible, douloureux même, dont le Maréchal n'aimait pas beaucoup parler. A deux ou trois reprises, cependant, il y avait fait allusion dans nos entretiens.

Sur la fin d'un après-midi, vers six heures et demie, comme je sortais de son bureau, il me dit :

— Où allez-vous? Si vous n'êtes pas trop pressé, je vais sortir avec vous et vous me reconduirez jusqu'à la rue de Grenelle.

Il sonna son officier d'ordonnance, donna une ou deux signatures. Arrivés dans la cour où son automobile l'attendait :

— Il fait très beau, me dit-il, nous allons, si vous le voulez bien, rentrer à pied.

Tandis que nous cheminions lentement le long du boulevard des Invalides, je lui parlai de cette période si critique de la guerre où, vers la fin de 1916 et le début de 1917, pour des raisons qui relevaient surtout de la politique intérieure, on changea

le généralissime Joffre et l'on fut à deux doigts de se priver des services de Foch.

— Croyez-vous, me dit brusquement le Maréchal, que le public soit informé, même en gros, de ce qui se passa alors ? Vous-même, qu'en savez-vous au juste ?

— Monsieur le Maréchal, lui dis-je, je partis pour ma mission en Russie, à la fin de novembre 1916. Je n'en revins que dans le courant d'août 1917. Je ne sais évidemment de tout cela que ce qu'on m'en a raconté. Mais je connais, tout de même, deux ou trois faits très significatifs.

— Lesquels ? me demanda avec curiosité le Maréchal.

— Eh bien, celui-ci tout d'abord :

» En novembre 1916, quelques jours après avoir déjeuné chez vous, à votre Quartier général de Villers-Bretonneux, alors qu'avec beaucoup de confiance vous m'aviez expliqué les résultats importants obtenus par votre offensive, permettant d'espérer des résultats plus considérables l'année suivante, si l'on persévérait dans les méthodes judicieusement suivies, votre confiance, votre optimisme tranquille et de bon aloi, faisaient un singulier contraste avec tout ce que j'entendais dire à Paris. Il y avait à cette époque un abîme entre l'atmosphère du front et celle de la capitale, les deux se trouvant cependant à une courte distance l'un de l'autre.

» Tandis que vous, comme Joffre, vous étiez tranquilles, confiants, l'entourage de nos grands chefs

civils se montrait au contraire indécis, flottant, déprimé.

» Un matin, comme je sortais de chez moi, je rencontrai M. Viviani, alors président du Conseil, mon voisin, habitant boulevard de Courcelles un appartement que je connaissais bien, où j'étais venu bien souvent, car il avait été celui de mon cher ami Gaston Calmette, assassiné par Mme Caillaux.

— J'ai un discours à préparer, me dit Viviani et j'allais prendre l'air un instant dans le parc Monceau. Faites, si vous en avez le temps, quelques pas avec moi.

» Nous parlâmes naturellement de la guerre. J'entretins le Président de l'offensive vigoureuse qui se dessinait contre Joffre et contre vous. Je lui dis combien je la trouvais regrettable.

— Vous ne savez pas toute la vérité, me dit-il. Foch est fatigué, malade, beaucoup plus qu'on ne le dit; d'ailleurs que voulez-vous faire d'un homme pareil ? C'est un mystique.

» Foch, très intéressé par cette anecdote :

— Il a dit cela ? dit-il.

— Exactement, Monsieur le Maréchal, en propres termes, dans une allée du Parc Monceau.

— Quel singulier jugement! Que diable le mysticisme peut-il avoir à faire avec ma nature et avec la conduite des armées ?

— C'est, Monsieur le Maréchal, ce que je lui dis à lui-même. Je ne connais pas, ajoutai-je, d'esprit plus positif, plus objectif que Foch. La clarté, le

sens des réalités, sont ses traits essentiels. Quant à son état de santé, à sa maladie, franchement on vous a raconté des « bobards ». J'ai été sous ses ordres pendant la bataille de la Marne et celle de l'Yser, je viens de passer — il y a quelques jours seulement — une journée entière avec lui. Peu d'hommes ont une santé aussi bonne, aussi égale que ce Pyrénéen robuste qui ne change pas, sur qui les années passent sans laisser de trace. Je souhaite que vous et moi, à son âge, nous nous portions aussi bien que lui.

» Je ne croyais pas si bien dire; car Viviani relativement jeune, mourut quelques années après.

» J'eus l'impression, cependant, que son siège était fait, qu'on lui avait multiplié sur vous les contes, auxquels il ne demandait qu'à ajouter foi. Cet état d'esprit, de plus en plus répandu dans les milieux parlementaires, explique, sans aucun doute, la demi-disgrâce dont vous fûtes atteint quelque temps après.

— Quand on veut tuer son chien, remarque Foch, avec beaucoup de bonne humeur, on commence par dire qu'il est enragé. C'est une vieille règle et qui souffre peu d'exceptions.

— Et je sais aussi, ajoutai-je, Monsieur le Maréchal, ce que m'a ranconté mon vieil ami l'amiral Lacaze, qui fut chargé, je crois, de vous annoncer à demi-mot les mauvais desseins du gouvernement à votre égard.

— Que vous a-t-il dit ? demanda Foch.

— Il m'a dit que dès qu'il arriva chez vous pour vous faire part de la décision gouvernementale, vous

avez protesté de la façon la plus violente. « *Je veux tuer du Boche*, répétiez-vous, *je veux tuer du Boche.* Si le gouvernement entend supprimer mon commandement, qu'il le supprime, mais qu'il ne dise pas que je suis malade, ce qui est un mensonge. »

» Comme on offrait, a-t-il ajouté, de vous envoyer à l'arrière, vous avez refusé nettement, demandant à être laissé à l'avant, même pour commander un corps d'armée.

— C'est l'exacte vérité, me dit Foch. Les choses se sont passées comme Lacaze vous les a racontées. Pour rester au front coûte que coûte, pour ne pas être envoyé à l'arrière, j'aurais accepté de commander non seulement un corps d'armée, mais une division, et même une brigade. *Ce n'est jamais une déchéance que de commander des soldats français.* A mon avis, tous les généraux à qui, pendant la guerre, on offrit un commandement inférieur à celui qu'ils exerçaient et qui le refusèrent, commirent une lourde faute. Il faut toujours accepter le commandement qu'on vous offre, lorsque c'est un commandement actif. J'aurais pris sans une minute d'hésitation un corps d'armée, même une division. Je l'aurais commandée, de telle manière que, quelque temps après, on m'aurait donné un commandement plus important.

Nous étions arrivés devant le portail de son hôtel.

— Il ne faut plus penser à tout cela, me dit le Maréchal; ces mauvais souvenirs sont dissipés. Les peuples, comme les hommes, sont parfois sujets à de graves défaillances.

Je trouvai, quant à moi, le Maréchal bien philosophe et trop enclin à pardonner les injures.

La défaillance dont il parle, commise à ce moment par certains hommes politiques français, on a le droit de la trouver difficilement pardonnable. Tout entiers à leurs discussions et à leurs querelles, ils perdaient par trop de vue les grands intérêts de notre pays.

Quand il s'agit de changer le généralissime Joffre, ce qui était une très lourde faute, quelles considérations intervinrent pour le choix de son remplaçant ? Vous vous tromperiez fort si vous croyiez que ce furent des considérations militaires, les seules qui importaient vraiment. Des deux chefs, tout désignés pour lui succéder, le premier, Foch, on l'écarte, parce qu'il va trop souvent à la messe, parce qu'il est, prétend-on, malade — ce qui est un mensonge — « parce qu'il est un mystique », ce qui est une idiotie; l'autre, Pétain, parce qu'il a, paraît-il, un caractère point assez souple et qu'il ne reçoit pas assez longuement à leur gré, les parlementaires qui viennent le déranger et lui faire perdre son temps.

C'est grâce à ces sottises qu'on fut à deux doigts de perdre la guerre !

« On va, sans cesse répétant, me disait Foch, que la France est le pays des rétablissements de la dernière heure. Il faut que les choses aillent très mal, que la maladie atteigne son point culminant, pour qu'on se décide à faire venir le médecin ou le chirurgien.

» C'est un état de choses dont nous n'avons pas

lieu de nous enorgueillir. C'est comme si l'on commençait par mettre le feu à la maison, pour avoir le plaisir d'appeler les pompiers. Ces expériences-là coûtent fort cher. Elles se traduisent par des pertes en vies humaines ou en argent, sans compter qu'un beau jour, ce soi-disant rétablissement de la dernière heure pourrait bien ne rien rétablir du tout.

» Voyez ce qui se passe durant le printemps et l'été 1917, au moment des mutineries militaires qui furent la conséquence d'une offensive insuffisamment préparée, pas très heureusement engagée. Le maréchal Pétain, avec infiniment d'intelligence, de prudence et de décision, rétablit la discipline, raffermit le moral de l'armée très ébranlé. Peu de chefs pouvaient s'acquitter aussi bien de cette tâche difficile. Ce fut son immense mérite.

» N'oublions pas, cependant, qu'il aurait infiniment mieux valu pour nous ne pas avoir à effectuer cette guérison. Or, quelle fut la cause de cette mutinerie, de cet affaiblissement temporaire du moral d'une armée qui avait toujours été admirable jusque-là ?

» Uniquement l'expérience Nivelle, le changement très fâcheux et très malencontreux du maréchal Joffre. C'est de là que dérive tout le mal. Si l'on avait maintenu Joffre ou si, le changeant, on avait mieux choisi son successeur, les mutineries auraient été évitées. »

A QUEL MOMENT FOCH ENTREVIT LA VICTOIRE

Je demande au Maréchal à quel moment exact, durant l'année 1918, il a eu l'impression que, contrairement à ce que tout le monde supposait, la victoire pourrait être obtenue cette année-là ?

— J'en ai eu, me dit-il, le sentiment très net, vers le 24 juillet, quelques jours après notre contre-offensive victorieuse de Villers-Cotterets. Cela résulte d'ailleurs des notes que j'envoyai à ce moment aux commandants d'armée, des ordres que je leur donnai.

» Certes, je prévoyais le renforcement des forces anglaises et américaines, un commandant en chef devant toujours prévoir le pire. Mais je faisais entrer dans mes prévisions la possibilité d'une victoire définitive pour cette année-là.

— Monsieur le Maréchal, de Mierry (un de ses officiers d'état-major) m'a raconté que, revenant avec vous d'une visite au front durant la dernière semaine de juillet, vous lui disiez en vous frottant les mains :

« Eh bien ! nos affaires ne marchent pas mal du tout. Je me demande si les Boches ne sont pas dans une situation plus mauvaise que nous ne le pensons. J'ai été frappé de constater avec quelle facilité, quelle rapidité, la contre-offensive Mangin-Degoutte a pénétré dans leurs lignes. Il y a quelque chose qui ne va plus dans leur mécanique. Il faut taper sur eux sans répit, ne pas leur laisser le temps de souffler et peut-être finirons-nous la guerre beaucoup plus tôt qu'on ne le croit, vers les derniers mois de cette année.

— De Mierry, ajoutai-je, m'a dit qu'il vous avait à ce moment regardé d'un air très étonné, très sceptique, car tout le monde, à l'avant comme à l'arrière, parmi les militaires comme les civils, considérait alors, à la manière d'un dogme, que nous en avions encore pour une année d'hostilités au moins.

— Ma première impression de la victoire, dit Foch, c'est de ce moment exactement qu'elle date. Elle a passé devant mes yeux comme un éclair. J'ai commencé dès lors à faire entrer cette possibilité en ligne de compte, à orienter mes plans dans ce sens. Qu'est-ce que je risque, après tout, me disais-je ? Tout en se préparant au pire, une année de plus d'hostilités, il n'est pas interdit d'espérer le mieux, c'est-à-dire la décision après quelques mois.

» Le souvenir me revenait aussi de ce qui s'est passé pendant la bataille de la Marne. Le quatrième jour, le soir du 9 septembre, alors que ma 42e division, amenée par moi de ma gauche sur ma droite,

allait déclencher sa contre-attaque dans le flanc des armées ennemies, je fus bien étonné et bien joyeux quand on m'apprit que les Allemands déguerpissaient.

» Pourquoi n'en serait-il pas de même cette fois ?

» Quand les choses commencent à aller bien, il n'y a qu'à persévérer, à poursuivre obstinément ses efforts, on s'aperçoit avec surprise qu'elles vont de mieux en mieux. C'est comme un moteur dont la vitesse augmente à mesure que sa course se prolonge. »

COMMENT FOCH COMPREND L'HISTOIRE MILITAIRE

— Un bon général, me dit Foch, doit avoir étudié et connaître à fond l'histoire militaire. Napoléon, vous le savez, en avait fait une étude minutieuse et attentive.

» Mais comment l'étudier, comment la comprendre ? Il faut la regarder en détail, d'après les récits les plus précis et aussi, ce qui est essentiel, sur le terrain, comprendre comment les événements se sont passés, suivre les mouvements des armées, les péripéties de la bataille. Cette étude est nécessaire, elle n'est point suffisante.

» Après cette vision minutieuse, détaillée, une vision d'ensemble s'impose. Après l'analyse la synthèse. Il faut rattacher le détail de ces opérations à l'idée générale, au plan d'ensemble d'où elles sont sorties. Il faut les situer dans ce plan, comprendre de quelle manière ce plan s'est formé dans l'esprit de celui qui l'a conçu, saisir les traits essentiels de son esprit, de son tempérament : c'est le côté psycholo-

gique et philosophique de l'histoire militaire. Il est tout aussi important que le côté technique.

— Etant donné, Monsieur le Maréchal, tout ce que vous demandez à cet historien, la vision des détails et la compréhension de l'ensemble, la connaissance de l'art militaire et la connaissance autrement délicate et difficile des divers mobiles qui font agir les hommes, je ne m'étonne pas que les bonnes histoires militaires pussent se compter sur les doigts de la main. Car c'est vraiment beaucoup que tout cela.

— La plupart d'entre elles, en effet, répond Foch, sont médiocres, parce qu'il leur manque quelques-unes des qualités essentielles que je viens de vous énumérer.

» En 1903, je venais de quitter comme professeur l'Ecole de Guerre, et j'avais été nommé lieutenant-colonel au 29e d'artillerie, à Laon. On me faisait sortir de cette Ecole un peu par la fenêtre. Des influences nouvelles prévalaient dans l'armée. Peut-être me trouvait-on trop clérical ? Que sais-je ? C'est l'époque où de bons camarades me disaient d'un air moitié figue, moitié raisin : « Vous voilà au bout de votre rouleau, vous passerez à la rigueur colonel, mais sans jamais décrocher les étoiles. » Vous voyez, me dit avec un bon sourire le Maréchal, dans quelle mesure tous ces pronostics se sont réalisés :

» Je leur répondais : « Que voulez-vous que cela me fasse ? J'accomplirai jusqu'au bout mon devoir, après quoi j'irai planter mes choux. » Car il faut, en

toutes circonstances, faire tout ce qu'on peut, tout ce qu'on doit, sans se préoccuper outre mesure de l'avenir. Quand un homme a quelque chose en lui, dans le ventre comme on dit, les circonstances, les occasions lui donnent toujours le moyen de le sortir.

» A mon arrivée à Laon, pour ne pas rester inactif, je pris mes livres, mes cartes, et j'eus la curiosité d'étudier en détail cette bataille de Laon, livrée en 1814 aux Prussiens et aux Russes par Napoléon. Elle m'avait toujours paru très intéressante. Au fur et à mesure que je la creusais davantage, son intérêt grandissait. Je fis là-dessus aux canonniers de mon régiment une conférence qui eut assez de succès, puisqu'on me demanda de tous côtés de la répéter.

» Que trouvons-nous au juste dans cette affaire ? Nous sommes en mars 1814; Napoléon vient de battre l'armée autrichienne de Schwartzenberg qui se retire vers l'Est. Il ne demanderait pas mieux que de la poursuivre l'épée dans les reins et de la jeter hors des frontières. Les raisons purement militaires exigeraient cette poursuite, car, Schwartzenberg mis hors de cause, Blücher n'aurait plus d'autre ressource que de battre en retraite lui aussi. Malheureusement, des considérations politiques viennent contrarier ici les nécessités militaires. Ces considérations interdisent à Napoléon de trop s'éloigner de Paris, où la fatigue, le découragement, la désaffection s'accroissent de jour en jour. Il prend donc le parti de se retourner brusquement vers l'armée prussienne de Blücher, qui se retire dans la direction de Laon.

» Il exécute le passage de l'Aisne, bordée sur plus de dix lieues par les divisions prussiennes, par une de ces opérations de surprise dont il a le secret et qui portent la marque de son génie. Toute sa cavalerie, suivie de près par un corps d'armée, enlève, à coups de sabre, le point le moins fortement tenu, le pont de Berry-au-Bac, et force le passage du fleuve, que le restant des troupes n'a plus ensuite qu'à traverser. Nous retrouvons ici le Napoléon des meilleurs jours. Il fait venir de la région de Reims le corps d'armée de Marmont, qui bivouaque aux environs d'Athies. Marmont fatigué, découragé, ayant perdu toute confiance en la victoire, conduit ses troupes avec inertie. Il commet la lourde faute de bivouaquer sans précautions, sans garde, à portée de fusil de l'ennemi. La nuit venue, York et ses Prussiens, d'un élan enragé, se jettent sur lui; ils enlèvent presque entièrement, ils pulvérisent son corps d'armée.

» Napoléon livre quand même la bataille. Blücher, durant toute la journée, s'est tenu sur les hauteurs, au pied de la colonne de Madame Eve. Ces hauteurs de Laon, vous le savez, dominent, tel un macaron, tous les pays environnants. Il y souffle un grand vent et il y fait grand froid. Blücher, très vieux (il a soixante-douze ans), affaibli, est saisi d'un accès de fièvre. Le soir, ses forces le trahissent, il est obligé de regagner son Quartier général, de s'aliter. Malade, presque aveugle, il passe le commandement à son chef d'état-major, Gneisenau. Mais il donne l'ordre formel que tous ses corps, profitant de la surprise

d'Athies, de l'insuccès de Napoléon, de leur supériorité numérique, se lancent à fond dans une violente offensive contre cette poignée de soldats français.

» Gneisenau est un homme prudent, circonspect, ayant une peur terrible de Napoléon. Il craint toujours quelque furieux coup de cette griffe impériale; il a peur de donner dans quelque piège. Il prend donc sur lui de révoquer les ordres de Blücher et prescrit aux unités d'interrompre la poursuite. York, quand il reçoit ce contre-ordre, entre dans une violente fureur. Sa colère est telle que, sans rien dire à personne, il plante là son Quartier général, déserte littéralement son corps d'armée et, accompagné d'un seul officier, se retire purement et simplement vers Bruxelles. Blücher, aussitôt informé de cet incident, demande de quoi écrire. On lui apporte un crayon gros comme un pieu, car il n'y voit presque plus. D'une énorme et tremblante écriture, une écriture d'enfant, il dépêche à York ce court billet : « Reviens, mon vieux York, jamais l'Histoire ne croirait cela de nous deux ! »

» York ne résiste pas à cet appel de son vieux camarade d'armes, il revient. Et les opérations recommencent de plus belle.

» Est-ce beau, ce cri du vieux soldat en qui la force morale, l'ardeur sacrée dominent tout le reste ? « Reviens, mon vieux York ! » Quelle puissance il y a là-dedans ! Voilà la grande raison, la raison profonde de la défaite de Napoléon.

» Cet exemple est très intéressant, car il nous

montre sur le vif, par le menu, de quelle manière il faut procéder — après avoir étudié en détail les événements, montré comment ils se sont passés — pour les rattacher à une idée d'ensemble.

» Cette idée d'ensemble, c'est évidemment dans le cas qui nous occupe, l'élan, le moral extraordinaire dont en 1814 faisaient preuve les armées alliées dans leur lutte contre Napoléon. Ce sont ces facteurs qui, en somme, expliquent tout.

» Vous avez d'un côté ces alliés : Prussiens, Autrichiens, Anglais, décidés à en finir coûte que coûte et par n'importe quel moyen; de l'autre, un général de génie sans doute, mais appuyé sur un peuple qui n'en peut plus, sur une nation qui, depuis quinze ans, a été saignée aux quatre veines. Le résultat n'est pas douteux.

» Eh bien ! c'est exactement la situation inverse que vous aviez en 1918. Des alliés : Français, Anglais, Belges, Italiens, Américains, décidés à en finir coûte que coûte avec l'Allemagne. Ludendorff qui n'avait rien d'un Napoléon, s'appuyant sur un peuple accablé, qui n'en voulait plus. Toute l'explication est là.

» Voilà le sens profond de la bataille et de la guerre. C'est cela que doit dégager l'historien digne de ce nom. S'il ne le fait pas, il a manqué son but. »

LE DRAME DU TRAITÉ DE PAIX

L'expression n'est pas de moi, mais de Foch lui-même qui l'employa à plusieurs reprises, lorsqu'il me parlait du traité.

Il n'en est pas de plus juste : c'est bien d'un véritable drame qu'il s'agit en effet. Rarement s'en vit-il de plus tragique, de plus émouvant.

Voici un général, un grand homme de guerre, chef suprême des armées alliées qu'il a, après tant de tribulations, conduites enfin à la victoire, convaincu de toute la force de son esprit, de son cœur, que les hommes d'Etat, les diplomates, particulièrement les nôtres, sont en train de *saboter cette victoire*, d'en détruire, tout au moins d'en amoindrir, les résultats.

Il est convaincu que les méthodes auxquelles ils ont recours sont mauvaises, que les solutions auxquelles ils s'arrêtent ne sont que des semblants de solutions, que la France victorieuse, après tous ses sacri-

fices et toutes ses pertes, est laissée sans les deux choses auxquelles elle a un droit formel, sacré : les réparations et la sécurité.

Avec toute son énergie, toute son intelligence, il essaie de se mettre en travers. Il pousse des cris d'alarme réitérés. Vains efforts. Ceux qui ont le devoir de l'écouter sont résolus à ne pas l'entendre. Ils ne l'entendent pas en effet.

Que de fois Foch ne m'a-t-il pas parlé de ces efforts, de cette période si mouvementée, m'exposant par le menu sa thèse, les arguments dont il se servait pour la défendre.

Il fit mieux que de m'en parler. Il me permit de consulter ses notes au gouvernement, les documents de toute sorte qu'il utilisa pour les rédiger.

« J'ai, quant à moi, disait-il, la conscience parfaitement tranquille. Je me suis mis en règle vis-à-vis de la postérité. Mes notes, le procès-verbal des séances où j'ai tenté de faire prévaloir mes vues, sont là pour attester devant l'Histoire que j'ai accompli tout mon devoir. Je souhaite que tout le monde puisse en dire autant.

» Un jour, sans doute, vous écrirez tout ce que je vous ai raconté. Faites-le de la façon la plus précise, la plus objective, la seule qui convienne. Ceux qui vous liront verront, diront si j'ai négligé quoi que ce soit pour défendre les intérêts essentiels de mon pays. »

Les pages suivantes contiennent le récit de ces conversations. Non seulement j'ai reproduit de la

manière la plus exacte, la plus fidèle tout ce que m'avait dit le Maréchal, mais je lui ai, par la suite, communiqué le manuscrit qui a reçu sa pleine approbation.

— J'avais demandé à Clemenceau, dit Foch, quelques semaines avant l'armistice, de me faire connaître les vues du gouvernement en ce qui concerne ce qui était et demeure à mon avis le point capital : notre *politique rhénane*. J'avais besoin de le savoir. L'armistice, en effet, commande automatiquement la paix. Pour l'armistice, comme pour la paix, il nous était indispensable de *tenir solidement le Rhin*.

» Vous savez de quelle manière on m'envoya promener, en me priant de m'occuper de mes affaires. Cependant, en posant au gouvernement cette question qui, certes, n'était pas indiscrète, je lui rendais, au fond, un immense service. Je l'obligeais, s'il voulait me répondre, à se poser cette question à lui-même, à préciser ses vues sur ce point capital.

» Rien n'était plus indispensable que de se former une opinion précise là-dessus. Le mot fameux : « *Je fais la guerre* » est un programme à coup sûr excellent. Mais ce programme est incomplet. Car nul ne fait la guerre pour elle-même, mais simplement pour parvenir à la paix. Tout en faisant la

guerre, rien n'empêchait, surtout quand, vers la fin, nos affaires allaient si bien, de se demander comment on allait établir cette paix.

» Ceux qui étaient chargés de ce règlement se mirent lentement, très lentement à la besogne. Il y eut des réceptions, des fêtes, des visites officielles, des banquets et des discours. Pendant ce temps, les affaires sérieuses attendaient. Ce retard nous était, à nous, Français, extrêmement défavorable.

» Toutes les questions qui nous importaient le plus, les réparations et la sécurité, devenaient, à mesure que nous attendions, de plus en plus difficiles à régler favorablement.

» Quand je vis que les négociations pour le traité se prolongeaient, qu'on était obligé une première fois, une deuxième fois, de renouveler l'armistice, je proposai que, sans plus attendre, on donnât satisfaction aux exigences essentielles de la France : fixation immédiate des frontières de l'Allemagne, fixation immédiate d'une indemnité de cent milliards de marks, garantie par des gages solides, payable dans un délai assez court, que les Alliés pourraient se partager pour leurs besoins les plus pressants. Une fois ce point acquis, on était au cœur du problème; tout le reste devenait facile en comparaison.

— Savez-vous, monsieur le Maréchal, que cette somme-là, cent milliards de marks, payable tout de suite, « *cash* » comme disent les Anglo-Saxons, les Allemands eux-mêmes s'attendaient qu'on la leur demandât. Beaucoup d'entre eux me l'ont déclaré,

au cours des séjours répétés que je fis en Allemagne après la guerre. Et ils furent très étonnés que pareille demande ne leur fût pas adressée. S'ils avaient été vainqueurs à la place des Alliés, c'est certainement ainsi qu'ils auraient procédé eux-mêmes et d'une façon beaucoup plus lourde.

» Et cent milliards de marks, c'est exactement la somme forfaitaire à laquelle les Américains proposaient un moment que fut fixé le chiffre des réparations.

— Il ne fut tenu, poursuivit Foch, aucun compte de cette demande pourtant si raisonnable. Les négociations s'engagèrent et elles s'engagèrent mal. Il m'apparut très vite que touchant le problème capital de la sécurité, sur lequel j'avais le droit et le devoir d'exprimer mon avis, ayant eu l'honneur et la charge de conduire les Alliés à la victoire, la France n'obtenait aucune des garanties solides qui lui étaient indispensables. On ne lui donnait pas des réalités, mais des apparences, des trompe-l'œil; pas un produit véritable, mais un simple « *ersatz* ».

» Nous avions tout intérêt à faire connaître le plus tôt possible nos deux demandes capitales, l'une concernant les réparations, l'autre la sécurité. Il fallait rendre publiques ces demandes d'ailleurs bien légitimes et qui ne devaient, certes, étonner personne. Il fallait abattre les cartes. Il n'y avait aucun avantage. mais seulement des inconvénients à les tenir cachées.

» L'Angleterre nous avait montré le chemin en indiquant très nettement, dès la première heure, ce

qu'elle voulait, ce sur quoi elle n'accepterait aucun marchandage, aucun compromis : la marine allemande, les colonies allemandes, la liberté des mers comme elle l'entendait. Elle exigeait la reddition de la flotte germanique, de manière à ne plus rien craindre désormais de l'Allemagne sur mer, non pas seulement pour le temps présent, mais pour vingt, trente, cinquante années à venir. Elle demandait, en outre, que toutes les colonies fussent ravies à l'Allemagne.

» C'était là, remarquons-le, des demandes non modérées à coup sûr, mais énormes au contraire, colossales. Personne, ou presque, n'a insisté suffisamment sur ce point, ce qui ne laisse pas d'être assez curieux, car il vaut vraiment la peine qu'on y insiste.

» La plus grande partie de la flotte allemande, intacte, non battue par les escadres britanniques, obligée de s'en aller en bloc se livrer à l'Angleterre ! Quel sacrifice à la fois matériel et moral ! Quelle humiliation ! Il n'y a pas d'exemple dans l'Histoire d'une capitulation analogue. Sedan n'est rien à côté. Et l'Angleterre ne se contente pas de la marine de guerre. Elle exige, en outre, la flotte commerciale allemande, dont elle s'adjuge les meilleures unités.

» Que dire des colonies allemandes ? Voilà un empire immense, éparpillé dans toutes les parties du monde, que l'Allemagne a fondé au prix des plus gros efforts, des plus gros sacrifices. L'Allemagne surpeuplée, tout autant que l'Angleterre, sinon plus, pourrait dire, non sans raison, qu'elle a, tout autant

que l'Angleterre, besoin de ses colonies. On les lui prend cependant. On passe outre à ses protestations. La question ne se discute même pas. A peine posée, elle est résolue. L'Angleterre obtient immédiatement, sur ces deux points essentiels, tout ce qu'elle veut.

» Certes, l'Angleterre a pris une part très importante à la victoire; la France aussi. Les efforts, les sacrifices des Anglais ont été très grands. Les nôtres n'ont pas été moindres, loin de là.

» Dans ces conditions, pourquoi donc les demandes essentielles de la France ne seraient-elles pas, comme celles de l'Anglterre, prises en considération ? L'Angleterre, sans aucune restriction ni réserve, se fait garantir sa sécurité sur mer. Pourquoi n'obtiendrions-nous pas la même garantie sur terre ? Nous en avons autant besoin qu'elle, sinon plus. Car, après tout, la marine allemande, bien inférieure à la sienne, n'a jamais constitué pour elle une menace vitale. Les armées allemandes, au contraire, si elles se reformaient, menaceraient directement la France, envahie trois fois au cours d'un siècle.

» L'Angleterre a produit au grand jour ses demandes du premier coup; dès la première heure, elle les a présentées comme des axiomes, sur lesquels il ne devait pas y avoir de discussion. La France avait tout intérêt à faire de même. Pour cela, il fallait avoir une doctrine, savoir très vite ce qu'on voulait. Ce ne fut malheureusement pas le cas. Toutes les imperfections, toutes les lacunes du traité de paix, qui sont très nombreuses et très graves, viennent pour

une grosse part de cette erreur du début, de ce manque de précision et de décision initiale.

— Monsieur le Maréchal, je puis corroborer ce que vous dites par le souvenir d'un très curieux, très intéressant entretien que j'eus avec M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, à la fin de janvier 1919.

» Je venais d'être démobilisé deux jours auparavant et je reprenais au *Figaro* la direction des Affaires extérieures que j'assurais, depuis plusieurs années déjà, au moment de la guerre. Avant d'écrire mon premier article, désireux d'être renseigné, j'allai voir Pichon, avec qui j'avais entretenu de tout temps des relations amicales et même affectueuses.

» Je l'interrogeai sur les travaux de la Conférence. Il me parla volontiers et en toute franchise des futures frontières de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie et de la Société des Nations.

» Je lui posai aussitôt la question qui était sur mes lèvres :

» Et les frontières de l'Allemagne? Ce sont celles qui nous intéressent par-dessus tout.

» Sur ce point je le trouvai fermé, nerveux. Vainement, je le pressai de questions :

» Le public clairvoyant et réfléchi, lui dis-je, commence à être étonné que la France n'ait pas encore fait connaître ses demandes. On dirait qu'elle hésite à les dévoiler. Elle n'a pourtant rien à cacher. Son silence ne fait pas bonne impression.

— M. Clemenceau a son plan là-dessus, me dit

un peu sèchement M. Pichon. Il n'y a qu'à lui faire confiance !

» Comme je me permettais de lui dire — nos vieilles relations m'y autorisaient — que ce plan-là, qui consistait surtout à attendre, pouvait n'être pas sans défaut, le ministre, du coup, se fâcha.

— Vous ignorez toutes les difficultés parmi lesquelles nous nous débattons », me dit-il.

» Connaissant M. Pichon pour l'avoir longtemps pratiqué, je savais que, lorsqu'il se fâchait de la sorte, c'est que, neuf fois sur dix, pour des raisons supérieures, il lui était impossible de justifier son attitude.

» Pichon, observateur clairvoyant, devait, dès ce moment, se rendre compte qu'on faisait fausse route et que la France risquait de ne pas obtenir les garanties auxquelles elle avait droit. Seulement, l'emprise qu'exerçait sur lui son chef, M. Clemenceau, était telle que toute observation et, à plus forte raison toute critique lui étaient absolument impossibles.

LE DRAME DU TRAITÉ DE PAIX

LA DOCTRINE DE FOCH

« Ma doctrine là-dessus, vous la connaissez, dit Foch. Je ne vous l'ai pas exposée une fois, mais dix.

» Au sortir de la guerre qui leur a tant coûté, en hommes et richesses, j'estimais et j'estime que la France et la Belgique ont besoin d'une frontière solide, les mettant pour toujours à l'abri d'une agression possible de l'Allemagne.

» Celle-ci, par le chiffre toujours croissant de sa population, par l'esprit militariste qui l'anime et qui continuera de se manifester indépendamment de son régime, monarchique ou républicain, constitue une menace d'autant plus grande que la Russie n'est plus derrière elle pour faire contrepoids. La seule frontière solide, c'est le Rhin. Qui en tient les passages est le maître de la situation. Il peut aisément, non seulement repousser toute invasion, mais encore, s'il vient à être attaqué, porter la guerre sur le territoire ennemi.

» Toute autre solution que la frontière des Alliés sur le Rhin est mauvaise : elle ne nous donne que des semblants de garantie, nullement une garantie véritable. Cette frontière, de plus, a l'immense avantage de pouvoir être solidement gardée par des effectifs très réduits, ce qui permet à la France et à la Belgique de diminuer d'autant leur effort militaire.

» Tels sont les points essentiels de cette doctrine que j'essayai vainement de faire adopter par le gouvernement français. Ses divers éléments se tiennent très étroitement. Ils constituent un tout. *Elle est à la fois une, simple et claire.*

» Avec une énergie, une obstination inlassables, j'en montrai un à un les avantages. Je présentai, sous ses divers aspects, ma thèse, de façon à la rendre aussi saisissante, aussi convaincante que possible. C'est une véritable bataille que je livrai. Mais les seules armes dont je pouvais me servir étaient mon autorité, mon prestige, la force de mes arguments. Or, ces armes-là furent insuffisantes. Sourd à mes avertissements, à mes adjurations, M. Clemenceau abandonna imprudemment, légèrement la principale ligne de résistance. Il transigea sur le point essentiel. Il accepta un compromis, un marchandage dont nous ne pouvions qu'être les mauvais marchands.

» Les trois notes dans lesquelles j'ai défendu ma thèse, non seulement devant le gouvernement français, mais devant les gouvernements alliés, celles du 28 novembre 1918, du 10 janvier et du 31 mars 1919, exposent, dans le détail, les argu-

ments auxquels j'eus recours. Je résumai, je ramassai tous ces arguments lors du fameux Conseil des Ministres où, en présence des autres délégués français, je fis entendre, dans des conditions dramatiques, mon suprême avertissement, adjurant une dernière fois les membres du gouvernement de ne pas consentir à une paix qui mutilait les droits essentiels de la France.

» Je vous communiquerai non seulement ces documents, mais aussi toutes les notes, toutes les recherches personnelles montrant de quel ensemble de réflexions et d'études historiques ma doctrine est issue. Je désire avant tout que mon rôle soit établi clairement. »

« Mon premier mémoire démontrait comment, d'après moi, se pose le problème de la sécurité, quelles en sont les données essentielles.

» Laissant de côté les points accessoires, ainsi que je le fais toujours, j'abordai tout de suite le point capital : *les effectifs*.

» La question des effectifs domine en effet tout le reste. Pour le matériel, les aptitudes à la guerre, l'esprit militaire, on peut dire que les deux pays, France et Allemagne, sont à peu près à égalité. Quant à la valeur du Haut-Commandement, il s'est

produit entre les deux adversaires des hauts et des bas. En 1870, il y eut du côté germanique une supériorité incontestée, éclatante. Ce fut le contraire pour nous pendant la dernière guerre.

» Le facteur *effectifs* doit donc, dans ces conditions, jouer un rôle prépondérant.

» L'Allemagne, privée de la Posnanie, de l'Alsace-Lorraine, du Sleswig, comptera encore plus de soixante millions d'habitants. La France (augmentée de l'Alsace-Lorraine), la Belgique et le Luxembourg arrivent péniblement à cinquante millions. C'est une différence de plus de dix millions qui s'accroît incessamment par suite de la très forte natalité germanique.

» A cet égard, la situation sera pour nous sensiblement plus dangereuse après la guerre qu'elle ne l'était avant. Durant les trois premières années des hostilités, la Russie a retenu sur sa frontière une notable partie des forces allemandes. Grâce à elle, les Alliés possédaient une supériorité numérique sur le front occidental. Ils l'ont perdue aussitôt après l'écroulement de la Russie. *Seule, l'arrivée des armées américaines a permis de combler la différence et de gagner la guerre.* Voilà les faits essentiels qu'il importe de ne jamais perdre de vue.

» Pendant longtemps encore, il n'y a aucun fond à établir sur la Russie. Rien ne prouve, au contraire, que dans certaines circonstances, les armées rouges ne feraient pas cause commune avec les armées germaniques.

» De quels moyens disposent les Alliés pour compenser cette infériorité ? Il n'en existe qu'un vraiment solide : une frontière naturelle, le Rhin, dont les bases seront tenues sur la rive gauche par des contingents alliés.

» La solidité de cette frontière dépend, pour une bonne part, de l'organisation des territoires de la rive gauche. Ici, comme en bien d'autres points, le problème politique rejoint le problème militaire. Dans la guerre comme dans la paix, nous constatons à tout instant qu'il est impossible de séparer l'un de l'autre. Quiconque prétend opérer arbitrairement cette séparation, contraire à la logique et au bon sens, est sûr d'aboutir très vite aux pires difficultés, de compliquer sa tâche au lieu de la simplifier.

» Il faut donc travailler sans retard à l'organisation de cette Rhénanie qui doit être soustraite définitivement à l'emprise prussienne, qui constitue par ailleurs le gage tout indiqué dont les Alliés ne doivent pas se dessaisir avant d'avoir obtenu les justes paiements qu'ils réclament. »

« Cette note, très pressante, fut remise par moi aux plénipotentiaires des puissances.

» Elle n'examine pas — et ceci est un point extrêmement important — la question des frontières pro-

pres de la France et de la Belgique, mais uniquement la garantie européenne, collective, internationale, nécessaire à l'ensemble des nations alliées qui, ayant combattu ensemble contre l'Allemagne, désirent à l'avenir se prémunir solidement, définitivement contre elle.

» En d'autres termes, cette question du Rhin, je me gardai de la voir uniquement *sous l'angle des intérêts français et belges*. Je l'envisageai d'un point de vue beaucoup plus haut. J'en faisais une question *européenne, internationale au premier chef*. Ce ne sont plus les seules troupes franco-belges qui doivent monter la garde sur le Rhin, afin d'empêcher l'Allemagne de poursuivre une guerre de revanche, mais des contingents alliés. Il n'est pas nécessaire d'ailleurs qu'il y en ait beaucoup.

» J'insistai de mon mieux sur le côté interallié, international de cette solution. C'est la meilleure réponse à ceux qui pourraient accuser la France de poursuivre, en demandant le Rhin, des intérêts particuliers, des visées annexionnistes. Le Rhin, à mes yeux, n'est pas la frontière de la France, mais celle de tous les peuples qui ont combattu avec elle pour la défense du droit. »

LE DRAME DU TRAITÉ DE PAIX

L'ERREUR DES CHEFS D'ÉTAT

Comme nous parlions un jour de la Conférence de la paix, essayant d'analyser les raisons diverses qui expliquent sa mauvaise organisation, son déplorable rendement :

« Une des principales raisons, dit le Maréchal, est la décision prise par les chefs des gouvernements alliés, de diriger eux-mêmes cette Conférence. On ne saurait imaginer décision aussi regrettable, aussi pleine d'inconvénients et même de périls. Le Premier Ministre d'Angleterre, le Président du Conseil en France et en Italie, le Président des Etats-Unis, qui est, en même temps que chef d'Etat, chef du gouvernement, attendu que le ministère n'est responsable que devant lui, tels furent les protagonistes de cette assemblée qui devait régler le nouveau statut, non seulement de l'Europe, mais presque du monde entier.

» Dans chacun des pays, le chef du gouvernement était déjà suffisamment absorbé par la politique inté-

rieure, par les problèmes de toutes sortes qui se posaient au lendemain de la guerre. Or, il allait être obligé de s'arracher à ces préoccupations de plus en plus pressantes pour participer à des discussions diplomatiques qui, en mettant les choses au mieux, devaient durer des mois. Quelle absurdité !

» Tiraillés ainsi entre les négociations si difficiles, si compliquées de Paris, et la bataille politique à Washington, à Londres, à Rome, ces augustes Maître-Jacques ne s'en tirèrent que par un mauvais compromis. Ils étaient, de temps à autre, obligés de laisser en plan les négociations, de faire un brusque plongeon dans la politique intérieure, pour se donner tout entiers, pendant quelque temps, aux soucis de leur charge.

» Le président Wilson arrive en Europe le 14 décembre. On pourrait et on devrait, semble-t-il, se mettre tout de suite au travail. Mais c'est justement le moment où Lloyd George est occupé à faire ses élections, qui ont lieu le 29 décembre. C'est plus d'un mois après l'arrivée du Président que s'ouvre officiellement la Conférence. Les discussions engagées, Wilson est obligé de les abandonner pour s'en aller aux Etats-Unis, d'où il ne revient qu'en mars (le 14).

» Tout cela, on en conviendra, n'était pas de nature à rendre les négociations plus faciles, ni surtout plus rapides.

» Or, c'est la France — et ceci est essentiel — qui devait fatalement souffrir le plus de ces retards. Les deux grandes questions qu'elle avait à résoudre,

les réparations, la sécurité, plus les semaines, les mois s'écoulaient et plus il y avait de chances pour qu'elles ne fussent pas résolues conformément à ses demandes et à ses intérêts. A mesure qu'on s'éloignait de la victoire, plus il était fatal qu'entre les Alliés, surtout entre l'Angleterre et nous, des divergences de vues se produisissent par suite des intérêts différents.

» Etant donné ces retards inévitables, étant donné la personnalité des négociateurs, il était d'autant plus indispensable que la France fit le plus tôt possible connaître ce qu'elle considérait comme un minimum irréductible, pour la sécurité et les réparations. Il fallait surtout empêcher par tous les moyens la coalition Wilson-Lloyd George de s'opérer à nos dépens. La thèse française, à savoir le Rhin frontière militaire de l'Allemagne, allait certainement provoquer la plus vive opposition des Anglais. L'Allemagne une fois vaincue, l'Angleterre devait tout de suite, poussée par son instinct profond, revenir à sa politique traditionnelle : empêcher à tout prix que le vainqueur, c'est-à-dire la France, ne se trouvât par trop grandi.

» Or si nous devions avoir les Anglais contre nous, raison de plus pour tâcher d'avoir les Américains, sinon avec nous, du moins neutres.

» C'est le 14 mars seulement, le jour même du retour du Président Wilson, que M. Clemenceau exposa à fond, en présence du Président et de Lloyd George, la thèse française sur la sécurité qui avait été déjà, sans succès, présentée aux Anglais.

» Je ne faisais pas officiellement partie de la dé-

légation française à la Conférence. Le gouvernement avait estimé que ma qualité de commandant en chef interallié rendait difficile cette participation. C'est pourquoi je n'assistai pas à la séance d'ouverture. Ce jour-là, le 18 janvier, à 10 h. 30, M. Pichon fit téléphoner que, d'accord avec le Président du Conseil, il estimait préférable que le Maréchal ne vînt pas.

» L'armistice cependant avait été renouvelé une première fois, puis une deuxième. A mon retour de Trèves, à la suite du troisième renouvellement, j'envoyai une note très importante à M. Clemenceau.

» Personne, autant que moi, ne se rendait compte des graves inconvénients qu'il y avait pour la France à retarder par trop la fixation des frontières militaires de l'Allemagne. On s'occupait de désarmer cette dernière, ce qui était sans doute fort bien. Mais le désarmement de l'Allemagne, quelque zèle, quelque activité que l'on mît à le réaliser (personne n'en mit plus que moi), ne devait forcément produire que des résultats relatifs, provisoires.

» Il était dangereux d'en espérer autre chose. »

« Pour vaincre les résistances du Président Wilson et de Lloyd George, me disait le Maréchal, il est vraiment extraordinaire que M. Clemenceau

n'ait pas songé à se servir davantage de moi. Car enfin, il avait la chance que le généralissime, ayant conduit les armées alliées à la victoire, se trouvât être un Français. Personne, certes, pas plus Lloyd George que Wilson, ne pouvait trouver surprenant que, touchant la sécurité future, non seulement de la France mais des Alliés, ce qui est une question militaire au premier chef, après une guerre que l'Allemagne avait voulue et perdue, et pour en éviter une prochaine, le Généralissime fût appelé à donner son avis. Il avait non seulement le droit, mais le devoir d'exprimer son opinion. Le représentant de la France à la Conférence pouvait se servir de lui pour soutenir sa thèse, pour surmonter les résistances de ses partenaires. Il pouvait leur dire : « Je suis bien obligé d'écouter Foch en tout ce qui concerne la sécurité. Or Foch ne veut pas entendre parler d'une autre solution que la frontière militaire du Rhin. Tout ce que vous pourrez nous offrir ou nous concéder en échange, désarmement de l'Allemagne, pacte d'alliance, occupation provisoire, lui paraît absolument insuffisant. Il m'est impossible de ne pas tenir compte de son état d'esprit, de ses résistances. Car, sur ce point, l'opinion de tout le pays sera évidemment avec lui.

» Il y avait là, me semble-t-il, un argument des plus puissants, une force qui, bien employée, bien utilisée, pouvait produire d'excellents résultats. Encore une fois je me demande pourquoi on a laissé cette force sans emploi. Lloyd George ne pouvait

pas trouver mauvais que M. Clemenceau invoquât l'opinion publique française, lui qui se servait sans cesse d'un pareil argument. Je n'arrive pas à comprendre l'état d'esprit auquel on a obéi. Est-ce jalousie du militaire ? Peur de voir un général s'immiscer dans des négociations diplomatiques, désir d'affirmer la suprématie du civil ?

» Il ne s'agit pas, dans des affaires aussi graves, de militaires et de civils, mais uniquement des grands intérêts du Pays, à la sauvegarde desquels tous doivent travailler, la main dans la main. »

Dans ces derniers mots de Foch, dans la manière dont il les a dits, il y a un sentiment d'abnégation, d'élévation morale dont je suis on ne peut plus frappé. Aucune irritation. Il ne songe pas à s'emporter contre ceux qui ont passé outre à ses avertissements, qui, au lieu de l'écouter, d'utiliser son influence, son autorité, son prestige, l'ont purement et simplement écarté. Avec ce besoin de voir clair qui est en lui, il essaie simplement d'analyser l'état d'esprit auquel ils ont dû obéir. C'est tout.

LE DRAME DU TRAITÉ DE PAIX

LES DEUX THÈSES EN PRÉSENCE

« Le Gouvernement français avait tout d'abord décidé de faire sienne ma thèse. M. Clemenceau, résolu à en soutenir devant nos Alliés, les conclusions, chargea M. Tardieu de préparer un mémoire qui devait leur être remis. Ce long mémoire, très complet et très précis, examine tous les aspects de la question, historique, militaire, diplomatique. Il établit que, ni le désarmement projeté de l'Allemagne, ni la Ligue des Nations, ne sauraient donner à la France la sécurité dont elle a absolument besoin. Il aboutit aux conclusions suivantes : la frontière occidentale de l'Allemagne doit être fixée au Rhin; les ponts du Rhin doivent être occupés par une force interalliée. Au point de vue militaire, le mémoire se bornait, somme toute, à reprendre mes arguments péremptoires. Il était suivi de deux annexes, esquissant, la première le régime politique qui pouvait être appliqué à une Rhénanie indépendante, la seconde,

la situation économique qui résulterait de cette indépendance.

» Lorsque cette thèse française fut présentée pour la première fois aux délégués de l'Amérique, au Colonel House d'abord, puis au Président Wilson, il semble qu'elle ne souleva pas de leur part des objections très fortes. Ces objections se produisirent assurément plus tard, mais elles furent dues, pour une bonne part, aux manœuvres et à l'insistance des Anglais.

» Du côté britannique, par contre, les demandes de la France, ainsi qu'il fallait s'y attendre, soulevèrent tout de suite la plus vive opposition. Pour qui connaît les directives séculaires de la politique anglaise, il était bien évident que l'Angleterre ne pouvait pas voir d'un bon œil la France, même au titre de représentante des Alliés, installée militairement sur le Rhin, non plus qu'une Rhénanie soustraite à l'Allemagne, appelée par cela même à graviter plus ou moins politiquement, économiquement, dans l'orbite de la France. Tout cela signifiait, aux yeux de l'Angleterre, une Allemagne trop faible vis-à-vis d'une France trop forte. La politique de bascule européenne, qui est, depuis si longtemps, l'A B C de ses hommes d'Etat, risquait de se trouver en péril.

» Seule une résolution froide, obstinée, de notre part, pouvait vaincre cette dure résistance. Il fallait, dans la mesure du possible, manœuvrer pour ne pas laisser les Américains se souder aux Anglais dans cette affaire. Il fallait surtout faire sentir aux An-

glais que, pas plus qu'ils n'auraient cédé touchant la marine allemande, les colonies allemandes, la liberté des mers, la France ne transigerait sur cette question, pour elle primordiale, la sécurité, c'est-à-dire la barrière du Rhin.

» Les discussions qui s'engagent dans la première quinzaine de mars entre les représentants de l'Angleterre et de la France n'aboutissent qu'à faire éclater l'opposition, aussi nette que possible, des deux thèses. Les Anglais reconnaissent que la France a le droit et le devoir de réclamer la sécurité vis-à-vis de l'Allemagne. Ils sont en somme d'accord avec nous sur la fin. Mais ils désapprouvent nos moyens. Ils prétendent que l'occupation militaire du Rhin, la création d'une Rhénanie indépendante ne sauraient d'aucune manière nous donner les résultats que nous attendons.

» C'était le cas pour nous de leur dire : « Avez-vous autre chose à nous offrir ? » Les Anglais ne manquèrent pas de prévoir cette objection. Ils préparèrent tout de suite la réponse qui devait venir quelques jours plus tard.

» Dès l'arrivée en France du Président Wilson, la discussion reprend. Presque tout de suite, Anglais et Américains qui se sont évidemment mis d'accord (sur notre dos, hélas !) présentent leur solution à eux : en échange de la frontière militaire du Rhin et de la Rhénanie indépendante, ils nous offrent *un traité d'alliance*, nous garantissant contre toute attaque injustifiée de l'Allemagne.

LE DRAME DU TRAITÉ DE PAIX

L'HEURE DÉCISIVE

« Nous sommes, me dit Foch, d'une voix attristée, à l'heure la plus grave, la plus émouvante de la Conférence. Les destinées de la France, et même celles de l'Europe, sont dans la balance. M. Clemenceau vient de recevoir à bout portant cette proposition. Voilà le moment de la peser et de la peser avec soin. Que vaut-elle au juste ? On nous demande d'abandonner une réalité solide, une frontière militaire et d'accepter à la place une alliance. Quelle en est exactement la valeur ?

» Une question se pose tout d'abord, qui a dû, semble-t-il, venir immédiatement à l'esprit de nos négociateurs : Le Président des Etats-Unis, quelle que soit son importance, a-t-il qualité pour engager de la sorte son pays? La constitution américaine exige impérieusement que tout traité d'alliance soit ratifié par les deux tiers du Sénat. Cette majorité, de tout temps (les précédents en font foi) a été extrê-

mement difficile, sinon impossible à obtenir. Cette quasi-impossibilité empêche pratiquement le Président des Etats-Unis de conclure aucun traité d'alliance. Tous les Américains le proclament à l'envi. Si nos négociateurs de la Conférence avaient pu l'oublier, ce qui paraît bien invraisemblable, notre ambassadeur à Washington n'aurait évidemment pas manqué de le leur rappeler. Leur attention aurait dû d'autant plus être mise en éveil que l'Angleterre prenait grand soin de subordonner la signature de ce pacte d'alliance à celle des Etats-Unis.

» Tout cela, on l'avouera, n'était pas des plus encourageants. Il convenait d'ouvrir l'œil et de se dire : « Ce qu'on nous offre risque ne pas valoir grand'chose ! »

» A supposer que le traité d'alliance fût ratifié par les deux pays, nous donnait-il les garanties effectives dont nous avions un absolu besoin ? Il suffisait, pour répondre à cette question, de consulter l'histoire de la dernière guerre. Que de temps n'a-t-il pas fallu à l'Angleterre, et à plus forte raison aux Etats-Unis, pour expédier sur le continent des armées en état de jouer dans la bataille un rôle décisif ?

» Toutes ces objections, très fortes, cependant, on pourrait presque dire péremptoires, si elles furent faites par les représentants de la France, ne furent pas en tout cas retenues par eux très longtemps. Assez vite — l'examen des dates le montre — ils décidèrent d'accepter le principe de cet échange,

de ce *troc*. Pour ce traité d'alliance, ils consentirent à abandonner, non pas la totalité de la position, mais une bonne partie, on peut dire sans injustice, *la majeure partie*. Ils se replièrent de la ligne principale sur une ligne secondaire qui offrait toutes sortes d'inconvénients. Ils renoncèrent à la barrière permanente du Rhin, à l'indépendance de la Rhénanie, et consacrèrent désormais tous leurs efforts à faire accepter une occupation provisoire de quinze ans, comportant des retraits successifs tous les cinq ans, avec possibilité pour nous de réoccuper si l'Allemagne n'exécutait pas le traité.

» C'était évidemment quelque chose que cette possibilité. Nous obtenions par là *une situation de fait*, mais une situation *provisoire*, *précaire*, qui compensait seulement dans une faible partie, les très gros abandons auxquels nous nous décidions par ailleurs. Une occupation provisoire, même si les circonstances nous amenaient à la prolonger, ne constituait pas en elle-même la solution du problème. Elle ne faisait que différer cette solution. Au lieu de régler la question une fois pour toutes, non seulement entre l'Allemagne et nous, mais aussi entre les Alliés et nous, ce qui est tout aussi important, elle laissait cette question en suspens. Elle nous engageait par là forcément dans une voie semée de difficultés, de différends, de querelles avec les Allemands ainsi qu'avec nos Alliés. Qui serait juge de cette non-exécution du traité ? Nous seuls ? Ou bien nous avec les Alliés ? Comment espérer que notre accord avec

ces derniers persisterait indéfiniment? Cette espérance était contraire au bon sens. La guerre finie, la communauté des efforts et des sacrifices qu'elle avait fait naître se terminait nécessairement avec elle. Chacune des nations, alliées ou non, devait reprendre son existence et son particularisme d'antan.

LE DRAME DU TRAITÉ DE PAIX

L'ADJURATION DE FOCH

« Je n'étais, ajoute Foch, que très imparfaitement informé de ce qui se passait. On peut même dire, sans exagération, que le gouvernement et les principaux intéressés mettaient leur soin à ne pas m'informer du tout.

» C'était d'ailleurs de leur part un très grand tort. Ils auraient eu au contraire tout avantage, non seulement à me tenir au courant, mais à se servir de moi, afin de pouvoir mieux résister aux exigences de leurs partenaires anglais et américains. Etant donné la situation que j'avais vis-à-vis de nos Alliés, surtout les Anglais, j'aurais pu, à l'occasion, leur donner un fameux coup de main.

» Mais j'en savais tout de même assez pour me rendre compte qu'on entraînait le pays dans un chemin bordé de précipices. La solution que j'avais, avec une insistance grandissante, proposée au gouvernement, qu'il avait d'abord acceptée, promis de soutenir à fond, était une *solution simple*. Ses divers

éléments se soudaient étroitement les uns aux autres, comme les maillons d'une chaîne bien forgée; mais dès que l'on dessoudait quelques-uns de ces maillons, la chaîne tout entière perdait toute sa solidité.

» La frontière militaire et définitive de l'Allemagne au Rhin, tenu par les Alliés, ce qui n'exigeait pas de grandes forces, l'indépendance de la Rhénanie formant un Etat intermédiaire entre la France et l'Allemagne, comme l'Angleterre avait autrefois créé la Belgique, qui a prouvé sa vitalité en vivant, c'était là une base solide pour y asseoir la nouvelle Europe. Que nous proposait-on à la place ? Un projet d'alliance hypothétique, conditionnelle qui, en mettant les choses au mieux, ne nous donnait militairement aucune protection immédiate; une occupation provisoire, dont le principal inconvénient était de laisser toutes choses en suspens. Il suffisait d'un peu de clairvoyance et de bon sens pour discerner immédiatement tous les vices de cette combinaison. Au lieu de demeurer fermes sur nos positions qui étaient excellentes, nous commençions à mollir, à marchander, à transiger. J'eus très vite la conviction que nous serions, en tout cela, les mauvais marchands.

» Or la question de la sécurité me concernait au premier chef, puisque j'avais conduit les armées alliées à la victoire. Pour tout le reste, on pouvait ne pas me consulter, mais sur ce point, j'étais bien résolu à me faire entendre, non seulement du gouvernement français mais des gouvernements alliés. Ma résolu-

tion, dès la première heure, fut prise. Je décidai de faire tout ce qui était humainement en mon pouvoir et même au-delà pour m'opposer à cette désastreuse solution.

» Le 30 mars j'écrivis une lettre pressante au Président du Conseil. Je lui disais que devant partir le 2 avril pour Spa, je demandais « avant que la question ne s'engageât davantage » à faire entendre mon opinion sur la nécessité d'*une frontière militaire sérieuse pour les pays de l'Europe occidentale.*

» M. Clemenceau me fit répondre le soir même qu'il soumettrait cette requête le lendemain aux membres de la Conférence et demanderait que le Généralissime des armées alliées fût entendu sans retard.

» Cette audition eut lieu l'après-midi du jour suivant, le 31 mars. Vous me connaissez assez pour savoir que je me défie comme le diable des improvisations. Il faut les laisser à ceux dont c'est le métier, les parlementaires et les avocats. J'arrivai avec une note dont je donnai lecture aux chefs des quatre gouvernements. J'y reprenais et je résumais, dans un raccourci très clair, toute l'argumentation de mes notes précédentes. J'établissais d'abord que, seule, la barrière du Rhin permettait d'arrêter l'invasion d'une masse de soixante-dix millions d'Allemands, à laquelle des masses slaves pouvaient venir s'ajouter.

» Toutes les autres solutions projetées, disais-je, sont mauvaises ou insuffisantes. La neutralisation des provinces rhénanes qu'on a mise en avant, n'empêche aucunement l'Allemagne de se saisir la première des

passages du Rhin. Or, une fois le fleuve franchi, le problème pour elle est résolu. Pour les Français et les Belges, la perte du Rhin équivaut à celle d'une grande bataille. Il ne leur reste plus qu'à se replier sur leurs frontières qui sont mauvaises, qui ne peuvent pas arrêter l'invasion.

» Une alliance, quelle qu'elle soit, peut-elle compenser cette infériorité stratégique et numérique des Alliés ? D'aucune manière, affirmai-je. Il faut des semaines et des mois pour que les contingents anglais et américains puissent participer à la bataille. En 1914 ce qui a sauvé les Français, ce qui a permis à l'Angleterre de préparer ses armées, c'est uniquement la Russie qui retenait sur son front une notable partie des forces allemandes.

» Ce contrepoids n'existant plus, la barrière du Rhin est d'autant plus indispensable.

» J'essayai, dans un raisonnement rapide, serré, de ranger en bataille les arguments les uns derrière les autres, comme les bataillons dans une troupe qui va charger. Je précipitai, j'échauffai mon raisonnement. Prenant la question de haut, je montrai qu'en abandonnant le Rhin, la France commet une sorte de suicide. Or il n'y a pas de principe au monde qui puisse l'obliger à se suicider de la sorte.

» Le Rhin, disais-je, reste donc aujourd'hui la barrière indispensable au salut des peuples de l'Europe occidentale et par là de la civilisation. Il n'y a pas d'autre part de principe supérieur qui oblige un peuple victorieux, quand il a reconquis dans une

guerre défensive les moyens indispensables à son salut, à les restituer à son adversaire. Il n'y a pas de principe qui puisse obliger un peuple libre à vivre sous une menace continuelle et à ne compter que sur ses Alliés pour lui éviter le désastre, quand il vient de payer son indépendance de plus de 1.500.000 cadavres et d'une dévastation sans exemple.

» Il n'y a pas de principe qui puisse prévaloir contre le droit des peuples à l'existence, contre le droit absolu qu'ont la France et la Belgique d'assurer leur indépendance.

» Je terminai par cette conclusion : « Renoncer à la barrière du Rhin, c'est admettre cette monstruosité inimaginable, que, bien que battue, l'Allemagne, couverte de sang et de crimes, l'Allemagne responsable de la mort de millions d'êtres humains, l'Allemagne qui voulait détruire notre pays et le laisser couvert de ruines, l'Allemagne qui entreprenait de dominer le monde par la force, serait encore maintenue par notre abandon volontaire du Rhin, dans la possibilité de recommencer ses entreprises comme si elle avait été victorieuse.

» Je demandais instamment aux gouvernements alliés et associés, qui aux heures les plus critiques ont remis entre mes mains la conduite de leurs armées et l'avenir de la cause commune, de considérer que cet avenir n'est assuré d'une façon durable, demain comme aujourd'hui, que par la frontière militaire du Rhin et son occupation par les Alliés. Cette situation indispensable est donc à maintenir. »

UNE SITUATION TRAGIQUE

» Je m'efforçai, vous le voyez, de mettre dans mon argumentation beaucoup de précision, de force logique et de flamme. Si ceux qui m'écoutaient pouvaient être convaincus par mon raisonnement, ils le seraient sans aucun doute. Malheureusement, ils ne pouvaient plus l'être; des engagements de part et d'autre avaient été pris, sur lesquels on ne reviendrait plus. *C'est là le tragique de cette situation.* M. Clemenceau avait accepté le principe même de l'échange. On lui avait offert un pacte d'alliance, en faveur duquel il abandonnait une partie importante de nos demandes. Il ne s'agissait plus d'une question de principe, mais d'une question de degré.

» Mais j'étais résolu, de mon côté, à tout tenter pour empêcher cette solution détestable. Matériellement, je ne pouvais rien. Je n'avais que mon autorité morale, d'ailleurs très grande, qui, mieux utilisée, aurait pu produire des résultats importants et dont le chef du gouvernement français, ayant pris mainte-

nant sa décision, était décidé à ne pas se servir. Je la jetai sans hésitation dans la balance. Je m'adressai à tous, aux Alliés, au gouvernement français, au Président de la République, aux Présidents des deux Chambres, etc. Fermement, loyalement, je leur démontrai que la combinaison à laquelle on avait recours ne valait rien.

» M. Clemenceau, autoritaire, dominateur, cassant, s'irritait de plus en plus de cette opposition qu'il sentait chez moi. Il était résolu à n'en pas tenir compte dans le fond. Dans la forme, il fut bien obligé, à deux ou trois reprises, par suite de mon insistance très vive de se résigner à m'écouter. Mais il refusa de m'entendre.

» Je voulais cependant, une fois encore, plaider ma thèse, protester de toute ma force contre la décision qui allait être prise. Respectueux de la discipline et du devoir, je ne dirai pas un mot, je n'accomplirai pas une démarche qu'on ait le droit de me reprocher. Mais je tenterai tout pour obtenir une modification du traité projeté.

» Rien, je puis vous l'assurer, ne fut plus dramatique, et plus douloureux pour moi, que la suite ininterrompue de ces efforts, depuis ma comparution devant les Quatre, le 31 mars, jusqu'à la fameuse séance du Conseil des ministres, le 25 avril, où, après l'avoir demandé expressément, je fus admis à faire entendre ma voix, devant tous les membres du gouvernement français et toute la délégation française à la Conférence.

» Une semaine après avoir remis aux Quatre ma dernière note, le 6 avril, revenant sans retard à la charge, j'écrivis une lettre au Président du Conseil. « A mesure, lui disais-je, que les pourparlers entre les chefs des gouvernements alliés avancent, des engagements peuvent être pris sur lesquels il serait difficile de revenir. Il me semble donc indispensable d'être réuni avec les délégués plénipotentiaires français afin de connaître l'état exact des négociations.

» Cette lettre mit M. Clemenceau en colère. Trois jours plus tard, le 9 avril, il y fit une réponse assez désagréable. Il déclarait tout d'abord impossible de discuter avec moi la question de savoir si j'étais oui ou non délégué à la Conférence. En qualité de généralissime, j'étais placé sous l'autorité des Puissances alliées. J'aurai, comme tel, ajoutait-il, le droit de prendre la parole et de faire connaître mon avis, mais non de délibérer avec les membres de la délégation française. C'est le gouvernement seul qui délibère. C'est le gouvernement seul qui m'entendra sur toutes les questions d'ordre militaire. M. Clemenceau terminait en disant que, dès qu'une formule suffisamment claire, aurait été provisoirement arrêtée par les chefs des gouvernements, il m'inviterait à m'expliquer devant le Conseil des ministres, en présence de la délégation française. »

« Une semaine entière s'écoule. Ne recevant pas de nouvelles, sentant d'autre part que les négociations avancent, que d'ici peu, c'est une question de jours, l'accord va finir par se faire, j'adresse le 15 avril une autre lettre à M. Clemenceau. Je lui demande à nouveau de vouloir bien me convoquer devant le Conseil des ministres renforcé de la délégation française, avant que des conversations plus prolongées entre les chefs des gouvernements aient constitué des engagements définitifs.

» J'ajoutai à ma lettre deux ou trois petites phrases, dont j'avais soigneusement pesé tous les termes. Je lui faisais tout de suite connaître, *de la manière la plus nette*, ma désapprobation formelle du compromis qui se préparait.

» L'occupation des pays rhénans pour une durée de quinze ans, avec des retraits successifs, me paraît, du point de vue militaire, impossible à accepter par la France. Elle nous laisserait, disais-je, dans la plus complète insécurité, aussi bien pour la défense du territoire que pour le paiement des indemnités. Il faut s'en tenir à la ligne du Rhin, qui exige d'ailleurs beaucoup moins de forces que toute autre.

» Deux jours plus tard, n'ayant pas encore reçu de réponse, je revins énergiquement à la charge. Je m'adressai cette fois au Président de la République lui-même. Je lui demandai, en vue de liquider les différences fondamentales qui semblaient exister entre les conditions de paix telle qu'on la préparait et

celles qui, à mes yeux, assureraient seules à la France une solide frontière militaire, de vouloir bien provoquer, sans retard, soit devant le Conseil des ministres, soit devant la délégation française, une réunion qui pût établir, par un examen approfondi, les bases de cette question vitale, afin de laisser à chacun sa responsabilité.

» Le Président de la République me fit répondre, le lendemain, par le chef de sa maison militaire, le général Pénelon, qu'il avait porté ma lettre à la connaissance du Président du Conseil. M. Clemenceau déclarait qu'il lui paraissait impossible de convoquer dès maintenant le Conseil des ministres pour entendre le Maréchal. Il me convoquerait, disait-il, aussitôt qu'il serait prêt, et il ajoutait que rien de définitif ne serait fait auparavant. Or c'est le moment où M. Clemenceau discutait avec le Président Wilson et Lloyd George les modalités de notre occupation temporaire en Rhénanie.

» Il en avait lui-même accepté le principe déjà quelque temps auparavant. Ses efforts tendaient maintenant à y rallier ses deux interlocuteurs. Il est difficile de prétendre que le seul fait d'avoir accepté ce principe ne constituait pas déjà, de la part du gouvernement français, un engagement important. Le voudrait-il qu'il aurait certainement bien du mal à revenir en arrière.

» C'est ce que je sentais parfaitement. J'étais résolu quand même à redoubler d'efforts. N'y aurait-il qu'une chance extrêmement faible de faire obstacle

à la solution d'après moi désastreuse, qui se préparait, il ne fallait pas la laisser échapper.

» D'ailleurs, même si, en dépit de mon énergie, cette solution-là devait, malgré tout, prévaloir, une autre question se posait maintenant, à laquelle, avec ma conception du devoir, mes scrupules de conscience, j'attachais la plus grande importance et le plus grand prix : *celle de la responsabilité devant l'Histoire.*

» J'avais en effet et je garde la conviction profonde que le traité qui s'élaborait, sans qu'il me fût donné d'y participer efficacement, était du point de vue capital de la sécurité, mauvais, très mauvais pour la France. Il était plein de tares, de vices originels qui devaient produire, tôt ou tard, leurs effets pernicieux. Le jour où tous ces maux apparaîtront en pleine lumière, lorsque la France s'apercevra que ses intérêts n'ont pas été défendus comme ils auraient dû l'être, elle éprouvera un vif sentiment de colère contre ceux qui se sont imparfaitement employés à cette défense.

» En prévision de ce jour, il est juste que toutes les équivoques soient d'avance dissipées, que les responsabilités de chacun soient fixées aussi clairement, aussi nettement que possible.

» J'étais, en ce qui me concerne, décidé à dégager entièrement la mienne. Je tenais à ce qu'il put être établi, sans contestation, devant l'Histoire, que j'avais fait tout ce qui dépendait de moi, que je n'avais rien négligé pour faire obstacle à cette détestable solution. C'est pourquoi je demandai, j'exigeai,

et finalement j'obtins d'être entendu par le Conseil des ministres qui devait prendre la décision définitive et donner son adhésion au projet du Président du Conseil.

» Ce qui rendait, ajoute Foch, la situation plus émouvante, plus dramatique encore, c'est que le Président de la République lui-même, M. Poincaré, était sur cette question de la sécurité, entièrement d'accord avec moi. Il avait la conviction, lui aussi, que le traité en train de s'élaborer sacrifiait les intérêts essentiels de la France, privait notre pays de la seule bonne frontière à laquelle il a le droit et le devoir de prétendre. M. Poincaré l'avait dit, écrit à différentes reprises, de la façon la plus nette, à M. Clemenceau.

» Ce dernier n'a pas tenu compte de ses observations, pas plus que des miennes. »

LE DRAME DU TRAITÉ DE PAIX

FOCH AU CONSEIL DES MINISTRES

— C'est le 25 avril qu'a lieu la fameuse séance du Conseil des ministres à laquelle j'avais demandé à être spécialement convoqué. Y assistaient, en dehors du Président de la République et de tous les membres du gouvernement, les délégués français à la Conférence qui n'étaient pas ministres : MM. Jules Cambon et Tardieu. Le général Weygand m'accompagnait.

» La séance ouverte, M. Clemenceau expose que j'ai été entendu deux fois par les chefs des gouvernements. J'ai exprimé le désir de l'être par le Conseil des ministres, avant que des engagements définitifs fussent pris. Le Président du Conseil a averti les chefs des gouvernements alliés qu'il ne donnerait son acceptation formelle au projet de traité qu'après cette séance. La question est donc entière. Il m'invite à faire mon exposé.

» Toujours fidèle à ma devise : « De quoi s'agit-il ? » je demande qu'on me donne connaissance de

la formule provisoirement arrêtée par les chefs des gouvernements, conformément à la lettre du Président du Conseil du 9 avril. *Avant de pouvoir la discuter, encore faut-il que je la connaisse.*

» Rien de plus logique et de plus naturel, vous l'avouerez. Seulement M. Clemenceau exige qu'il n'y ait aucune discussion. Le Conseil des ministres se bornera à m'entendre. La délibération, étant affaire de gouvernement, aura lieu en dehors de moi. Le Président de la République a d'ailleurs été de cet avis. A ce moment, M. Poincaré, qui, ne l'oublions pas, est en son âme et conscience entièrement d'accord avec moi, fait observer qu'il n'avait pas compris que la formule provisoirement arrêtée ne me serait pas communiquée, afin que je pusse exposer mon opinion à ce sujet.

— Je n'ai pas le droit de faire connaître cette formule, répond du tac au tac M. Clemenceau; mais je puis donner des renseignements généraux. C'est bien de la frontière du Rhin qu'il s'agit.

» Désireux de tout préciser, je lis la correspondance échangée avec le Président du Conseil. Dans la lettre du 9 avril écrite par ce dernier se trouve le mot « délibérer »; ce mot m'avait laissé croire qu'il s'agissait de discuter en ma présence les conditions militaires de la paix. Je désirais en outre, qu'il fût rédigé un procès-verbal, afin que rien ne se perdît des paroles prononcées.

» M. Clemenceau riposte que le procès-verbal est contraire au règlement du Conseil des ministres.

» Le Président de la République, intervenant une seconde fois, fait observer qu'il ne s'agit pas d'un Conseil des ministres habituel, attendu que les délégués à la Conférence y assistent. Cette règle ne s'applique donc pas nécessairement.

» Il est décidé alors que le général Weygand aura le droit de prendre des notes.

» M. Clemenceau déclare qu'il n'acceptera ni discussion, ni délibération en ma présence. Si cette discussion devait se produire, il se retirait instantanément. Le maréchal Foch est là pour donner son opinion, rien de plus.

» Là-dessus, il expose en peu de mots la question. Le maréchal Foch est d'avis qu'il y a lieu de maintenir une occupation permanente du Rhin. M. Clemenceau au contraire, soutient que la France doit demeurer dans ses anciennes frontières, se contenter de l'alliance que lui apportent l'Angleterre et l'Amérique. L'occupation de la Rhénanie sera maintenue en principe comme garantie de paiement, avec des retraits successifs et si l'Allemagne ne paie pas, on aura le droit de réoccuper les territoires évacués.

» Le Président de la République me prie de faire connaître mon opinion, sans oublier que le Conseil des ministres ignore tout de la question. Cet exposé terminé, des questions pourront m'être posées.

» Je prends alors la parole. Il m'est impossible, dis-je, d'examiner le projet de traité en préparation puisqu'on refuse de m'en donner connaissance. Mais je vais définir les conditions militaires que j'ai tou-

jours cru indispensable d'y insérer. Je donnai lecture de ma note du 10 janvier, dont un exemplaire fut remis à chacun des ministres. Au cours de cette lecture, j'insistai sur l'importance que le maréchal Moltke a toujours attachée à la question du Rhin. Je résumai ainsi son exposé : « Entre Paris et Berlin, le débat est au Rhin. Celui des deux adversaires qui tient le fleuve est sûr de toujours dominer l'autre. »

» Je donne ensuite lecture de la note du 31 mars. J'y critiquais certaines clauses du traité en préparation. Cette note a été lue aux chefs des gouvernements alliés qui n'ont rien répondu. « C'était leur droit, dis-je. Que les gouvernements alliés se désintéressent de cette question, passe encore, mais le gouvernement français ne peut s'en désintéresser. » J'ajoutai alors ces très graves paroles : « Conserver une frontière ouverte comme en 1914, en présence d'une situation beaucoup plus menaçante par suite de la disparition de la Russie, exposer de nouveau la France à subir les ravages qu'elle a subis pendant ces cinq années, serait un crime de lèse-patrie. Il n'y a à ce danger qu'un seul remède : *l'occupation du Rhin.* »

» Le Président de la République intervient pour demander si, dans l'éventualité d'une alliance défensive avec l'Angleterre et l'Amérique, les garanties qui en résultent peuvent suppléer à celles que donne le Rhin.

» Je répondis que j'ignorais les termes dans les-

quels seraient conclues ces alliances. En les supposant aussi parfaites que possible, il s'écoulera toujours une année avant que l'Angleterre ait une armée en France. Je rappelle une déclaration de lord Kitchener à qui l'on demandait des hommes, le 1er novembre 1914, au moment de la bataille d'Ypres : « Au mois d'août 1915, disait-il, nous aurons huit cent mille Anglais en France; avant ne comptez sur rien. » Or la situation de l'armée britannique sera toujours la même : pas d'armée permanente, un immense empire colonial à maintenir, d'où il faut rappeler partiellement cette armée. Quant à l'armée américaine, c'est un temps beaucoup plus grand encore, deux années au moins, qu'il lui faudrait.

» J'étais donc sur ce point catégorique : les alliances ne donnent aucune des garanties nécessaires.

» Le Président de la République me demanda si la neutralisation de la rive gauche pouvait compenser l'occupation du fleuve.

» Cette garantie, répondis-je, est égale à zéro, ainsi qu'il est indiqué dans la note du 31 mars. Quand je m'adresse à des gouvernements alliés, ajoutai-je, je comprends que ceux-ci pensent avant tout à leurs intérêts propres. Ils ne servent les intérêts français que dans la mesure où les leurs n'en souffrent pas. Aujourd'hui, devant le Conseil des ministres de la France, il faut s'occuper des intérêts de la France. Nos armées tiennent cette barrière indispensable à notre sécurité. L'abandonner serait un crime de lèse-France. Que le Conseil des minis-

tres prenne, s'il le veut, cette responsabilité. En ma qualité de généralissime, je fais connaître très nettement mon opinion : j'estime que l'abandon du Rhin est inadmissible.

» Un ministre, M. Loucheur, intervint alors pour demander comment je concevais cette occupation du Rhin.

« De quoi s'agit-il ? répondis-je, fidèle à ma formule favorite. Est-ce de garanties défensives ? Pour cela, il faut tenir les ponts du Rhin. De garanties pour le paiement de la dette allemande ? Pour cela il faut maintenir cette occupation tout le temps nécessaire et aussi jusqu'à ce qu'il s'établisse en Allemagne un ordre de choses qui nous rassure complètement sur ses intentions.

» Ce double but peut être atteint sans beaucoup de forces. Les deux frontières, celle du Rhin, que je réclame, celle que M. Clemenceau se prépare à donner à la Belgique, au Luxembourg et à la France ont à peu près la même étendue; mais la première est une barrière formidable; la seconde au contraire est dépourvue de tout obstacle naturel. Il tombe sous le sens que, pour tenir la première, il faut infiniment moins de troupes que pour la seconde. La barrière du Rhin peut être solidement gardée, au début, par dix divisions alliées qui pourront, par la suite, être réduites. Or, en 1914, la France seule, pour garder ses frontières, qui d'ailleurs étaient insuffisamment gardées, devait mettre en ligne dans ses seuls corps d'armée de couverture, 244.000 hommes.

La ligne du Rhin peut être tenue avec à peu près la moitié de ce chiffre pour l'ensemble des Alliés. Sur cette moitié, la France, elle, n'aurait qu'à fournir sa part.

» Un autre ministre me demanda alors si je m'étais entretenu de cette question avec les commandants alliés.

» Je répondis que les Américains avaient, à ma connaissance, l'intention de retirer leurs troupes. Quant aux Anglais, ils pourraient maintenir dix divisions jusqu'en 1920.

» Quelqu'un me demanda si le désarmement de l'Allemagne, que les Alliés s'occupaient de contrôler, ne l'empêcherait pas de se jeter sur le Rhin neutralisé et d'en saisir les passages.

» Je répondis que ce contrôle du désarmement allemand n'avait nullement un caractère permanent : il est au contraire essentiellement provisoire : il ne donne donc pas une garantie efficace et durable.

» On me demanda ce que, d'après moi, doit faire la France si elle a à choisir entre une alliance et l'occupation du Rhin. C'est là, répondis-je, une question de haute politique. Les Alliés ne peuvent pourtant pas nous traiter en ennemis parce que nous exigeons des garanties solides et durables. Ils agiront d'après leurs intérêts. Ils nous soutiendront si, ce qui fut le cas pour l'Angleterre en 1914, leurs intérêts les y poussent, et cela, même sans alliance. Les alliances n'ont en elles-mêmes qu'une valeur toujours relative.

» Est-il possible d'ailleurs, de mettre en balance ces alliances, non encore réalisées, avec la solide réalité que représente la garde du Rhin ? OU SONT CES ALLIANCES ? QUE DISENT-ELLES ? QUI LES CONCLUT ? QUI EN GARANTIT LA RATIFICATION PAR LES PARLEMENTS ? Dans tout cela, je vois très bien ce qu'on abandonne. Cela seul est précis. Pour tout ce qu'on garde à la place, c'est au contraire l'incertitude même.

— A supposer que les alliances soient conclues, demande un des ministres, il se peut que l'Angleterre et l'Amérique offrent des garanties. Quelles sont celles qu'on pourrait leur demander, si on abandonne le Rhin ?

— Il n'y en a pas, répondis-je très nettement. La défense de l'Angleterre, comme celle de la France, est sur le Rhin.

» Quelqu'un me demanda ce que j'entendais par l'expression : « Tenir le Rhin jusqu'à nouvel ordre. » Quelle est exactement mon idée ?

— Il s'agit, répliquai-je, de garantir un paiement dont je ne connais pas les termes.

— Supposons, poursuivit le ministre, qu'il s'agisse de trente, quarante, cinquante ans.

» A quoi je répliquai : « Nous ne travaillons pas pour l'éternité. Mon idée est de maintenir l'occupation tant que les paiements ne seront pas effectués et tant que l'état des esprits en Allemagne ne nous donnera pas une entière sécurité. »

» Un ministre pose alors cette question fort in-

génue : « A supposer qu'avec l'aide des Etats-Unis les Allemands puissent payer trois cents milliards (!) en un an, que deviendrait dans ce cas l'occupation ? »

» Je fis raisonnablement des réserves sur la réalisation d'une pareille hypothèse. Pour reconstituer les régions dévastées, dis-je, il faut que les populations qui les habitent se sentent à l'abri. Il faut que ceux à qui on va demander d'accomplir ce labeur énorme qui durera dix, vingt années, soient sérieusement garantis contre une nouvelle invasion. Sans cela de quel cœur se mettraient-ils à cette tâche ?

« Si l'on réussit, demande un ministre, à priver l'Allemagne de tous ses moyens militaires sur la rive gauche du Rhin, voies ferrées, quais, installations de toutes sortes, etc., l'Allemagne ne sera-t-elle pas suffisamment gênée pour nous envahir ? »

» Je répondis que ces installations ne sont pas irremplaçables : la neutralisation de la rive gauche est une mesure inconsistante, insuffisante pour priver l'ennemi de ses possibilités d'attaque.

» Là-dessus, en guise de conclusion, j'attirai une fois encore l'attention du Conseil sur les arguments que je venais de développer. Les alliances sont insuffisantes pour assurer à la France les garanties qu'elle a le droit et le devoir d'exiger de ses Alliés comme de ses ennemis. Il faut autre chose : l'occupation du Rhin. Y renoncer, c'est placer, c'est faire vivre la France sous la menace d'un immense danger, c'est mettre en jeu son existence, c'est commettre un crime

de lèse-France. Je n'y consentirai jamais en ce qui me concerne.

» C'est sur ces paroles émouvantes que je terminai mon plaidoyer. Le Président du Conseil invite alors tous les assistants non ministres à se retirer.

» Telle fut, me disait Foch, cette dramatique séance, où j'essayai, une dernière fois, sans me faire d'ailleurs beaucoup d'illusions, de convaincre les membres du gouvernement, de les empêcher de ratifier la solution que le Président du Conseil leur proposait. En réponse aux questions qui me furent posées (certaines d'entre elles, celle de trois cents milliards versés en un an, par exemple, trahissaient chez leur auteur une bonne dose de candeur). Je fus dans mes réponses, aussi net, aussi précis que possible.

— J'espère, Monsieur le Maréchal, lui dis-je, que ce n'est pas le ministre des Finances qui vous posait cette absurde question ?

— Peu importe, me dit Foch, en souriant. Ce qui se passa après ma sortie, je ne peux pas vous le raconter avec exactitude, puisque je n'y étais pas. Mais vous le savez en gros. M. Clemenceau prit la parole pour justifier énergiquement sa solution. Le Président de la République pria ensuite chacun des ministres de faire connaître son avis. Tous, à l'unanimité, se prononcèrent en faveur du projet de M. Clemenceau.

» Quant au Président de la République lui-même, dit Foch, bien qu'il fût, dans son for intérieur, complètement de mon avis, étroitement ligoté par ses

obligations constitutionnelles, sans pouvoir effectif parce qu'irresponsable, il ne se crut pas autorisé à faire connaître son opinion qui d'ailleurs n'aurait servi de rien.

» Rien ne démontre mieux, me dit le Maréchal, que ce simple fait à quel point le Président de la République, en dépit de sa pompe et de ses dignités, est dépourvu de tout pouvoir réel. De par la Constitution, il signe les traités, mais c'est le chef du gouvernement qui les prépare et qui les rédige. C'est le type même du Président Soliveau : il ne sait rien, il ne peut rien faire et il ne veut rien faire. Ce n'est certes pas là pour un chef d'Etat une situation idéale.

» Le soir même du jour où j'avais, devant le Conseil des ministres, prononcé mon avertissement, j'adressai au Président du Conseil une copie du procès-verbal de la séance, qui avait été rédigé, sur ma demande expresse, par le général Weygand.

» M. Clemenceau me la retourna le lendemain, accompagnée d'une lettre où il déclarait refuser d'en prendre connaissance, afin de ne pas avoir, disait-il, à l'authentiquer, si mes souvenirs étaient conformes aux siens, ni à les discuter dans le cas contraire. Cela pourrait, ajoutait-il, nous entraîner dans d'inutiles débats. Chacun des assistants est libre de rédiger les notes qu'il lui plaît. Il n'y a pas de compte rendu officiel et personne n'a reçu mission d'en établir un.

» Lorsque je la reçus, j'écrivis de ma main en marge de cette lettre : « Renvoyée après vingt-quatre

heures sans rectification, donc sans protestation. »

» Tout cela d'ailleurs est une pure question de forme. Il n'y a aucun doute que le procès-verbal, tel qu'il fut rédigé sur l'heure et sur place par le général Weygand — dont vous connaissez l'esprit précis et méticuleux — est la vérité même. Nul ne s'est avisé, et pour cause, de le contester.

— Monsieur le Maréchal, vous savez que le lendemain du jour où avait lieu cette fameuse réunion, M. Jules Cambon qui y assistait comme vous, mais en « pur témoin », à qui il était interdit d'ouvrir la bouche, ce qui, lorsqu'on y songe, est vraiment inouï, écrivit à M. Pichon une lettre pour faire connaître l'opinion qu'il aurait exposée si l'on avait daigné la lui demander.

» Il développait cette idée que, seuls, les traités de 1815 avaient, sans aucun droit, introduit, sur la rive gauche du Rhin, la Prusse, devenue ainsi notre redoutable voisine. Il estimait que ce serait grandement affaiblir les qualités offensives de l'Allemagne, par là diminuer les risques de guerre, si l'on dégageait notre frontière de son contact.

» Il donnait en somme, pour la plus grosse part, son adhésion à votre thèse. Venant d'un homme

comme lui, observateur pénétrant, connaisseur averti de l'Allemagne. très pondéré par ailleurs, très modéré et très prudent, cette adhésion avait évidemment le plus grand poids.

— C'est tout à fait mon avis, dit Foch. Malheureusement, il ne lui fut pas permis d'ouvrir la bouche.

LE DRAME DU TRAITÉ DE PAIX

FOCH A LA RÉUNION PLÉNIÈRE DE LA CONFÉRENCE

« Le premier train des délégués allemands arrivait à Versailles le 28 avril, le restant de la délégation devait suivre. Le projet de traité sur lequel les Alliés étaient en train de se mettre d'accord allait donc leur être soumis. Personne n'avait pris soin de m'en informer officiellement et avec quelque précision. Ce que je savais, je ne le connaissais que par bribes, même en ce qui touchait au côté militaire, qui me concernait particulièrement.

» C'est vraiment là, quand on y songe, une situation extraordinaire, inouïe. J'avais échoué dans ma tentative devant le Conseil des ministres, j'étais résolu à tenter un effort suprême devant la séance plénière de la Conférence. La France, après tout, n'était pas seule. Les gouvernements alliés m'avaient confié le commandement de leurs armées que j'avais menées à la victoire; j'avais le droit et le devoir de leur faire

entendre encore une fois un dernier avertissement, de leur dire, de leur crier, que le traité, tel qu'ils venaient péniblement de le rédiger, ne valait rien. Seulement, pour donner plus de force et surtout plus de précision à ma critique, il fallait tout au moins que j'eusse le traité sous les yeux. Or, je ne l'avais pas encore. Le 5 mai, j'écrivis à M. Clemenceau une lettre pressante pour le réclamer. J'eus soin, d'ailleurs, d'expédier la même lettre au Président Wilson et à Lloyd George. « Il est indispensable, disais-je, qu'on soumette le traité de paix à un examen d'ensemble et notamment pour les clauses militaires qui ont été plusieurs fois remaniées. »

» Je demandai qu'il me fut donné communication de l'ensemble du traité, fixant une paix rendue possible par la victoire des armées alliées que leur confiance avait bien voulu placer sous mes ordres.

» Le lendemain matin, M. Clemenceau me répondit.

» D'accord avec le Président Wilson et Lloyd George, il me déclara qu'il serait fait droit à ma demande. Un des premiers exemplaires du traité qui sortira de la presse me sera adressé.

» M. Clemenceau se permettait, en terminant, d'attirer mon attention sur le fait que « sans manquer gravement au devoir » je ne pourrais faire communication à qui que ce soit de tout ou partie de ce traité.

» Je demandai à être entendu devant une réunion plénière de la Conférence. Cette réunion eut lieu au

ministère des Affaires étrangères, le 6 mai, à trois heures de l'après-midi.

» Là, en présence de tous les représentants des pays alliés et associés, devant tous les vainqueurs, en qualité de commandant en chef de leurs armées, ayant aidé plus que personne à la victoire, je renouvelai dans les termes les plus pressants, mes critiques et mes avertissements. J'essayai d'être bref, nerveux, empoignant. Les arguments n'étaient pas exposés, mais assénés comme des coups de poing.

» Afin de discuter et de critiquer le traité, dis-je, je voudrais bien en avoir un exemplaire sous les yeux. Malheureusement, je n'en ai pas. Je sais cependant que l'occupation des pays rhénans est prévue pour quinze ans avec des retraits successifs tous les cinq ans. Pareille garantie, dis-je sans mâcher mes mots, « est nulle au point de vue militaire, elle va créer des charges croissantes pour l'occupation alliée ».

» Si elle est inexistante au point de vue de la sécurité, elle est mauvaise au point de vue des réparations. C'est ce que j'établis brièvement. S'il s'agit, d'autre part, de réoccuper les territoires rhénans par suite d'un manquement quelconque de l'Allemagne, qui sera juge de cette réoccupation ? La Commission des réparations ? C'est une juridiction insuffisante, déclarai-je.

» On ne peut certes pas dire que, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, je n'avais vu très juste. Revenant au côté militaire, qui m'intéresse tout particulièrement, j'établis sans peine qu'il faudrait beau-

coup plus de troupes, par conséquent beaucoup plus de frais, pour garder une mauvaise frontière qu'une bonne.

» Si on me demandait quelle solution je propose, je dirais ceci : « La question du pays rhénan est absolument conditionnée par le Rhin. Ce fleuve règle tout. » Quand on est maître du Rhin, on est maître de tout le pays. Quand on n'est pas sur le Rhin, on a tout perdu. Je n'irai pas bien loin chercher une comparaison. Si nous voulions nous défendre dans cette salle, il suffirait de tenir les portes pour en interdire le passage à l'ennemi. Inversement, quand nous aurons perdu les portes, l'ennemi pourra passer. Donc, tant que nous tiendrons les barrières du Rhin, nous serons entièrement maîtres sur la rive gauche à peu de frais. Si, au contraire, nous abandonnons le Rhin, il nous faudra beaucoup de forces pour tenir un pays dans lequel nous serons faibles quand même, puisque l'ennemi sera libre de venir attaquer quand il voudra.

» Au point de vue militaire, le Rhin seul est donc important. Le reste ne compte pas. L'occupation des pays rhénans ne vaut que par la mainmise sur le Rhin. En nous repliant comme il a été dit, nous livrons des gages, nous ouvrons des portes, nous nous plaçons dans une situation inférieure, parce que nous sommes obligés d'occuper un pays sans obstacles, en y employant plus de forces, c'est-à-dire d'une façon beaucoup plus dispendieuse.

» Maintenir l'occupation du Rhin est la formule

la plus économique et la plus sûre. Je puis me tromper et c'est pourquoi je demande que d'autres experts militaires viennent se joindre à moi pour revoir ce chapitre. Pendant combien de temps tenir le Rhin ? Aussi longtemps qu'on voudra conserver des garanties, puisqu'il n'y en a pas d'autres. Quand on trouvera qu'on est payé ou qu'on a des garanties suffisantes, on n'aura plus qu'à retirer les troupes et à partir.

» Remarquez bien que je demande de maintenir l'occupation du Rhin et non pas des pays rhénans : c'est sur ce point que nous sommes en divergence d'opinion. On m'objecte que j'occupe un pays; c'est absolument inexact : j'occupe les passages du Rhin, ce qui exige très peu de forces.

» Lorsque l'exécution du traité sera avancée, lorsque les pays allemands témoigneront d'une bonne volonté indiscutable, lorsque le désarmement s'effectuera, on pourra alléger les charges de tout le monde, Alliés et Allemands, en réduisant encore les troupes d'occupation et la réduction se fera comme vous le voyez, non pas par l'abandon d'un terrain, mais par la réduction des effectifs d'occupation.

» En résumé, au point de vue militaire, je dis qu'il faut rester sur le Rhin purement et simplement et ne pas abandonner cette ligne, même partiellement, sous peine d'assumer des charges et des faiblesses et de rester dépourvus de toute garantie au bout d'un certain temps. Ces observations s'appliquent à toute la ligne du Rhin, de Cologne à Coblence et à Mayence.

» Telles sont les principales observations sur lesquelles j'appelle l'attention; je demande qu'on les prenne en considération et qu'on me donne acte de ma déclaration; car je ne puis pas laisser passer ces dispositions. Je n'ai pas vu le texte du traité, je me trompe peut-être; mais je demande encore que, dès à présent, si le texte est ainsi rédigé, on veuille bien le faire examiner par des experts militaires, pour voir dans quelle mesure il peut être retouché.

» Il m'était impossible d'être plus précis, plus vigoureux, plus entraînant. Malheureusement, je n'entraînai personne : la partie était perdue d'avance, le siège de tout le monde fait. Au demeurant, je n'entretenais pas beaucoup d'illusions sur les résultats que je pourrais obtenir. Si je m'étais décidé à ce dernier effort, c'est d'abord par sentiment du devoir et aussi parce que je tenais, devant l'Histoire, à dégager ma responsabilité d'un traité que je désapprouvais dans les termes les plus formels, qui, devant être remis en séance solennelle le lendemain aux Allemands, ne m'avait pas encore été communiqué, ce qui, vraiment, était un comble. »

LE POINT CULMINANT DU DRAME

FOCH REFUSE D'ENVOYER UN TÉLÉGRAMME

« Quand je demandai à être entendu par le Conseil des ministres, M. Clemenceau me faisait répondre que je le serais ultérieurement, *avant que rien de définitif ne fût fait.*

» Or, le 17 avril, M. Clemenceau, en qualité de président de la Conférence de la Paix, m'informait que les délégués allemands allaient être officiellement invités à se rendre à Versailles, le 25, pour y recevoir le texte des préliminaires de paix.

» Il me chargeait d'entrer en rapport avec le gouvernement germanique par l'intermédiaire du général Nudant, notre envoyé à Spa, afin de régler toutes les questions relatives au voyage de ces délégués.

» Je répondis à M. Clemenceau le jour même et sans une minute d'hésitation. « La convocation des délégués allemands, disais-je, est en contradiction formelle avec votre promesse de me faire entendre

par le Conseil des ministres, avant que des engagements définitifs soient pris. »

» La communication de M. Clemenceau, d'autre part, me paraissait obscure et par cela même impossible à exécuter telle quelle. Elle ne précisait ni le nombre, ni la qualité des délégués. Par suite du court délai qui m'était laissé, je craignais de ne pas avoir le temps de tirer au clair toutes ces questions. Pour ces différentes raisons, je refusai d'expédier en mon nom le télégramme au général Nudant. Si M. Clemenceau, disais-je, tient à ce que ce télégramme parte, il n'a qu'à l'expédier lui-même directement, en sa qualité de ministre de la Guerre.

» Je n'ai jamais de ma vie donné un ordre qui ne me parut absolument clair et précis. On m'avait, d'autre part, formellement promis de m'entendre, avant que rien d'irrémédiable ne fût accompli. Mais puisque l'on convoquait les délégués allemands, c'est qu'évidemment tout était déjà réglé, ou sur le point de l'être.

» Cette convocation n'aurait sans cela aucun sens; il est impossible d'admettre que les chefs des gouvernements alliés appellent à Versailles les représentants de l'Allemagne, avant de s'être mis entièrement d'accord sur des questions aussi importantes que celle de la frontière occidentale de l'Allemagne. La Conférence, qui avait perdu beaucoup trop de temps au début, se précipitait maintenant au contraire *d'une folle allure* vers le dénouement. Les délégués allemands étaient déjà convoqués et cependant on n'avait

pas encore obtenu l'adhésion, ni du Président Wilson (elle ne fut donnée que le 20 avril), ni de Lloyd George (22 avril), aux demandes si diminuées de la France. Evidemment, on avait hâte d'en finir, mais cette hâte était tout de même un peu excessive.

» Le lendemain du jour où j'avais refusé d'envoyer un télégramme qui me paraissait incompréhensible, qui violait d'ailleurs une promesse qui m'avait été formellement faite, Clemenceau me reprocha vivement ce refus.

» Je lui répondis avec beaucoup de calme :

— J'agirai toujours ainsi. Je ne donnerai jamais à mes inférieurs un ordre que je ne comprends pas.

» Là-dessus, Clemenceau se fâcha.

— Les choses ne se passeront pas ainsi, dit-il.

— Vous pouvez faire tout ce que vous voudrez, lui répondis-je.

» On a raconté que j'aurais accordé une interview au *Matin*, dont un de mes officiers aurait corrigé les épreuves, que le Président Wilson et Lloyd George s'en étant plaints amèrement à Clemenceau, celui-ci aurait pris ma défense et que j'aurais, devant lui, reconnu mon tort, en disant : « C'est bon. Je vais faire rentrer mes escogriffes. »

» C'est inexact.

» J'avais simplement donné une interview au *Daily Mail* pour dire ce que je pensais du traité qui se préparait. La reproduction de cette interview fut interdite par la censure.

» Clemenceau, dominateur, jacobin, acceptait

malaisément que quelqu'un d'autre, surtout un militaire, intervint dans les négociations qu'il menait et qu'il entendait mener à lui seul.

— Comment expliquez-vous cet état d'esprit, lui dis-je. Car le même homme eut une magnifique attitude, lorsque, après le Chemin des Dames, il fit énergiquement tête aux parlementaires dont certains vous critiquaient sévèrement, comme si une grande bataille de plusieurs mois ne comportait pas forcément des hauts et des bas.

— Je ne l'explique pas, répond Foch. Après notre victoire du 19 juillet 1918, il apprit que je préparais, pour le 8 août, une autre grande offensive, dont il n'avait pas été informé. Je ne disais rien à personne, pour éviter toute indiscrétion.

— Vous attaquez encore, me dit-il, d'une voix désagréable. Avec quoi ? Vous avez donc des troupes ?

— Ne vous inquiétez pas, lui répondis-je, j'ai tout ce qu'il me faut. Je puis même vous dire que les choses ne marchent pas trop mal.

» Etant donné mon attitude, la condamnation catégorique que j'avais formulée, assisterais-je, le lendemain, à la séance solennelle où le traité serait remis aux Allemands ?

» En rentrant chez moi, me dit Foch, après la séance de la Conférence, je pensais sérieusement à ne pas me rendre à Versailles. C'était le moyen de marquer plus fortement encore ma désapprobation. N'ayant été ni consulté, ni écouté, pour une des

clauses essentielles de ce traité, je n'avais pas à être là quand on le remettrait aux Allemands. Je réfléchis longuement à tout cela. Je consultai Weygand et Destiker. Il m'apparut cependant, en examinant avec eux la question sous tous ses aspects, que le jour où les Alliés se présentaient tous ensemble, front uni, devant les représentants de l'ennemi, le commandant en chef de leurs armées ne pouvait pas ne pas être là. C'est la raison — un scrupule de soldat — qui, finalement, me décida.

» M. Clemenceau, craignant la très mauvaise impression que mon absence aurait produite, envoya chez moi M. Jean Dupuy pour essayer de savoir quelles étaient mes intentions. Je me gardai soigneusement de les lui faire connaître.

» Le lendemain, dans la matinée, quelques « observateurs », dépêchés par Mandel qui, vous le savez, adore toutes ces besognes de police, et toujours faciles à reconnaître, guettaient avec soin mes allées et venues pour savoir si je partirais ou non pour Versailles. »

« Le mal était fait maintenant et il était irréparable.

» Vers cette époque, comme j'assistais à une réunion avec un certain nombre de membres du

gouvernement, à la sortie, m'adressant à l'un d'eux, M. Klotz, ministre des Finances, je lui dis à brûle-pourpoint :

— Monsieur le Ministre, avec le traité que vous venez de signer, vous pouvez vous attendre à être payé par l'Allemagne *en monnaie de singe.*

» Klotz, surpris et très mécontent, me répondit d'une voix coupante :

— Monsieur le Maréchal, je n'ai pas l'habitude de me laisser payer en cette monnaie.

— Eh bien ! Monsieur le Ministre, vous serez bien obligé de la prendre.

» Et là-dessus, je le quittai. »

LE DRAME DU TRAITÉ DE PAIX

LES LEÇONS DE L'HISTOIRE
CONCLUSIONS DE FOCH

Un des traits dominants de Foch est l'égalité de son caractère, inaccessible au découragement, encore moins à l'abattement. Les événements, même quand ils tournent contrairement à ses vœux, ne sauraient jamais avoir raison de son énergie, de sa confiance.

La solution qu'il avait essayé de faire adopter, la seule, à son avis, qui garantit notre sécurité, avait été rejetée. On en avait, à sa place, imaginé une autre pleine d'incertitudes et d'inconvénients, dépourvue de toute solidité, échaffaudée sur le sable, ainsi que les événements ne tardèrent pas à le démontrer.

Foch, dans la fameuse séance du Conseil des ministres du 25 avril, adjura, sans aucun succès, les membres du gouvernement de ne pas commettre la folie d'échanger une réalité, la frontière du Rhin, contre une simple apparence, la promesse d'une alliance franco-américaine.

Ces alliances non encore réalisées, leur criait-il,

où sont-elles ? Que disent-elles ? Qui en garantit la ratification par les gouvernements ?

A peine est-il besoin d'insister sur l'extraordinaire justesse de ses prophéties. Elles se réalisèrent à la lettre.

Le traité ne fut pas ratifié par les Etats-Unis, ce qui permit à l'Angleterre, qui avait prudemment, trop adroitement peut-être, tiré son épingle du jeu, de ne pas le ratifier à son tour. Rien ne subsistait donc des promesses qu'on nous avait faites et dont nous nous étions bien imprudemment contentés. Il ne resta que notre abandon.

Un jour, c'était au printemps de 1923, le Maréchal m'entretenait une fois encore de tout cela.

« J'ai été frappé, au cours de mes lectures historiques, de voir à quel point le problème de la sécurité qui s'était posé à nous en 1919, à la fin de la guerre, n'est pas, tant s'en faut, *un problème nouveau.* Il y a d'ailleurs rarement dans l'Histoire des problèmes entièrement nouveaux. D'autres peuples, bien avant nous, avaient eu à le résoudre et, chose curieuse, ils avaient eu à le résoudre contre nous. La situation, ainsi qu'il arrive fréquemment au cours des siècles, était renversée. Ce n'était pas le Français qui avait à se prémunir contre l'Allemand. C'est l'Allemand, au contraire, et avant lui le Hollandais, qui avaient à se prémunir sérieusement, solidement, contre le Français.

» De quelle manière ont-ils donc envisagé cette sécurité ? Se sont-ils avisés de recourir à des traités

d'alliance, des pactes diplomatiques, que leurs partenaires d'alors leur offraient, exactement comme nous les ont offert, à nous, nos partenaires de la guerre dernière ?

» Nullement. Le Hollandais, l'Allemand, l'Autrichien ont toujours considéré ces pactes comme des morceaux de papier, dépourvus de toute valeur. La garantie qu'ils pouvaient donner, estimaient-ils, était égale à zéro. C'est exactement ce que, un ou deux siècles plus tard, je dis à qui voulait l'entendre, ou plutôt à qui ne voulait pas.

» Les Hollandais, par exemple, se sentant menacés par les ambitions de la France, bien qu'ils fussent séparés de cette dernière par les Pays-Bas, espagnols d'abord, autrichiens ensuite, refusent de se contenter d'autre chose, pour se garantir, que d'une bonne frontière, une ligne de places fortes bien reliées les unes aux autres et tenues solidement par de bonnes garnisons. Tout ce qu'on leur proposerait en échange est pour eux comme s'il n'était pas. Tout à ces préoccupations, ils font accepter par l'Angleterre, leur alliée, ils réalisent *en fait et en droit*, à force d'énergie, un système dit « *de la barrière* » qui est certes bien curieux.

» Vous souvenez-vous, dit Foch, de cette organisation et savez-vous en quoi elle consistait ? J'ai regardé cela de près dans mes bouquins l'autre jour et rien n'est plus intéressant.

» Les Hollandais, prévoyants et méfiants, désireux de tenir les Français à distance, occupaient dans les

Flandres qui ne leur appartenaient pas, qui étaient la propriété d'abord de l'Espagnol, puis de l'Autrichien, un certain nombre de places fortes avec des garnisons à eux.

» Tel est le système qu'en dépit de toutes les oppositions, celle des Anglais, d'abord, leurs alliés, qui n'aimaient pas beaucoup cette solution, celle du maître légitime des Flandres, l'Espagne, puis l'Autrichien qui l'aimait beaucoup moins encore, sans parler des Flamands eux-mêmes, les principaux intéressés, ils réussirent à faire prévaloir.

» Voilà des gens prévoyants qui, en fait de précautions, estiment qu'on ne saurait trop en prendre. Bien qu'ils n'aient pas remporté sur leurs ennemis une victoire écrasante, ils s'entendent à merveille à tirer de cette victoire le maximum de rendement. Surtout, ils ne se paient pas de mots, ils ne se contentent pas d'apparences. Ils veulent des réalités substantielles, de bonnes garnisons.

» Or, ce système de la barrière reste en vigueur trois quarts de siècle, de 1715 à 1781. Il remplit parfaitement son objet. Il empêche, pendant longtemps, toute guerre dans les Pays-Bas. Il peut paraître attentatoire à certains droits de souveraineté, celui de l'Espagne, par exemple; il était des plus déplaisants pour les habitants eux-mêmes. Les nécessités primordiales, le besoin de garantir la paix, ne l'en firent pas moins adopter.

» Voilà ce que montre l'histoire quand on prend la peine de la regarder.

» Le droit public, au XVIII[e] siècle, admit parfaitement ce système. Il fut, d'autre part, avec quelques légères modifications appliqué par les Alliés vainqueurs de la France en 1814 et 1815. Que voulaient les Alliés, Autrichiens, Prussiens, Anglais, Russes, à cette époque ? Exactement ce que recherchaient les Alliés : Anglais, Américains, Français, les plus intéressés, en 1919. Empêcher la France alors, l'Allemagne, un siècle plus tard, de recommencer une nouvelle guerre. Se contentèrent-ils, pour cela, de signer entre eux des traités d'alliance, de se promettre un appui réciproque, en cas d'agression de l'ennemi ? D'aucune manière.

» Les instruments diplomatiques leur paraissent très creux et très vides. Ils veulent une réalité et non point des apparences. L'Angleterre demande et obtient la création d'un Etat tampon sur notre frontière du Nord. Les modalités de cette opération sont des plus critiquables. On rattache artificiellement, arbitrairement à la Hollande, les provinces belges qui, quinze ans plus tard s'en séparent et déclarent leur indépendance. Mais, si les modalités sont mauvaises, le principe est excellent. La Belgique est fondée comme Etat indépendant et, depuis lors, elle a vécu, elle a prospéré dans son indépendance. Lorsqu'elle a été attaquée un jour, elle l'a été non point par la France, mais par l'Allemagne. Si nous avions montré, en 1919, la même inébranlable obstination dont fit preuve en 1815, l'Angleterre, nous devions et nous pouvions exiger de même, et obtenir, la créa-

tion d'une Rhénanie indépendante, évoluant librement entre la France et l'Allemagne, exactement comme a évolué la Belgique. Cette création était tout aussi naturelle, tout aussi viable que celle de la Belgique un siècle auparavant.

» Quant à la Prusse et à l'Autriche, alliées de l'Angleterre en 1815, c'est sur le Rhin qu'elles prennent les plus sévères précautions. Elles organisent contre nous, avec toute la solidité désirable, cette barrière du Rhin que nous aurions dû organiser contre l'Allemagne en 1919. La Prusse, non seulement tient la ligne du Rhin, mais elle la déborde, puisqu'elle étend sa griffe sur la rive gauche, sur une partie de la Rhénanie. Des deux forteresses qui commandent le cours du Rhin, Coblentz et Mayence, la première sera occupée par la Prusse, le seconde par l'Autriche. Cette ligne, déjà formidable cependant, ne suffit pas. Il faut encore que les Français en soient éloignés, à une distance aussi grande que possible. En avant du Rhin, comme protection à longue distance, Autrichiens et Prussiens décident d'occuper les places de Landau et de Luxembourg.

» Ces occupations, remarquons-le, lèsent les droits des légitimes propriétaires. Mayence appartient au Grand Duc de Hesse, Luxembourg relève de la Hollande. Peu importe. Des nécessités primordiales, le besoin de garantir la paix passent avant ces droits souverains, se superposent nettement à eux. Comme on le dit alors : « *les convenances de l'Europe sont le droit* ». Or, ce système, lui aussi, subsiste pendant

très longtemps, près de cinquante ans. Pendant cinquante ans, il maintient la paix sur cette frontière. Bien qu'il soit ouvertement dirigé contre la France, celle-ci ne proteste pas. Elle s'en accommode. Elle l'accepte, exactement comme l'aurait accepté l'Allemagne, si on lui avait appliqué un système analogue en 1919. »

« Les diplomates, dit Foch, les hommes d'Etat, les militaires peuvent trouver dans l'Histoire de très utiles enseignements. »

Là-dessus, Foch, bourrant sa pipe, s'installant carrément dans son fauteuil :

« Essayons de clarifier un peu tout cela, dit-il. Comment, à l'heure actuelle, la question se présente-t-elle ? Nos alliés nous ont dit, au moment du traité de paix : « En échange de la frontière militaire » du Rhin que vous demandez, nous allons tout » d'abord désarmer, neutraliser au point de vue » militaire la rive gauche du fleuve, ainsi qu'une » bande de cinquante kilomètres sur la rive droite. »

» Je réponds : « Cette garantie-là est purement illusoire. L'essentiel, ce sont les ponts du Rhin. Qui les tient est le maître. Or, si la Prusse en est à cinquante kilomètres, nous, au contraire, une fois la Rhénanie évacuée, nous en sommes à cent cinquante.

C'est évidemment la Prusse qui arrivera sur le Rhin bonne première. C'est elle qui s'emparera des ponts. Voilà pourquoi j'avais demandé la garde militaire du Rhin.

» On nous a proposé ensuite le désarmement de l'Allemagne. Ce désarmement, on ne saurait trop le répéter, ne nous donne qu'une sécurité momentanée, précaire, fictive. Il est presque impossible d'empêcher l'Allemagne de s'armer en cachette. Depuis les affaires de la Ruhr, par exemple, la Commission de contrôle interalliée n'est plus en mesure d'exercer ses fonctions. »

Là-dessus, le Maréchal, s'animant progressivement, se lève et fait quelques pas vers moi :

« Voyons, me dit-il, tout cela est tellement évident qu'il suffit d'un grain de bon sens pour en être absolument convaincu. Supposons que, désireux de vous ruiner entièrement, je me contente de vous prendre à vous, Recouly, ce que vous avez dans votre portefeuille, je ne fais vraiment pas preuve d'une bien grande intelligence. Il vous reste ce que vous avez à la banque ou dans votre coffre-fort.

» En admettant que je m'en saisisse, il vous reste encore votre caboche et votre plume avec laquelle vous saurez, j'en suis sûr, gagner fort bien votre vie; et si je venais à vous prendre votre plume de fer, vous en seriez quitte, après tout, pour écrire avec une plume d'oie.

» Tel est exactement le cas de l'Allemagne. Si elle a la volonté de faire la guerre, rien ne l'empê-

chera d'en trouver les moyens et rien ne prouve que ces moyens-là ne seront pas efficaces. En d'autres termes, la faiblesse, plus ou moins prétendue, de votre adversaire ne crée pas votre force à vous.

» Vous êtes un fou si vous vous imaginez chose pareille. Cette force-là, vous devez la tirer de vous-même, des solides positions que vous occupez, nullement de l'affaiblissement supposé de votre ennemi.

» Enfin, poursuit Foch, comme troisième sécurité, on nous a proposé le pacte d'alliance. Vous savez, comme moi, ce qu'il en est advenu. La première fois qu'on m'a parlé de ce pacte, j'ai répondu : « C'est de la monnaie de singe. » Les événements ont montré que je n'avais pas tort.

» Nous nous trouvons ainsi dans une situation des plus critiques. Le problème n'a pas fait un pas vers sa solution. Du moment que ceux de nos alliés qui nous avaient promis le pacte de garantie n'ont pas tenu leur promesse, ils sont moralement obligés de reconnaître qu'ils nous doivent un dédommagement, que nous avons, nous, en tout cas, le droit de chercher et de trouver une autre solution. »

FOCH SUR LA RUSSIE

En octobre 1916, je fus nommé, par le Grand Quartier général français, officier de liaison auprès de l'armée russe, que je connaissais assez bien pour avoir passé, en 1904 et 1905, plus d'une année avec elle, en Mandchourie, comme correspondant de guerre, pendant la campagne russo-japonaise.

Foch, qui s'était intéressé à ma mission, me fit prier d'aller le voir avant mon départ, à son quartier général de Villers-Bretonneux, près d'Amiens. C'était vers la fin de la bataille de la Somme, qui avait été montée, réglée et dirigée par lui,

Le Général habitait la belle propriété de M. Delacour, homme charmant et ornithologue de grand mérite, au dire des Anglais chez qui cette science est très en honneur, un des cinq ou six hommes au monde qui connaissent le mieux les oiseaux.

Nous déjeunâmes, mon ami James Hyde, qui m'accompagnait, et moi, avec Foch et les officiers de son état-major, qui étaient, comme toujours, très peu

nombreux. Je retrouvai là la plupart des camarades que j'avais connus pendant et après la bataille de la Marne, pendant celle de l'Yser. Chaque fois qu'on revient chez Foch, d'ailleurs, ce sont toujours les mêmes figures qu'on aperçoit. Il choisit avec soin ses collaborateurs. Quand il leur a accordé sa confiance, il les garde constamment près de lui.

Après le déjeuner, Foch me prit dans son cabinet, une pièce toute petite, dépourvue de tout confort, chauffée par un poêle à charbon qui dégageait une terrible chaleur.

M'ayant remis d'abord un mot de recommandation chaleureuse pour le général Janin, chef de notre mission militaire auprès du Grand Quartier général russe, il fit un grand éloge de lui; il loua sa clairvoyance et son bon sens : « Nul ne connaît mieux les Russes, me dit-il. Prenez toujours ses conseils avant de faire quoi que ce soit, vous n'aurez pas à le regretter. »

Puis, de son parler abrupt et coloré, sautant, bondissant du premier coup sur l'idée essentielle, il se mit à me parler de la Russie.

« J'y suis allé, me dit-il, quelques années avant la guerre, pour y suivre les grandes manœuvres.

» J'ai essayé d'observer attentivement cette armée. Elle a de bons éléments, de médiocres et de mauvais. Les hommes ne lui manquent pas. Mais avec une guerre qui tue un si grand nombre d'officiers, comment trouvera-t-elle des cadres nouveaux pour remplacer les anciens ?

» Quand il s'agit de se battre, ou tout simplement de vivre, les peuples, comme les individus, ne font pas ce qu'ils veulent, mais ce qu'ils peuvent. Leurs actes sont le plus souvent déterminés par les conditions physiques, géographiques, historiques, ethnographiques auxquelles ils sont étroitement assujettis. Ces conditions, en Russie, sont aussi différentes que possible de ce qu'elles sont en France. La guerre doit, de toute nécessité, y être très différente, elle aussi. »

Là-dessus, se levant de son fauteuil, me prenant par le bras, il me conduisit devant une carte de l'Europe qui couvrait une partie du mur. Il y avait d'un côté la carte à grande échelle du front français, de l'autre, une carte, à petite échelle, des fronts extérieurs.

« La première chose à considérer, dit-il, ce sont les distances. Jetez un coup d'œil sur cette carte. Voilà les différents groupes d'armée russes. De Pétrograd, la capitale, au groupe du sud-ouest, vers les Karpathes, il y a à peu près la même distance que des Karpathes à Paris. Réfléchissez un instant à ce point capital et un certain nombre de choses obscures deviendront claires dans votre esprit. Notre effort à nous est ramassé, concentré comme dans un mouchoir de poche. L'effort de nos alliés est dispersé, éparpillé. Comment voulez-vous que la guerre qui se fait sur leur front soit la même que celle qui se fait sur le nôtre ? La distance explique tout : absence ou mauvais état des routes, chemins de fer insuffisants, ravitaillement très difficile en vivres et en munitions, etc.

Vous pouvez déduire de ce principe toutes ses conséquences. »

Après m'avoir donné quelques conseils généraux sur ma mission :

« Au surplus, ajouta-t-il, voyez Janin. Il a notre pleine confiance, à Joffre et à moi.

» Quand des armées alliées, ajoute-t-il, combattent ensemble, luttant pour la même cause, celui qui commande l'une d'elles est d'instinct porté à croire que les autres ne font pas tout ce qu'elles devraient, tout ce qu'elles pourraient. Il ne se rend pas suffisamment compte des obstacles de toute nature qui peuvent les arrêter. La manière de combattre des Russes, leur volonté, leur moral, au cours d'une guerre qui se prolonge tellement, sont forcément différents de ce que nous voyons en Angleterre et en France.

» Je n'ai fait que parcourir la Russie. Mais je connais assez bien son histoire. Il y a surtout un certain nombre de conséquences inéluctables que tout homme intelligent peut déduire des facteurs géographiques, économiques et politiques tels qu'ils existent là-bas. Ce pays n'a pas la même ossature, la même armature que le nôtre. Il ne possède presqu'aucune classe moyenne.

» Etant donné les hécatombes d'officiers qui se sont produites durant les deux premières années de la guerre, vous pouvez être sûr que la question du remplacement de ces officiers — que nous avons assez bien résolue chez nous — ne peut pas être résolue

aussi aisément chez les Russes. Ils n'arriveront pas à remplacer les leurs comme nous avons remplacé les nôtres. Ils ont, certes, en très grande abondance, les hommes, qui nous manquent à nous. Mais que sont les hommes sans les cadres ? Ces bandes de paysans mal entraînés, à peine dégrossis, ne sont des soldats que de nom. Leur industrie, d'autre part, est dans un état rudimentaire. Comment arriveront-ils à résoudre la crise du matériel, des canons et des munitions que, avec toutes nos ressources propres, la liberté de nos communications maritimes, nous avons tant de peine à régler nous-mêmes ?

» Il faudra songer à tout cela lorsque vous visiterez cette armée. Il faudra tenir compte de tous ces éléments, faute de quoi vos opinions, vos jugements risqueraient d'être faussés.

» Tâchez aussi d'ouvrir tout grands vos yeux, de vérifier ce qu'on vous dit et de ne pas prendre pour argent comptant tout ce qu'on vous racontera. Il y a eu là-bas un certain Potemkin qui a dû faire école et laisser des successeurs. »

Ces sages conseils de Foch me revenaient souvent à l'esprit lorsque, durant l'hiver, le printemps et l'été de 1917, je parcourus, les unes après les autres, les différentes parties de cet immense front russe, allant de Riga en Roumanie et de Roumanie au Caucase.

Je trouvai le pays beaucoup plus désorganisé encore, beaucoup plus chaotique que Foch, avec beaucoup de sagacité et de bon sens, l'avait de loin

pressenti. J'arrivai à Pétrograd quelques jours seulement avant l'assassinat de Raspoutine, qui marqua le premier acte de la Révolution.

J'étais en Roumanie, à Jassy, lorsque nous parvinrent, au cours d'un déjeuner chez notre ministre, M. de Saint-Aulaire, en compagnie du général Berthelot et de Robert de Flers, les premiers télégrammes annonçant la chute du tsarisme.

Foch, en même temps qu'un grand chef militaire, est un historien et un philosophe; il a longuement réfléchi sur les événements historiques et l'évolution des peuples. Il estime que les conditions physiques, la géographie d'un pays déterminent à peu près automatiquement son histoire. Le tempérament, la psychologie d'un peuple s'expliquent, pour une bonne part, par un certain nombre de faits essentiels qu'il est nécessaire de connaître. Quand on les a élucidés, tout devient relativement clair. L'homme d'Etat, le diplomate et aussi le grand chef d'armée doivent, dans leurs rapports avec ce peuple, tenir le plus grand compte de ces facteurs.

En septembre 1917, quelques semaines avant le coup d'Etat bolchevique, à mon retour de Russie, je retournai voir Foch, qui était alors chef d'état-major général à Paris.

Il me reçut dans son bureau des Invalides et, tout de suite, il fit tomber sur moi toute une pluie de questions serrées, précises :

— Quel est l'état matériel et moral du pays ? A-t-il encore la volonté et les moyens de poursuivre la guerre ?

— Mon Général, lui dis-je, attendre d'un pays qu'il fasse à la fois la guerre et la révolution, c'est vraiment beaucoup. Il faut choisir entre les deux; et, malheureusement pour nous, le choix des Russes est fait. Ils préfèrent nettement la révolution. La guerre ne les intéresse plus.

— Je m'en doutais un peu, réplique Foch. Et ce Kerensky ?

— Je puis vous répéter sur lui ce que me disait il y a deux semaines à Pétrograd, mon vieil ami Goutchkof, chassé par Kerensky du ministère de la Guerre, grand patriote et honnête homme dans toute la force du terme.

« Kerensky, disait Goutchkof, et je le connais bien, n'est qu'un hystérique et un cabotin. Il s'imagine avoir tout réglé lorsqu'il a prononcé de grands discours. Dieu sait s'il en prononce à toute heure du jour et de la nuit, devant les militaires comme devant les civils ! »

— Comment, poursuit Foch, un homme comme Albert Thomas peut-il prendre au sérieux ce fantoche ?

— Ils sont socialistes tous les deux, mon Général, ils croient dur comme fer à la Révolution, avec un

grand R. Kerensky, en tant que socialiste, n'engagera jamais une lutte sérieuse et efficace contre les bolchéviks. Il ne connaît pas d'ennemis à gauche. Il destituera des généraux, détruira ce qui reste de la discipline. Mais il ne lèvera jamais le petit doigt contre Lénine.

— Où en est, poursuit Foch, l'armée ou ce qui en reste ? La discipline, les rapports des officiers et des soldats ? Comment marchent les chemins de fer ? C'est là surtout qu'on peut mesurer la désorganisation d'un pays.

Je répondis de mon mieux à cet interrogatoire. Je m'efforçai, pour chacune de ces questions, de citer des faits concrets, significatifs. J'insistai surtout sur la rapidité croissante de la désorganisation qui, de semaine en semaine, presque de jour en jour, se manifestait partout, sapant, détruisant, pièce à pièce l'armature militaire, politique, sociale de cet immense pays, le faisant rétrograder, avec une vitesse effarante, vers l'anarchie et le chaos.

Pour les chemins de fer notamment, je dis à Foch comment, durant les cinq semaines qu'avait duré mon voyage au Caucase, du mois d'avril à la fin du mois de mai, le désordre s'était considérablement accru.

M'ayant écouté avec soin, il me posa brutalement et en guise de conclusion cette question :

— En somme, d'après vous, non seulement l'armée russe, mais aussi la Russie est fichue ?

— Exactement, mon Général, lui dis-je. Les

Allemands n'ont plus besoin de laisser là-bas beaucoup de divisions pour la contenir.

— Eh bien, répondit Foch, nous allons avoir sur le dos toutes celles qu'ils ramèneront du front russe, une cinquantaine au bas mot. Ce n'est pas peu et ce n'est pas gai. Mais nous avons déjà connu des jours tout aussi sombres, sinon plus. Nous essaierons de nous tirer d'affaire cette fois encore. »

L'assurance imperturbable de Foch, sa fermeté devant l'orage qu'il sentait poindre, m'impressionnèrent au plus haut point. J'étais entré chez lui assez abattu. J'en sortis plein de confiance.

FOCH SUR GAMBETTA

A propos de mon Histoire de la Troisième République, Foch me parle de Gambetta, de son rôle dans le Gouvernement de la Défense nationale.

« On s'est montré, me dit-il, au point de vue militaire, très sévère et assez injuste envers Gambetta.

» De Thiers et de lui, en ce qui concerne la continuation possible de la guerre, la meilleure manière de la continuer, c'est Gambetta qui avait vu juste et c'est Thiers qui se trompait.

» Thiers, bien qu'il se piquât d'être un grand stratège, était plein d'idées fausses sur les questions militaires. Il croyait, par exemple, qu'on ne peut pas faire un bon soldat en moins de sept ans — ce qui est une absurdité. Il était convaincu de même qu'après Sedan, toute résistance sérieuse aux armées envahissantes nous était impossible. Or, ce n'est pas vrai.

» La France pouvait parfaitement résister, et peut-être même résister victorieusement. Il fallait seulement adopter des méthodes intelligentes, judicieuses,

ne pas commettre les lourdes fautes qu'on commit, la première de toutes étant d'enfermer le gouvernement dans Paris. Dès qu'on faisait de Paris le pivot de la résistance, tout était perdu.

» La première précaution, en effet, quand on se propose d'improviser une armée, est de lui laisser le temps de se former, de s'organiser, de ne pas l'obliger du premier coup à prendre l'offensive, chose difficile, presque impossible pour des soldats inexpérimentés. Or, c'est à cette offensive que l'on se condamnait, du moment qu'on se laissait bloquer dans Paris. La garnison de la capitale était contrainte de tenter des sorties, notre armée de la Loire obligée d'attaquer pour essayer de lui donner la main.

» Si, au contraire, on s'était borné à la défensive, en disputant, pied à pied, le terrain, en obligeant l'ennemi à augmenter considérablement sa ligne d'étapes, à descendre au besoin au-dessous de la Loire et jusqu'au Plateau Central, on avait le temps d'organiser les troupes, de les entraîner, de saisir la première occasion favorable pour attaquer et pour infliger aux Allemands un échec. Bismarck avait une terreur indicible de voir la guerre se prolonger. Plutôt que de courir ce risque, il aurait accepté un compromis.

» Gambetta discerna clairement tout cela. Il en eut l'intuition géniale. C'est pourquoi je le mets très haut. Lisez d'ailleurs ce qu'en dit le général allemand von der Goltz, dans son livre : « Gambetta et les Armées de la République. »

» Ce qui lui manqua, ajoute Foch, ce sont les intermédiaires, les exécutants capables de faire passer ses directives dans la réalité. Les généraux, à qui il eut affaire manquaient pour la plupart d'intelligence et d'élan. Vieux et formés à la vieille école, ils étaient persuadés, comme Thiers, qu'on n'improvise pas des soldats et des armées. Ils n'avaient aucune confiance dans l'outil qu'on leur donnait à manier; aussi le manièrent-ils très mal.

» J'ai été enrôlé moi-même dans cette levée en masse. J'avais alors dix-neuf ans. La plupart des recrues ne portaient pour tout uniforme que des blouses, sous lesquelles ils pouvaient mettre tous les vêtements qu'ils voulaient. A peine fûmes-nous embrigadés qu'on nous conduisit dans des camps d'instruction, pour nous faire coucher sous la tente par un terrible hiver. Conséquence : il en mourait comme des mouches. Pourquoi ce traitement stupide ? Les vieux officiers de carrière étaient convaincus que, seul, l'entraînement le plus dur, les privations, les nuits passées sous la tente, peuvent former des soldats, ce qui est absurde. Vous avez là une idée de l'état d'esprit de ces vieux militaires dont Gambetta eut à se servir. »

FOCH SUR LES RÉPARATIONS

« Tous mes efforts, me disait le Maréchal, chaque fois qu'il lui arrivait de me parler du traité, n'ont tendu qu'à un but : faire obtenir à la France les *réparations* et la *sécurité.*

» Les deux choses sont inséparables; elles ne peuvent pas, elles ne doivent pas être séparées.

» J'entends, de temps à autre, des gens bien intentionnés dire : « Après tout, la sécurité nous importe » bien davantage que les réparations.

» La France est un pays très riche et qui a toujours su se tirer d'affaire. Ce qu'il nous faut, c'est » la certitude que d'ici longtemps l'Allemagne ne » sera pas en état de nous attaquer. Pour le reste, » nous nous débrouillerons. »

» Je trouve, dit Foch, que ceux qui parlent de la sorte font vraiment bon marché de notre créance, une créance dont le paiement est absolument indispensable à notre relèvement.

» Laissez-moi à cet égard vous rappeler un de mes souvenirs les plus colorés de la guerre.

» Quand en mars 1918 on me confia le commandement suprême, les premiers jours, vous le savez, ça n'allait pas très fort !

» Nous contenions avec beaucoup de peine l'avance des Allemands. Les Anglais s'en montraient très alarmés; à différentes reprises, Lloyd George, le maréchal Haig et le général Wilson me demandaient :

— A supposer que vous soyez hors d'état de résister à la formidable pression des Allemands, si vous êtes obligé de battre en retraite, dans quelle direction vous retirez-vous ? Au delà de Paris ou vers les ports de la Manche ? De Paris ou des ports, lequel des deux êtes-vous disposé à sacrifier ?

» Ma réponse était toujours la même : « Je refuse énergiquement, leur disais-je, de me laisser enfermer je défendrai, je sauverai à la fois Paris et les ports. »

» Les Anglais avaient beau revenir à la charge, jamais ils ne m'ont fait démordre de cette réponse : Paris et les ports.

» Eh bien, il faut maintenant que nous montrions la même obstination. Pas d'alternative, pas de choix entre les réparations et la sécurité. Les deux nous sont absolument nécessaires. »

Là-dessus le Maréchal, prenant ce sujet à cœur, me brosse avec beaucoup de brio, en quelques phrases courtes, vigoureuses, le tableau de ce que serait la France, privée de toute réparation :

« Vous avez 1.500.000 morts, ce qui est une

saignée terrible pour un pays de faible natalité; une dette formidable et qui s'accroît incessamment; toutes les ressources de l'Etat presque entièrement consacrées à payer les arrérages de cette dette colossale, plus d'argent ou presque pour les services publics; l'obligation de resserrer, de comprimer à l'excès les dépenses productives; les fonctionnaires, surtout les plus élevés, très mal payés, si bien que les meilleurs s'en vont.

» M. Poincaré me répétait encore ces jours-ci qu'au ministère des Finances, par exemple, il est quasiment impossible de les garder.

» Vous avez un outillage industriel et économique vétuste, sans rapport avec les nécessités actuelles de la concurrence mondiale; des chemins de fer, des canaux, des ports, des télégraphes, des téléphones mal entretenus, parce que l'argent pour les entretenir manque; bref, un pays rabougri, vivant sur lui-même, pratiquant le malthusianisme, renonçant à tout développement.

» Voilà, s'écrie Foch, la France que vous risquez d'avoir dans quelques années si elle doit, à elle seule, porter sur ses épaules tout le fardeau des réparations.

» Prenez garde : notre race risque d'y périr !

» Il faut donc que les Allemands nous paient.

» Avons-nous fait, jusqu'ici, tout ce qu'il fallait pour être payés ? Je crains bien que non. Pouvons-nous encore nous ressaisir, obtenir enfin ces paiements qui nous sont indispensables ? Oui, mais à condition de le vouloir, d'avoir une doctrine là-dessus, de nous

faire une méthode, un plan d'ensemble, ce plan une fois fait, d'en poursuivre obstinément, sans jamais nous laisser détourner du but, l'exécution. Qu'il s'agisse de la guerre ou de la paix, des affaires militaires ou des affaires civiles, c'est le seul moyen d'arriver à un résultat. »

Janvier 1920 [1].

POINCARÉ ET LLOYD GEORGE

Je vais voir Foch qui me reçoit en compagnie du général Weygand. Nous parlons de l'effondrement du ministère Leygues.

— Cela vaut beaucoup mieux, me dit le Maréchal. Le ministère était sans autorité. Il est de beaucoup préférable qu'il soit remplacé par un autre plus solide.

Foch m'interroge sur la situation politique.

— Un ministère Poincaré s'impose, lui dis-je, exactement pour les mêmes raisons qui ont amené un ministère Clemenceau vers la fin de la guerre.

— C'est tout à fait mon avis, répond Foch, et je suis résolu, dans la faible mesure de mes moyens, à le dire au Président de la République, à la première occasion. Je puis d'ailleurs vous raconter, si cela vous intéresse, ce qui s'est passé le 31 décembre dernier,

1. J'ai, pour l'intelligence du récit, daté ces entretiens qui se rapportent à certains faits précis de l'histoire récente.

à l'Elysée, où je me rendais pour porter mes vœux à M. Millerand.

Après quelques phrases banales :

— Nous allons entrer, Monsieur le Président, dans une phase assez critique où il nous faut, à la Présidence du Conseil, un pilote qui sache ce qu'il veut, qui exerce sur la Chambre et le pays la même autorité que vous exerciez vous-même, lorsque vous occupiez ce poste. Je sais, ai-je ajouté, que je m'occupe, en vous parlant ainsi, de choses qui ne me regardent pas. Excusez-moi si j'ai pris tout de même la liberté de vous les dire.

« Là-dessus, je suis parti, en lui laissant cela tout chaud dans la main. »

Foch me parle de Lloyd George : « Il change d'idée comme de chemise, me dit-il. Et plus souvent encore. Quelquefois même, il retourne sa chemise. Cependant, il demeure au gouvernail. Depuis que la guerre est finie, c'est à lui que nous avons affaire, alors que notre équipe à nous a changé deux ou trois fois au moins. Il connaît à fond le traité de paix, puisque c'est lui qui a le plus contribué à le fabriquer. Il a autour de lui les mêmes conseillers qui l'aidèrent dans cette tâche. Dès qu'une difficulté se présente, il appelle l'un d'eux qui sait à fond ce dont on parle, invoque aussitôt tel ou tel article.

» Nous, au contraire, nous avons une équipe toute différente et, par surcroît, nous la changeons à chaque instant. »

Mai 1922.

FRANCE ET ALLEMAGNE
APRÈS LA GUERRE
LLOYD GEORGE

— Pendant plusieurs années encore, me dit Foch, nous n'avons rien à redouter de l'Allemagne. Elle est dans un état matériel et moral qui ne lui permet pas de songer, pour longtemps, à une guerre de revanche. Voilà un point essentiel. La sécurité nous est assurée pour quelque temps. Nous pouvons donc, et nous devons faire porter tous nos efforts sur les réparations, chercher de quelle manière nous pourrons le mieux l'obliger à payer. Cela, c'est une autre affaire. Il faut avoir, à cet égard, un plan très net. Je ne vois pas qu'on l'ait. Nous serons peut-être obligés d'employer la contrainte. Il faudra envoyer là-bas des huissiers, c'est-à-dire des soldats.

— Ne prévoyez-vous pas, Monsieur le Maréchal, des difficultés sérieuses avec l'Angleterre, si nous devons en venir à cette extrémité, à occuper la Ruhr, par exemple ?

— Je ne le crois pas, répond-il. L'Angleterre finira par comprendre la nécessité où nous sommes d'agir ainsi. Elle acceptera, sans plaisir assurément, mais elle acceptera tout de même. *Je demeure très optimiste sur l'état des relations franco-britanniques.* Des deux côtés du Détroit, les hommes peuvent faire des sottises, l'amitié, l'union des peuples reposent sur des fondements trop solides pour que des erreurs individuelles puissent les ébranler.

Foch, qui est allé très souvent à Londres pour des voyages officiels ou des conférences, s'exprime de la sorte, parce qu'il a été surtout en rapport avec des militaires anglais, qui ont pour lui la plus grande estime, de vifs sentiments d'admiration et même de vénération.

Il me parle à ce moment de Lloyd George :

— Ce qui m'étonne le plus, me dit-il, c'est que l'Angleterre le laisse faire. Il faut les conditions extraordinaires de l'après-guerre, le trouble, la confusion qui en sont résultés dans tous les pays pour qu'un homme d'Etat comme lui, ne possédant rien de ce que les Anglais sont accoutumés à apprécier pardessus tout puisse continuer à diriger les destinées de cette grande nation. Il y a des moments, ajoute-t-il, où le plan national et le plan parlementaire ne s'accordent aucunement. C'est sans doute pour des raisons parlementaires, dont je suis mauvais juge, que les Anglais, ne pouvant faire autrement, tolèrent Lloyd George à la tête de leurs affaires. Il est impossible que cette situation-là dure.

Elle a duré déjà assez longtemps. Si on le laissait faire, il mènerait l'Angleterre droit au bolchévisme. Et, non seulement l'Angleterre, mais toute l'Europe avec. L'essentiel, pour lui, c'est de rester au pouvoir. Tout le reste n'a aucune importance. C'est ce que me disait un général anglais que j'ai vu l'autre jour, au moment de son départ pour les Indes. Il se montrait très inquiet et il y a vraiment de quoi.

Nous parlons ensuite de notre armée. C'est un sujet qui lui tient très à cœur et dont il m'a entretenu très souvent.

— On a perdu beaucoup de temps, me dit-il. On est resté plus de deux ans sans rien faire. On semble enfin décidé à se mettre à la tâche. La méthode que l'on doit suivre est indiquée par la logique et le bon sens. Il faut se mettre en face du problème, se poser cette question : Quelle est l'armée dont nous avons besoin pour défendre nos frontières ? Quelles sont les ressources du pays en hommes et en argent ? Etant donné le problème à résoudre, les moyens grâce auxquels il peut être résolu, quelle est la manière la plus intelligente, la plus pratique d'appliquer ces moyens à ce problème ?

Juillet 1922.

Je vois Foch à son retour d'un voyage à Londres.

« J'ai trouvé l'Angleterre dans un fichu état, me

dit-il. Tous ceux de mes amis que j'ai rencontrés se montrent désolés. Ils considèrent que, par la faute du gouvernement, leur pays est en train de se « bolchéviser ».

Il me fait alors un émouvant récit des funérailles de son vieil et cher ami le maréchal Wilson.

« On m'avait attendu, me dit-il, pour recouvrir le corps du Maréchal. La Maréchale m'a raconté qu'elle avait signifié aux membres du Gouvernement, à Lloyd George en particulier, qu'elle ne tolérerait pas leur présence dans le cortège. Je n'ai pas essayé de voir Lloyd George. Il était en pleine bataille parlementaire et tous ses instants étaient pris. »

Nous parlons des réparations :

« Le grand malheur, dit Foch, c'est que nous n'avons pas de plan. Si nous en avions un fortement conçu, clair et pratique, l'Angleterre ne pourrait pas ne pas l'accepter. »

Janvier 1923.

FOCH ET LA RUHR

— J'avais proposé moi-même, me dit Foch, de réaliser cette occupation indispensable, d'une manière assez différente de celle qui a été employée.

» Je voulais qu'on se bornât d'abord à occuper une zone restreinte, mais suffisante, comprenant Essen, de manière à pouvoir exploiter tout de suite et sans difficulté. Voilà tout un dossier là-dessus, me dit-il, entr'ouvrant son tiroir, et me montrant la série de ses rapports avec les cartes.

» On a voulu, du premier coup, faire grand, trop grand, surtout pour des raisons de prestige, qui n'avaient rien à voir avec les considérations pratiques.

» Après cette première tranche, on en aurait, si cela avait été nécessaire, occupé une seconde, puis une troisième, ce qui nous aurait donné le temps de digérer chacune d'elles.

» Je voulais aussi différer l'occupation jusqu'après les décisions de la Commission des réparations, de

façon à déclencher notre action non seulement à cause du charbon et du bois, mais à cause du manquement général de l'Allemagne.

» On m'a trouvé trop lent, trop timide. On prétendait tout avaler d'un coup. Conséquence : Impossibilité de digérer, embouteillage.

» Les Allemands, qui s'en sont aperçus, se sont naturellement empressés de nous susciter toute sorte de difficultés, de nous mettre des bâtons dans les roues. Il a fallu un certain temps pour débrouiller cet écheveau. C'est ce que nous sommes en train de faire.

» Les choses marchent bien. Dès maintenant nous allons avoir, sous la surveillance française, le nombre de trains suffisants pour assurer notre trafic. De même pour les lignes télégraphiques et téléphoniques.

» *Premier point :* Les transports seront assurés.

» *Deuxième point :* Comme les ouvriers continuent à travailler, les mines nous donneront rapidement la quantité de charbon qui nous est nécessaire à nous. Nous serons maîtres, d'autre part, de rationner l'Allemagne pour le charbon et pour l'acier. Les Allemands auront beau crier, protester, notre position est très solide.

» Que se passera-t-il ?

» Le Cabinet germanique bluffe. Il joue son va-tout. Pour les magnats de l'industrie c'est une question de vie ou de mort. Ils lutteront jusqu'au bout, mais le bout n'est pas loin. Quand ils se sentiront vaincus, ils demanderont à causer. Très probablement ils passeront la main à d'autres. Cela est

tout à fait dans la manière germanique. Nous verrons alors peut-être arriver un démocrate, un pur, un Breitcheid, par exemple.

— C'est une vieille connaissance à moi, Monsieur le Maréchal, dis-je. Je l'ai beaucoup vu durant mon dernier séjour à Berlin. Il est jeune et intelligent, très spécialisé dans les questions de politique étrangère. C'est un grand ami de Léon Blum avec qui il n'est pas sans offrir quelques points de ressemblance.

— Les socialistes, reprend le Maréchal, s'ils viennent au pouvoir, essaieront de nous attendrir. Ils plaideront l'impossibilité où se trouve l'Allemagne de payer. C'est alors qu'il faudra jouer serré.

» N'oubliez pas, me dit-il, que l'occupation de la Ruhr n'est nullement une fin, *mais un moyen.* Quel but devrons-nous poursuivre ensuite ?

» Il faut avoir un plan de réparations exécutable. La Commission des réparations et aussi notre Gouvernement doivent s'occuper sans retard de dresser ce programme.

» La Ruhr ne nous donne que le moyen de pression nécessaire, pression matérielle et pression morale, pour obliger l'Allemagne à s'exécuter. C'est nous, et nous seuls, qui devons, ensuite, faire connaître ce que nous désirons.

» Je ne crois pas beaucoup au contrôle des finances et des douanes germaniques. On ne peut pas *turquifier* un pays comme l'Allemagne. Comment rendre ce contrôle opérant ? Comment, sur cette immense frontière, empêcher les évasions ? Il faut obliger

l'Allemagne à payer, grâce à la Ruhr, mais lui laisser à elle-même le choix des moyens.

Quelques mois plus tard, le Maréchal se montrait beaucoup moins optimiste.

« Depuis 1919, me disait-il tristement, nous sommes les maîtres en Europe. Nous pouvons faire ce que nous voulons. Mais encore faut-il savoir ce que nous voulons. Or, nous ne le savons pas.

» Prenez la Ruhr. Nous n'avons aucun plan d'ensemble. Les ministres vont là-bas les uns après les autres: celui de la Guerre, celui des Travaux publics, que sais-je encore. Il faudrait une direction générale, un *programme* de gouvernement qui nous manque.

» Tout récemment, on m'a fait revenir de vacances pour une conférence avec Tirard sur le séparatisme rhénan. D'après moi, et je l'ai dit très nettement, le séparatisme doit être non pas une fin pour nous, mais un moyen, un élément important d'une politique d'ensemble qu'il s'agit de préparer soigneusement, lentement. Si vous faites cette politique, le séparatisme viendra de lui-même. Vous aurez dans ce cas, non pas seulement le mot, *mais la chose*, ce qui vaut beaucoup mieux.

» Quelle est cette politique ? Vous aboucher avec les représentants les plus qualifiés de la population,

voir avec eux comment on peut améliorer leur situation économique, qui les intéresse par-dessus tout. Une terrible crise se prépare dans toute l'Allemagne. Par quels moyens l'évitera-t-on en Rhénanie ? Discutez avec eux, tenez compte de leurs désirs, mettez sur pied, en un mot, une sorte d'assemblée consultative, de petit Parlement rhénan. La majorité de la population se tournera vers vous. A l'heure actuelle, au contraire, vous n'avez que des professionnels politiciens ou agitateurs, des gens qu'on considère comme *des aventuriers*, qui n'inspirent aucune confiance à leurs compatriotes. Il suffit même qu'on les sente de notre côté pour que les autres nous tournent le dos aussitôt. »

Encore quelques mois et nous parlons de nouveau de la question de la Ruhr.

— C'est une chose extraordinaire, incroyable, dit le Maréchal, qu'aucun résultat pratique, durable, ne soit sorti de cette occupation.

— Comment expliquez-vous cela ? lui dis-je.

— Il n'y a pas deux explications, me répond-il. Il n'y en a qu'une seule : *c'est une impuissance absolue à réaliser et à agir.*

» Je dis à chaque instant à ceux qui nous gouvernent :

— Qu'il s'agisse des réparations ou de la sécurité, la solution doit être trouvée et proposée par nous. N'attendons pas que d'autres la trouvent à notre place. Ce serait folie de nous décharger sur eux de ce soin. Il est évident, en effet, que s'ils trouvent eux-mêmes cette solution, ils s'arrangeront pour qu'elle leur convienne à eux plutôt qu'à nous.

» Les éléments du problème, me dit Foch, n'ont nullement changé, il faudrait marcher, aller de l'avant, avoir un plan et l'appliquer. C'est le seul moyen d'entraîner les Anglais. Au lieu de cela, on passe son temps à se disputer avec eux sur des questions qui sont le plus souvent de simples querelles de procédure. Si j'avais agi de la sorte, je puis vous assurer que jamais la guerre n'aurait été gagnée. Au lieu de me disputer avec Haig, je ne cessais de lui dire :

— Tout va bien, tout va très bien. Voilà maintenant ce que nous allons faire. En avant !

» Et il me suivait. C'est ce que je ne cesse de répéter à nos gouvernants. Ils m'écoutent très attentivement, très respectueusement, m'assurent que j'ai pleinement raison. Quelques jours après ils prononcent un beau discours, et les choses en restent là !

» Voyez, par exemple, de quelle manière on a liquidé l'affaire de la Ruhr qui, mieux conduite, surtout mieux exploitée, aurait dû nous donner des résultats extrêmement importants, financiers et économiques à coup sûr, politiques peut-être.

» Ce sont finalement les financiers et les experts américains qui ont mis sur pied le système financier réglant les paiements de l'Allemagne.

» N'est-ce pas une preuve éclatante de ce que je vous disais ?

FOCH SUR LA POLITIQUE FRANÇAISE

MILLERAND, POINCARÉ

LA « JACHÈRE » ET LES « BOURDONS »

Février 1924.

Vu vers la fin de l'après-midi le Maréchal, que je trouve dans un état d'esprit pessimiste, ce qui est assez rare chez lui.

« Le ministère Poincaré, affaibli devant la Chambre, peut être mis en minorité par le Sénat. La période électorale s'annonce comme très confuse, très troublée. Les difficultés financières et économiques, la vie chère, les impôts nouveaux dont on est menacé, ne manqueront pas de mécontenter les électeurs et de faire ainsi le jeu de l'opposition radicale et socialiste. Tout cela risque d'amener au pouvoir les partis de gauche, ce qui ne sera pas sans péril pour l'avenir de nos finances.

» Voyez-vous de temps à autre Alexandre? me dit le Maréchal — c'est de M. Millerand qu'il veut parler. Il est tout aussi impuissant, et il s'en rend compte, vis-à-vis de M. Poincaré, que l'était ce

dernier vis-à-vis de M. Clemenceau. Rien n'est plus naturel d'ailleurs. Pourquoi les mêmes causes ne produiraient-elles pas les mêmes effets ? »

Il me parle aussi de la situation financière, assurément très grave, et de la conspiration contre le franc, qui se précise de jour en jour, à laquelle on ne s'est pas suffisamment préoccupé de répondre jusqu'ici.

— Tout cela n'est vraiment pas gai, dit le Maréchal. Vous ne m'apportez pas le soleil !

Je lui réponds que malheureusement je ne l'ai pas dans ma poche.

— Cependant, poursuit-il, après 1870 la France s'est relevée très vite, d'une façon miraculeusement rapide. Quelques années lui ont suffi pour se remettre d'aplomb, financièrement, politiquement, moralement. Quand je fais observer aux hommes qui nous gouvernent la rapidité de ce relèvement, quand je le compare au marasme au milieu duquel nous pataugeons, ils ne manquent pas de m'objecter que les problèmes de notre époque sont beaucoup moins simples, beaucoup moins faciles à régler.

» Cette réponse, me dit Foch avec force, ne vaut rien, absolument rien. Elle ne me satisfait point; elle ne saurait satisfaire aucun homme sensé. On ne me fera jamais admettre que la défaite soit, plus que la victoire, un facteur de relèvement. Il faut chercher ailleurs l'explication. Elle provient uniquement, selon moi, de la valeur du personnel dirigeant. Après 1870 nous avons eu de véritables hommes d'Etat : Thiers, Ferry, Gambetta. Ils avaient des idées sur le gou-

vernement, une doctrine politique. Même au point de vue militaire, Thiers possédait des idées très nettes, très arrêtées. Il savait ce qu'il voulait. Il pouvait se tromper quelquefois, lorsqu'il estimait, par exemple, qu'il est impossible de faire un vrai soldat en moins de sept années, ce qui est manifestement une erreur. Mais enfin, il avait ses doctrines, ses méthodes, et tout vaut mieux que de n'en point avoir. Des hommes d'Etat de cette envergure, de cette valeur, nous en avons trop peu. La plupart de ceux qui nous gouvernent voient uniquement les choses sous l'aspect, sous l'angle parlementaires. Les discussions de la Chambre ou du Sénat, parce qu'elles représentent pour eux la réalité entière, absorbent complètement leur attention et leur énergie. Il n'en demeure rien pour le reste, qui est cependant tout. Ces discussions sont, la plupart du temps, de purs exercices oratoires.

Ce sujet-là est un de ceux qui tiennent le plus à cœur au Maréchal. Que de fois, au cours de nos entretiens, il lui est arrivé de le reprendre.

— Un homme d'Etat, comme un grand chef militaire, doit avoir une doctrine, une méthode, une opinion arrêtée sur les principales questions à résoudre. Il faut qu'il ait ensuite le temps de réfléchir à ces questions, de les creuser, de les mûrir. Tout cela, doctrine et loisirs, manquent à nos dirigeants dont la vie ministérielle — d'ailleurs souvent éphémère — se passe en un perpétuel tourbillonnement. Comment s'étonner, après cela, qu'aucun des pro-

blèmes essentiels ne soit résolu ? J'ai vu, par exemple, la semaine dernière, un de nos hommes politiques importants, dont il est question pour le ministère des Finances.

« La crise financière, lui disais-je, pour être résolue, exige un vaste plan d'ensemble. Il faut se mettre en face du problème, l'embrasser tout entier, chercher et trouver une solution générale, au lieu des mille petites mesures fragmentaires, souvent incohérentes et contradictoires, qu'on ne cesse d'appliquer aujourd'hui. Avez-vous réfléchi à ce point? Si oui, aurez-vous le temps de le mettre à exécution ? Etes-vous sûr pour cela, non seulement du lendemain, mais aussi du surlendemain ? Car une continuité d'efforts politiques est indispensable, si l'on désire arriver à un résultat satisfaisant. »

» Durant les quinze ou vingt années qui ont précédé la guerre, ajoute le Maréchal, nos hommes politiques ont pris le pli de tout ramener à des discussions parlementaires, à des exercices verbaux, à des intrigues de couloir. La machine marchait tant bien que mal alors, parce que le pays était riche, prospère, le budget facile à boucler. Aujourd'hui, avec les problèmes d'après guerre, aussi difficiles que ceux de la guerre elle-même, rien de tout cela n'est plus possible. Il faut d'autres méthodes, sinon nous continuerons à patauger.

Comme je m'apprêtais à le quitter :

— J'ai l'idée, me dit-il, de deux livres, que d'ailleurs je n'écrirai jamais, car le temps me man-

quera. Le premier s'appellerait *La Jachère.* C'est l'état misérable dans lequel est tombée notre Administration. Le second serait intitulé *Les Bourdons.* Ce sont les agités du Parlement qui intriguent, font des discours, obligent les ministres — au lieu de les laisser travailler — à écouter leur bavardage, à passer tout leur temps à y répondre.

Foch me raconte alors cette amusante anecdote :

« Au dernier déjeuner du 1er janvier chez Alexandre (le Président de la République), les maréchaux étaient conviés en même temps que les ministres. On parla de la mort du général Buat, du vide qu'elle laissait dans notre Etat-Major.

» Voyez-vous, ai-je dit à un des assistants, d'une voix haute et de manière à être entendu de tous, il n'y a décidément que les vieux chevaux qui durent. Quand ils ont passé l'étape difficile, entre douze et quinze ans, ils arrivent jusqu'à vingt. C'est vrai des hommes, et encore plus des chefs militaires.

» Mon interlocuteur, ajoute en riant le Maréchal, avait, à ces mots, l'air moitié figue et moitié raisin. »

Au moment où je prenais congé de lui :

— Lisez-vous attentivement, me dit-il, les comptes rendus du procès Ludendorff qui se déroule en ce moment à Munich ? Suivez avec soin cette affaire, elle en vaut vraiment la peine. C'est une curieuse éclaircie sur un monde de Boches bien vilains, qui se trahissent et se déchirent à qui mieux mieux. On dirait un panier de crabes se mordant, se déchirant les uns les autres.

Mars 1924.

FOCH ET LA CRISE DU FRANC

La première question que me pose le Maréchal, est celle-ci :

— Où en sommes-nous financièrement ?

Je lui dis les nouvelles que j'ai apprises, mon impression sur la situation présente, sur les remèdes énergiques proposés par le gouvernement.

— Ces remèdes-là auraient été efficaces, et même très efficaces il y a six mois, peut-être même il y a six semaines. Il est à craindre qu'ils ne produisent plus grand effet maintenant.

Foch me parle des manœuvres entreprises par les Allemands pour torpiller le franc. Le colonel Harjes, de la Banque Morgan, venu le voir la veille, lui a raconté de curieuses histoires là-dessus.

— Jusqu'ici, me dit-il, nous n'avons pas levé le plus petit doigt pour contrecarrer ces manœuvres. La position des assaillants était donc excellente; ils étaient sûrs de gagner à tout coup.

» En dépit de tout cela, me dit-il, bien que la situation apparaisse comme très sombre, je ne suis pas pessimiste sur l'avenir du franc. Il me semble absolument impossible qu'il arrive chez nous ce qui s'est produit en Allemagne ou en Autriche. La situation ici est toute différente. Il y avait chez beaucoup d'Allemands le désir de laisser s'effondrer leurs finances pour se dispenser du paiement des réparations. Pareil désir n'existe pas ici. La France, d'autre part, peut se suffire à elle-même. Elle produit à peu près ce qui lui est nécessaire pour vivre. Nous n'avons qu'à nous replier sur nous-mêmes, à travailler et à attendre.

Foch me tint exactement les mêmes propos, il fit preuve d'un même optimisme durant les deux années qui suivirent, jusqu'en juillet 1926, au cours des crises les plus graves, alors que le franc ne cessait de baisser par rapport à la livre et au dollar, qu'on avait tout lieu de craindre qu'il ne subit le sort de la couronne autrichienne et du mark allemand.

Très impressionné par les nombreux voyages que j'avais fait moi-même en Autriche et surtout en Allemagne, depuis la fin de la guerre, par tout ce que j'avais vu dans ces pays, il m'arrivait souvent d'exprimer au Maréchal toutes mes appréhensions.

« Vous n'y êtes pas du tout, me disait-il chaque fois, d'un ton brusque. A moins que nous ne soyons des fous ou des lâches, jamais, au grand jamais, le franc n'aura le sort du mark. Les conditions morales et matérielles sont tout autres ici. Nous pouvons avoir

des complications, des soubresauts, des moments pénibles à passer, mais vous verrez qu'un jour ou l'autre, fatalement, forcément, le rétablissement se fera. »

Foch, pendant toute cette époque, même aux heures les plus sombres, ne se départit jamais de cette assurance, de cet optimisme.

Il convient d'y insister, parce que c'est une preuve, la plus décisive à mon sens, de son coup d'œil très juste, de son jugement si clairvoyant.

De même qu'aux moments les plus critiques de la guerre, il ne désespéra jamais de la victoire, les mêmes raisons l'amenèrent à ne jamais désespérer du franc.

Il était convaincu, il le demeura toujours, que cette bataille financière serait pareille à la bataille militaire; que le jour où on voudrait vraiment la gagner — en employant les grands remèdes — elle serait gagnée, comme l'autre l'avait été.

Qu'il s'agisse de finances, de politique ou de stratégie, la justesse de vision demeure la même chez Foch. Il atteint du premier coup, presque instantanément, par delà les causes superficielles, occasionnelles, les causes profondes, par delà les apparences, la réalité.

Jamais, je dois le dire, il ne m'apparut si merveilleux et si grand, que lorsqu'il m'exprimait ainsi, en faveur du franc, cet acte de foi qui se trouvait être en même temps un acte de raison.

Juin 1924.

APRÈS LES ÉLECTIONS

A propos des élections qui viennent d'amener au pouvoir le *Cartel*, Foch me raconte cette curieuse anecdote.

— En juin 1923, près d'un an avant les élections, sur la prière de trois ministres du Cabinet : Maginot, Reibel et un autre, j'allai trouver Poincaré :

» Monsieur le Président, lui dis-je, les élections approchent. Elles auront une portée considérable, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Tout ce que nous avons fait depuis quatre ans, et même les résultats de la victoire, peut être mis en question. Il est donc indispensable de s'en occuper. Y songez-vous ?

— Je ne songe qu'à cela, Monsieur le Maréchal, et je vais y employer une partie de mes vacances. Je verrai les préfets moi-même, département par département et je leur donnerai mes instructions.

A quoi Foch de répondre :

— Mais, Monsieur le Président, vous n'avez pas

le temps de tout faire. La diplomatie, la Ruhr, la politique étrangère, tout cela vous accapare. Quand trouverez-vous assez de loisirs pour recevoir les préfets ?

— Non, répond Poincaré d'une voix sèche, c'est moi qui dois faire cela.

» Ayant vainement insisté, je m'en allai. Je rendis compte de cela à un ministre, qui me dit :

— Alors, nous sommes fichus !

» Après ces élections du 11 mai, poursuit-il, nous allâmes, Poincaré et moi, faire un voyage à Verdun où nous fûmes acclamés par la foule.

— Quelle admirable population, me dit Poincaré. Si tout le monde était ainsi chez nous !... Malheureusement, tout le monde n'est pas ainsi, tant s'en faut.

Et moi de lui répondre :

— Pourquoi ces populations sont-elles admirables? Parce que vous avez pris vous-même la peine de les éclairer; vous vous y êtes employé activement et vous avez obtenu d'excellents résultats. Mais dans d'autres parties de notre pays, dans le Midi, par exemple, qui donc s'est chargé de ce soin ? Pourquoi diable, voulez-vous que les résultats soient les mêmes ?

Octobre 1924.

FOCH ET LA NOUVELLE EUROPE

Le matin, vers dix heures, un des deux officiers d'ordonnance du Maréchal, Beugnet, me téléphone pour me dire :

— Le Maréchal a lu votre dernier article de la *Revue de France*. Il désire vous en entretenir. Venez le voir un de ces après-midi.

Je décide d'y aller le soir même, à cinq heures.

Foch était en train de recevoir le général Ragueneau, sous-chef d'état-major. J'attends un instant chez Beugnet.

Le Maréchal est très en verve, allant et venant dans son cabinet. Sans s'asseoir, il parle tout de suite du sujet de cet article, les relations franco-allemandes et la sécurité. Je note une chose très curieuse, très caractéristique de son esprit, de son intelligence. Ce sujet de la sécurité, du maintien de la paix qui lui tient tellement à cœur, il l'a porté en lui depuis une dizaine de jours, date de notre dernier entretien; il

l'a nourri de sa substance. L'idée s'est développée comme un être vivant. La semaine dernière, le thème était à peine indiqué, les raisonnements du Maréchal empreints d'une certaine sécheresse, de quelque nudité; maintenant au contraire tout s'est épanoui avec une abondance extraordinaire d'arguments.

« L'idée maîtresse, me dit-il, la position centrale, c'est celle-ci.

» De quoi s'agissait-il donc, lorsque les Alliés ont fait la paix ? D'obtenir le dédommagement de leurs sacrifices ? Certes oui, mais ils voulaient beaucoup plus encore : *rendre désormais la guerre impossible.* Voilà la préoccupation essentielle qui les animait. Ils ne parlaient pas d'autre chose, ils ne pensaient pas à autre chose. Le devoir qui s'imposait à eux, qui revêtait à leurs yeux un caractère moral, presque religieux, c'était de rendre impossible, à l'avenir, une tuerie pareille à celle dont on sortait, la destruction de tant de millions de vies humaines, l'anéantissement d'une partie importante du capital de l'humanité.

» Avec quelle chaleur, de quel élan, ils s'installèrent à la construction de cet édifice, qui devait fonder la paix dans le monde. Ecoutez les premières déclarations, les premiers entretiens de Wilson, dès son arrivée en Europe, de Lloyd George, de Clemenceau ! Voilà leur principal souci. C'est un devoir qu'ils ont à remplir envers la civilisation, envers l'humanité. Agir autrement, ce serait *trahir les morts !*

» Recherchez, si vous en avez le temps, me dit le Maréchal, les discours de Wilson, de Lloyd George, de Clemenceau. Vous verrez à quel diapason, à quelle température ils sont montés.

» C'est là ce qu'il faut bien expliquer. C'est là le fond de la question. Si vous rendez claire cette idée essentielle, tout le reste ne manque pas d'être éclairé aussi.

» A l'heure actuelle, ajoute Foch, les gouvernements semblent avoir bien oublié l'état d'esprit qui animait les dirigeants de cette époque; ils pensent à tout autre chose et ils parlent de tout autre chose, de la vie chère, du prix du pain, des colloques de Genève, etc. Et cependant, c'est à cet état d'esprit, c'est à cette préoccupation qu'il faut se reporter, si l'on veut conserver quelque chose des résultats de la victoire, si l'on tient à ce que cette victoire n'ait pas été remportée en vain.

» Le problème de la sécurité se fond dans un problème beaucoup plus vaste, beaucoup plus haut : celui du maintien de la paix. C'est la paix qu'il s'agit de sauver à tout prix.

» Ce n'est pas nous seuls qui sommes en cause, mais l'Europe tout entière. Qu'est-ce que c'est que cette Europe ? »

Foch, me prenant ici par le bras, m'entraîne devant une grande carte accrochée au mur : « Voilà, me dit-il, l'Europe que nos hommes d'Etat, nos diplomates ont fabriquée. Au moment même où ils la fabriquaient, j'en ai eu, je ne vous le cache pas,

quelquefois *la chair de poule*. J'ai senti mes cheveux se dresser sur ma tête. Mais enfin, la voilà telle qu'elle est. Contemplons-là un moment. Elle se présente sous l'aspect d'une mosaïque, d'un enchevêtrement extraordinaire de frontières et de peuples. Voyez la Tchécoslovaquie, par exemple, quelle étrange configuration. Où sont ses frontières ? Comment se présentent-elles ?

» Ce ne sont évidemment pas des considérations stratégiques qui les ont déterminées. Il y avait plus de diplomates que de généraux dans le Conseil d'où l'Europe nouvelle est sortie. »

Et le Maréchal, me prenant par la main, me fait toucher du doigt une pointe extraordinairement longue et mince du territoire tchécoslovaque qui, pareille à une aiguille, vient s'insérer entre la Hongrie, la Pologne et la Roumanie.

« Un de nos officiers, dit-il, a fait il y a deux ans, un voyage dans ce pays. Il a poussé jusqu'au fin fond de cette botte, aussi effilée, aussi étroite que celle de la péninsule italienne. Seulement la péninsule italienne est entourée par la mer, ce qui rend la défense facile. Au lieu que la botte tchécoslovaque s'insinue entre des territoires peuplés de ses ennemis les plus acharnés, les plus redoutables : les Hongrois. Pour aller de Prague, par exemple, à l'extrémité orientale de ses provinces carpathiennes, le chemin le plus court, le plus simple, passe par Budapest. Il est certain qu'en temps de guerre, ce territoire-là ne serait pas d'une défense très facile.

» Et la Pologne, poursuit le Maréchal, elle aussi possède des frontières singulièrement vulnérables.

» Au centre de tout cela, parmi ces constructions toute fraîches, fragiles par conséquent, puisqu'elles n'ont pas encore eu le temps de sécher, une Allemagne de 60, bientôt de 65 millions d'habitants. Or, qu'est-ce qui tient, qu'est-ce qui supporte tout cela ? C'est nous, nous seuls. Si notre force, notre appui manquent, ces constructions risquent de s'écrouler.

» Voilà le problème de la sécurité tel qu'il faut le voir, dans toute sa grandeur, dans toute sa complexité. Il ne se réduit pas, loin de là, à la barrière du Rhin. Il consiste dans le maintien à tout prix de l'Europe, telle que l'ont faite les traités qui ont suivi notre victoire.

» Supposez l'Allemagne étendant sa main, même moralement, sur tous ces Etats, les faisant graviter dans son orbite, de quelle puissance formidable ne disposera-t-elle pas alors ? Il serait vain d'engager la lutte contre elle. Cette lutte serait perdue d'avance. »

Octobre 1924.

FOCH ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

A propos de la dernière session de Genève, Foch me parle de la Société des Nations.

— Qu'était-elle au début? Reportez-vous au texte même du traité. Quel était l'état d'esprit des Etats fondateurs ? Toujours le même : empêcher la guerre, maintenir les résultats de la victoire. Voilà ce que fut l'idée dominante.

» Or, qu'est-il arrivé ? Le principal d'entre eux, les Etats-Unis, s'en est retiré avant même d'y être entré. De là une grosse diminution, matérielle et morale.

» Après cette première phase sont entrés quantité de neutres, étrangers par conséquent, indifférents aux aspirations des Alliés, n'y accordant qu'une attention, qu'un intérêt très relatif. Forcément l'esprit de la Société en a été considérablement modifié : c'est maintenant une Assemblée de Neutres. Le maintien des frontières existantes ne touche pas directement

beaucoup de ces Etats. Voilà le deuxième stade où nous sommes aujourd'hui.

» Et quel sera le troisième, celui de demain ? Vous allez introduire l'Allemagne; vous prétendez qu'elle se conforme à l'esprit de cette ligue, consistant à maintenir les frontières qui lui ont été imposées, qu'au fond de son cœur elle n'a jamais reconnues, pour parler franchement qu'elle déteste et dont elle désire ardemment la destruction. Si vous espériez cela, ce serait vraiment beaucoup de naïveté de votre part.

» Et que dire du jour où vous aurez introduit la Russie des Soviets ? Voilà un gouvernement qui — il ne perd pas une occasion de le proclamer — n'a aucune espèce de rapport avec aucun des gouvernements existants en Europe, et dans le monde. Il n'y a rien de commun entre les principes auxquels vous êtes attachés, qui servent de fondement à vos Etats, et les principes dont il se réclame. Vous voulez que, lui aussi, adhère loyalement à l'esprit, au programme de la Société des Nations ! Allons ! Allons ! trêve de plaisanteries !

» De plus en plus, l'idée qui était celle des fondateurs, comme vous le voyez, se dilue; c'est comme un vin excellent qui serait de plus en plus mouillé d'eau. Vous ne retrouverez plus, ou bien vous retrouverez très difficilement les principes essentiels qui étaient ceux du début.

Le Maréchal, qui était resté debout, s'assied.

— Et maintenant, me dit-il, c'est mon tour de vous interroger : où en sommes-nous ?

— Toujours au même point, lui dis-je, sauf que les difficultés s'accroissent pour le ministère Herriot, ainsi qu'il était facile de le prévoir.

— Et elles ne cesseront pas de s'accroître, me répond Foch: les plus graves sont d'ordre financier, économique; le renchérissement de la vie, les embarras de notre trésorerie, les exigences des fonctionnaires, l'équilibre du budget qui, cela est à craindre, n'existera que sur le papier.

» Pour assainir notre situation financière, il faudrait un programme de longue haleine; ce n'est pas l'œuvre d'un jour, ni d'un mois, ni d'une année. Où est le ministre qui consentira à s'y atteler ? Où prendra-t-il la sérénité d'esprit, les loisirs pour les longues réflexions, alors qu'il est tiraillé par les soucis de tous les jours, par le besoin de se défendre au Parlement, etc ? Ces deux choses sont incompatibles; vous ne pouvez pas demander à un même homme de mener quotidiennement la bataille parlementaire et de s'enfermer dans son cabinet pour construire une œuvre de durée.

» Voyez ce qui se passe pour le ministère de la Guerre. Depuis 1919, on peut le dire, nous n'avons pas eu un ministre de la Guerre qui se soit vraiment

occupé de son affaire : reconstituer l'armée dont nous avons besoin. Quand le général Nollet, qui est un homme intelligent, laborieux, averti, a pris possession de sa charge, il a été épouvanté du désordre qui régnait dans son ministère.

» Et cependant on aurait pu faire quelque chose. Jamais nous n'avons eu un Conseil Supérieur de la Guerre aussi bien composé. Les généraux qui en font partie ont été l'objet d'une sélection rigoureuse, celle des champs de bataille. Tous ceux qui avaient la moindre tare, la moindre faiblesse ont été « limogés » impitoyablement. Il n'est resté que les meilleurs. Il était tout indiqué qu'on les chargeât de ce travail de reconstruction, qu'ils étaient parfaitement capables de mener à bien. Or le Conseil Supérieur de la Guerre *n'a jamais aussi peu travaillé;* non seulement on ne lui a rien donné à faire, mais on lui a défendu de s'occuper de quoi que ce soit !

» Quant à la situation financière, l'autre jour à l'Académie des Sciences, je disais à Painlevé et à Borel :

— Vous avez eu des élections à gauche et vous croyez être libres de faire ce que vous voudrez. C'est une illusion. Jamais vous n'avez été moins libres. Ou vous ferez une politique raisonnable, modérée, ou la situation financière, aujourd'hui plus forte que vous, se chargera vite de vous mettre à la raison.

Octobre 1924.

CRISE FINANCIÈRE. — LOCARNO

Je vois le Maréchal après une assez longue absence, à son retour de Bretagne et du Midi. Il est en civil; je lui trouve bonne mine; il est toujours solide, vigoureux et droit.

La situation politique et surtout financière le préoccupe. La crise du franc s'aggrave.

— Quelle est votre impression ? lui dis-je.

Il se recueille un instant, allume sa pipe :

— Voici, répond-il. Nous habitons un pays prospère avec un Etat ruiné. Et il est ruiné parce qu'il a un gouvernement ruineux.

» Pourquoi, me direz-vous, supportons-nous ce gouvernement ? C'est que, jusqu'à maintenant, le peuple, dans son ensemble, n'en a pas trop souffert. Prenez les paysans, par exemple : ils n'ont jamais été plus riches, plus florissants. Dans le petit village de Bretagne où j'ai ma propriété, le percepteur me disait, l'autre jour, que pendant les douze derniers

mois, il a vendu pour deux millions de francs de Bons du Trésor. Pendant la même période, savez-vous le montant des taxes sur les bénéfices agricoles ? Cinquante mille francs.

» Les ouvriers, eux aussi, sont très bien payés. Seuls, souffrent les gens à revenu fixe, les classes moyennes ; mais ils sont incapables de faire autre chose que de se plaindre. Toute l'explication est là. C'est pourquoi d'ailleurs je ne vois pas de remède immédiat.

— Ne croyez-vous pas, lui dis-je, que l'avilissement de notre monnaie, dont les effets se feront de plus en plus sentir, aura pour effet de disséminer ces souffrances, d'augmenter l'intensité du mal ? De cet excès du mal seul peut venir le remède. N'allons-nous pas à un effondrement de notre monnaie, comme il s'est produit en Allemagne ?

— Prenez, dit Foch, un homme possédant une riche propriété, mais dont les dépenses sont excessives, la trésorerie de plus en plus embarrassée. Comment remettra-t-il ses finances d'aplomb ? La première chose à faire, et même la seule, est, du moment qu'il a montré sa parfaite incapacité, de lui ôter l'administration de ses biens, de nommer un syndic. Que fera ce syndic ? Il établira un bilan, réduira les dépenses. En quelques années la situation sera rétablie. C'est le cas de la France.

» Je ne crois d'ailleurs nullement à un effondrement du franc analogue à celui du mark. Notre situation est différente de celle de l'Allemagne. Ses gouvernants ont fabriqué des billets par milliards et

centaines de milliards. *Nous n'en viendrons jamais là.*

Je lui parle alors des accords de Locarno.

— Ils sont en eux-mêmes fort embrouillés, me dit-il. La clarté n'est pas leur qualité maîtresse. Ils se réfèrent à tout instant à l'article 14 et à l'article 16.

» Mais enfin, à les prendre dans leur ensemble, que constatons-nous ? Tout le monde, peu ou prou, est content : l'Allemagne, la France et même la Pologne et la Tchécoslovaquie.

» C'est la preuve qu'ils ne sont pas si mauvais. Ils permettent en tout cas à l'Europe de respirer, de souffler, surtout ils donnent aux jeunes nations issues de notre victoire, le temps de se consolider. Cette construction encore fraîche se durcit, se solidifie. Voyez la Pologne : elle multiplie les preuves de sa vitalité. Certes, l'établissement de la monnaie or produit là-bas des conséquences bien curieuses. Il amène un resserrement intense des crédits. Un grand propriétaire, par exemple, le prince X..., possédant des milliers d'hectares, est soumis à de très lourdes taxes. Il a beau vendre tout ce qu'il peut de blé, betteraves, vaches, il ne réalise pas la somme suffisante pour payer ses impôts. La monnaie fait défaut. Le ministre des Finances, ferme comme un roc, déclare qu'il n'imprimera pas un billet qui ne soit garanti par une réserve or.

» En attendant, le pays travaille, il produit, il s'enrichit. Il exporte cette année des quantité-

énormes de sucre en Angleterre. Il a une armée très solide. Tout cela peut nous inspirer confiance. » ·

Le trait caractéristique de Foch, c'est un optimisme raisonné, dérivant de l'idée qu'un pays, comme un homme, est toujours plus ou moins maître de ses destins, qu'à la condition de ne pas s'abandonner, il peut toujours surmonter les difficultés qui l'assaillent.

Le Maréchal me demande si j'ai vu Lyautey à son retour du Maroc.

— Pas encore, lui dis-je, je viens d'écrire sur lui quelques pages où je dis tout le bien que j'en pense.

— C'est un grand, un très grand serviteur du pays, me dit-il. Les services qu'il nous a rendus sont immenses.

A quoi je réponds :

— La manière dont on vient de le recevoir et de le remercier n'est guère digne du Gouvernemnt.

— Il faut nous y attendre, répliqua Foch, avec philosophie. L'ingratitude des Gouvernements, quelquefois même leur muflerie est de règle envers tous ceux qui ont mérité de leur pays. Lorsque Weygand revint de Syrie, il n'y avait même pas à la gare, pour le recevoir, le moindre petit fonctionnaire de la Guerre ou des Affaires étrangères !

Février 1926.

LE CHAR MÉROVINGIEN

Le Maréchal est rentré de Bruxelles où il est allé assister aux obsèques du cardinal Mercier. Il a vu le Roi, mais quelques instants seulement, au moment des funérailles. Je lui parle des réductions considérables opérées sur l'armée belge.

— Nos voisins, me dit-il, désarment à toute allure.

— Et le nouveau gouvernement, lui dis-je, les socialistes du ministère ?

— Vandervelde, me répond-il, est venu me saluer. Il est très important, très protocolaire. Je me suis aperçu qu'il devenait de plus en plus sourd.

— C'est quelquefois, Monsieur le Maréchal, une qualité précieuse pour un homme d'Etat.

— Le socialisme en Belgique, reprend Foch, est surtout un socialisme corporatif. Les questions politiques l'intéressent moins que les questions professionnelles. Il vise avant tout à améliorer le bien-être des ouvriers.

Je lui fais observer que c'était exactement le cas du socialisme allemand avant la guerre.

— Et l'Allemagne, Monsieur le Maréchal ?

— La situation économique y est très difficile : manque de disponibilités dans les affaires, de crédit dans les banques. Mais celle du gouvernement est beaucoup plus solide. Non seulement le budget est en équilibre, mais il se présente avec des excédents. L'ordre et la tranquillité règnent. J'ai l'impression que le gouvernement Stresemann représente assez bien les idées de la grande majorité des Allemands. Pas d'aventures extérieures, le rétablissement des affaires, la prospérité du commerce et de l'industrie, qui, très vite, rendront à l'Allemagne la place qu'elle occupait avant la guerre. C'est dans cette direction qu'ils voient leur chemin.

» A la réception du 1er janvier chez le Président de la République, comme je m'entretenais avec M. Briand :

— Monsieur le Président, lui dis-je, l'Allemagne ne tardera pas à apprendre à la France de quelle manière on peut, avec une constitution républicaine, faire aller de l'avant un pays. C'est une leçon inattendue, paradoxale peut-être, mais je vous assure qu'elle nous sera donnée.

» Briand se mit à rire.

— Au secours, au secours, cria-t-il aux autres ministres. Venez tous me prêter assistance; le maréchal Foch est en train de me donner l'assaut.

» Devant tous les ministres, j'ai répété ce que je

venais de dire à Briand : « Les Allemands ont réussi à aménager une République qui leur assure un gouvernement stable, solide, maître du lendemain, capable par conséquent de faire prospérer, dans les meilleures conditions, les affaires du pays. Le jour n'est pas loin où nous devrons aller chercher chez eux des exemples et des enseignements. »

» Là-dessus, Briand de répondre :

— Que diable voulez-vous que je fasse ? Vous connaissez l'instinct des Allemands ? Ils sont comme des canards sauvages qui suivent tous à la queue leu-leu celui qui marche en tête. Chez nous, c'est tout le contraire. Voyez la volière du Palais-Bourbon où cinq ou six cents moineaux passent leur temps à piailler et à se disputer. Comment voulez-vous que je gouverne avec cela ?

» J'ai arrêté, poursuit Foch, cette discussion inutile. J'aurais pu répondre et la réponse n'aurait pas été difficile, mais à quoi bon ?

Nous parlons de la situation politique et surtout de la situation financière :

— Vous connaissez ma formule. Je vous la répète. Non pas que j'en sois fier et que j'en tire une vanité d'auteur, mais parce que je la crois bonne : la France est un pays riche avec un Etat ruiné et un gouvernement ruineux, songeant avant tout à satisfaire les besoins toujours croissants de sa clientèle électorale. Tant que vous ne vous attaquerez pas au principe du mal, c'est-à-dire à la nature du gouvernement, vous n'obtiendrez aucun résultat, aucune amélioration.

Voyez la discussion qui se poursuit. Elle a commencé il y a une dizaine de jours; elle en durera encore autant. Après quoi elle passera au Sénat. Pendant ce temps les événements marchent, les prix montent, le mécontentement s'accroît. Un beau jour ce sera la crise. Les fonctionnaires se plaignent, non sans raison. Je connais la situation de mes officiers. On leur a promis l'année dernière une augmentation de solde qu'ils devaient toucher cette année, qui, pour le grade de colonel, devait atteindre huit ou neuf mille francs. Ils n'ont encore rien reçu. Certains d'entre eux comptaient là-dessus pour régler leurs dépenses les plus urgentes. Tous sont peu ou prou dans la même situation.

» Les parlementaires ne s'en rendent pas compte, accoutumés à tout voir à travers leurs discussions du Palais-Bourbon. Quand on leur en fait l'observation, ils ont l'air étonné, presque choqué. « Mais nous travaillons, disent-ils, nous discutons, nous votons. Que diable vous faut-il de plus ? »

» C'est vrai qu'ils discutent, qu'ils parlent et qu'ils votent. Mais à quoi bon, si rien de bon, d'utile ne sort de ce travail. Leur état d'esprit est significatif et, je le crains, incurable.

— Voyez-vous un remède ? dis-je au Maréchal.

— Aucun, me répond-il, dans les circonstances présentes. C'est folie d'attendre des parlementaires qu'ils se réforment eux-mêmes. Ils sont d'ailleurs convaincus que tout est pour le mieux. Pourquoi donc changeraient-ils ? Dans ces conditions, qu'est-ce qui

amènera la crise ? Les événements, je le crains, et peut-être pas d'une manière ni très ordonnée, ni très tranquille.

» Pour qu'un régime républicain et parlementaire puisse fonctionner normalement, dit le Maréchal, il faut une séparation des pouvoirs très nette : exécutif, législatif, judiciaire. A l'heure actuelle, chez nous, tous ces pouvoirs sont confondus. Ils se trouvent réunis dans les mains de cinq ou six cents députés qui ne songent qu'à leur réélection, c'est-à-dire à leurs électeurs. Que voulez-vous tirer de là ? Voyez les autres Etats républicains. En Amérique, vous avez un Président qui, par-dessus les fluctuations parlementaires, assure pour quatre années au moins la continuité et la durée. En Allemagne, de même, le Président exerce un très grand pouvoir.

» Sans continuité, sans durée, aucun gouvernement n'est capable de surmonter les difficultés présentes.

» C'était autre chose avant la guerre où ces difficultés étaient toute petites, presque inexistantes, où le pays regorgeait de richesses et de ressources, où aucune question ne se présentait sous un aspect aussi critique, aussi pressant. Vous aviez alors une vieille charrette qui, sur un sol uni et dépourvu d'ornières, sans côtes, poursuivait tant bien que mal son bonhomme de chemin.

» La guerre terminée, alors que le sol est défoncé, que de terribles obstacles se présentent, que partout autour de vous le monde entier a évolué, vous prétendez sortir du hangar votre charrette et continuer

comme avant. C'est une idée ridicule, bouffonne ! Les autres ont des automobiles et des aéroplanes, et vous voulez, vous, utiliser votre vieil attelage. Quand il s'embourbe, vous vous contentez de changer une ou deux mules. Quoi d'étonnant si ce changement ne sert à rien ?

» En regard des parlementaires impuissants, vous avez les techniciens de l'administration des finances, industriels, commerçants, dirigeants des grandes chambres de commerce qui s'alarment, se présentent et vous disent :

« Mais les remèdes sont possibles. Laissez-nous seulement les appliquer. »

» Ils ont parfaitement raison. Les remèdes sont possibles, en effet. Que faut-il pour qu'ils réussissent ? D'abord qu'ils soient mis en œuvre par des gens compétents. Ensuite et surtout, que ces gens compétents aient assez de pouvoir et d'autorité pour les appliquer. Vous avez beau tourner et retourner la question, vous ne sortirez pas de là. »

Mars 1927.

POINCARÉ. — LYAUTEY

WINSTON CHURCHILL

Je vois le Maréchal à mon retour d'un voyage de deux mois au Maroc.

Je le trouve en excellente forme, le visage frais et reposé, sans que rien décèle le poids des ans.

Il m'interroge sur mon voyage :

— A chaque pas, lui dis-je, Monsieur le Maréchal, on évoque le souvenir du maréchal Lyautey. Il a été pour ce pays un animateur incomparable. Il lui a fait brûler les étapes dans la voie de la colonisation. Il a réalisé en cinq ans, dix ans, ce qui avec tout autre aurait exigé un demi-siècle.

— Vous avez cent fois raison, me dit le Maréchal. Lyautey est un organisateur de génie. Rien de plus admirable que l'œuvre qu'il a accomplie là-bas. Je sais ce qu'en pensent d'excellents juges étrangers, des Anglais, des Américains qui viennent me voir après avoir visité ce pays. Ils en sont tous émerveillés.

» J'ai d'ailleurs, moi-même, grande envie d'aller prochainement au Maroc. Quelle serait la meilleure saison pour cela ? Croyez-vous qu'il ne ferait pas trop chaud vers la fin du printemps ?

— C'est de beaucoup le meilleur moment, lui dis-je. Le gros des touristes a fui. Tout le pays n'est alors qu'un immense tapis de verdure et de fleurs. Sauf à Fez peut-être, et encore, la température est des plus supportables.

Je l'interroge sur les projets militaires actuellement en cours : réorganisation de l'armée, organisation de la frontière.

— Qui pourrait, lui dis-je, nous écrire pour la *Revue de France* un bon article sur ce dernier sujet, dont l'intérêt est si évident ?

Il réfléchit un instant.

— Je ne vois personne, me dit-il, en dehors de Weygand qui a écrit quelque chose là-dessus. Le gouvernement en a même interdit la publication, parce qu'il ne se montrait pas assez orthodoxe, en ce qui concerne la Société des Nations et Locarno. Nos gens sont, vous savez, terriblement chatouilleux là-dessus. Il faut avoir la foi. Quiconque ne l'a pas, ils l'excommunient.

» D'ailleurs, il n'y a aucun inconvénient à attendre. Laissez d'abord voter le projet de loi sur l'armée. Toute discussion sur les frontières, à l'heure actuelle, ne servirait qu'à embrouiller davantage une question qui est déjà suffisamment embrouillée.

» Pour le projet militaire, ce qu'on se propose

de faire n'est pas parfait, loin de là, mais tout vaut mieux que la situation présente. Il faut donc voter le projet le plus rapidement possible.

Il me parle ensuite de la situation intérieure et financière :

— En somme, dit-il, Poincaré réussit, et fort bien. C'est l'essentiel. Il a réalisé une amélioration considérable qui ne fera que s'accroître. Il faut donc qu'il reste et le plus longtemps possible. Avec ses défauts — nous en avons tous — il est de beaucoup ce que nous possédons de mieux, dans notre personnel politique, et comme chef de gouvernement. Il ne se doute pas d'ailleurs de la situation qu'il a dans le pays. Je ne cesse de le lui répéter. Il peut faire tout ce qu'il voudra. L'essentiel est qu'il veuille. Le grand mérite de Poincaré, en plus de son honnêteté, de sa droiture c'est d'être un grand laborieux. Il connaît à fond les questions dont il parle et qu'il traite, parce qu'il a pris la peine de les étudier.

Je lui parle des Mémoires de Winston Churchill qui viennent de paraître, où Churchill porte sur Foch un jugement si élogieux.

— C'est un des livres, lui dis-je, les plus intéressants, les plus vivants qui aient paru sur la guerre.

Foch, qui n'en a lu que des extraits, est aussi de cet avis.

— Winston Churchill est un excellent journaliste, me dit-il. Comme homme d'Etat, je fais sur lui toutes mes réserves. Les opérations qu'il a préparées, expédition d'Anvers au début de la guerre, forcement de

Gallipoli l'année suivante, prêtent aux plus vives critiques. Il paraît s'imaginer qu'à la guerre, un plan, une idée, si bonne soit-elle, se suffit à elle-même. Il n'en est rien. Tout réside dans l'exécution. Or, il s'en faut que les modalités de cette exécution aient été réglées comme il convient. De là, l'échec des deux entreprises.

Novembre 1927.

FOCH ET LA PAIX DE L'EUROPE

« Avez-vous quelque temps à me consacrer ? me dit le Maréchal. »

Et là-dessus, prenant de grandes feuilles de papier couvertes de sa belle écriture hiératique, il commence à me les lire.

C'est un admirable travail, une analyse lumineuse et profonde de la situation actuelle de l'Europe, envisagée au point de vue militaire et diplomatique.

« Une guerre de quatre années, dit-il, la paix qui en est résultée, ont laissé en Europe deux blocs : celui des vainqueurs et celui des vaincus. Les vainqueurs n'ont aucune raison de faire la guerre, encore moins qu'en 1914. Ce n'est donc pas par eux que la paix sera jamais menacée. En est-il de même des vaincus ? Ont-ils pris leur parti de leur défaite, des diminutions matérielles et morales que cette défaite leur a imposées ? Qui pourrait l'affirmer ? Si l'on prend l'exemple de l'Allemagne, on voit que le caractère, le tempérament de cette race, façonnée durant

des siècles par la domination de la Prusse, considérant la guerre comme une industrie nationale des plus lucratives, changera difficilement ses habitudes d'esprit, sa mentalité.

» L'Allemagne, ainsi désireuse de rétablir à son profit l'ancien état de choses, trouverait-elle en Europe d'autres associés qui, poussés par les mêmes raisons, éprouvent les mêmes désirs ?

» Très certainement oui.

» La menace contre la paix vient de là, rien que de là.

» Comment la conjurer ? Par le désarmement de l'Allemagne ? Personne n'oserait dire aujourd'hui que ce moyen-là soit vraiment efficace. Un pays industriel, riche comme l'Allemagne peut rapidement transformer ses industries de paix en industries de guerre. L'armée, peu nombreuse sans doute, mais composée d'éléments excellents, peut s'amalgamer très vite les réserves grâce auxquelles elle deviendrait un instrument de guerre redoutable.

» Il faut donc chercher autre chose. Ce ne peut être que l'accord intime des Alliés, décidés à faire respecter coûte que coûte et d'une manière intégrale, le traité de paix.

» Hors de là, point de salut.

» Cet accord, comment le réaliser ? Il est particulièrement difficile dans les nations démocratiques et parlementaires où il suffit d'une élection pour tout changer : l'esprit, les conceptions, les dispositions des dirigeants. Il serait donc indispensable, sous peine

de sacrifier les intérêts immédiats de la nation, de mettre au-dessus des querelles et des divisions des partis un certain nombre d'organismes destinés à assurer la *continuité de la politique nationale.*

» Ces organismes existent en Allemagne : c'est le grand Etat-Major, la Reichswehr, dont le ministre n'a pas changé depuis bientôt dix ans. C'est aussi la Présidence de la République.

» Ils existent en Angleterre. Ce sont : l'Amirauté qui a ses principes, sa doctrine qu'elle impose à tous, ses traditions, son personnel; et le Foreign Office.

» En France, *il n'existe malheureusement rien de pareil.* Le Conseil supérieur de la guerre, dont l'influence était grande avant 1914, a perdu cette influence. Il ne fait rien ou presque, ce qui est d'ailleurs lamentable. Il subsiste un organisme : la Conférence des ambassadeurs, qu'il serait indispensable de renforcer.

» Il ne faut pas croire que les parlottes de Genève peuvent suffire à tout. Elles servent principalement à tailler des succès personnels à tel ou tel homme d'Etat, qui s'imagine volontiers que, parce qu'il y a prononcé un discours vivement applaudi, toutes les questions sont réglées de ce fait.

» Rien n'est plus urgent, plus indispensable que de créer dans notre pays ces organismes permanents, prenant solidement en main, par-dessus les fluctuations parlementaires et ministérielles, la direction de notre politique militaire et extérieure.

» N'oubliez pas ceci, me dit le Maréchal, et c'est par ces mots qu'il finit :

« *Il n'est de grand que ce qui dure.* »

» Voulez-vous, ajoute-t-il, publier cette étude dans la *Revue de France ?* »

Je lui réponds que nous la publierons avec joie.

Quelques jours après, le Maréchal me l'envoyait.

Elle parut sous la signature : Trois Etoiles, dans la *Revue de France*, en tête de son numéro du 1er janvier 1928.

FOCH ET WEYGAND

De même qu'on ne saurait séparer Napoléon de Berthier, son chef d'état-major, on pourrait moins encore séparer Foch de Weygand.

Pendant toute la guerre et pendant les années qui suivirent, ils ont travaillé ensemble, pensé ensemble et agi ensemble; ils ne se sont pas quittés un seul jour. De cette collaboration incessante sont sortis les admirables résultats que l'on sait.

Le Maréchal cache sous une froideur apparente un cœur très ardent et très chaud. Il a pour Weygand une affection des plus vives. Quand il le vit partir pour la Syrie, après l'avoir eu si longtemps près de lui, au moment de s'en séparer, cette affection se donna libre cours.

Comme j'allai le voir quelques jours après ce départ, ayant écrit dans l'*Illustration* un long article sur Weygand, Foch me parla avec émotion de cet article, m'exprima le plaisir très grand qu'il lui avait causé.

« Je suis foncièrement attaché à Weygand, me dit-il. C'est un homme admirable. Plus on le connaît, plus on l'apprécie et plus on l'aime. Il m'a rendu pendant la guerre, surtout aux moments les plus critiques, des services inestimables.

Puis, continuant à me parler de lui :

» On a raconté, me dit-il, des choses inexactes sur la manière dont je l'ai connu, dont je l'ai attaché à mon Etat-Major. Voici ce qui s'est passé :

» Quand Joffre m'appela du commandement du 20e corps à celui de la nouvelle armée qu'il créait au centre de notre dispositif, c'est lui-même qui constitua mon Etat-Major. Il avait, de son coup d'œil infaillible, de son jugement très sûr, distingué l'année précédente et apprécié Weygand à l'Ecole des Maréchaux. Il le désigna pour m'accompagner en même temps que le colonel Devaux.

» Pour moi, bien que Weygand fît partie de mon corps d'armée, où il commandait en second un régiment de cavalerie, je n'avais eu avec lui que des rapports sommaires et espacés, ceux que peut avoir un commandant de corps avec un colonel.

» Au moment de partir, une difficulté surgit. Lequel des deux serait mon chef d'état-major ? Weygand était le plus ancien, mais Devaux était breveté. On me soumit ce litige, que je tranchai avec ma rapidité accoutumée : « Je prends le plus ancien, dis-je; s'il ne fait pas mon affaire, dans quelques jours je le renvoie à son régiment. »

» Or, je devais le garder neuf ans !

» Clarté d'esprit, maîtrise de soi-même, sûreté de jugement, dévouement absolu et de tous les instants à la personne et à la cause qu'il sert, telles sont les qualités de Weygand. Il n'a pas cessé de les développer depuis le jour où il est arrivé auprès de moi.

» Vous savez quelle importance, surtout dans une armée moderne, a le chef d'état-major, l'intermédiaire obligé entre le commandant en chef et les exécutants. Le chef est seul, les exécutants sont légion. Le chef donne la direction générale, le chef d'état-major la traduit dans les détails, la fait passer dans la réalité.

» C'est dans cette tâche que Weygand est admirable; son esprit précis, clair, méthodique, ne laisse jamais rien dans l'ombre. L'ordre est donné à tous de manière que l'exécution peut et doit se faire sans hésitation, sans retard. De même, Weygand, avec une méthode parfaite, me rendait compte, heure par heure, de tout ce qui se passait sur l'ensemble du front. Tout ce qui méritait d'être signalé m'était signalé aussitôt.

» Du temps de Napoléon, la besogne du chef d'état-major paraissait déjà lourde. Elle était peu de chose cependant, à côté de la tâche qui lui incombe aujourd'hui; augmentation considérable des effectifs, multiplication effarante de tous les services, transports, automobiles, chemins de fer, aviation, etc. Pour faire marcher tout cela, pour ne pas se perdre au milieu de ces préoccupations, il faut une tête bien ordonnée, un esprit sans cesse en mouvement, une

volonté toujours tendue, un ensemble d'habitudes à la fois matérielles et spirituelles, qui font qu'à toute heure du jour et de la nuit les réflexes nécessaires se produisent toujours comme il le faut.

» Weygand possède toutes ces qualités.

» Quand l'occasion s'est présentée à lui de jouer, non point le second rôle mais le premier, quand, dans des circonstances redoutables, au moment de l'avance des armées rouges sur Varsovie, la capitale polonaise, il eut à prendre de graves décisions, vous savez de quelle manière merveilleuse il les prit. A peine arrivé, il débrouilla, d'un prompt regard, cette situation confuse. Il conçut la manœuvre et il l'exécuta. Les armées rouges furent arrêtées, la Pologne sauvée.

» C'est non seulement un grand, très grand général, mais aussi un admirable administrateur. Vous pouvez être sûr qu'il fera merveille en Syrie et partout où vous l'enverrez. »

COMMENT FOCH

VIT A LA CAMPAGNE

A mon retour à Paris, fin septembre, j'allai voir le Maréchal, que je n'avais pas vu depuis juillet. Je le complimentai sur son excellente mine. Il avait passé dans sa maison de Bretagne deux mois, coupés d'un ou deux voyages à Paris, qui lui avaient fait le plus grand bien.

— A quoi, lui demandai-je, passez-vous votre temps à la campagne ?

Et Foch, de sa voix nette, toujours un peu abrupte, de me répondre :

— *Je fais de la stratégie avec mes arbres.*

Puis, comme il me voyait sourire :

» Il faut prendre, me dit-il, cette boutade très au sérieux. Treufeuntiniou, mon domaine, dans la commune de Ploujean, à quelques kilomètres de Morlaix, est tout voisin de la mer. Les vents y soufflent par moments avec une grande impétuosité. Pour me défendre contre leurs attaques, pour résister à leurs ssauts tourbillonnants, depuis l'époque déjà éloignée

où j'ai acheté cette terre, je me suis ingénié à disposer stratégiquement, aux bons endroits, des lignes d'arbres successives qui font l'office de remparts.

— A quel moment, lui dis-je, et pour quelles raisons avez-vous acheté ce domaine ?

— Vers 1895, me dit-il, ballotté comme le sont les militaires, de garnison en garnison, ayant maintes fois changé de logis, j'éprouvai le besoin de me fixer au sol, d'accrocher ma tente quelque part. C'est un désir naturel chez l'homme, surtout lorsqu'il est parvenu au milieu de sa course. La Maréchale, vous le savez, est bretonne. Les maris, contrairement à ce qu'affirme le Code, suivent assez souvent, presque toujours, leurs femmes. Neuf fois sur dix, d'ailleurs, ils ont pleinement raison. J'achetai donc ce modeste domaine, dont l'unique parure sont les arbres et les fleurs.

» Le parc a une trentaine d'hectares, avec deux ou trois fermes attenantes. J'espère d'ailleurs que vous viendrez m'y voir un jour, bien que vous soyez un fervent de la Provence. Nous vous ferons découvrir les beautés de la Bretagne. La maison est très simple d'aspect, mais assez jolie, de lignes harmonieuses. Elle a dû être bâtie, à ce que je pense, entre 1820 et 1825, au retour de l'émigration. C'est un manoir breton, tel qu'il s'en trouve beaucoup dans cette région. Voici des aquarelles de mon ami Fossa qui la montrent exactement telle qu'elle est.

— Monsieur le Maréchal, Weygand, votre voisin de campagne, me disait un jour :

« Aussitôt arrivé chez lui, le Maréchal prend son sécateur et se met à tailler sans répit tout ce qui est « taillable ». Quand il n'y a plus rien à couper, il s'en va ! »

— C'est un peu vrai, répond Foch en souriant. J'y ai passé une partie de mon été à écrire une préface pour les *Mémoires* du maréchal Wilson, le grand chef britannique, mon camarade de combat, à qui me lie une vieille et solide affection, renforcée par les souvenirs des heures tragiques que nous avons vécues côte à côte. Ces Mémoires, risquent de choir, telle une grosse pierre, dans la mare à grenouilles des diplomates et des politiciens. Ils contiennent de rudes vérités, dont quelques-unes assez déplaisantes pour certains hommes d'Etat d'Angleterre et du continent. Chaque matin, après avoir recouvert un certain nombre de feuillets de mon écriture, je quitte ma table, je prends ma canne et mon sécateur et je vais faire un tour de propriétaire dans le parc. La promenade terminée, je me remets à la besogne.

» Je vis là, au milieu des miens, avec la Maréchale, mes filles, mes nombreux petits-enfants qui composent à eux seuls toute une maisonnée. Les propriétaires des environs viennent me voir; de temps à autre quelque hôte marquant de France ou de l'étranger, militaire, diplomate, fait un détour pour me visiter. J'ai eu notamment cet été le général Pershing.

» Vous savez que Weygand — mon vieil et cher ami — possède une propriété dans la même com-

mune que moi. Nous ne sommes séparés l'un de l'autre que par une très courte distance à vol d'oiseau. Mais il faut quelque cinq kilomètres pour nous retrouver, parce qu'il est nécessaire de passer par Morlaix. Chose curieuse, c'est une simple coïncidence, le pur effet du hasard, qui a réuni si près l'une de l'autre nos deux villégiatures. Weygand, qui a épousé une Bretonne, a été, lui aussi, amené en Bretagne par sa femme. Vers la fin de la guerre, comme il cherchait un endroit pour se reposer, il trouva celui-ci qui lui convint et l'acheta.

» Que vous le vouliez ou non, lui ai-je dit alors, vous ne pouvez plus vous soustraire à mon voisinage.

» C'est à Treufeuntiniou, ajoute Foch, comme si un souvenir curieux venait subitement de fondre sur lui, que je me trouvais en juillet 1914 au cours de la semaine tragique qui précéda la guerre.

» Quand, après les fêtes du 14 juillet, passées à Nancy, au siège de mon corps d'armée, je vis M. Poincaré, président de la République, et M. Viviani, président du Conseil, s'embarquer tous deux pour une visite officielle en Russie et dans les capitales scandinaves, je me dis, à part moi, que la tension austro-serbe dont il était question depuis quelque temps, après l'assassinat de Sarajevo, les complications balkaniques dont on avait parlé bien souvent, ne devaient pas offrir une grande gravité, sans quoi, de toute évidence, ces deux grands hommes d'Etat si bien informés, n'auraient pas ainsi quitté leur pays.

Les événements, sans nul retard, démontrèrent la fausseté complète de mon raisonnement. J'étais depuis quelques jours à peine en Bretagne, parmi mes arbres et mes fleurs, quand subitement l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie éclata comme un coup de tonnerre. Encore quelques jours et je reçus un télégramme du ministère me prescrivant de rejoindre mon corps d'armée sans délai. Je partis le soir même pour Nancy. Quelques jours de plus et la guerre commençait. Elle devait me tenir, pendant quatre années et plus, éloigné de mes champs. »

A l'entrée du manoir, se trouve une petite chapelle très simple, de style breton. Sa principale décoration consiste en deux grandes plaques de marbre, sur lesquelles sont inscrits les noms de Germain Foch, aspirant, et du capitaine Bécourt, gendre du Maréchal, tous deux morts pour la France en 1914.

Chaque jour, matin et soir, quand la famille est réunie, la Maréchale, entourée de ses filles et de ses sept petits-enfants, va dire sa prière dans cette chapelle. Le Maréchal y vient assez souvent s'y recueillir.

Chez un homme comme Foch, la foi, une foi de simple, cohabite, l'une soutenant, animant l'autre, avec une intelligence des plus critiques et des plus fortes. De leur union puissante, agissante, est faite avant tout sa nature.

Un jour du printemps 1918, à l'un des moments les plus angoissants de la guerre, Clemenceau arriva à l'improviste, un dimanche matin, au Quartier gé-

néral de Foch. Il demanda le général. On lui répondit qu'il était à la messe, mais on lui proposa d'aller immédiatement le prévenir.

« Ne le dérangez pas, répondit-il, cela lui a trop bien réussi. J'attendrai ! »

LE SPIRITUALISME DE FOCH

Foch, me parlant un jour d'un homme politique très actif, très intelligent et que l'on dit appelé à un bel avenir :

« C'est un sceptique, me dit-il. Il ne croit à rien. Aussi n'arrivera-t-il à rien. »

Ce jugement était, dans sa bouche, sans réplique.

L'homme, d'après lui, faible et vacillant par nature, a besoin de s'accrocher à quelque chose de solide, sinon le moindre coup de vent risque de l'emporter. Il est pareil à ce légionnaire romain, dont parle souvent le Maréchal, qui, plein de prévoyance, ne manquait jamais d'emporter avec lui un pieu pour étayer sa tente quand il arrivait le soir à l'étape. Chacun de nous doit imiter son geste.

Quant à lui, Foch, il est tranquille et parfaitement en règle là-dessus. Sa foi religieuse, une foi de simple, de charbonnier, lui donne une assiette fixe, inébranlable, pour y bâtir et y organiser son existence tout entière.

Foch est un catholique fervent et convaincu. Mais il l'est à la manière des grands esprits de notre dix-septième siècle. La religion, à laquelle il a une fois pour toutes donné son adhésion, une adhésion sans réserve, qui fait le fond de sa vie intérieure, en dehors des pratiques régulières du culte, se traduit rarement en lui par des marques, des manifestations extérieures. C'est uniquement au dedans qu'elle agit. On pourrait répéter à propos d'elle la phrase célèbre : « *In eo vivimus et sumus.* »

La religion lui fournit sa base morale. Elle lui donne la tranquillité d'âme, l'équilibre dont l'homme a besoin. C'est tout et c'est beaucoup. L'accomplissement du devoir, le sacrifice, l'asservissement intégral des instincts matériels aux aspirations spirituelles en sont considérablement facilités.

L'homme ne vaut que par l'esprit. L'intelligence, la raison qui lui ont été données en partage, il a le devoir d'abord de les développer le plus qu'il peut, puis de les faire servir, non pas à la satisfaction de ses désirs personnels, à la poursuite de basses jouissances, en elle-mêmes parfaitement méprisables, mais à des fins grandes et nobles, le dévouement à la famille, à la patrie, à l'humanité.

Voilà son véritable rôle ici-bas. Les jouissances matérielles, nul n'en fait aussi peu de cas. Elles sont pour lui comme si elles n'étaient pas. Pour ce qui touche à la nourriture, une sobriété quasi-ascétique, de quoi satisfaire sa faim. C'est tout. Pour sa mise, la capote et la tunique du soldat. Une pipe de quatre

sous, un paquet de caporal, voilà pour ses plaisirs.

Les œuvres d'imagination pure, roman, poésie, ne l'intéressent guère.

En revanche, il est épris de l'histoire. Depuis Napoléon, il n'est pas de grand capitaine qui l'ait aussi constamment étudiée, aussi minutieusement, parfaitement connue. La connaissance qu'il en a est même, à mon avis, supérieure à celle de Napoléon. Il la voit d'un œil plus philosophique, dans le jeu complexe, mouvant, des causes et des conséquences, dans le rattachement des événements à quelques grandes lois générales, dont ils ne sont que les manifestations éparpillées.

Grand chef militaire, Foch — rien ne prouve davantage l'étendue, la variété de son génie — possède tout ce qu'il faut pour être un grand chef politique. Il a le sens, la compréhension de la politique, c'est-à-dire des lois qui régissent les rapports des hommes entre eux. Sa science approfondie de l'histoire, son observation pénétrante des peuples étrangers, la découverte presque immédiate des éléments essentiels qui constituent la psychologie d'une nation, qui expliquent son caractère et son tempérament, cet ensemble de dons, développés par l'attention et l'étude, donnent à sa vision de l'Europe une pré-

cision, une acuité, une vérité singulière. Cette carte européenne qui, dans son cabinet de travail, est toujours sous ses yeux, qu'il ne cesse pas de regarder, l'objet de ses méditations, elle est pour lui quelque chose de vivant, de concret, de coloré. Elle lui apparaît, comme à Napoléon les champs de bataille, à la fois dans son *état statique* et dans son *état dynamique*. Il perçoit les forces opposées qui la tiraillent, qui la travaillent, l'équilibre plus ou moins stable, plus ou moins durable qui peut et doit s'établir entre elles.

Cette Europe nouvelle, née de la victoire alliée, qui fut avant tout son œuvre à lui, il éprouve pour elle l'affection, la tendresse d'un père pour son enfant.

Certes, il ne la juge point parfaite. Loin de là. Si l'on avait écouté ses conseils, elle aurait été sensiblement différente, plus solidement constituée, surtout infiniment mieux protégée contre les graves dangers qui la menacent et qui résultent uniquement du désir de revanche animant les peuples vaincus.

Mais le Maréchal est un grand réaliste. Les regrets, les récriminations, ne sont point son fait.

Cette construction neuve, il faut la garder telle qu'elle est, veiller soigneusement qu'elle ne s'effrite ni ne se lézarde. Il faut laisser à ce ciment le temps de se solidifier, de durcir.

« Donnez quelques années encore, me disait-il, à ces jeunes nations, issues de notre victoire : Tchécoslovaquie, Pologne, Yougoslavie, vous verrez qu'elles arriveront à se consolider. Vous serez étonné de leur

développement, de leurs progrès. Seulement, pour cela, le temps, la paix leur sont nécessaires.

» Cette paix européenne, c'est la France avant tout qui doit la maintenir. C'est sur elle que repose l'armature de cette nouvelle Europe. Qu'elle s'affaiblisse, qu'elle fléchisse, aussitôt la construction tout entière est en péril. »

Aussi surveille-t-il avec une attention minutieuse, pour les dénoncer, les écarter, tous les signes de fléchissement. Une bonne armée, de bonnes finances, un bon gouvernement, voilà ce qu'il désire pour la France. Il essaye dans la mesure de ses forces, de son autorité, qui sont immenses, de donner à ceux qui la gouvernent les conseils que lui dictent sa clairvoyance et son bon sens.

LE SECRET DU GRAND CHEF

LA PENSÉE ET L'ACTION

Ayant vu Foch à l'œuvre pendant la bataille de la Marne et celle de l'Yser, l'ayant entendu, au cours d'innombrables entretiens, me parler des grandes difficultés qu'il eut à résoudre, pendant la guerre et après, si j'avais maintenant à me demander : « Quel est le secret de son génie? », quelle réponse ferais-je?

Lorsqu'on a observé, étudié, distillé ses qualités et ses dons, que reste-t-il au fond de l'alambic ?

Dans la solitude de Sainte-Hélène, Napoléon s'est exactement, à propos de lui-même, posé cette question.

Ce qui fait d'après lui le grand homme de guerre, c'est avant tout l'équilibre harmonieux entre l'intelligence et la volonté, entre la faculté de comprendre et celle de vouloir. Il faut évidemment que ces facultés soient poussées, l'une et l'autre, aussi loin que possible, mais c'est l'équilibre s'établissant entre elles qui reste le facteur essentiel. C'est ce qu'il

exprime dans cette formule mathématique : *le grand général doit être carré de base comme de hauteur.*

Appliquons cette formule à Foch; elle est de Napoléon et il serait difficile, je le crains, d'en trouver de meilleure.

Par quoi son intelligence se marque-t-elle tout d'abord ?

Avant tout par la découverte presque immédiate de ce qui, dans le problème le plus compliqué, le plus embrouillé, constitue le point capital.

Pendant la Marne, la nécessité de tenir sur place, coûte que coûte, pour empêcher l'ennemi de crever le centre du dispositif français; pendant l'Yser, barrer à tout prix aux Allemands l'accès du Détroit, ce qui rendrait impossibles les communications entre la France et l'Angleterre; fin mars 1918, au moment le plus grave de la ruée germanique vers Amiens, maintenir, quoi qu'il arrive, la liaison entre les armées françaises et les armées britanniques.

Ce point capital, Foch le discerne du premier coup, d'une intuition quasi-instinctive. Il a cela de commun avec Napoléon. C'est l'étincelle du génie, l'ultime secret du grand homme de guerre.

Ce point découvert — ici encore la ressemblance avec Napoléon est frappante — toutes les ressources de l'esprit sont immédiatement mises en œuvre afin de trouver et d'employer les moyens propres à assurer le résultat :

« Il faut faire travailler les méninges, dit-il. Il faut phosphorer! »

Foch ne cesse de répéter ces formules qui ont pour lui un sens très profond. C'est là que le général fait voir s'il est un grand général. Un plan, si bon soit-il, ne vaut rien par lui-même, contrairement à ce que croit l'Etat-Major germanique. Seules, l'exécution, l'application dans les détails, dans l'infiniment petit, lui confèrent son efficacité, sa vertu. A cet égard, Foch, comme Napoléon, se montre admirable. Il tourne, retourne jour et nuit le problème, ne l'abandonnant pas un seul instant, cherchant de nouvelles solutions, améliorant sans cesse celles qui se sont présentées à lui d'abord, arrivant ainsi, par un labeur acharné, une gymnastique incessante, à découvrir les meilleures, les plus simples, c'est-à-dire celles qui, presque toujours, ne sont trouvées qu'en dernier lieu.

Pendant la Marne, c'est, à l'heure décisive, la rocade géniale de la 42e division, subitement portée de sa gauche qui tenait encore bon, sur sa droite qui fléchissait.

Pendant l'Yser, c'est l'amalgame ingénieux, judicieux des troupes françaises, anglaises, belges, le « colmatage » comme disait Foch, de cette ligne qui paraissait à chaque instant rompue, qui, cependant, ne fut jamais rompue.

Pendant la partie défensive de la grande bataille de 1918, conduite par Foch, c'est l'emploi intelligent des réserves franco-britanniques, hélas bien affaiblies, bien diminuées, leur adroite disposition qui lui permit, grâce à ces économies réalisées, à ces

« râclures de tiroir » de boucher tant bien que mal les brèches. Puis, quand il eut saisi l'initiative des opérations, lorsqu'il put enfin faire donner son orchestre, c'est l'enchaînement subtil, l'emboîtement l'une dans l'autre de ses multiples offensives, jusqu'au moment où la ligne tout entière de cet immense front s'embrasa.

La grande idée de Foch, le fond de sa doctrine est que la victoire, contrairement à ce que croient la plupart des gens, *n'est jamais une chose simple.* Elle résulte au contraire d'une infinité de facteurs. Le rôle du chef consiste à en saisir le plus grand nombre (c'est là encore ce que faisait Napoléon), de manière à abandonner le moins possible à l'imprévu, au hasard. La victoire, dit Foch, se gagne avec des résidus, avec des restes. L'art suprême du général consiste à les accommoder.

Voilà pour l'intelligence et voici pour la volonté.

Toutes ces dispositions, si heureuses soient-elles, ne valent que par l'énergie, le caractère du chef chargé de les exécuter. Le moral d'une armée dépend avant tout du moral de son chef. Il faut qu'il enfonce, à coups redoublés de marteau, cette idée dans la tête de ses lieutenants, de ses soldats, que la bataille ne *sera pas perdue parce qu'elle ne doit pas être perdue.*

Toutes les voies sont ainsi, d'avance, coupées à la défaillance; tous les chemins lui sont barrés. Il n'existe pas de route en arrière; il n'y a de route qu'en avant, vers la victoire.

Cette énergie, cette volonté de vaincre, elles atteignent chez Foch leur paroxysme.

Ici encore, il rejoint, il égale Napoléon. Il le surpasse peut-être en ce que le commandement qu'il exerça, pour ne rien dire de sa prodigieuse amplitude, comporte, par son essence même, des difficultés, des obstacles qui n'existaient pas pour Napoléon. Celui-ci, maître tout-puissant, n'avait qu'à donner des ordres à son armée où les quelques éléments non-français, proportionnellement peu nombreux, étaient fondus, amalgamés dans l'armée française.

Foch, au contraire, la dernière année de la guerre, commande à des armées dont la moitié au moins, sinon plus, sont des armées étrangères. Sa tâche de généralissime, l'exercice de son commandement prennent, par cela même, un caractère tout différent. Ils mettent en œuvre non seulement toutes les facultés de l'esprit, mais encore, si l'on peut dire, toutes les qualités du cœur. Ils deviennent par moment une sorte d'apostolat. C'est non seulement la vigueur de l'intelligence et du caractère qui entre en jeu, mais l'ensemble des forces morales : la noblesse, *la vertu* dans la pleine acception du terme.

En dernière analyse, là me paraît être l'immense, l'unique mérite de Foch, ce qui lui assure une place à part parmi les grands capitaines de tous les pays et de tous les temps.

L'APOTHÉOSE DE FOCH

A plusieurs reprises, le Maréchal m'avait parlé de la cérémonie que la municipalité de Cassel organisait à son honneur, le 7 juillet 1928, pour l'érection de sa statue équestre, en haut de la colline qui domine la ville.

« Ce sera une belle fête, me disait-il. Nos amis Anglais et Belges y viendront en foule. Je puis même vous confier que tous les géants des Flandres (vous savez, ces mannequins gigantesques qu'on promène dans les rues les jours de réjouissance publique) s'y sont donné rendez-vous. Nous allons contempler une assemblée de géants, ce qui nous changera des autres. Je vous y invite. »

Cette petite ville de Cassel, qui fut son Quartier général pendant toute la bataille des Flandres, le Maréchal garde pour elle une prédilection particulière. Elle lui rappelle ses souvenirs les plus colorés, les plus émouvants de la guerre, cette bataille de

l'Yser où il s'essaya avec tant de succès, à son rôle de généralissime, où il réussit à faire marcher ensemble, dans un effort commun, dans une entente parfaite, Belges, Français et Anglais.

La fête fut magnifique en effet.

Il est des lieux qui semblent spécialement marqués par l'histoire. Cassel est un de ceux-là. Juché sur son haut piton, qui domine l'immense terre des Flandres, merveilleux observatoire durant cette bataille, aussi importante que celle de la Marne, Cassel était un Quartier général tout indiqué.

La statue du Maréchal se dresse tout en haut de la colline qui supportait le vieux château, à l'extrémité d'un joli petit jardin.

La cérémonie fut très émouvante et très belle. M. Raymond Poincaré, venu tout exprès, évoqua avec sa précision, sa netteté accoutumées le rôle militaire du Maréchal.

Et quel magnifique, quel noble discours, tout chargé de substance, prononça M. Gabriel Hanotaux. Il définit, il exalta l'œuvre de celui qu'on appelle le *grand homme de guerre*. On aurait cru entendre une voix du grand siècle.

Le Maréchal, heureux, ému, se prêtait avec sa simplicité, sa bonne grâce habituelles à toutes les exigences de cette cérémonie, assistant aux défilés, touché surtout par la vivacité, la ferveur des hommages populaires.

A la joie que j'en éprouvai, quelque tristesse vint cependant se mêler.

Foch que, jusqu'ici, j'avais toujours trouvé le même, sans la moindre trace d'affaiblissement, de déclin, sur qui les années semblaient passer sans laisser de trace, je notai, en lui, pour la première fois, les marques d'une fatigue évidente, d'un léger affaissement, le teint terreux et quelque peu plombé.

J'en fis part à un ou deux camarades de son Etat-Major qui avaient l'occasion de le voir souvent et qui, eux aussi, avaient fait la même observation.

Novembre 1928.

MES DERNIERS ENTRETIENS AVEC LE MARECHAL

A mon retour de vacances, j'allai voir le Maréchal qui, selon son habitde, a passé l'été en Bretagne.

Je rapporte de ma visite une impression infiniment triste. Je le trouve fatigué, vieilli. Le teint n'est plus le même, ni les gestes, la vivacité, la verdeur des propos.

Il m'interroge sur mes travaux, mon livre : sur le point de paraître, *Bonaparte à Toulon*,

Il se met tout d'abord à me parler de Bonaparte. Ce sujet qui l'intéresse, qu'il connaît à merveille, l'échauffe, l'anime. Pendant quelques instants, je revois le Foch d'antan.

— Ce qui me frappe chez lui, dit-il, et une fois de plus, Foch ayant à traiter une question s'installe du premier coup au point essentiel, c'est la maturité d'es-

prit de cet homme de vingt-quatre ans. Car, tel était exactement son âge. Songez à ce que vous étiez, à ce que j'étais à cette époque.

» Je sortais de l'Ecole Polytechnique. Vous, vous usiez vos fonds de culotte sur les bancs de la Sorbonne. Nous étions de bons élèves, très scolaires, et même presque exclusivement scolaires.

» Voilà un gaillard qui, exactement à cet âge, possède toute la maturité d'intelligence et de caractère d'un homme de quarante ans : la vigueur du raisonnement, le talent d'embrasser tous les côtés d'un problème, si compliqué soit-il, militaire, stratégique, politique, historique, la conception des plans, leur exécution.

» C'est cela qui est véritablement prodigieux.

» Comment l'expliquer? Il y a évidemment la part du génie personnel qui est d'une qualité exceptionnelle. Il y a, de plus, les circonstances, exceptionnelles, elles aussi, l'un complété par l'autre.

» Les quatre années, depuis le commencement de la Révolution jusqu'en 93, que Bonaparte a vécues d'une façon très intense, ont compté pour lui double, et même triple. Voyez son attitude au 10 août lorsqu'il assiste à l'assaut des Tuileries, lorsqu'il constate l'inertie, la veulerie du roi, incapable de se défendre.

» Faites naître Bonaparte sous Louis XIV, ou mettez-le, comme j'étais à vingt quatre ans, en garnison à Tarbes ou à Montpellier, ses facultés, si extraordinaires fussent-elles, ne lui auraient certainement

pas donné la possibilité de fournir la carrière qu'il a fournie.

» Voilà l'explication : une force exceptionnelle, des circonstances exceptionnelles.

— Son génie militaire, lui dis-je, se révèle déjà tout entier à Toulon. La force de la pensée qui, devant un problème à résoudre lui fait trouver tout de suite le trait capital, le point vulnérable de la position à enlever; la concentration de l'esprit qui s'applique à l'essentiel en laissant de côté l'accessoire,

— Il est très beau à ce moment, dit Foch, parce qu'il met la main à la pâte. Il a non seulement le don du commandement, mais le don d'entraîner les soldats.

Décembre 1928.

COUP D'ŒIL

SUR LA NOUVELLE EUROPE

Je vais voir le Maréchal avant mon départ pour le Midi où je compte passer les fêtes de Noël et du Nouvel An. Son aspect est le même que lors de ma dernière visite. Il me paraît fatigué et vieilli.

Je lui parle d'une série d'articles que je prépare pour *la Revue de France* sur les origines de l'Europe nouvelle.

— Parmi les jeunes Etats nés de notre victoire, j'ai commencé, lui dis-je, par la Tchécoslovaquie. Je compte continuer par la Pologne.

— J'ai fait, répond le Maréchal, un séjour en Tchécoslovaquie, à mon retour de Pologne, il y a quelques années. Je crois fermement à l'avenir et au développement de ce pays. La race tchèque existe. C'est un fait qu'on ne peut pas plus discuter que nier. Pour qu'elle ne soit pas morte après plusieurs siècles d'oppression, d'asservissement, c'est que vraiment elle

ne devait pas mourir. Elle a prouvé ainsi sa force, sa vitalité.

» Quand je suis allé chez eux, ils m'ont conduit sur le champ de bataille de Sadowa. Arrivés sur la hauteur où se trouvent les deux monuments en l'honneur des soldats prussiens, et des soldats autrichiens, au pied de ces colonnes, je rassemble leurs chefs, civils et militaires, et je leur adresse une courte allocution :

« Autrichiens et Allemands qui se battaient les uns contre les autres, à Sadowa, leur dis-je, étaient unis en 1914. Vous savez maintenant où se trouvent vos appuis tout indiqués, où est l'avenir de l'Etat que vous venez de fonder! »

» Les Tchèques, en dehors de leurs qualités natives, ont su trouver d'excellents chefs : Masaryk, Benès. Ils ont eu, de plus, la grande sagesse de les laisser constamment au pouvoir depuis bientôt dix ans qu'a fini la guerre. C'est quelque chose que cela. Un peuple capable de cette discipline, peut certainement espérer de grandes destinées.

» Vous savez, d'autre part, comme ils sont laborieux, probes, honnêtes, intelligents et actifs, réussissant à merveille dans le commerce et dans l'industrie.

» On entend dire quelquefois qu'ils ne possèdent pas de qualités militaires. Ce sont des sottises. La retraite des légions tchèques en Sibérie, l'Anabase, est, du point de vue militaire, une magnifique chose. Ils ont prouvé leur endurance, leur discipline, leur héroïsme.

» N'oubliez pas, ajoute le Maréchal, que ce pays a été décapité de son aristocratie. Il est en train de s'en constituer une autre. Leur armée n'est pas mauvaise. Ils se gardent contre les Hongrois et ils ont bien raison. Le Hongrois, c'est l'éternel mécontent; son opposition est irréductible.

Après la Bohême, le Maréchal me parle tout naturellement de l'Autriche.

— Je m'y suis arrêté, me dit-il, une journée, lors de ce même voyage. Vienne est devenue une ville de province. Cette population amène, souriante, ne songe qu'à vivre agréablement. Ce n'est certainement pas elle qui se révoltera contre les traités. Ce n'est pas de ce côté que la paix est menacée.

— Pouvait-on, monsieur le Maréchal, traiter l'Autriche autrement qu'on ne l'a fait, au moment des négociations de paix. Je serais curieux d'avoir votre avis sur cette question éternellement discutée.

— C'était absolument impossible, répond très nettement Foch.

» L'empire des Habsbourg s'est écroulé, parce qu'il ne pouvait plus vivre tel qu'il était, parce qu'il représentait dans l'Europe du vingtième siècle, le plus incroyable, le plus absurde des anachronismes. Si la guerre ne l'avait pas démembré, soyez sûr que le démembrement serait survenu tout de même, produit par d'autres causes.

» Cet empire serait mort du dedans au lieu de mourir du dehors. Voilà, au fond, la seule différence.

Me parlant ensuite de la Pologne:

« La bonne impression que j'ai de ce pays, me dit-il, ne cesse de se confirmer. Les Polonais sont vingt-cinq millions maintenant. Ils seront quarante millions dans vingt ans. Leur patriotisme est des plus ardents. Ils manquent d'expérience dans la vie politique et parlementaire. Mais ces défauts sont rachetés par un admirable dévouement à la patrie, qui passe avant tout. L'armée est en bon état. Le pays travaille.

» Là aussi, la construction est en train de se solidifier. Accordez-lui encore quelques années de répit. Elle sera parfaitement capable alors de résister à une secousse. »

C'est par ces réflexions, ces considérations sur l'état actuel de l'Europe que se termina cet entretien, le dernier que j'avais avec le Maréchal.

Elles témoignent de son optimisme clairvoyant et raisonné, de sa confiance dans les destins de cette Europe, telle qu'elle est sortie d'une victoire, due pardessus tout à son génie.

Comme il me reconduisait, au moment de le quitter, dans l'embrasure de la porte :

« A bientôt, me dit-il, après les fêtes, à votre retour du Midi. »

La porte se ferma. Je ne devais plus le revoir!

FIN

BIBLIOTEKA NARODOWA
1661

TABLE

PRÉFACE 1

8 *bis*, BOULEVARD DES INVALIDES 1

COMMENT FOCH PARLE ET COMMENT IL TRAVAILLE . . 4

COMMENT FOCH FUT NOMMÉ GÉNÉRALISSIME. 7

EN QUOI CONSISTE EXACTEMENT LE RÔLE DU GÉNÉRALISSIME ? LES IDÉES DE FOCH SUR LE COMMANDEMENT UNIQUE 12

FOCH ET L'ARMÉE AMÉRICAINE. 21

Grave désaccord avec Clemenceau.

LA LÉGENDE DE L'ARMISTICE 29

LA LÉGENDE DE L'ARMISTICE 39

La question de Rhénanie.

Premier désaccord avec Clemenceau.

LA LÉGENDE DE L'ARMISTICE 47

Désaccord avec les Anglais.

Foch impose sa solution.

FOCH AFFIRME QUE LA GUERRE POUVAIT ÊTRE GAGNÉE UN AN PLUS TOT. 54

FOCH SUR JCFFRE. 68

Les lettres inédites qu'il lui écrivit pendant la bataille de l'Yser.

FOCH SUR LUDENDORFF 87

Pourquoi celui-ci fut battu.

FOCH EXPLIQUE LA BATAILLE DE LA MARNE 100

Quelle part il y a joué.

FOCH EXPLIQUE CE QUE FUT LA DERNIÈRE GUERRE. 115

CE QUE SERAIENT, D'APRÈS FOCH, LA GUERRE ET L'ARMÉE DE L'AVENIR 124

FOCH SUR NAPOLÉON 126
FOCH ET LA MARCHE SUR BERLIN. 140
FOCH SUR LES ÉTATS-UNIS. 146
FOCH SUR L'ALLEMAGNE 150
UNE HEURE SOMBRE DANS LA VIE DE FOCH 154
On songe à le « limoger ».
A QUEL MOMENT FOCH ENTREVIT LA VICTOIRE. . . . 161
COMMENT FOCH COMPREND L'HISTOIRE MILITAIRE . . 164
LE DRAME DU TRAITÉ DE PAIX. 170
LE DRAME DU TRAITÉ DE PAIX. 179
La doctrine de Foch.
LE DRAME DU TRAITÉ DE PAIX. 185
L'erreur des chefs d'État.
LE DRAME DU TRAITÉ DE PAIX. 191
Les deux thèses en présence.
LE DRAME DU TRAITÉ DE PAIX. 194
L'heure décisive.
LE DRAME DU TRAITÉ DE PAIX. 198
L'adjuration de Foch.
LE DRAME DU TRAITÉ DE PAIX. 203
Une situation tragique.
LE DRAME DU TRAITÉ DE PAIX. 210
Foch au Conseil des Ministres.
LE DRAME DU TRAITÉ DE PAIX. 223
Foch à la réunion plénière de la Conférence.
LE POINT CULMINANT DU DRAME 229
Foch refuse d'envoyer un télégramme.
LE DRAME DU TRAITÉ DE PAIX. 235
Les leçons de l'Histoire.
Conclusions de Foch.
FOCH SUR LA RUSSIE. 244
FOCH SUR GAMBETTA 253
FOCH SUR LES RÉPARATIONS 256

POINCARÉ ET LLOYD GEORGE 260
FRANCE ET ALLEMAGNE APRÈS LA GUERRE. — LLOYD GEORGE 262
FOCH ET LA RUHR. 266
FOCH SUR LA POLITIQUE FRANÇAISE. 273
Millerand, Poincaré.
La « Jachère » et les « Bourdons ».
FOCH ET LA CRISE DU FRANC 278
APRÈS LES ÉLECTIONS 281
FOCH ET LA NOUVELLE EUROPE. 283
FOCH ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS 288
CRISE FINANCIÈRE. — LOCARNO 292
LE CHAR MÉROVINGIEN 296
POINCARÉ, LYAUTEY, WINSTON CHURCHILL 302
FOCH ET LA PAIX DE L'EUROPE. 306
FOCH ET WEYGAND 310
COMMENT FOCH VIT A LA CAMPAGNE 314
LE SPIRITUALISME DE FOCH 320
LE SECRET DU GRAND CHEF 325
La pensée et l'action.
L'APOTHÉOSE DE FOCH 330
MES DERNIERS ENTRETIENS AVEC LE MARÉCHAL. . . 333
COUP D'ŒIL SUR LA NOUVELLE EUROPE 336

ACHEVÉ D'IMPRIMER POUR
"LES ÉDITIONS DE FRANCE"
PAR L'IMPRIMERIE NOUVELLE
11, RUE CADET, A PARIS
— LE 9 AVRIL 1929 —

1661.

BIBLIOTEKA
ASG
NAUKOWA
17363